

Deux « gestes » sud-africains

Le gouvernement sud-africain a fait connaître, le lundi 15 avril, son intention de retirer ses troupes du territoire angolais d'ici à la fin de la semaine. Ce retrait, prévu par les accords de Lusaka de février 1984, intervenait avec plus d'un an de retard. Pretoria avait justifié la maintenance de ses forces à N'Goma, à 35 kilomètres au-delà de la frontière namibienne, par la persistance des infiltrations des maquisards de la SWAPO en Namibie. Or celles-ci n'ont pas cessé, en dépit des coups de plus en plus rudes portés par l'armée sud-africaine. Ainsi, depuis le début de l'année, deux cent trente-huit maquisards auraient été tués, ce qui constitue un quelque sorte un record.

La décision de Pretoria ne s'explique donc pas par une évolution significative de la situation militaire mais, comme l'a indiqué M. « Pk » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, par une volonté de réamorcer, de façon ostensible, le processus de paix dans cette partie de l'Afrique australe. Les Sud-Africains espèrent que leur initiative sera suivie d'un « geste » similaire de la part de Cuba, qui maintient en territoire angolais un contingent militaire d'environ vingt-cinq mille hommes. Si le « signal » que vient d'envoyer Pretoria à La Havane et à Luanda est suivi par un retrait cubain, le principal obstacle à l'application de la résolution 435 des Nations unies, qui définit un plan pour l'accession de la Namibie à l'indépendance, disparaîtrait.

Les autres étapes - cesser le feu avec la SWAPO, évincer sur place de troupes des Nations unies - semblent cependant encore bien lointaines. La commission conjointe anglo-sud-africaine chargée, depuis les accords de Lusaka, de surveiller le désengagement des forces respectives de la SWAPO et de Pretoria ne s'est pas réunie depuis le 19 novembre dernier, et les trois cents « observateurs » sud-africains et angolais n'ont jusqu'à présent rien observé du tout. De toute façon, le gouvernement de Pretoria se réserve d'intervenir de nouveau en Angola une fois le repli de ses troupes effectué.

« La sécurité du peuple du Sud-Ouest africain sera assurée si nécessaire », a précisé M. Botha, en soulignant que l'Afrique du Sud ne renoncera pas à lutter contre les « apogées terroristes » de la SWAPO. Les troupes sud-africaines sont en effet présentes au nord du territoire namibien. La décision que vient d'annoncer Pretoria revient donc, sur le terrain, à faire reculer ses forces d'environ 40 kilomètres au-delà de la frontière angol-namibienne. Elle n'est pas moins hautement symbolique, et les États-Unis, qui depuis de nombreux mois demandaient aux autorités sud-africaines d'accomplir un « geste », ne manqueront pas de s'en féliciter.

Ce « geste de paix » intervient toutefois au moment où le régime de Pretoria est de plus en plus contesté, sur le plan intérieur comme sur la scène internationale. Les pressions des États-Unis ne se sont jamais faites si fortes pour obliger Pretoria à assouplir le régime de l'apartheid. En Afrique du Sud même, les violences se multiplient. A cet égard, il existe probablement un lien entre le retrait des troupes sud-africaines d'Angola et l'accord de principe donné à la légalisation des mariages interraciaux.

Lire page 3 les articles de notre correspondant MICHEL BOLE-RICHARD

Ventes d'armes records pour la France en 1984 : 61,8 milliards de francs

Avec un montant proche de 62 milliards de francs, la France a enregistré en 1984 un doublement de ses commandes d'armes à l'exportation par rapport à 1983. C'est un résultat record qui place la France dans la dépendance de deux clients du Proche-Orient : l'Arabie saoudite et l'Abou-Dhabi, qui assurent à eux seuls la moitié du total de ces contrats.

Dans une lettre qu'il a adressée au président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, le ministre de la Défense, M. Charles Hernu, précise que la France a reçu en 1984 pour 61,8 milliards de francs de commandes d'armes à l'exportation. C'est un montant record, jamais atteint par l'industrie française de l'armement dont le précédent record a été de 41,6 milliards de francs en 1982.

De premières estimations de sources officielles au début d'année (le Monde du 15 février 1985) avaient fait état d'un total prévisible de 50 milliards de francs. Les chiffres définitifs sont donc très supérieurs à cette évaluation provisoire du ministère.

Par rapport à 1983, année pendant laquelle la France avait enregistré 29,1 milliards de francs de prises de commandes à l'étranger, l'année 1984 marque un doublement des résultats à l'exportation de l'armement, essentiellement à des contrats avec l'Arabie saoudite et l'émirat d'Abou-Dhabi dans le Golfe.

Le document du ministère de la Défense détaille la répartition de ces

commandes par zone géographique : 76,6 % au Maghreb, Proche et Moyen-Orient ; 10 % en Europe de l'Ouest et en Amérique du Nord ; 9 % en Extrême-Orient ; 2,2 % en Amérique latine et aux Caraïbes ; 1,6 % en Afrique et 0,6 % de divers. De même, il est indiqué la répartition selon les catégories d'armements : 70,6 % de matériels terrestres (y compris la défense antiaérienne) ; 25,7 % pour l'air et 3,7 % pour le naval.

Ce sont principalement deux contrats qui sont à l'origine de cette augmentation considérable des prises de commandes en 1984. Au début de l'année, l'Arabie saoudite a acquis un système de défense antiaérienne par missiles sol-air de Thomson-CSF pour une valeur, concernant la seule année 1984, de 30 milliards de francs. A la fin de la même année, l'émirat d'Abou-Dhabi a commandé dix-huit avions de combat Mirage-2000 en échange de la livraison de pétrole à des prix avantageux.

JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 11.)

L'intransigeance de M. Barre brouille le jeu politique à droite et à gauche

Les déclarations de M. Raymond Barre confirmant son refus de la « cohabitation » si l'opposition l'emporte aux élections législatives de l'an prochain brouillent le jeu politique. Elles ont provoqué des réactions contradictoires qui vont du rejet à l'approbation au sein de l'UDF, tandis que le RPR s'est abstenu de prendre position. Les socialistes ont vivement critiqué l'ancien premier ministre, qui vise par son intransigeance à faire échouer l'opération de recentrage tentée par le PS.

MM. Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing et Jean Lecanuet n'auront eu que quelques jours pour se réjouir de l'accord pour gouverner, qui scelle l'entente des dirigeants de l'opposition en vue des élections législatives de 1986 et des choix qu'ils devront faire, alors, s'ils l'emportent.

Les questions auxquelles est accordé était censé répondre sont de nouvelles posées, comme elles l'étaient auparavant, et l'opération chiraqu-giscardienne risque de se révéler blanche. On conçoit que M. François Léotard hausse le ton à l'adresse du responsable de cette situation, M. Raymond Barre. « Je ne comprends pas », lance le secrétaire général du Parti républicain,

dans une interview publiée mardi par le Figaro.

M. Léotard ne comprend pas ce que veut dire M. Barre lorsqu'il prétend se situer en dehors des formations de l'opposition. « Il ne saurait y avoir de statut spécial d'ancien premier ministre ou d'ancien président de la République », précise le député du Var : à l'Assemblée nationale comme en période d'élections législatives, les partis retrouvent leurs prérogatives - celles, précisément, que leur conteste, avec une certaine efficacité, M. Barre. Le débat est donc de nouveau ouvert.

PATRICK JARREAU.
(Lire la suite page 8.)

ÉCONOMIE ET COHABITATION

Rupture et Redressement

par JACQUES CHIRAC

A front renversé

par PAUL FABRA

Page 9

LE CAMBODGE DIX ANS APRÈS LES KHMERS ROUGES

Le souvenir obsédant de la terreur

Le 17 avril 1975, les Khmers rouges occupèrent Phnom-Penh et imposèrent au Cambodge un régime de terreur auquel l'armée de Hanoi devait mettre fin, fin décembre 1978, en envahissant le pays. Depuis lors, une résistance antiviétnamienne s'est organisée non seulement sur la frontière thaïlandaise mais également à l'intérieur du territoire khmer, ainsi que le rapporte ci-dessous James Burnett, de retour de Phnom-Penh.

par JAMES BURNETT

quatre morts et trois blessés. Un bilan qui n'est pas confirmé officiellement. Le ou les auteurs de l'attentat ont-ils été arrêtés ? Qui sont-ils ? Des questions qui restent sans réponse. Trois versions circulent rapidement à Phnom-Penh : une « infiltration ennemie » ; l'autre dépeint d'un soldat khmer qui a perdu une jambe lors de l'explosion d'une mine à la frontière khméro-thaïlandaise ; des « voleurs vietnamiens » attirés par les « chi » d'or. Un tel incident, assure-t-on, n'est pas le premier du genre sur ce marché dont une majorité de petits commerçants sont vietnamiens.

Deux jours plus tard, à Oudong, bourgade de la province de Kompong-Chhnang, à 30 kilomètres au nord de Phnom-Penh, un groupe de guérilleros fait irruption en fin d'après-midi sur le marché. Une

fusillade éclate. Le bilan serait d'une quinzaine de morts dont un officier vietnamien. Ce raid est confirmé de source diplomatique à Phnom-Penh, sans autre précision sur le nombre des victimes.

La sécurité est bien le problème crucial des autorités cambodgiennes à quelques jours du dixième anniversaire du 17 avril. Un anniversaire qui sera célébré avec discrétion par le régime de M. Heng Samrin. L'histoire est cruelle pour les nouveaux dirigeants : cette date marque « la victoire sur l'impérialisme américain ». Dans le même temps, c'est le début du cauchemar khmer rouge après cinq ans d'une guerre particulièrement atroce.

M. Hun Sen, premier ministre et ministre des affaires étrangères de la République populaire du Kampuchéa, a beau affirmer que l'ensemble du pays est « sous contrôle », la

situation est complexe. De sources officielles khmères et vietnamiennes, on reconnaît que la prochaine saison des pluies, qui commence fin avril, sera une « test déterminant » pour le régime après les succès contre les bases de la résistance sur la frontière thaïlandaise. On admet à Phnom-Penh que « le coup de pied donné dans la fourmière » n'a pas réglé tous les problèmes. Loin de là.

Il s'agit désormais de neutraliser les groupes de maquisards nombreux qui se sont éparpillés dans la nature. Une tâche ardue qui incombe, d'après le nouveau dispositif, à la jeune armée de Phnom-Penh, forte de trente mille hommes formés à l'école vietnamienne. D'autant que « l'ennemi a été cruellement blessé et peut frapper avec un réel danger ». En septembre dernier, des guérilleros ont commis un véritable carnage lors de l'attaque à la bannette du train Phnom-Penh-Battambang. Une cinquantaine de voyageurs auraient été tués et plusieurs dizaines d'autres blessés, dont certains ont été hospitalisés à Phnom-Penh. C'est ainsi que ce raid a été connu.

(Lire la suite page 2.)

Le Monde

SCIENCES

Les pharmacies de l'espace

Les vols spatiaux ouvrent une nouvelle voie :

la fabrication de médicaments en apesanteur

Les derniers carrés de chocolat

Bientôt la fin d'une fabrication qui date presque de l'époque des Aztèques

Pages 13 et 14

Hervé GUIBERT



Des aveugles

« C'est subtil, à la frontière imprécise du réel et de l'imagination. On est pris ! »

Michèle Bernstein/Libération

« L'auteur revendique pour les mal-voyants le droit au fantasme et à l'horrible, droit que l'opinion leur refuse par besoin que la cécité s'accompagne d'innocence, sinon de sainteté ».

Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde

GALLIMARD

nrf

AU JOUR LE JOUR

Guerre

La France vit des temps dramatiques et même d'angoisse. Après l'insupportable suspense au sujet de la diffusion du match Juventus-Bordeaux, les dirigeants de la télévision continuent de jouer avec nos nerfs.

Guerre de tranchées des trois chaînes, coups bas de la déprogrammation, artillerie lourde des films à taux d'écoulement et massifs, armées des ondes s'entêtent sur la ligne bleue des indices, médiation jupitérienne de la Haute Autorité : la bataille fait rage dans le désert culturel de l'Hexagone.

Corinaud ou grande vadrouille, Antenne nulle contre TF moins : on a les épopées qu'on veut, et, quinze ans après sa mort, c'est toujours Bourvil qui mène la France.

BRUNO FRAPPAT.

LIRE

4. GRANDE-BRETAGNE

Après l'échec de la grève des mineurs, les travaillistes contre-attaquent.

10. JUSTICE

Un commissionnaire à la Bourse du commerce répond d'une escroquerie de 9 569 000 francs.

15. DOSSIER

Le point sur la catéchèse.

43. SOCIAL

Issore ville morte pour protester contre la fermeture de l'usine Ducellier.

47. LITTÉRATURE

La mort de Fred Uhlman, l'auteur de « l'Ami retrouvé ».

مكتبة الأصيل

étranger

ASIE

Chine

LA MONTÉE DE M. HU YAOBANG

Le secrétaire général du PC lance un avertissement à la presse

De notre correspondant

Pékin. — Depuis avril, le secrétaire général du Parti communiste chinois, M. Hu Yaobang, est presque quotidiennement à la une des journaux. Recevant des visiteurs étrangers, il a fait, tour à tour, des révélations sur la restructuration du Parti avec le départ de deux millions de vétérans ; sur la promesse qu'aurait faite les Etats-Unis — démentie par le Pentagone — de n'envoyer en visite en Chine que des navires non nucléaires ; sur les conditions de rapprochement avec l'Union soviétique ; sur la création d'une branche du PCC à Hongkong et sur les conditions d'exercice de la liberté d'expression dans la colonie britannique après 1997.

Lundi 15 avril, la télévision a consacré le tiers de son journal du soir à la visite de M. Hu dans le Pacifique sud (le Monde du 16 avril). Il se trouve actuellement en Australie, avant de se rendre en Nouvelle-Zélande et dans une poussière d'Etats insulaires. Dimanche, le Quotidien du Peuple avait consacré sa une et une pleine page à un discours sur la presse prononcé... le 8 février par M. Hu. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ce dernier, tout comme M. Zhao Ziyang, le premier ministre, avec la publication de son rapport fleuve sur la réforme de l'économie du pays en mars, entendoit confirmer à l'opinion chinoise l'importance de sa fonction.

Le discours de M. Hu est significatif pour deux raisons au moins. D'abord, il confirme la poursuite de la lutte contre la « pollution spirituelle », qui avait fait couler tant d'encre il y a un an et demi. Ensuite, il définit de manière restrictive le rôle de la presse et des journalistes. On se souvient que la campagne contre la « pollution spirituelle », attribuée à l'époque à M. Deng Liqun, alors responsable de la propagande, mais lancée sur l'initiative de M. Deng Xiaoping, avait été interrompue peu après la suite des conséquences déplorables qu'elle avait eu sur l'image de marque d'une Chine qui s'ouvrait.

« Nous avons utilisé des méthodes inadéquates au début, reconnaît aujourd'hui M. Hu. Le terme de « pollution spirituelle » était relativement inconnu des gens tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, surtout si on l'accouple au mot « dinastie ». Mais celle ne veut pas dire que le principe de la lutte contre la pollution spirituelle soit erroné et qu'on puisse laisser libre cours à la corruption des idées décadentes des classes exploitatrices. » « La Commission centrale maintient depuis toujours sa lutte contre les idées décadentes du capitalisme », ajoute-t-il.

Pour lutter contre ces influences décadentes, rien ne vaut une presse compréhensive. A un moment où la « liberté de création » est reconnue aux écrivains et à l'autonomie de gestion aux entreprises, M. Hu a insisté avec vigueur : « Il y a plusieurs milliers d'organes de presse dans notre pays. Il existe bien sûr des différences entre eux. Mais ces différences ne doivent pas changer leur nature fondamentale, en tant que voix du parti. »

Au fur et à mesure que la réforme économique prend corps, que les difficultés apparaissent (« pollution spirituelle », « comportements incorrects ») et que les cadres prennent conscience du retard, toutes proportions gardées, de leur niveau de vie par rapport au reste de la population, les dirigeants chinois multiplient les déclarations rassurantes. En mars, M. Zhao avait annoncé une réforme des salaires pour les fonctionnaires à partir du juin. M. Hu, après M. Deng, enfonces le clou idéologique, rassurant ceux qui douteraient de l'orientation marxiste du régime.

Le 6, le China Daily répondait à ceux qui s'inquiétaient de voir trop d'intellectuels entrer au PC : ils ne sont que 4 %, alors qu'il y a 10 % d'analphabètes, écrivait-il avant d'ajouter : « Il est ridicule de penser que le drapeau rouge avec ses agrégats marx-vietnamiens, symbole de la classe ouvrière, sera un jour remplacé par le stylo et les lunettes. »

PATRICE DE BEER.

Sri-Lanka

Trente morts dans les affrontements entre musulmans et Tamouls

Les affrontements entre Tamouls et musulmans dans la localité d'Ak-karapattu, à l'est du pays, ont fait en définitive une trentaine de morts et une quarantaine de blessés, a-t-on précisé lundi 15 avril de source policière (le Monde du 16 avril). Près de dix mille personnes ont dû fuir leurs maisons et s'installer provisoirement dans des écoles.

Les incidents ont éclaté lorsque des musulmans ont organisé des manifestations de protestation après le meurtre de trois de leurs collègues dont deux dans une mosquée à Mannar, au nord-est du pays. Des musulmans ont attaqué des Tamouls dans plusieurs villages et des guérilleros tamouls ont mis à sac des magasins appartenant à des musulmans. — (Reuters.)



INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

Apprendre le management en 18 mois à l'ISA

et récolter le miel de la ruche de Jouy-en-Josas

Un programme de 3^e cycle concentrant le meilleur du Centre HEC-ISA sur le campus de Jouy-en-Josas : 110 professeurs spécialisés, 3 000 cas, 102 ordinateurs et terminaux... Un enseignement par groupes compacts et motivés. Le socle d'excellence pédagogique de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, 600 postes offerts chaque année à nos 100 diplômés. Admission sur dossier et entretien. Critères : Diplôme supérieur ou 3 ans de fonction cadre en entreprise. Personnalité riche, travaillieuse et motivée.

Réunion d'information

Réunion d'information avec le Directeur de l'ISA, le 23 avril 1985. Cercle France-Amérique 1^{er} étage, 9 avenue Franklin Roosevelt 8^e, Métro Franklin Roosevelt. Renseignements : Tél. : (3) 956.24.26 ou écrire à ISA, 78350 Jouy-en-Josas.

CENTRE HEC-ISA DE JOUY-EN-JOSAS
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

Cambodge

Dix ans après les Khmers rouges

(Suite de la première page.)

A l'approche du 17 avril, la messe pour une poussée de l'ennemi vers Phnom-Penh est prise au sérieux. Les conseillers vietnamiens multiplient les consignes de sécurité auprès des autorités cambodgiennes. Les mesures de surveillance des marchés de la capitale et, en vigile de 21 heures à 5 heures depuis six ans, sont renforcées. Selon des sources khmères, les interpellations se multiplient à Phnom-Penh et plusieurs réseaux auraient été démantelés ces dernières semaines. On dissuade discrètement les Occidentaux de fréquenter les marchés. Rejoignant les représentants des organisations humanitaires, M. Hun Sen a récemment exprimé ses craintes de voir un de leurs membres tué en prise en otage. Les experts soviétiques, au nombre de deux mille environ, n'utilisent que l'hélicoptère pour leurs déplacements en province. Quant aux journalistes présents à Phnom-Penh ces dernières semaines, ils s'ont en droit qu'à de courtes visites dans les provinces limitrophes de la capitale au raison des « opérations de nettoyage ».

La « journée des témoignages »

Les responsables cambodgiens et les conseillers vietnamiens gardent la tête froide et affichent même un solide optimisme qui peut surprendre. Phnom-Penh joue désormais sur l'épuisement de la guérilla après le « bouclage » de la frontière. De source vietnamienne, on estime que l'offensive contre les bases de la résistance commence déjà à porter ses fruits. « Le nombre des coups de main baisse par rapport à l'année dernière, estime un expert vietnamien. Mais il faut reconnaître que leurs coups peuvent être plus spectaculaires et dangereux. D'autre part, les groupes de guérilla sont en diminution. Il semble qu'ils aient décidé de regrouper leurs éléments avant de passer à des opérations coup de poing. Cela nous facilite la tâche car nous pouvons les repérer plus facilement. Enfin, nous avons pu constater que l'efficacité et l'agressivité des Khmers rouges s'émoussent lors des accrochages. Si la saison des pluies est généralement favorable à la guérilla, ajoute-t-il, il pourrait en être autrement. Ils n'ont plus de base de repli et il sera plus difficile pour eux, en raison des travaux de défense qui sont entrepris sur la frontière, de rejoindre la Thaïlande. Nous croyons que leur moral va être mis à rude épreuve au fil des mois. Et la saison des pluies sera particulièrement dure cette année pour la guérilla. »

Au bout du compte, on espère beaucoup du « délabrement » du moral de l'ennemi pour accélérer la pacification du Cambodge. L'administration de M. Heng Samrin fait preuve d'ailleurs d'une certaine habileté en donnant une large priorité à sa « politique de clémence » dans ses tentatives de réconciliation. Le gouvernement tente de jouer sur le caractère parfois insolite des relations familiales qui existent entre les guérilleros et les populations locales. L'exemple de femmes se rendant dans la jungle pour convaincre un mari ou un frère afin qu'il dépose les armes et rejoignent leur village est fréquemment cité. Il n'en reste pas moins que ces « égards repentis » devront passer plusieurs mois dans des « centres de rééducation » comme celui qui existe, selon des témoins, à trois kilomètres de Stung-Treng, dans le nord-est, avant de retrouver une vie normale.

Cette politique de « clémence » a incontestablement le soutien de la population. Celle-ci n'oublie pas pour autant l'odyssée dramatique de l'évacuation générale des villes, le 17 avril 1975, sans compter celles passées sous le contrôle des Khmers rouges bien avant cette date, les craintes physiques et morales des hommes en pyjamas noirs. Ce père de famille, chargé de la direction de l'orphelinat numéro un à Phnom-Penh, est « marqué à vie » par « l'exécution » de deux enfants en bas âge que deux Khmers rouges l'avaient projeté sur les pieds contre un arbre avant d'être vivants. L'histoire du ministre des Affaires étrangères est toujours sous le choc de la dispersion de sa famille et du mariage forcé auquel elle a échappé de justesse en invoquant « son manque de maturité politique pour accepter une telle marque de confiance de l'Angkor » (l'organisation cambodgienne des réfugiés).

L'hypothèse d'un retour de Pol Pot au pouvoir terrasse les Cambodgiens et est toujours sous le choc de la dispersion de sa famille et du mariage forcé auquel elle a échappé de justesse en invoquant « son manque de maturité politique pour accepter une telle marque de confiance de l'Angkor » (l'organisation cambodgienne des réfugiés).

« Une commémoration qui n'est pas contradictoire avec notre politique de clémence », explique un fonctionnaire. « Nous devons faire la différence entre les deux dirigeants et les autres qui ont été contraints moralement à exécuter les ordres afin de sauver leur propre vie. Car cette page noire du Cambodge ne ressemble en rien à ce que vous avez pu connaître en Europe. Il faut leur donner une chance de retrouver une vie normale. C'est à ce prix que le peuple cambodgien pourra se reconstruire », ajoute-t-il. A quel prix et dans combien de temps ?

JAMES BURNETT.

Philippines

Un prêtre italien aurait été assassiné par un milicien à Mindanao

Un milicien accusé de meurtre d'un prêtre italien, Tullio Favali, à Mindanao (le Monde du 14-15 avril), a été arrêté, a annoncé, mardi 16 avril, le ministre philippin de la Défense.

De notre correspondant

Rome. — Le meurtre de Tullio Favali a été présenté par les autorités de Manille comme un « incident regrettable », mais comme tout explicable dans une région où sévit la guérilla (celle menée par les musulmans et celle de la Nouvelle Armée du peuple, se réclamant du marxisme). En réalité, précise un communiqué émanant du supérieur général du PIME (équivalent italien des Missions étrangères de Paris) dont le siège est à Milan, l'assassinat a été délibéré. Le Père Favali était considéré comme un élément indésirable par les milices locales (groupes paramilitaires d'autodéfense des villages).

Rédigé sur la base des déclarations de Mgr Quereola, évêque de Kidapawan, et du Père Pietro Gennaro, compagnon du Père Favali dans la paroisse de Tuhman (où ce dernier était arrivé il y a deux ans), le communiqué du PIME précise qu'en fin de journée, le 11 avril, un groupe de miliciens avait organisé une manifestation. Sur des panneaux figurait une liste de noms de personnes présumées favorables aux communistes, dont ceux des Pères Gennaro et Favali.

A la suite d'une rixe, le Père Favali fut appelé pour signer un blanchet. La maison fut immédiatement prise sous le tir des miliciens. « Lorsque le Père Favali tenta de sortir voyant que les miliciens mettaient le feu à sa motocyclette, il fut abattu et achevé d'une balle dans la tête. Tandis que la population terrorisée s'enfuyait, les miliciens remontaient de coups de pied le corps sur le sol », précise le communiqué du PIME.

PHILIPPE PONS.

DIPLOMATIE

M. SOUCHON INAUGURE AGROPROM 85

Taureaux français et ULM pour semailles à Moscou

De notre correspondant

Moscou. — M. Michel Rocard a fait, dans une lettre, un cours de sciences politiques « bourgeoises » sur les mérites comparés du scrutin majoritaire uninominal à deux tours et de la représentation proportionnelle pour expliquer son absence aux Soviétiques, qui sont restés passifs devant ces subtilités. Toutefois, l'exposition de matériel agricole français Agroprom 85 a été ouverte à Moscou, le 12 avril, par M. René Souchon, ministre délégué à l'Agriculture. Cette exposition, qui se prolonge jusqu'au 21 avril, est la deuxième exposition française de ce type en URSS.

La précédente, en 1982, avait été surtout axée sur les produits agricoles et alimentaires français eux-mêmes. Celle-ci insiste davantage sur les techniques d'avant-garde symbolisées par un ULM capable de faire des semailles. Les appareils les plus perfectionnés, notamment en matière d'élevage et de bonification des sols, y sont exposés.

Cent cinquante sociétés françaises sont représentées par Solokinski, dans la proche banlieue de Moscou. La firme de M. Jean-Baptiste Doumenge, Intégragra, joue les vedettes, mais on trouve aussi nombre de PME qui se sont fait une réputation dans un secteur bien déterminé, comme l'insémination artificielle, la congélation des embryons, les installations de trépanage.

Le clou de l'exposition était constitué par dix-huit jeunes taureaux amnésés de France par avion spécial, qui resteront en URSS comme reproducteurs. Un expert français faisait cependant remarquer que les animaux d'élevage « haut de gamme » acquis, il y a quelques années par les Soviétiques n'étaient pas toujours traités comme il conviendrait. Le paradoxe classique des centrales d'achat soviétiques.

paraissait, une fois de plus, responsable de cette situation : celles-ci ont tendance à acheter ce qui se fait de mieux à l'étranger, quitte à ce que, au final, personne ne se soucie vraiment de mettre en valeur ces acquisitions.

M. Souchon a rencontré, à l'occasion de cette exposition, MM. Zia Novikov, vice-président du conseil des ministres (qui a des compétences agricoles), et Valentin Messtis, ministre de l'Agriculture.

Des contrats seraient en vue dans plusieurs domaines, notamment celui de l'irrigation où la France a de bonnes sociétés d'ingénierie qui pourraient alors se placer dans le programme de bonification des terres. Matra pourrait également proposer ses services pour l'étude des sols par satellite.

DOMINIQUE D'HONNÈRES.

L'ANGOLA VA ADHÉRER À LA CONVENTION DE LOMÉ

L'Angola vient de faire savoir à la Commission européenne et aux gouvernements membres des Dix son intention de signer la nouvelle convention de Lomé. De la sorte, tous les pays indépendants d'Afrique sub-saharienne seront liés à la Convention.

L'Angola et le Mozambique n'adhèrent pas à l'ancienne convention (Lomé-2), mais les deux pays lusophones avaient participé à la négociation en vue de son renouvellement. A l'issue de cette négociation, le Mozambique avait décidé de signer, ce qui fut fait le 8 décembre à Lomé, mais l'Angola s'était abstenu.

Les négociations de Lomé étaient de nature principalement politique : cette convention concerne les présidents d'appliquer sur tout le territoire de la Communauté tel qu'il est défini dans le traité de Rome, c'est-à-dire y compris Berlin-Ouest. Cette « clause de Berlin » risquait de déplaire aux partenaires socialistes de l'Angola comme du Mozambique. Finalement l'Angola a décidé de passer outre ses hésitations.

« Démission de M. Bolla, directeur général adjoint de l'UNESCO. — M. Gérard Bolla a démissionné de ses fonctions, qu'il quittera dès ce mardi 16 avril. De nationalité suisse, il était directeur général adjoint depuis 1984 et porte-parole depuis septembre de la même année. Entré à l'UNESCO en 1955, il avait été notamment directeur du bureau du personnel, directeur du cabinet du directeur général, puis directeur du département du patrimoine culturel et sous-directeur général du département de la communication. Les raisons de la démission de M. Bolla n'ont pas été précisées.

A TRAVERS LE MONDE

Iran

• NOUVELLES MANIFESTATIONS. — De nouvelles manifestations se sont déroulées dimanche 14 avril dans le centre de Téhéran, après le mort d'un jeune Iranien abattu la semaine dernière lors d'un accrochage avec les forces de l'ordre, écrit le journal iranien Kayhan. — (Reuters.)

Nicaragua

• NOUVELLES HAUSSES DES PRIX. — Une nouvelle train de hausses des prix — plus de 100 % pour les tarifs des communications téléphoniques internationales et plus de 150 % pour le prix des combustibles — est entré en vigueur le lundi 15 avril. Une hausse de 200 % des tarifs des transports publics et une augmentation importante des tarifs de l'électricité sont également intervenues. — (AFP.)

Soudan

• UN GESTE ENVERS MOSCOU. — Le général Dabab a déclaré, lundi 15 avril, qu'il cherchait à améliorer les relations entre son pays et l'Union soviétique, la Libye et l'Éthiopie, relations qui étaient tendues sous le régime du maréchal Nemeiry.

« Nous avons envoyé des messages aux chefs d'Etat soviétique, libyen et éthiopien, en exprimant notre souhait de voir les relations entre nos pays s'améliorer », a indiqué le général Dabab. A Moscou, la Pravda a adressé tout un article au nouveau régime militaire soudanais tout en interrogeant sur ses grandes orientations.

Tchad

• M. HISSÈNE HABRÉ INVITE LES FANT A LA DISCIPLINE. — Le chef de l'Etat tchadien a regagné N'Djamena, jeudi 11 avril, à l'issue d'une tournée de quatre jours dans le sud du Tchad, qui l'a conduit à Bongor (Mayo-Kebbi) et Laï (Tandjilé). Le président tchadien a reconnu que les Forces armées nationales tchadiennes (FANT) se sont livrées à des exactions contre les populations civiles, déclarant notamment : l'armée doit être « l'armée du peuple. Elle doit éviter de se comporter comme une armée d'occupation [...], éviter d'humilier les populations et commettre des exactions ». « Seuls, a ajouté M. Habré, les légionnaires et les mercenaires » commettent des abus contre le peuple.

Tunisie

• DISSOLUTION DE L'ASSOCIATION DES JEUNES MAGISTRATS. — Le gouvernement tunisien a dissous, lundi 15 avril, l'Association des jeunes magistrats (AJM) et suspendu de leurs fonctions certains de ses membres, qui seraient traduits devant un conseil de discipline pour avoir observé une grève de deux jours, les 11 et 12 avril.

Zaire

• REMANIEMENT MINISTÉRIEL. — Le président Mobutu a procédé, la semaine dernière, à un remaniement des postes de responsabilité économiques et financiers du gouvernement, entraînant notamment le départ de trois ministres, à un moment jugé délicat dans les milieux d'affaires. Le gouverneur de la Banque du Zaire, M. Sambwa Pida Nbagui, estimé par les experts internationaux, prend la succession de M. Kakwama Kja Kisiti au ministère de l'Economie et de l'Industrie. M. Djambolo Oitambolo, également réputé pour sa compétence, ancien président de l'Office de gestion de la dette publique, permute avec le ministre des finances et du budget, M. Tshibembé Wa Bileza, ancien fonctionnaire du FMI.

M. Umba Kymatila, ancien président délégué général de la compagnie d'Etat Gecamines Holding, permute avec le ministre du commerce extérieur, M. Nyembo Shabani. M. Pay Fay Wa Sika Sika, ancien président-directeur général de la Gécomines commerciale, devient gouverneur de la Banque centrale. Il est remplacé à la tête de la Gécomines commerciale par M. Kakwama.

AFRIQUE

Tension entre la suite du...

Le

Le 17 avril 1985

Le 17 avril 1985

Le

Le 17 avril 1985

Le

Le 17 avril 1985

Le

Le 17 avril 1985

Le

Le 17 avril 1985

AFRIQUE

Côte-d'Ivoire

Tension entre Abidjan et Ouagadougou à la suite du meurtre d'un homme d'affaires

Les relations entre la Côte-d'Ivoire et le Burkina (ex-Haute-Volta) se sont brusquement tendues à la suite de l'assassinat, mardi 9 avril, à Abidjan, d'un important homme d'affaires burkinabé, M. Valentin Kinda.

Pour le gouvernement ivoirien, en l'état actuel de l'enquête, il s'agit d'un « crime politique » et non pas d'un « crime crapuleux », comme le soutient Ouagadougou. Par l'intermédiaire de la radio burkinabé, le régime du capitaine Sankara s'est indigné de la façon dont sont traités les ressortissants en Côte-d'Ivoire. Une « lettre de protestation résumée » a été adressée par le Burkina au gouvernement ivoirien, et Ouagadougou a rappelé son ambassadeur à Abidjan, a annoncé la radio burkinabé.

Pour sa part, le gouvernement ivoirien a répliqué très sèchement aux accusations lancées indirecte-

ment par le gouvernement du capitaine Sankara, affirmant qu'il n'avait « pas de leçon à recevoir de qu'il que ce soit » (...) pour assurer la protection et la sécurité de tous ceux qui vivent en Côte-d'Ivoire.

Cet incident intervient alors que les relations entre les deux pays s'étaient un peu améliorées, en dépit d'une méfiance réciproque des deux chefs d'Etat, MM. Houphouët-Boigny et Sankara. Toutefois, en février dernier, à l'occasion de la première visite du capitaine Sankara en Côte-d'Ivoire (où vivent environ deux millions de Burkinabés), une bombe avait explosé dans la salle de bains jouxtant la chambre que devait occuper le chef de l'Etat burkinabé dans un hôtel de Yamoussoukro (*Le Monde* des 15 et 23 février). Cet incident, dont les circonstances exactes n'ont jamais été rendues publiques, n'avaient évidemment pas contribué à améliorer les relations entre les deux pays.

République sud-africaine

Une commission parlementaire étudie l'abolition de la loi interdisant les mariages inter-raciaux

De notre correspondant

Johannesburg. - Le gouvernement sud-africain s'est déclaré prêt, lundi 15 avril, à examiner les recommandations de la commission parlementaire chargée d'étudier la possibilité d'abolir la loi prohibant les mariages inter-raciaux, ainsi que la section 16 de l'Immorality Act, qui interdit les relations amoureuses entre les membres de races différentes. L'abrogation de ces textes discriminatoires, considérés comme les plus honteux du système de l'apartheid, devrait, en principe, intervenir dans le courant de la présente session parlementaire, soit avant la fin juin. L'an dernier, une autre commission présidée par le même député, M. Piet Badenhorst, avait estimé que « les lois ségrégationnistes » ne « pouvaient être ni amendées ni abolies ».

L'arrivée au Parlement, l'été dernier, de représentants de la communauté indienne et métisse, qui avaient promis, lors de la campagne électorale, de mettre un terme définitif à ces offenses à la liberté d'aimer et d'épouser la personne de son choix, avait contribué à réunir, le 7 février, une nouvelle commission, qui vient d'achever ses travaux.

Se tâche n'était pas facile car ces deux textes, qui ont été à l'origine de drames humains ayant conduit de nombreux « pêcheurs » au suicide, sont étroitement liés aux règles régissant le développement séparé des races. Comment classer ces couples mixtes ? Dans quelles zones pourront-ils habiter ? blanche, noire ou métisse ? Dans quelles écoles pourront se rendre leurs enfants ? Dans quel hôpital pourront-ils se faire soigner ? Quels moyens de transport pourront-ils utiliser ?

Ces lois tant décriées et que le gouvernement promet depuis si longtemps d'abolir sont considérées par les tenants du principe de la « pureté de la race » comme la pierre angulaire de la législation ségrégationniste qui risque, selon eux, de s'écrouler si l'on touche à un seul fondement de l'édifice.

Les partis de droite ont décidé d'en faire un cheval de bataille, et le Parti conservateur va lancer une campagne contre ce qui, selon lui, ne peut qu'entraîner une décadence des mœurs et une perte de substance de l'identité africaine. M. Andries Treurnicht, chef de file de ce parti, s'appuie sur le Bible pour justifier son opposition à cette réforme, comparant purement et simplement les relations entre gens à la peau différente à l'inceste. « L'Etat, précise-t-il, a donc le droit et le devoir d'intervenir » dans ce domaine.

La loi sur les mariages mixtes a été promulguée en 1949 et celle sur l'« immoralité » en 1957. Les unions entre Blancs et membres d'autres races ne sont pas reconnues par les autorités, ce qui a forcé de nombreux couples à l'exil. Au cours des dix dernières années, 2.220 personnes ont été condamnées pour avoir commis « le péché de la chair » avec une personne de couleur différente.

La commission a estimé que ces lois « ne peuvent être justifiées par les Saintes Ecritures ni sur d'autres bases ».

Les mariages mixtes doivent donc être légalisés, avec effet rétroactif. En revanche, la commission ne préconise aucune modification des autres lois ségrégationnistes existantes susceptibles d'être en contradiction avec la réforme proposée. Les problèmes pratiques qu'elle posera seront réglés par des mesures administratives. La règle veut que la classification des races soit toujours faite au niveau inférieur s'il y a mixité.

M. F.W. de Klerk, ministre des affaires intérieures, a rappelé lundi, au Parlement, que « le gouvernement est opposé à toute forme d'immoralité », que la base de la Constitution est fondée sur des principes raciaux et que l'abrogation « n'infirmera pas l'ordre existant dans le domaine de l'éducation et constitutionnel ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

Pretoria annonce le retrait complet de ses troupes d'Angola

De notre correspondant

Johannesburg. - Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. « Pik » Botha, a annoncé, lundi 15 avril, que les troupes de son pays allaient se retirer d'Angola « avant la fin de la semaine ». La date n'a pas été officiellement précisée, mais le désengagement aura vraisemblablement lieu mercredi, soit douze mois et demi après la date initialement prévue du 31 mars 1984.

Le retrait des troupes de Pretoria avait, en effet, été programmé lors de la signature avec l'Angola, le 16 février 1984, des accords de Lusaka. Mais l'Afrique du Sud n'a maintenu ses soldats pendant plus d'un an à N'Goma, en territoire angolais, à 35 kilomètres de la frontière, en raison, affirmait-elle, de la persistance des activités des maquisards namibiens de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain).

n'hésitera pas à poursuivre sa lutte contre les « agissements terroristes » et, si besoin était, à frapper à nouveau en Angola. Il met fin à plusieurs années de présence sud-africaine dans cette zone troublée, dont une partie est contrôlée par l'UNITA, le mouvement rebelle angolais de M. Jonas Savimbi.

La commission conjointe anglo-sud-africaine créée lors des accords de Lusaka ne s'est pas réunie depuis le 19 novembre.

Les observateurs américains basés à Windhoek (Namibie) ont plus bagages. M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, n'a tenté en vain, au cours de ses récents voyages, notamment en mars, de mettre sur pied une rencontre inter-ministérielle entre les deux gouvernements. Pour l'instant, les Angolais ne semblent pas disposés à reprendre le contact avec les autorités sud-africaines.

Relancer

le dialogue

Aujourd'hui, M. Botha estime que les tentatives d'infiltration des guerilleros namibiens ont été contrées avec succès et que cette initiative est destinée à « réhausser les chances de paix et de stabilité dans la région ».

Ce retrait constitue une tentative de Pretoria pour relancer le dialogue interrompu avec Lusaka, même si M. Botha a affirmé que son pays

M. B.-R.

Le sort des réfugiés

- Le Nigéria est accusé de bloquer l'aide alimentaire au Tchad
- La lutte contre le choléra s'organise en Somalie

Genève. - La plupart des organismes humanitaires de Genève confirment des déclarations faites à Rome par la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM) concernant le blocage par les autorités nigériennes de l'aide alimentaire destinée à la population tchadienne. Selon la Ligue internationale de la Croix-Rouge (L.I.C.R.), 2.500 tonnes de nourriture fournies par la Croix-Rouge des Etats-Unis sont, en effet, bloquées au Nigéria et ne peuvent pas parvenir à leurs destinataires.

L'UNDRP (Bureau de coordination des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe) a fait savoir qu'un navire chargé de 7.000 tonnes de nourriture-fournie par le PAM et un autre transportant 5.000 tonnes de dons alimentaires des Communautés européennes pour le Tchad ne pouvaient être déchargés au port d'Abeja, au Nigéria. Les démarches entreprises par M. M'Ahmed Essafi, responsable de l'UNDRP, tant auprès des autorités de Lagos que des divers ambassadeurs nigériens ne semblent pas avoir abouti.

Un programme de rapatriement

A Lagos, les délégués de divers organismes internationaux ont été à Genève pour affirmer qu'à leur sens il s'agit bel et bien d'une politique d'obstruction de la part du gouvernement nigérien, qui, selon diverses sources concordantes, multiplie les tracasseries douanières. En attendant, des nouvelles de plus en plus alarmantes sur la famine qui sévit au Tchad continuent d'affluer.

En ce qui concerne d'autre part, le sort des réfugiés éthiopiens en Somalie, la Ligue interna-

De notre correspondante

tionale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a lancé, vendredi 12 avril, un nouvel appel portant sur 2.300.000 francs suisses pour les secours d'urgence aux victimes du choléra du camp de Gannet (ou Gannet) en Somalie (*Le Monde* des 4 et 6 avril). Il s'agit d'une évacuation pour une assistance médicale d'urgence jusqu'à la fin avril.

Selon la Croissant-Rouge somalienne, il meurt jusqu'à 50 personnes par jour dans le camp où sont groupés 45.000 réfugiés éthiopiens. Mais, depuis l'arrivée des équipes médicales des Croissants-Rouges norvégien, ouest-allemand et finlandais, les secours se sont organisés. Selon la même source, on a dénombré jusqu'à présent 3.618 réfugiés de Gannet atteints de choléra. Il est évident que les perspectives d'avenir pour les réfugiés éthiopiens tant en Somalie qu'au Soudan sont maigres. Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), le rapatriement volontaire demeure la moins mauvaise solution.

Le haut commissaire, M. Poul Hartling, vient donc de lancer un appel de fonds pour un montant de 23.500.000 dollars destiné à mener à bien un programme de rapatriement des réfugiés éthiopiens en faveur de 200.000 Ethiopiens qui, après s'être réfugiés en Somalie, sont revenus dans leurs villages d'origine, en Ouganda. Ces fonds devront permettre de faire progresser les colonies rurales, notamment en fournissant aux rapatriés du bétail et en aménageant des points d'eau indispensables à la survie des hommes comme à celle des bêtes. Ainsi

ces 200.000 ex-réfugiés pourront reprendre leur vie traditionnelle dans des zones agricoles où ils peuvent subsister.

La HCR espère, si cette opération s'avère satisfaisante, que d'autres réfugiés éthiopiens seront candidats au rapatriement. Cependant, d'après les estimations des organismes humanitaires ayant leur siège à Genève, en dépit du retour en Ethiopie de 200.000 personnes, le nombre des réfugiés éthiopiens en Somalie n'a guère changé. Il est actuellement estimé à 115.000 personnes, et ne cesse d'augmenter, au rythme de 300 nouveaux réfugiés chaque jour.

Enfin, la HCR manifeste le souci d'équilibrer le budget consacré à l'assistance aux victimes africaines de la guerre et de la sécheresse. En effet, jusqu'à présent, sur les 100 millions de dollars prévus pour la région, près de 70 millions auraient été alloués en faveur des réfugiés au Soudan oriental et 9 millions seulement à l'Ethiopie. Les dépenses au titre de l'aide aux rapatriés éthiopiens sont contrôlées non seulement par les services compétents mais également par la Fédération luthérienne mondiale ainsi que par la section canadienne des Services universitaires mondiaux (WUS).

ISABELLE VICHNIAC.

(1) La Ligue groupe toutes les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. En principe - contrairement au Comité international de la Croix-Rouge de Genève (CICR), lequel intervient surtout dans les situations de conflit ouvert ou larvé ou simplement de tension interne - elle est avant tout opérationnelle dans les cas de catastrophes naturelles.

Nigéria

Les autorités menacent d'expulser 700.000 étrangers en situation irrégulière

Le gouvernement nigérien a annoncé, lundi 15 avril, que les étrangers se trouvant en situation irrégulière ont jusqu'au 10 mai pour quitter le pays ou régulariser leur situation, faute de quoi les autorités de Lagos se chargeront de procéder à leur expulsion. Selon le ministre de l'Intérieur, il y avait, au 31 décembre 1984, sept cent mille immigrants illégaux au Nigéria, qui se répartissent en deux catégories : « ceux qui fuient les catastrophes naturelles comme la sécheresse » et « ceux qui cherchent ici un emploi ».

Le communiqué du ministère de l'Intérieur ne précise pas quelles méthodes pourraient être employées pour rassembler et expulser les immigrants illégaux, d'autant que, depuis un an, toutes les frontières terrestres du Nigéria sont - en principe - fermées.

Lagos rappelle, outre, que, selon le protocole de libre circulation des personnes au sein de la communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, seul un séjour de quatre-vingt-dix jours est autorisé, et que ce protocole ne prévoit pas la recherche d'un emploi. - (AFP, Reuters).

Les autorités de Lagos vont-elles, de nouveau, attirer la réprobation

unanime de la communauté internationale en expulsant de leur territoire plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de milliers de personnes ? En janvier 1983, le gouvernement civil de l'ex-président, M. Shehu Shagari, avait accordé un délai de quinze jours à tous les étrangers en situation irrégulière pour quitter le territoire. Officiellement, Lagos avait pris prétexte des émeutes religieuses dans le Nord dans lesquelles étaient impliqués des étrangers.

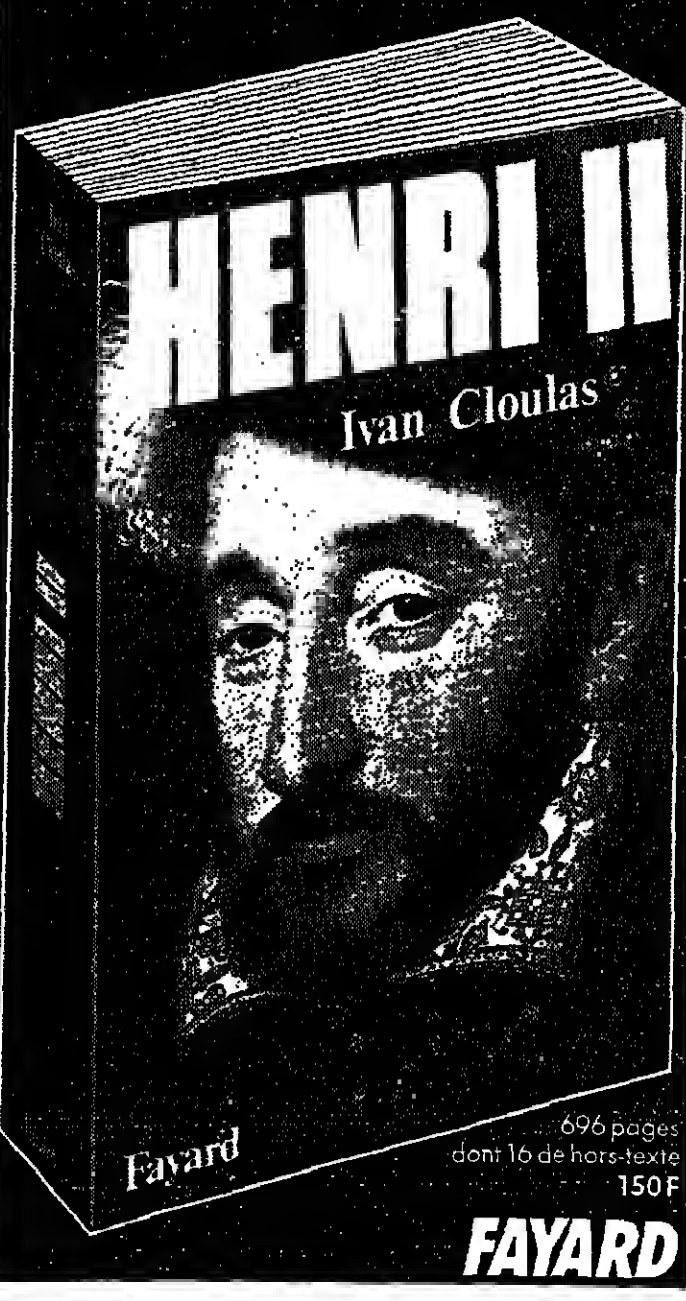
En fait, les autorités avaient trouvé un moyen commode de se débarrasser de près de deux millions de personnes, au moment où l'économie du pays se trouvait dans une situation critique. Les conditions dans lesquelles se sont déroulées ces expulsions furent souvent dramatiques.

La plupart des pays, dont une partie importante des ressortissants étaient installés au Nigéria - Ghana, Togo, Bénin, Niger, Cameroun, Tchad, Côte-d'Ivoire, etc., - ont ensuite éprouvé de grandes difficultés pour supporter le poids économique de cet afflux massif de réfugiés.

POUR DÉCOUVRIR UN ROI...

Grâce à cette excellente biographie, on saura tout sur une époque d'histoire qui fut aussi le refuge des poètes, des érudits et des savants.

Laurent Lemire, *La Croix*



Le Monde

4, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 638572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Date de la société :

cinquante ans à compter du

10 décembre 1944.

Capital social :

500.000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef :

Daniel Varner

Correspondant en chef :

Claude Selva

Imprimé

à Paris

Reproduction interdite de tous articles

sous réserve de l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57-437

ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1150 F

TOUTS PAYS ETRANGERS

PAR VOIE NORMALE

674 F 1309 F 1913 F 2486 F

ETRANGER (par messagerie)

1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

386 F 734 F 1050 F 1330 F

II - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1365 F 1750 F

Par voie aérienne : tarifs sur demande.

Changement d'adresse définitif au

prochain (deux semaines ou plus) ; les

abonnés sont invités à formuler leur

demande sous timbre ou même avant leur

départ. Joindre la dernière bande d'envoi à

toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ETRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie,

400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche,

17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$;

Côte-d'Ivoire, 336 F CFA ; Danemark,

17,00 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$;

G.-B., 66 p. ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 88 p. ;

Italie, 1.700 L. ; Liban, 500 P. ; Libye,

0,350 \$; Luxembourg, 30 f. ; Norvège,

8,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal,

100 esc. ; Suède, 336 F CFA ; Suisse,

8,00 fr. ; Thaïlande, 1,80 \$; Yougoslavie, 110 nt.

مكة المكرمة

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Reagan demande au Congrès de « voter pour la paix » en approuvant l'aide aux « contras »

Washington (AFP). — Le président Reagan a appelé, lundi 15 avril, le Congrès à « voter pour la paix » en Amérique centrale en approuvant 14 millions d'aide à la guérilla anticomuniste au Nicaragua. Le Sénat doit se prononcer la semaine prochaine sur ces crédits, tandis que la Chambre des représentants a jusqu'au 30 avril pour le faire.

Lors d'un dîner de soutien aux réfugiés nicaraguayens — le prix de la participation pour chacun de ces sept cents convives s'élevait à 250 dollars, soit près de 250 francs — M. Reagan a déclaré : « Un vote contre cette proposition serait littéralement un vote contre la paix, car il ouvrirait la voie à davantage de combats, à de nouvelles guerres et à de nouvelles effusions de sang. » Présentant la lutte contre les sandinistes comme « l'un des plus grands défis moraux de l'après-guerre », le président a dénoncé la « dictature communiste » de Managua, sa « cruauté institutionnalisée » et ses « camps de concentration » qui, a-t-il dit, font fuir certaines semaines « une centaine de réfugiés par jour rien qu'au Costa Rica ».

Recevant un peu plus tôt un groupe de personnalités, parmi lesquelles M. Brzezinski, ancien conseiller du président Carter, M. James Schlesinger, ancien secrétaire à la défense, et M. Kirkpatrick, ancien ambassadeur à l'ONU, M. Reagan avait indiqué qu'il demandait au Congrès de « travailler » avec lui « pour arrêter la marée de réfugiés, la menace de forces hostiles aux frontières et à la perte de confiance dans les engagements de l'Amérique qui résulteraient, si nous n'agissions pas rapidement et de façon responsable ».

Au moment où le chef de la Maison Blanche faisait ces déclarations, le président du Nicaragua, M. Daniel Ortega, recevait trois représentants démocrates américains, promettait que son pays ferait des concessions sur des « thèmes sensibles », si l'aide aux « contras » était repoussée par le Congrès. Les parlementaires ont pu se rendre à la base militaire de Punta Huete, à 20 kilomètres au nord de Managua, où une piste d'atterrissage est en cours de construction, dont les autorités américaines ont affirmé à plusieurs reprises qu'elle était destinée à accueillir des Mig soviétiques.

Washington va prendre en considération les demandes d'achats d'armes de l'Algérie

Correspondance

Washington. — A la veille de la visite officielle du président algérien Chadli Bendjedid, qui devait arriver ce mardi 16 avril à Washington, le gouvernement américain a décidé de prendre en considération les demandes d'achats d'armes de l'Algérie. Cette décision va contribuer à créer une bonne atmosphère pour les entretiens officiels. Mais, surtout, elle représente un tournant important dans l'attitude de Washington qui, jusqu'à présent, avait seulement vendu à l'Algérie des appareils de transport C-130 et assuré 50 000 dollars de crédits pour l'entraînement d'officiers.

Il s'agissait là de ventes strictement « commerciales » excluant des crédits à des taux de faveur. Aujourd'hui, l'Algérie figure sur la liste des pays « amis » appelés à recevoir de l'équipement américain dans le cadre du programme officiel de ventes militaires, assurant aux pays acheteurs des facilités de crédits. Néanmoins, les demandes de l'Algérie seront examinées sélectivement et, selon le porte-parole du département d'Etat, d'une manière « conforme à l'intérêt des Etats-Unis pour la paix et la stabilité de la région ». L'ambassadeur d'Algérie à Washington a indiqué qu'aucune liste précise des futurs achats algériens n'avait été établie, mais il a ajouté que les Algériens souhaitent obtenir des avions, de l'équipement électronique et des radars.

La décision du gouvernement américain illustre le rapprochement entre Washington et Alger. Le rôle

capital tenu par le gouvernement algérien entre 1979 et 1981 dans la négociation pour obtenir la libération des otages américains en Iran avait réchauffé les relations entre les deux pays. Mais les achats massifs d'armement aux Soviétiques et la politique militante de non-alignement de l'Algérie empêchaient les rapports d'aller très au-delà du domaine économique. Aujourd'hui, le désir d'Alger de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'Union soviétique dans le domaine militaire est jugé sincère et ne pouvait être ignoré de Washington.

HENRI PIERRE.

● La justice favorable à l'extradition vers Israël d'un ancien gardien de camp de concentration. — Un tribunal américain a ordonné, lundi 15 avril, l'extradition vers Israël de John Demjanjuk, un Ukrainien accusé d'avoir été gardien au camp de la mort de Treblinka, en Pologne, en 1942 et 1943, où il aurait été surnommé Ivan le terrible en raison de son sadisme. Le juge a aussi exigé l'arrestation immédiate de Demjanjuk. Agé de soixante-cinq ans, l'accusé a perdu en 1981 la nationalité américaine, qu'il avait acquise en 1952 en mentant sur son passé. Israël avait réclamé son extradition en se référant, pour la première fois depuis sa signature en 1963, au traité existant en la matière avec les Etats-Unis. Le supposé criminel de guerre peut interjeter appel jusqu'au 1^{er} mai. — (AFP.)

Pérou

Le premier ministre préconise un gouvernement de transition

Lima (AFP, Reuter, AP). — Le premier ministre péruvien, M. Luis Perceval Rosa, a préconisé, lundi 15 avril, la constitution d'un gouvernement de transition formé de personnalités indépendantes, afin d'assurer le transfert du pouvoir entre le président sortant, M. Belaunde Terry, et celui qui est déjà considéré comme le prochain président, M. Alan Garcia. Cette proposition intervient le lendemain des élections générales (le Monde du 16 avril) marquées par le triomphe de M. Garcia, avec près de 48 % des

suffrages, et l'effondrement du parti de M. Belaunde, qui n'a recueilli que 5 % des voix. Un second tour aura lieu en juin, l'investiture du nouveau chef d'Etat étant fixée au 28 juillet.

Le premier ministre a indiqué qu'il avait présenté sa démission dès dimanche au président Belaunde, mais que celui-ci l'avait refusée. Le gouvernement doit se réunir de manière immédiate pour examiner l'opportunité de présenter une démission collective, a-t-il ajouté. M. Perceval estime que le Pérou doit faire face à de telles difficultés, qu'il n'est pas possible d'attendre trois mois pour effectuer la transition rendue nécessaire par le scrutin de dimanche.

● A Washington, le porte-parole du département d'Etat américain, M. Bernard Kalb, a déclaré : « Nous sommes particulièrement satisfaits de voir que le peuple péruvien a résisté à la campagne d'intimidation des terroristes d'extrême gauche. » Il a affirmé que les Etats-Unis se félicitaient de la transition démocratique au Pérou, ajoutant que ces élections marquaient un « tournant ».

EUROPE

Grande-Bretagne

APRÈS L'ÉCHEC DE LA GRÈVE DES MINEURS

Les travailleurs contre-attaquent

De notre correspondant

Londres. — Un mois et demi, à peine, après l'échec de la grève des mineurs, les principaux dirigeants travaillistes reprennent confiance et ne le cachent pas. Alors que les syndicats — auxquels leur parti est étroitement lié — sont encore sous le coup de la défaite subie par l'Union nationale des mineurs, l'opposition est résolue à lancer une attaque en règle contre le premier ministre, qui rentre d'un voyage de onze jours dans le Sud-Est asiatique.

M^{rs} Thatcher s'attendait à devoir répondre, ce mardi 16 avril, au cours d'une séance de questions orales à la Chambre des communes, des remarques à l'« emporte-pièce » qu'elle a faites en Malaisie et à Singapour à propos du conflit dans les houillères. Elle s'était notamment vantée en public d'avoir « remis en place pour de bon » ceux qui sont tentés par la grève et d'avoir ainsi créé une situation obligeant désormais les syndicats britanniques à « apprendre à vivre ». Soulignant que le premier

ministre contrevient gravement aux usages selon lesquels on doit se garder de discuter à l'étranger des affaires de politique intérieure, le leader du Parti travailliste a déclaré que M^{rs} Thatcher, en « faisant étalage de ses préjugés » avait « frappé son pays à distance » et « diffamé ses concitoyens ». Collaborateur de M. Kinnoch et membre du cabinet « fantôme », M. Gerald Kaufman a, pour sa part, traité le chef du gouvernement d'« ennemi extérieur », retournant contre M^{rs} Thatcher le terme d'« ennemi intérieur » que celle-ci avait employé l'an dernier à l'adresse des partisans de la grève des mineurs.

Si M. Kinnoch prend le risque de revenir sur un sujet épineux pour lui et son parti, c'est qu'il se sent maintenant dans une position moins délicate. Plusieurs sondages d'opinion indiquent que le Parti travailliste

pourrait devancer de deux à six points le Parti conservateur si des élections avaient lieu actuellement. Le Labour aurait donc remonté la pente comme il l'avait fait jusqu'en juillet dernier avant que la grève dans les houillères ne devienne vraiment impopulaire et ne lui porte tort. On explique encore mal ce phénomène récent et rapide. Mais il est certain que de nombreux Britanniques, jusque dans les rangs de ses partisans, reprochent à la « Dame de fer » d'en avoir « trop fait » en intervenant personnellement pour obtenir la reddition sans condition de M. Arthur Scargill et du syndicat des mineurs. L'attitude quasi triomphante qu'elle n'a cessé de manifester depuis semble avoir indisposé bien des électeurs, qui ont pu, en outre, être déçus par la présentation le mois dernier d'un budget ne comportant toujours aucune mesure importante pour lutter contre le chômage, en

augmentation accrue depuis le début de l'année. La campagne lancée par le Parti travailliste « pour l'emploi et l'industrie » s'avère opportune, surtout quand certains dirigeants conservateurs critiquent eux-mêmes la politique économique gouvernementale à peu près pour les mêmes raisons.

Les revers

de l'aile gauche

Mais la nouvelle — et très relative — assurance dont fait preuve la direction travailliste paraît tenir davantage à une évolution interne du parti. Condamnées au repli par le désastre des élections de 1983, alors que leur influence n'avait jamais été aussi grande auparavant, les tendances les plus à gauche, sinon extrêmes, du Labour avaient profité de la grève des mineurs pour tenter de regagner le terrain perdu et contester la ligne plutôt centriste de M. Kinnoch. L'échec de M. Scargill est aussi le leur et les condamnă à des révisions déçantes. Principal porte-drapeau de ce camp des « ultras », M. Tony Benn, qui il n'y a pas si longtemps parlait de grève générale et s'appropriait même à disputer à M. Kinnoch la direction du parti, est maintenant abandonné ou désavoué par certains des siens qui vont jusqu'à le taxer d'« irresponsabilité ». Le réalisme et la prudence tactiques prônés par M. Kinnoch sont de nouveau à l'ordre du jour, et cela semble être apprécié dans l'opinion publique.

Toutefois, le rétablissement auquel on assiste demeure fragile et demande à être confirmé, par exemple lors des élections qui auront lieu le 2 mai pour le renouvellement des assemblées de comtés. Le Parti travailliste devra au moins maintenir ses positions et résister à la concurrence toujours dangereuse de la « troisième force », l'alliance formée par l'association du Parti libéral et du Parti social-démocrate. Les travaillistes savent qu'il faut se méfier des sondages. En 1981, ceux-ci leur accordaient un avantage de dix points, alors qu'ils étaient dirigés par M. Michael Foot, soutenu par la gauche et l'extrême gauche. On connaît la suite : moins d'un an et demi plus tard, c'était le « raz de marée » conservateur.

FRANCIS CORNU.

SCANDALE A BUCKINGHAM

Le père de la princesse Michael de Kent était un officier SS

De notre correspondant

Londres. — Scandale dans la famille royale : le *Daily Mirror*, dans son édition du mardi 16 avril, révèle que le père de la princesse Michael de Kent était un officier SS. Le porte-parole de la cour a fait savoir aussitôt, dans un communiqué, que la princesse, avertie quelques heures auparavant des faits présentés par le quotidien, reconnaissait leur véracité et que cela l'avait « profondément choquée ». D'origine autrichienne, née Marie-Christine von Reibnitz en 1945, elle a épousé en 1978 le prince Michael, cousin de la reine. Jusqu'alors, les biographies officielles, notamment celles transmises à la presse au moment du mariage, indiquaient que son père, le baron Günther von Reibnitz, mort il y a deux ans, avait été un opposant au régime nazi et, pour cette raison, avait même été interné à la fin de la deuxième guerre mondiale par les autorités hitlériennes.

Les documents publiés par le *Daily Mirror* montrent que le baron avait adhéré à l'organisation dès 1933, lors de l'arrivée au pouvoir d'Hitler, et obtint durant la guerre la grade de commandant, avant d'être jugé inapte au

service pour avoir affirmé son attachement fervent au catholicisme. L'enquête réalisée par le journal n'établit cependant pas que l'officier ait pu participer à quelque exécution ou massacre.

Les parents de Marie-Christine se sont séparés, puis mariés chacun de son côté, peu après la naissance de la princesse. Celle-ci est partie vivre en Australie avec sa mère, tandis que le baron s'installait au Mozambique. Ce n'est qu'à l'âge de seize ans que la jeune fille a séjourné auprès de son père pendant quelques mois.

La princesse ignorait-elle complètement le passé de son père ou bien l'a-t-elle dissimulé à la famille royale lorsqu'elle y a fait son entrée ? Pourquoi, en tout cas, a-t-elle pu confirmer aussi rapidement les révélations du *Daily Mirror* ? Le communiqué du Buckingham ne répond pas clairement à ces questions, tout en précisant que la princesse ne fera aucune déclaration.

Le mariage de Marie-Christine von Reibnitz (auquel n'assistait pas le baron) avait déjà fait pro-

blème à la cour, car la jeune femme était non seulement catholique, mais également divorcée. De ce fait, la princesse Michael a dû renoncer à ses droits de succession au trône (mais ceux de ses deux enfants demeurent en principe valides, actuellement aux dix-neuvième et vingtième rangs respectivement). Depuis lors, le couple a vécu assez en marge du reste de la famille royale. Bien que remplissant quelques fonctions officielles, le prince ne reçoit aucune rémunération au titre de la liste civile, contrairement à son frère, le duc de Kent, et à sa sœur, la princesse Alexandra.

Ce n'est pas la première fois que le nazisme cause des difficultés à la famille régnante britannique. L'ex-roi Edouard VIII, devenu duc de Windsor (après son abdication, en 1936, pour épouser une Américaine divorcée, lady Simpson), avait été soupçonné de « sympathies » pour le régime hitlérien. Récemment encore, la presse londonienne avait publié des photos où on le voyait reçu en Allemagne par des dignitaires nazis et esquissant ce qui semblait être le salut hitlérien.

F. C.

Pologne

Arrestation du responsable

d'une des principales maisons d'édition clandestines

Le responsable de l'une des plus importantes maisons d'édition clandestines de Pologne (CDN), M. Siawomir Bielecki, a été arrêté le samedi 13 avril à Varsovie. M. Bielecki (trente-huit ans), qui vivait dans la clandestinité, a été interpellé dans la rue, indiquent ses proches — alors que les autorités n'ont pas encore fait état de son arrestation. Les éditions CDN (une abréviation qui signifie « A suivre ») publient depuis la proclamation de l'état de guerre, en décembre 1981, une revue hebdomadaire et une dizaine de livres chaque année, et constituent, aux côtés des éditions Nowa et Krag, l'un des trois principaux centres d'impression de littérature « clandestine » (c'est-à-dire non censurée) en Pologne. M. Bielecki était aussi un des principaux éditorialistes de la presse illégale, où il écrivait sous pseudonyme.

D'autre part, les autorités sont parvenues, au terme de longs efforts, à contraindre à la démission M^{me} Maria Budzanowska, qui était présidente du Conseil suprême des avocats polonais (NRA) et faisait preuve d'une grande indépendance : le pouvoir lui reprochait en particulier de « tolérer » les activités d'avocats anciens membres ou sympathisants actifs de Solidarité. Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, l'avait même accusée de « ne pas coopérer honnêtement avec les autorités », révélant par là même la conception que se font les autorités de Varsovie du rôle du Conseil des avocats.

Enfin, un ancien membre de la direction nationale (étue) de Solidarité, M. Andrzej Slowik — condamné après le 13 décembre 1981 à six ans de prison et libéré aux termes de l'amnistie de juillet dernier, — n'intenté un procès au minis-

tre du travail pour refus d'embauche.

M. Slowik s'est heurté à un refus catégorique d'engagement dans l'entreprise de transport de Lodz où il travaillait dans le passé — et son action en justice est suivie avec intérêt par les nombreux anciens prisonniers politiques qui, comme lui, ne peuvent retrouver d'emploi, en dépit des assurances données officiellement au moment de l'amnistie. Le Tribunal suprême administratif, qui a été saisi par M. Slowik, s'est réuni lundi mais a remis son verdict au 25 avril. Le ministre du travail n'était ni présent ni même représenté.

● Le cardinal Jozef Glemp, primat de Pologne, est arrivé lundi 15 avril au Vatican, où il doit s'entretenir avec le pape Jean-Paul II, alors que les relations entre l'Eglise polonaise et les autorités semblent particulièrement tendues. — (AFP.)

APRÈS LES OBSÈQUES D'ENVER HODJA

« L'Albanie restera forte et rouge » déclare M. Ramiz Alia

Le nouveau numéro d'un albanais, M. Ramiz Alia, a affirmé, lundi 15 avril, sa volonté de poursuivre la politique d'« indépendance farouche » de son prédécesseur, Enver Hodja, et de consolider ce qu'il a appelé la « forteresse Albanie ».

Dans son discours prononcé au cours des obsèques d'Enver Hodja, M. Alia, cité par l'agence ATA, s'est engagé solennellement à « garder l'Albanie telle qu'elle est, toujours forte et toujours rouge ». Le leader albanais a rappelé la résistance opposée par Enver Hodja « aux ennemis extérieurs et intérieurs, aux complots des révisionnistes stalinistes, aux pressions des chouchouistes, aux perfidies des révisionnistes chinois, aux initiateurs de la guerre froide, ainsi qu'à la trahison opportuniste au sein du mouvement communiste international ». En dépit de ces déclarations, les nouveaux dirigeants de Tirana ont semblé accepter les deux télégrammes de Pékin envoyés à l'occasion du décès du « camarade Hodja » et pour féliciter

ter M. Ramiz Alia de sa désignation comme nouveau chef du parti. L'Albanie avait rejeté le télégramme de condoléances soviétique et a fait savoir par son ambassade à Vienne qu'elle suivait en la même attitude l'égard d'un éventuel message de Washington.

Selon le correspondant de l'agence Reuter qui, depuis la Yougoslavie, a suivi les images des funérailles à la télévision albanaise, le cortège funèbre était mené par M^{me} Nedimje Hodja, la femme du défunt, soutenue d'un côté par M. Alia et de l'autre par son fils. La sœur d'Enver Hodja, qui selon des sources albanaises, est mariée avec M. Alia, se trouvait dans les premiers rangs. Toujours selon le correspondant de Reuter, on a assisté à des scènes proches de l'hystérie et aussi à quelques réactions insolites : dans un pays qui réprime vivement toute trace de religion, une vieille femme s'est agenouillée devant le cercueil d'Enver Hodja et a esquissé un signe de croix.

ICL FRANCE

Filiale d'un groupe européen de 50 000 personnes
avec un chiffre d'affaires de 25 milliards de francs dans
L'INFORMATIQUE et les COMMUNICATIONS.

12 agences, 60 points de maintenance en France.

ICL, 16, cours Albert 1^{er}, 75008 PARIS (tél. 225.93.04 — poste 288)

LIVRES

POLONAIS

et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4^e
Tél : 326-51-09

"un événement politique d'importance mondiale."

Paris-Match

"... un livre essentiellement politique... mais aussi un document dont l'intérêt humain, à la fois profond et ambigu, mérite que l'on s'y arrête pour d'autres raisons."

The New York review of books

Arkadi
Chevtchenko
**Rupture
avec
Moscou**
Payot

Arkadi Chevtchenko était conseiller d'Andrei Gromyko et secrétaire général adjoint des Nations Unies. En avril 1978 il demandait l'asile politique aux États-Unis. Il raconte ici les raisons personnelles et politiques qui l'ont poussé à prendre cette décision et révèle les dessous de la politique soviétique de ces trente dernières années.

99F

PAYOT

مكتبة مصر الأصل

EUROPE

Allemagne fédérale

Consternation à Bonn devant la polémique concernant le programme de la visite de M. Reagan

Afin d'apaiser les polémiques suscitées par son projet de déposer une gerbe au cimetière militaire allemand de Bitburg, pendant son séjour en RFA au début de mai, le président Reagan a finalement décidé, nous indique notre correspondant à Washington, Henri Pierre, d'inscrire à son programme un arrêt en un lieu approprié pour rendre hommage aux juifs victimes du régime nazi. M. Deaver, secrétaire général adjoint de la Maison Blanche, devait partir incessamment pour l'Allemagne afin de déterminer en quel endroit aurait lieu cette cérémonie du souvenir. Il ne semble pas cependant que M. Reagan revienne sur sa décision de ne pas se rendre au camp de concentration de Dachau, ni qu'il doive annuler sa visite à Bitburg.

De notre correspondant

Bonn. — On cache à peine à Bonn sa consternation devant la polémique déclenchée la semaine dernière aux Etats-Unis par la publication du programme officiel du voyage de M. Reagan. « Cette visite, a déclaré M. Boenisch, porte-parole du gouvernement, se situe sous le signe de l'amitié et de l'avenir, il n'est pas normal de ne voir toujours que le passé. Nous ne cherchons pas à ignorer le passé, pas plus que les crimes terribles de cette époque. Mais quarante ans après la guerre, après trente-cinq ans de République fédérale, il est temps de porter le regard vers l'avenir et pas seulement en arrière. »

Cette polémique illustre une nouvelle fois les problèmes posés aux alliés d'aujourd'hui, ennemis d'hier, par les cérémonies commémoratives de la fin de la guerre. Les difficultés avaient commencé dès l'anniversaire l'an dernier du débarquement de Normandie, auquel les Allemands, non conviés, avaient assisté de loin en s'efforçant de ravalier leur déception. La décision du président Reagan, qui arrive à Bonn le 1^{er} mai pour le sommet des pays industrialisés, de prolonger son séjour par une visite officielle en RFA était un geste de bonne volonté envers le chancelier Kohl et la République fédérale. Il n'a pourtant jamais été possible de trouver un programme satisfaisant. Pour éviter ces problèmes, la France et la Grande-Bretagne avaient décidé de ne rien faire de particulier et de limiter autant que possible les manifestations prévues sur le plan national. En Allemagne fédérale, le chancelier, qui estime que la jeune démocratie allemande a le droit à autant d'égards que d'autres, n'avait pas caché qu'il souhaitait profiter de l'occasion pour tourner un page et confirmer l'intégration de la RFA — alors victime d'une violente campagne antirevanche de la part des pays de l'Est — dans le camp des démocraties occidentales.

A la demande de M. Kohl, qui voyait une manière de rééditer la poignée de main sur les tombes de Verdun, où il s'était retrouvé à l'automne avec le président Mitterrand, M. Reagan avait accepté de se rendre au cimetière de Bitburg. Il s'agit d'un cimetière militaire purement allemand, mais il n'y a pas de cimetière militaire américain en Allemagne.

L'affaire s'est ensuite compliquée, compte tenu de la présence à Bitburg de tombes de soldats ayant appartenu aux Waffen SS. Interrogé sur ce point, le porte-parole du gouvernement ouest-allemand s'est borné à indiquer qu'il s'agissait d'une question secondaire. « On ne peut pas commencer à politiser les tombes ou à les dénigrer. Un cimetière est un endroit de réconciliation. On y va pour effectuer un geste de réconciliation, et il est secondaire de savoir qui y repose », a-t-il déclaré, en rappelant cependant que de nombreux jeunes avaient été enrôlés au hasard dans les Waffen SS à la fin de la guerre. La plupart des soldats enterrés là avaient été tués au cours de l'ultime offensive allemande des Ardennes.

Au grand regret des responsables allemands, ce débâcle risque de remettre définitivement en cause l'esprit dans lequel avait été conçue à l'origine la visite du président Reagan. Certaines voix se sont élevées ces derniers jours à Bonn pour mettre en garde contre les répercussions possibles dans l'opinion allemande. « Nous sommes allés dans la réconciliation plus loin en Allemagne que certains ne le reconnaissent aux Etats-Unis », confiait un responsable de la chancellerie ce week-end au quotidien Die Welt. « Toutes les générations ont, en trente-cinq ans d'existence de la République fédérale, apporté leur contribution à la paix, à la stabilité et à la réconciliation. L'annulation par Reagan des cérémonies de Bitburg pourrait provoquer une animosité durable. »

HENRI DE BRESSON.

PROCHE-ORIENT

LE VOYAGE DE M. WEIZMAN AU CAIRE

Journée des dupes à Jérusalem

De notre correspondant

Jérusalem. — L'affaire Weizman aura donc duré à peine plus d'un jour (le Monde du 16 avril). Une de ces « journées des dupes », fertiles en rebondissements, où la classe politique israélienne donne sa pleine mesure. En apparence, tout est maintenant rentré dans l'ordre : le principal intéressé a enterré sa « mission de bonne volonté » au Caire, le premier ministre, M. Shimon Pérès, a sauvé la face in extremis, et le chef du Likoud, M. Yitzhak Shamir s'est incliné de mauvaise grâce. Bref, l'incident est clos. Mais on ne l'oubliera pas de si tôt.

Ministre sans portefeuille, invité « en ami » par le chef du gouvernement égyptien, Ezer Weizman devait-il se rendre au Caire comme prévu avec la bénédiction de ses pairs ? Oui, soutenaient M. Pérès et ses amis travaillistes. Non, rétorquait le Likoud. Un tête-à-tête. Pérès-Shamir suivi d'un débat en « cabinet restreint ». L'instance gouvernementale suprême — se permit pas d'ébaucher un compromis. Les deux camps firent bloc. D'où un match nul : cinq voix pour, cinq contre. Lundi en début d'après-midi, M. David Lévy, dirigeant du Likoud, annonçait, péremptoire : « La situation est claire. Ce voyage ne peut avoir lieu. »

C'était compter sans l'obstination du premier ministre, atteint la veille dans son autorité par le veto inattendu de M. Shamir. Recourant à un procédé légal mais inédit — que le Likoud juge déloyal, — M. Pérès organisait par téléphone une consultation de tous les membres du cabinet élargi et remportait une victoire à la Pyrrhus (treize voix contre douze), grâce au ralliement de M. Yossef Burg, doyen des ministres et chef du Parti national religieux.

Ce dernier, qui s'était abstenu la veille, observa que l'annulation du voyage aurait constitué une « injure inutile envers M. Pérès et l'Egypte ». Pour M. Weizman, qui avait attendu toute la journée dans son bureau le verdict de ses collègues, la route du Caire était enfin libre. Battu aux poings, M. Shamir démentait avoir voulu transformer l'affaire en crise gouvernementale.

Mais il s'empêchait d'ajouter : « La visite de M. Weizman n'a plus aucune valeur. Il est clair pour tout le monde, y compris les égyptiens, que la diplomatie relève des ministères des affaires étrangères. »

Certes, M. Weizman se trouve au Caire où il devait être reçu mardi par le président Moubarak et lui

remettre un message oral de M. Pérès. Néanmoins, dans l'esprit de M. Shamir, ce voyage ne peut et ne doit déboucher sur aucune initiative diplomatique qui n'aurait pas reçu l'aval de son parti. C'est pour désamorcer la mission de M. Weizman, pour lui ôter d'avance toute portée, que le chef du Likoud a voulu si spectaculairement prendre date. Il n'est pas indifférent qu'il l'ait fait le jour même où l'émis saire américain au Proche-Orient, M. Richard Murphy, arrivait à Jérusalem.

On entend souvent dire ici, ces derniers temps, qu'Israël prône deux diplomatie : celle des travaillistes et celle du Likoud. La relance, fin février, du dialogue israélo-égyptien lors de l'initiative Moubarak et l'accueil discordant qu'elle reçut à Jérusalem avaient mis en lumière la persistance du désaccord fondamental entre les deux partenaires de l'union nationale quant aux conditions d'une reprise du processus de paix au Proche-Orient.

L'affaire Weizman remémore une fois de plus les ambiguïtés qui perminent la mise sur pied, il y a sept mois, de la « grande coalition » et qui autorisent aujourd'hui la poursuite de « deux diplomatie ». M. Pérès redoutait lui-même l'avènement d'un « gouvernement de paralysie nationale ». Car s'agissant du problème palestinien, le Likoud pratique l'immobilisme et se cramponne aux accords de Camp David.

Il n'est pas facile pour M. Pérès de contourner l'obstacle. L'envoi de M. Weizman au Caire participe précisément d'une stratégie de « déborderement en douceur » du Likoud. Pour justifier ces contacts, on indique dans l'entourage du premier ministre que M. Moubarak est prêt à rencontrer M. Pérès pour examiner un « règlement global » du contentieux israélo-égyptien. Cette rencontre pourrait avoir lieu en mai. M. Shamir fera tout pour troubler ce jeu, car il sait qu'un éventuel déblocage de la situation au Proche-Orient viendra du Caire.

Reste l'impact psychologique de l'affaire Weizman. La survie de l'union nationale dépend de la solidité du « contrat de confiance » liant MM. Pérès et Shamir. De l'avis général et contre toute attente, les deux hommes-clés du régime avaient maintenu depuis sept mois d'excellentes relations de travail. Il est à craindre qu'il n'en soit plus de même à l'avenir.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Liban

L'armée a commencé à se déployer dans la région de Saïda

Beyrouth (AFP). — L'armée libanaise a envoyé, lundi 15 avril, une colonne de trente véhicules blindés de transport de troupes vers Saïda, au Liban du Sud, pour tenter d'y rétablir la paix après dix-huit jours d'affrontements entre musulmans et chrétiens, qui ont fait quatre-vingt-un morts et trois cent soixante-quinze blessés.

Cette mesure de renforcement de la petite garnison de la ville, dont l'exécution a longtemps été retardée, laisse supposer qu'un accord est intervenu entre les milices rivales pour permettre à l'armée de s'installer. Les trente engins blindés tout neufs de l'armée libanaise étaient restés bloqués à l'aéroport de Beyrouth parce que les chefs de milice n'étaient pas d'accord sur la manière dont l'armée devait se déployer à Saïda et dans ses environs.

Ces renforts ont été accueillis, lundi après-midi, chaleureusement par une population très éprouvée par les combats. Ceux-ci se poursuivent.

LE GAVROCHE MANIPULÉ

La télévision israélienne vient de présenter un étrange document, repris lundi 15 avril au journal de 20 h de TF 1. On y voyait un gamin, chéteu libanais, roux, à l'air amusé, raconter comme une bonne farce l'équipée qui l'avait mené en prison. Il avait accepté, visiblement sans le moindre esprit suicidaire, la mission consistant à faire sauter un important PC de l'armée de Jérusalem au Liban du Sud. Un « gilet pare-balles » devait lui assurer la vie sauve.

Dans la galerie de portraits de « terroristes », après les adolescents illuminés d'une haine sacrée et les agents très sérieux, un nouveau personnage faisait son apparition : le gavroche inconscient et manipulé. A voir cet enfant promis à la gloire pour longtemps, on ne pouvait qu'éprouver un malaise intolérable. Dix ans de guerre au Liban, c'est aussi cela : une mortelle partie de billes dans le cœur d'une école qui n'existe plus.

P.-J. F.

valent toutefois tandis que la colonne progressait dans les rues de la ville.

Une commission de sécurité quadripartite, réunissant des représentants de l'armée et des principales milices, devait mettre au point les modalités du déploiement définitif des renforts de l'armée dans les banlieues de la ville, notamment autour des camps palestiniens.

Les Forces libanaises (chrétiennes) ont commencé lundi un début de retrait de leurs combattants et d'une partie de leur armement de la banlieue de Saïda. De source proche des FL, on précise que cent cinquante hommes envoyés en renfort ces dernières semaines ont été retirés, ainsi que de l'armement lourd, pour prendre la direction de Beyrouth-Est par voie de mer. Ce retrait a été confirmé de source proche du mouvement chiite Amal.

D'autre part, Israël est disposé à « reprendre les négociations avec le Liban », a déclaré lundi le directeur général israélien du ministère des affaires étrangères, lors d'une rencontre avec onze ambassadeurs des pays représentés dans la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban) ou membres du Conseil de sécurité. M. David Kimchi a estimé que des négociations sur des « arrangements de sécurité dans le sud du Liban » permettraient de redéfinir le rôle de la FINUL qui, dans l'état présent, est « inefficace dans la lutte contre le terrorisme ». Israël reste opposé au déploiement des « casques bleus » le long de la frontière internationale.

« L'OLP s'est réunie pour la première fois en Irak. — Le comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et le comité central du groupe de guérilla le plus important de l'Organisation, le Fath, se sont réunis lundi 15 avril, pour la première fois de leur histoire, à Bagdad sous la présidence de M. Arafat. — (Reuter.) »

« M. Perez de Cuellar et le conflit irano-irakien. — M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, a déclaré lundi 15 avril que la base d'une tentative de règlement de la guerre du Golfe existait réellement. Dans un rapport au Conseil de sécurité, il affirme que ses récentes visites à Bagdad et Téhéran « ont clairement démontré qu'il existe une base réelle pour la poursuite des efforts de paix. »

Cette machine à écrire a une liaison...



Nouvelles électroniques IBM:

La liaison des nouvelles électroniques IBM 6746, 6747 et 6750 avec l'ordinateur personnel IBM est une connexion simple, disponible en option.

Ces machines deviennent ainsi des imprimantes d'ordinateur, de qualité courrier. Elles travaillent silencieusement dans le caractère et l'espacement de votre choix.

Elles acceptent le double format (deux 21 x 29,7 cm) et peuvent donc reproduire des tableaux de grande largeur.

La fonction imprimante peut être ajoutée à tout moment à votre IBM 6746, 6747 ou 6750. Alors, en achetant votre machine à écrire, pensez à votre ordinateur personnel IBM.

elle

PROCHE-ORIENT

Liban : les dix ans de la guerre gigogne

II. - 1977 ou l'année-charnière

De notre correspondant LUCIEN GEORGE

À l'été de la guerre, en 1975, les chrétiens libanais se sont battus pour défendre leur sol, et les Palestiniens leur cause. À la mi-76, les Syriens sont parvenus à l'équilibre en faveur des chrétiens avant de se retourner contre eux. Mais, plus que la victoire sur le Liban, ce qui intéressait Damas était d'imposer son contrôle au mouvement palestinien (le Monde du 16 avril).

Beyrouth. - Aux pieds du soldat syrien épuisé, quelques pétales de fleurs et des bouquets de fleurs. C'est le premier Noël de ce qui sera le Liban d'après-guerre, en décembre 1976. À l'appel d'un journal du camp chrétien, des Libanais de bonne volonté déposent des cadeaux aux postes de l'armée syrienne amie à Beyrouth-Est - pour remercier ces hommes qui ont froid dans les rues afin que nous passions les fêtes en paix.

Un an et demi plus tard, juin 1978, les mêmes quartiers de Beyrouth-Est, noyés de chaleur, sont brisés par les obus des Syriens, et M. Camille Chamoun rugit à leur adresse : « Rentrez chez vous ! » Bechir Gemayel amorce son irrésistible ascension. La bataille syro-chrétienne, qui durera trois ans, conflit majeur de la deuxième phase de la guerre du Liban, a commencé.

Dans l'interstice, 1977 fait figure d'année creuse de la guerre. C'est pourtant l'année-clé. À l'ombre ténébreuse de Damas, la vie reprend un peu partout au Liban. Cela est particulièrement remarquable à Bey-

routh, qui se recycle rapidement dans la coexistence d'autan, le centre-ville se ramenant de mille ans devant les décombres des boutiques qui furent florissantes avant guerre.

Plus jamais on ne reverra cela. Pas même en 1983 quand une nouvelle fois les Libanais, plus exactement alors les Beyrouthins, auront le sentiment que la guerre est derrière eux.

Mais Israël veille au grain en cette première année de la paix syrienne. Intéressé à voir Damas engagé au Liban dans un partage des rôles de facto avec lui, l'État hébreu n'entend toutefois pas laisser les Syriens mettre leur nez au Sud, ni gouverner, du moins tranquillement à travers les chrétiens - ou d'autres - le reste du pays. Israël s'engage dans un patient travail de sape de l'alliance syro-chrétienne alors que celle-ci porte ses fruits : remise en place des structures institutionnelles autour d'un président de la République, M. Sarkis, agrégé de tous, coopération amicale entre dirigeants syriens et chrétiens libanais. Même Bechir Gemayel se rend à l'époque à Damas.

Les Syriens se portent fort de la participation positive de l'islam modéré au pouvoir et de la mise au pas des « progressistes » et des Palestiniens, donnant des gages de leur détermination à les mater. Kamal Joumblat, assassiné, disparaît de la scène, quelques accrochages provoqués à bon escient par la Saïfa syrienne rappellent à M. Arafat qu'il a intérêt à se tenir coi.

Israël retourne la situation

Israël va abattre systématiquement ce bel édifice en frappant ses deux points faibles. Au sud, l'opération « bonne frontière » se développe. La milice du commandant Saad Haddad, qui deviendra en 1980 l'armée du Liban-Sud, est renforcée.

La milice chrétienne unifiée de Bechir Gemayel, les Forces libanaises, est prise en charge de façon ostentatoire par l'armée israélienne. Ses hommes sont entraînés près de Haïfa, avec rotation régulière d'officiers, frères en amis et l'objet d'une flatteuse admiration - qui

s'évanouira en 1982-1983 pour faire place à une condescendance hostile, - équipés y compris en chars Sherman, inutilisés, et tout cas jamais utilisés, mais bons pour apaiser et gêner les Syriens quand on les exhibe dans des parades à Beyrouth-Est.

Trahis de si flatteuse façon, enclins à demeurer à prêter l'Israélien au Syrien, pour lequel le chrétien moyen nourrit antipathie et mépris - « Soyez ce que vous avez toujours été : de bons concierges et de bons ouvriers de chantier », leur dira M. Chamoun - les miliciens de Bechir Gemayel sont insensiblement entraînés vers des tiraillements, puis des accrochages, enfin un long et sanglant conflit avec l'armée syrienne.

Les ruades des chrétiens

1977, année (presque) sans morts, sans événement majeur, sans date-jalon, sans conflit nouveau, en un mot sans relief, est donc bien l'année charnière durant laquelle les Israéliens retournent la situation durablement et profondément, de façon à alimenter sous différentes formes la guerre au Liban durant les années suivantes. Un événement monumental les y aide en fin d'année : la visite du président Sadate à Jérusalem (19-21 novembre), suivie en septembre 1978 des accords de Camp David et en mars 1979 du traité de paix égypto-israélien.

Dès lors, pour Damas aussi les priorités changent et il devient primordial de « récupérer » M. Arafat et d'empêcher l'O.L.P. de glisser vers la politique sadatienne qui n'est pas sans le tenter. Les ruades des chrétiens et la nécessité stratégique d'un rapprochement avec les Palestiniens vont dans le même sens : le renversement d'alliances est inéluctable pour Damas ; il se produit.

Après s'être montrés très patiens en 1977 malgré un harcèlement de plus en plus agressif de leurs troupes dans les zones chrétiennes, les Syriens changent donc radicalement d'attitude. Ils saisissent l'occasion de la tragique « expédition d'Ehden, au cours de laquelle un commando des Forces libanaises assassine Tony Soleiman Frangé, fils de leur plus fidèle ami chez les chrétiens, sa

femme, sa fille et trente-deux autres personnes, entraînant une scission du camp chrétien, pour se retourner contre les alliés ingrats et insupportables qu'ont été les autres chrétiens. Ceux-ci sont en train de trouver un chef en Bechir Gemayel.

C'est alors, en deux temps, juillet et surtout octobre 1978, un déluge de fer et de feu sur Beyrouth-Est à partir des batteries syriennes qui la surplombent et dont certaines se trouvent à l'intérieur même de ses quartiers. Mais le président Hafez El-Assad est un maître de la Realpolitik : ayant durement signifié aux chrétiens qu'ils ne le chasseraient pas de leur territoire à leur gré, il s'en retire à son heure, et plutôt que de s'y laisser enfermer, il l'insère de toutes parts gardant les crêtes des montagnes à l'est, renforçant leur nouvel ennemi, M. Soleiman Frangé, au nord et leurs ennemis de toujours, les « palestino-progressistes », à l'ouest et au sud-ouest.

Un *modus vivendi* s'établit, avec une ligne de démarcation où les échanges d'obus deviennent routiniers.

C'est à cette époque que les Libanais parviennent, à force d'ingéniosité et de travail hors de chez eux, notamment dans le Golfe alors prospère, à instaurer cette paradoxale « guerre dans l'abondance » qui durera jusqu'en 1984.

Une première invasion

La guerre syro-chrétienne, après deux années de routine, connaît une nouvelle éruption grave en 1981, avec l'affaire de Zahlé, et la « crise des missiles de la Bekaa » entre la Syrie et Israël, désamorcée par l'émissaire du président Reagan, M. Philip Habib. On peut alors faire quelques constations d'importance.

D'abord, Israël ne se laissera pas entraîner par les milices chrétiennes mais entend bien les manipuler à son gré. Cela, les chrétiens devaient le comprendre dès 1978, mais ils surestiment leur importance en raison de l'engagement croissant des Israéliens au Liban face aux Palestiniens et aux Syriens. Bechir Gemayel, visiblement las, me dit le 4 avril 1981 : « Nous ne pouvons compter

et nous ne compterons désormais que sur nous-mêmes. » Je devais apprendre plus tard seulement que j'étais tombé sur lui, ce jour-là, à l'instant même de son retour d'Israël, où il avait été rabroué par le premier ministre, M. Begin.

Israël a largement dépassé le stade des représailles et même des opérations préventives au Liban contre la résistance palestinienne. Une première invasion, en 1978, qui apparaît limitée au vu de celle de 1982, entraîne la création de la FINUL (force intérimaire des Nations unies au Liban), qui ne règle rien. Elle consolide en l'élargissant la bande frontalrière sous la protection d'Israël, mais lui sert aussi de matelas de sécurité. Les raids aériens sur Beyrouth, la destruction des ponts reliant le Sud au reste du pays, préfigurent en 1981 la grande invasion de l'année suivante.

Khomeiny s'annonce

La période 1978-1981 est aussi celle de plus grand foisonnement de « guerres dans la guerre », de conflits annexes ou totalement marginaux. Chiites contre Palestiniens à Beyrouth et au Sud. Palestiniens contre Syriens par alaoouites et intégristes musulmans de Tripoli interposés au Nord (bien que Damas et l'O.L.P. traversent une phase d'alliance contre l'Égypte de Sadate). Syriens d'une part, chiites de l'autre contre les Irakiens, dont l'ambassade est détruite par un attentat.

L'ambassadeur de France à Beyrouth, Louis Delamare, est assassiné, avertissement que l'on présume syrien à Paris. La France est en effet accusée d'encourager aussi bien les

aspirations de M. Arafat à se dégarer des pressions de Damas que celles des chrétiens à combattre sa tutelle. Des dizaines, des centaines de conflits locaux éclatent dans l'un et l'autre camp. Telles la liquidation des miliciens de M. Chamoun par ceux de Bechir Gemayel, ou les affrontements qui voient chaque rue de Beyrouth-Ouest disputée à coups de roquettes par des groupuscules de quartier.

Mais c'est à des milliers de kilomètres de là que se produit, durant cette deuxième phase de la guerre, l'événement peut-être le plus important pour l'avenir du Liban, celui qui, à partir de 1984, y introduira une dimension nouvelle.

Assis en tailleur à même le sol d'une modeste maison de Nejeff, dans son exil irakien, l'ayatollah Khomeiny m'explique ce que sera la révolution islamique lorsque le chaos aura été renversé. Après ces six heures de tête-à-tête, la police irakienne ne laissera plus aucun journaliste approcher le redoutable ayatollah. L'ouragan khomeiniste agitera le monde et bouleversera le Golfe. Mais c'est peut-être au Liban qu'il aura les plus profondes répercussions.

Prochain article :

LE VA-TOUT D'ISRAËL

CAPEL n'a pas peur des plus forts que lui

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
74, boulevard de Sébastopol Paris 3
26, boulevard Malesherbes Paris 8
Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

CAPEL n'a pas peur des plus forts que lui

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
74, boulevard de Sébastopol Paris 3
26, boulevard Malesherbes Paris 8
Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

CAPEL n'a pas peur des plus forts que lui

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
74, boulevard de Sébastopol Paris 3
26, boulevard Malesherbes Paris 8
Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

CAPEL n'a pas peur des plus forts que lui

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
74, boulevard de Sébastopol Paris 3
26, boulevard Malesherbes Paris 8
Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE
Certificats acceptés et reconnus dans le monde entier
ANTWERP NEW YORK
COURS INTENSIFS D'UNE SEMAINE DE DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR
Pour toutes informations :
Schupstrasse 177-2018 Antwerp
Tél. : 03/232.07.55 - Belgique

l'homme le plus long s'habille chez CAPEL

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
74, boulevard de Sébastopol Paris 3
26, boulevard Malesherbes Paris 8
Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

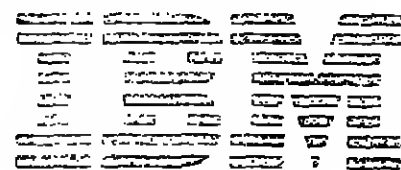
elle est l'imprimante* de l'ordinateur personnel IBM.



une seule machine, deux fonctions.

Ces machines à écrire sont commercialisées par les distributeurs agréés machines à écrire IBM, IBM Direct, les boutiques IBM, les ingénieurs commerciaux spécialisés.

*dispositif de connexion optionnel facturable en sus du prix de la machine à écrire.



CAP SUR LA TRANQUILLITÉ.

Pour tous renseignements, appelez : NUMERO VERT 16.05.22.11.67

مكتبة الامانة الأصل

politique

LE DÉBAT SUR

Dans l'opposition, seul le CDS approuve M. Barre

Les déclarations de M. Raymond Barre confirmant son hostilité à toute cohabitation entre une nouvelle majorité parlementaire et l'actuel président de la République entraînent des réactions diverses et parfois vives, tant dans la majorité que dans l'opposition elle-même.

Ainsi M. Jacques Chaban-Delmas, qui venait d'être élu président du conseil régional d'Aquitaine, interrogé par FR 3 lundi 15 avril, s'est nettement distingué de M. Barre en disant qu'il ne croyait pas que le président Mitterrand doive se démettre en cas de victoire de l'opposition aux élections législatives, précisant : « Je ne

suis pas convaincu que ce soit tout à fait une nécessité constitutionnelle ».

Plus explicite, M. François Létard, secrétaire général du PR, député UDF du Var, constate, dans une interview accordée au Figaro du 16 avril : « La seule question à laquelle M. Barre ne répond pas, c'est que faire si M. Mitterrand refuse de partir ». Il estime que la solution proposée par le député du Rhône « n'est pas raisonnable car c'est dans l'affirmation de ses thèmes que l'opposition peut gagner, ce n'est pas en se débattant et en pratiquant la politique de la

chaise vide. On ne peut pas frustrer les Français de leur victoire. Je me vois mal faire campagne pendant un an sur le thème : en cas de victoire, il n'y aura pas de gouvernement libéral ». Le secrétaire général du PR ajoute : « On ne gagnera pas en 1986 en dehors ou contre les partis qui sont, comme le dit la Constitution, nécessaires à l'expression des suffrages ». Il trouve enfin « regrettable » que M. Barre, par son « désaveu vis-à-vis des partis qui, depuis 1981 à l'Assemblée nationale et sur le terrain, ont mené le combat et l'ont gagné ». M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, qui approuve les positions prises par M. Barre, se contente de répéter que « si l'UDF et le RPR ont ensemble une nette majorité, c'est que toutes les manœuvres de M. Mitterrand auront échoué, et il devra se retirer. Refuser de s'incliner devant le verdict du pays, ce ne serait pas ouvrir la porte à la cohabitation mais à un affrontement institutionnel néfaste pour le pays et pour les institutions ».

M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, qui ne cache pas son total accord avec M. Barre, « n'envisage pas un seul instant que M. Mitterrand puisse envisager de rester si le résultat des élections législatives est clair ». M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, lui aussi « écarte l'hypothèse de deux pouvoirs, l'un à l'Elysée, l'autre à Matignon ».

Dans la majorité, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a déclaré à Antenne 2, lundi soir 15 avril : « M. Barre, comme les

autres responsables de l'opposition, théorise ses propres intérêts. Comme il ne dispose pas d'une formation politique, il se dit que c'est tout de suite, dans une crise, qu'il aurait sa chance alors que M. Chirac est pour la cohabitation parce qu'à la tête d'un parti plus puissant il se dit qu'il a le temps ». M. Jospin a ajouté : « M. Barre, qui n'a pas su déjouer la crise économique, joue la crise politique ».

M. Jack Lang, ministre de la culture, a été particulièrement violent pour juger les propos de M. Barre. Il a en effet déclaré à Europe 1 que l'ancien premier ministre avait tenu « un discours putschiste et anticonstitutionnel », ajoutant : « Cet homme, qui prétend jouer au gardien de la Constitution, entend, en réalité, la mesure à bas, d'un homme de guerre civile, un homme d'affrontement. M. Barre veut donner des airs d'Alceste, de redresseur de torts mais qui fait plutôt penser à M. Jourdain qui s'autoproclame le Grand Mame-mouchi et qui sentencieusement tranche de tout sur tout, boursoufflé de vanité et de suffisance ». Cette diatribe a provoqué la réflexion suivante de M. Stasi : « Cela prouve à quel point les porte-parole du pouvoir sont inquiets et ont compris que leur adversaire le plus dangereux était M. Barre ». Enfin M. Marcel Debarge, secrétaire national du PS, estime que « l'interprétation de la Constitution donnée par M. Barre n'est pas la bonne » car « elle revient à faire du président de la République un chef de parti ».

L'intransigeance de l'ancien premier ministre

(Suite de la première page.)

Entre ceux qui, comme M. Létard, estiment que l'opposition devra gouverner, en 1986, quelle que soit l'attitude de M. Mitterrand, et ceux qui pensent que l'on ne pourrait mettre le chef de l'Etat « au placard » sans que les institutions en souffrent.

La position de M. Barre est approuvée par ses partisans déclarés au sein de l'UDF - MM. Charles Millon et Jean-Pierre Soisson au PR, Bernard Stasi au CDS, - mais elle met dans l'embarras ceux d'entre eux qui, du fait de leurs responsabilités dans les formations auxquelles ils appartiennent, sont engagés par l'accord du 10 avril. A ceux-là, l'ancien premier ministre propose une démarche qui ferait contrepoids à l'influence du RPR et de l'alliance entre MM. Chirac et Giscard d'Estaing sur l'ensemble de l'opposition. La tentation de le suivre ne peut être que forte.

M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, admet que l'accord RPR-UDF n'aura de validité véritable que si ces deux formations disposent d'une majorité « nette » à l'Assemblée nationale en 1986. Dans ce cas,

estime-t-il en effet, M. Mitterrand ne pourra que se retirer. Mais, dans le cas contraire, la rigueur bariste fera sentir sa force.

Es s'opposant par avance au jeu d'une Assemblée élue à la proportionnelle, M. Barre n'embrasse pas seulement l'opposition. Il teste, aussi, de fermer la porte aux espoirs socialistes de « débouchage » au centre. Aussi voit-on M. Jack Lang, ministre de la culture, et M. Marcel Debarge, membres du secrétariat national du PS, se porter au secours des partis contestés et dénoncer, pour le premier, le « putschisme » qui inspirerait l'ancien premier ministre. « L'expression de la vie des partis est absolument nécessaire à une démocratie vivante », souligne, de son côté, M. Debarge.

En appelant l'opposition à l'intransigeance, M. Barre rend, malgré tout, un service aux socialistes, qui peuvent se réclamer du respect des institutions et de la durée du mandat présidentiel. Suffit-il au député du Rhône de leur opposer le « désaveu » définitif que les élections seraient d'ores et déjà résolues à leur infirmer ?

PATRICK JARREAU.

LES RÉACTIONS DU PC

M. Lajoinie : le président de la République a été élu pour sept ans

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, membre du secrétariat du comité central du PCF, a déclaré, le lundi 15 avril, au cours de l'émission « Face au public », sur France-Inter, que la « querelle de la cohabitation » n'a « rien à voir avec les élections législatives » - « les chefs de la droite essaient de se placer pour l'élection présidentielle », a-t-il dit - et qu'il s'agit d'un « faux problème ». Pour M. Lajoinie, le « problème politique » qui se pose aujourd'hui est celui du « rapprochement », des « convergences » entre « les prises de position de la droite et les prises de position du gouvernement ».

M. Lajoinie a affirmé que « la droite peut être battue » en 1986 et que, « de toute façon, l'élection du président de la République a été faite pour sept ans ». Le PCF apportera-t-il son soutien à un gouvernement reposant sur une alliance socialiste et centriste ? « Le Parti

communiste », a répondu M. Lajoinie, « combat aujourd'hui la politique du gouvernement parce qu'elle tourne le dos aux engagements qui avaient été pris (...). Nous combattons une telle politique, qui pourrait, éventuellement, être aggravée par le fait qu'elle serait menée par un gouvernement faisant alliance avec la droite ».

Selon le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, « il y a comme un défaut » dans la politique du gouvernement, qui « ne marche pas » : le chômage augmente, l'inflation et le déficit du commerce extérieur ne se résorbent pas, l'investissement et le pouvoir d'achat reculent. Le gouvernement « a cédé devant les exigences du capital », a dit M. Lajoinie, et, face à cette « sorte de Munich devant le capitalisme », les communistes, comme en 1938, proposent une autre politique, mais ne sont « pas entendus ».

M. Leroy : pourquoi ne geraient-ils pas ensemble ?

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, directeur de l'Humanité, écrit, dans l'éditorial du quotidien communiste, le mardi 16 avril, que la « vraie signification » de l'élection de M. Jacques Chaban-Delmas à la présidence du conseil régional d'Aquitaine, grâce à une voix et à un bulletin blanc émis dans les rangs de la gauche, « est à rechercher au-delà de la volonté d'une gestion tranquille de la région ». « Fatigue les uns et les autres estiment la crise fatale, le chômage, l'inflation, la dévaluation, la dénationalisation et qu'ils pratiquent la répression anti-ouvrière, pourquoi ne dirigeraient-ils pas ensemble ? », demande M. Leroy.

Le directeur de l'Humanité cite diverses déclarations de membres du gouvernement sur les convergences possibles avec certains secteurs ou certaines personnalités de l'opposition. Il rappelle que MM. Mitterrand et Chaban-Delmas « se tutoient ». Evoquant les élections municipales d'octobre 1947 au Havre, qui avaient donné 18 sièges à la droite, 16 aux communistes et 3 aux socialistes et avaient abouti à l'élection d'un maire socialiste, par 19 voix contre 18 au candidat du PCF, M. Leroy écrit : « La municipalité née de la magouille n'a duré que trois mois, mais cette petite voix « marginale » annonçait la mise en œuvre, à l'échelle de tout le pays, d'une néfaste politique anti-ouvrière, colonialiste, atlantiste, antidémocratique ».

D'un piège à l'autre

L'Humanité a trouvé le coupable de la défection qui, dans les rangs de la gauche aquitaine, a permis, le lundi 15 avril, l'élection de M. Chaban-Delmas à la présidence du conseil régional. C'est le président de la République. Le quotidien du PCF est formel : L'Elysée, annonce-t-il en première page, a fait le « passe à droite ».

Les « preuves » sont accablantes. Le directeur de l'Humanité, M. Roland Leroy, les énumère dans son éditorial. D'abord, Mme Georgina Dufaux, porte-parole du gouvernement, a déclaré, dimanche, que, face à l'extrême droite et face à d'autres choix (précisions omises par M. Leroy), elle pourrait voter pour certains membres de l'opposition qui, « courageusement », ont refusé pris position » contre les idées véhiculées par M. La Pen et ses amis. Ensuite, et surtout, M. Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, avait reçu M. Mitterrand en voyage officiel dans le Sud-Ouest, et les deux hommes « se tutoient ».

L'affaire est entendue. A Bordeaux, ville chargée d'histoire, la droite et le Parti socialiste ont amorcé, lundi, le rapprochement qui découle logiquement de ce que M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a appelé le « Munich devant le capitalisme », pratiqué par les socialistes depuis 1982. Mais pourquoi les communistes sont-ils si pressés de conclure l'enquête ?

Interrogé sur la question de la cohabitation entre le président de la République élu en 1981 et une majorité de droite à l'Assemblée nationale, M. Lajoinie a observé que M. Mitterrand avait été élu pour sept ans. La victoire de l'opposition en 1986 n'implique-

rait donc pas la démission du chef de l'Etat. Quelles conséquences peuvent-ils tirer de cette position ?

Si le président de la République doit rester en fonction, il serait souhaitable qu'il pût gouverner. Le PCF est-il prêt à soutenir un gouvernement d'alliance socialo-centriste, dont il ne pourrait, évidemment, faire partie ? Pour M. Lajoinie, les communistes, qui combattent le politique du gouvernement actuel, ne pourraient que s'opposer à toute politique analogue, plus encore si elle était « aggravée » en raison d'une entente avec une partie de l'actuelle droite.

Il ne serait donc pas question pour le PCF de soutenir, comme il l'avait fait lors du Front républicain de 1958, un gouvernement auquel il ne participerait pas. Et si le choix était entre soutenir un tel gouvernement et supporter une alliance de la droite et de l'extrême droite ? Pure fiction, selon M. Lajoinie. C'est pourtant bien ce qui inquiète les communistes.

Pouvoir dénoncer, comme l'a fait M. Lajoinie, les « convergences » entre la droite parlementaire et la PS est tout bénéfice pour les communistes, bientôt délivrés, par le scrutin proportionnel, du carcan qui les contraignait à revenir, à chaque élection, à l'union « de gauche » avec le PS. Mais ce piège, pour eux, ne risque-t-il pas d'être remplacé par celui de l'extrême droite, dans le refus de laquelle les socialistes cherchent à rassembler les « républicains » ? Les communistes seraient alors, une fois encore, obligés de choisir...

P. J.

Comment Chaban a retrouvé son duché d'Aquitaine

Au terme d'une opération qui est apparue d'autant plus habilement menée par M. Jacques Chaban-Delmas, que, dans le camp opposé, les socialistes se montrèrent de bien piètres manœuvriers, le maire de Bordeaux a retrouvé lundi 15 avril la présidence du conseil régional d'Aquitaine qu'il avait perdue en 1979 (le Monde du 16 avril). Dans cette assemblée où majorité et opposition sont à égalité de sièges (38-38), la solution des doyens d'âge, qui aurait permis aux socialistes de garder l'exécutif, n'a été critiquée que comme un « bon vieux temps » « grâce » à la défaillance de deux élus de gauche (le Monde du 20 mars). M. Chaban-Delmas a obtenu en effet

Bordeaux. - « Minables, on a été minables... » on a perdu la présidence et la face ! Les élus de gauche du conseil régional d'Aquitaine étaient ce ne peut plus assés lundi. Furieux aussi de n'avoir pas prévu le « manip » de M. Chaban-Delmas, qui a consisté à présenter, au dernier moment, un socialiste comme candidat à la présidence, avant de se présenter lui-même.

Perdre à ce point sur tous les tableaux... c'est une véritable performance. « C'est la Berezina », conclut un membre du PS encore sous le choc.

Les socialistes ont accumulé les erreurs. Ils ont d'abord sans nul doute péché par excès de tranquillité. En désignant, au lendemain des élections cantonales, M. Andrieu (quatre-vingt-quatre ans), maire d'un petit village de Dordogne, parmi leurs représentants au conseil régional, ils ont voulu et cru se doter de l'arme absolue, mais sans en vérifier la portée. Cette désignation a non seulement crispé les rapports avec M. Chaban-Delmas et a, de ce fait, entravé la recherche d'une solution de compromis acceptable, elle est apparue pour le moins « bouffonne » dès l'instant où ledit doyen d'âge s'est installé lundi dans le fauteuil de président de séance. Sa sur-

trente-neuf voix contre trente-six à M. Pierre Andrieu (PS), « le » doyen d'âge ; et un bulletin blanc. Cette défection de deux conseillers de gauche a provoqué l'indignation du PS qui condamne « sévèrement » une attitude qui « dénature la traditionnelle loyauté incarnée par la gauche ». Interrogé sur ce sujet, M. Jospin a estimé que « le débouchage » ne sert pas l'ancien premier ministre. La désignation de l'ensemble du bureau a été reportée à quinzaine à la demande des socialistes qui hésitent à accepter la proposition de « coexistence éphémère » formulée par le nouveau président du conseil régional.

De notre envoyée spéciale

dit, son inexpérience, ont vite suscité des rires non exempts d'une certaine cruauté.

La deuxième erreur commise par les socialistes est de s'être pas sa se doter d'un « leader », investi d'un pouvoir suffisant pour négocier avec les autres formations politiques nombreuses au sein de la gauche. Sans doute aussi ont-ils trop voulu tenir compte de leur base, hostile à toute cohabitation, et pour laquelle la droite reste l'ennemi infréquentable quel que soit le cas de figure.

Troisième erreur : n'avoir pas su tirer avantage des propositions avancées par l'adversaire, que ce soit la solution de la présidence « alternée », proposée il y a une semaine par M. Jean François-Poncet, chef de file de l'UDF en Aquitaine et reprise par M. Chaban-Delmas ou la « solution Etourneauud » avancée par le même M. Chaban-Delmas lundi à l'ouverture de la séance. « Il est de votre devoir civique et moral de présenter votre candidature qui signifierait une neutralisation politique de l'Aquitaine et permettrait l'établissement d'un système d'égalité », a expliqué le maire de Bordeaux à M. Etourneauud (PS), désigné par la droite pour représenter la communauté urbaine au conseil régional.

En sortant de jokers au dernier moment, en laissant entendre, à la plus grande surprise des élus de gauche, que des contacts avaient été pris la veille avec M. Etourneauud, jugé en quelque sorte comme un socialiste - « fréquentable », M. Chaban-Delmas ne rendait certes pas facile l'acceptation d'une telle candidature. Son pari était risqué mais les socialistes ont insisté sur le fait que le piège, ils ont refusé de se voir dicter leur choix. Après avoir avancé le nom de Christian Lauris-sergues, premier vice-président sortant du conseil, ils se sont rabattus sur leur fameux doyen d'âge. Le maire de Bordeaux qui croyait, dit-il, être battu, a su faire pencher la balance en sa faveur.

Qui sont les « traitres » ? Les noms de MM. Labarrière, ministre et maire de Pau et de M. Gilbert Mitterrand, député, ont été avancés par les socialistes eux-mêmes. Ils auraient obéi à des considérations de l'Elysée, disaient-ils dans les couloirs, quand on ne parlait pas de « défection » au sein du MRG, du PC, ou tout simplement des socialistes lassés du spectacle offert par le doyen d'âge. L'après-midi, les porte-parole du PC, du PS et du MRG ont tenu à prendre la parole pour laver de tout soupçon leur organisation respective. Dans le délai de quinze jours demandés par la gauche pour désigner ses candidats au bureau (dix sur vingt et un), les débats et les questions vont se poursuivre au PS. Faut-il ou non collaborer ? La cohabitation n'est-elle pas dans la logique de la proportionnelle ? De tels débats serviraient de prétexte au prochain congrès du PS qui se tiendra à l'automne, en même temps qu'il s'agit de la polémique venue du PC.

L. T.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Auvergne : M. Maurice Pourchon, PS réélu président

Clermont-Ferrand. - Président du conseil régional d'Auvergne depuis 1977, M. Maurice Pourchon (PS) a conservé son poste lundi 15 avril, en obtenant vingt-quatre voix (celles des groupes communiste et socialiste) contre vingt-deux voix (celles des membres de l'intergroupe d'opposition) à M. Jean Prorial, député UDF-PR de la Haute-Loire.

La composition du bureau nouvellement élu traduit une homogénéité parfaite à gauche avec cinq vice-présidents socialistes (Mme Elizabeth Fouillade, Mme Albert Chabard, Jean Michel, Pierre-Joël Bonté, Yves Guillon) et un vice-président communiste, M. Jean Nicolas ; deux secrétaires socialistes (Mme Jean Senecaire, Firmin Boudoussac) et deux secrétaires communistes (Mme Pierre Goldberg et Alain Cousin).

Ca n'était pas le souhait du groupe socialiste, qui envisageait d'ouvrir le bureau à l'opposition en lui offrant un siège de vice-président et un deuxième de secrétaire, tous deux étant à créer. Mis aux voix, ce vœu fut repoussé à la fois par les communistes, s'opposant à ce qu'ils considèrent comme une « tentative de recentrage », et par

les conseillers de l'opposition, trouvant la proposition trop faible. Ces derniers revendiquaient quatre voix, mais leur front présente une faille avec l'abstention de trois représentants de l'Allier, parmi lesquels M. Jean Cluzel, qui trouvait la proposition des socialistes à leur goût.

• Mme Marie-France Garud approuve M. Barre. - Mme Marie-France Garud estime que les déclarations faites par M. Raymond Barre au « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 14 avril, sont « satisfaisantes ».

Dans un communiqué publié mardi 16 avril, l'ancienne conseillère de Georges Pompidou affirme : « C'est à juste titre que doit être dénoncée l'attitude arbitraire de formations partisanes, signifiant ainsi un mandat usé sans accord pour gouverner qui devrait lier le futur gouvernement de la France et, le moment venu, le chef de l'Etat lui-même ». « C'est à juste titre que doit être combattue le processus de dévoiement de nos institutions tendant à limiter la prééminence de la fonction présidentielle... C'est à juste titre que doit être dénoncée la pratique dénigratoire qui, depuis dix ans, consiste à faire croire aux Français que l'alternance a été seule source de remède aux maux dont souffre le pays ».

• Le RPR souhaite que la réforme électorale soit soumise à un référendum. - Le bureau du groupe RPR de l'Assemblée nationale réuni mardi matin 16 avril a décidé qu'un cours de la discussion sur la réforme électorale devant l'Assemblée nationale il déposerait une proposition de motion tendant à soumettre le texte du projet à un référendum. De plus, le groupe RPR a décidé, en accord avec l'UDF, de déposer au cours de cette même discussion une motion de censure contre la politique générale du gouvernement et, contre le projet de réforme de la loi électorale.

• M. Olivier Guichard et les élections régionales. - M. Olivier Guichard, RPR, président du conseil régional des Pays de la Loire et député de la Loire-Atlantique souhaite que le mode de scrutin appliqué aux prochaines élections régionales assure plus de 50 % des sièges à la liste arrivée en tête.

Se référant à la loi régissant les dernières élections municipales de mars 1983, qui prévoit que la liste qui obtient la majorité des suffrages exerce la majorité des sièges (les sièges restants à pourvoir étant répartis à la proportionnelle entre toutes les listes ayant obtenu plus de 5 % des voix, y compris celle arrivée en tête), M. Guichard a déclaré : « Je pense que cette disposition pourrait être introduite dans la nouvelle loi pour l'élection des conseils régionaux ».

ICL

MICRO PERSONNEL - MONOPOSTE ET MULTITACHE
MICRO PROFESSIONNEL - MULTIPOSTE ET MULTITACHE
SUPER MICRO COMPATIBLE (UNIX)

ICL, 16, cours Albert 1^{er}, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 - poste 288)

COHABI
A
NELLE-CALEDONIE
gouvernement
diffère
la décision
Le MAI
REPUBLICAINS

LA COHABITATION

A front renversé

per PAUL FABRA

Après les propos, plus péremptoirs que jamais, tenus par M. Raymond Barre, dimanche au Club de la presse, sur la cohabitation, le choix pour les députés de l'opposition apparaît sans nuance. Ou bien ils se déclarent pour l'ancien premier ministre, et ils sont sommés de penser avec lui qu'il sera impossible pour les partis de droite et du centre droit, devenus éventuellement majoritaires au Parlement, de gouverner à Mitterrand tant que M. Mitterrand restera à l'Élysée. Ou bien ils assument qu'une telle conjonction est parfaitement envisageable, que les institutions ne s'y opposent pas, mieux encore, que leur esprit appelle cette solution, et ils courent le risque d'un affrontement majeur non plus tant entre la droite et la gauche qu'entre la droite et la gauche (puisque dans ce cas M. Barre ne voterait pas la confiance et demanderait instamment à ses amis de suivre son exemple).

On pourrait s'attendre qu'ayant posé le problème en termes à ce point tranchés le député de Lyon propose une politique qui soit à l'éloigné de celle menée actuellement par M. Fabius, sous l'autorité du président de la République, qu'il soit effectivement difficile d'imaginer ce dernier capable d'y souscrire, sous peine de perdre à tout jamais la face. Or c'est plutôt l'inverse qui se produit. M. Barre n'est pas très disert sur ses projets. Mais ce qu'il en a déjà dit permet d'avancer qu'en tout cas en matière économique et financière — son sujet de prédilection — ses idées sont, de toutes celles qui sont formulées par les chefs de l'opposition, les moins incompatibles avec la ligne suivie par M. Mitterrand depuis mars 1983.

Dans le bon sens

Rien n'est plus urgent pour M. Barre que de retrouver « la flexibilité de l'entreprise et celle du travail ». Bien sûr « revoir les règles de l'embauche et de la débauche qui provoquent plus de chômage que de travail », impérieux, si on veut aller jusqu'au bout, un certain nombre de décisions dures à prendre ou à entreprendre par un chef d'Etat qui fut premier secrétaire du Parti socialiste. Mais qui ne voit que, précisément, le chef de l'Etat a depuis deux ans fait un bout de chemin dans cette direction : ce n'est pas la faute de son gouvernement si les per-

naires sociaux ne se sont pas entendus sur un programme de flexibilité.

Certes pour M. Barre le gouvernement actuel ne va pas assez loin. Il s'en faut de beaucoup, dans ses efforts de compression des dépenses publiques et d'endiguement du déficit budgétaire, mais il n'a reconnu que l'action entreprise va « dans le bon sens », que l'équipe actuelle a retrouvé le droit chemin, c'est-à-dire celui qu'il avait tracé lui-même quand il était à Matignon en se donnant pour objectif prioritaire le rétablissement de l'équilibre budgétaire. Il y aurait beaucoup à dire sur cette finalité et surtout sur l'immense tâche d'ajustement (ou de rigueur) qui est imposée aux Français pour atteindre au but quand on sait que les deux ou trois grandes expériences de politique économique et financière réussies qu'a connues leur pays depuis la fin de la première guerre mondiale (l'expérience Poincaré en 1926, l'expérience Pinay-Rueff en 1958) ont été caractérisées par la mise en œuvre de mesures d'austérité radicales, très rapidement suivies d'un retour à la stabilité des prix et de la reprise de l'expansion, l'équilibre de la balance des paiements étant donné de surcroît. Qu'on ne dise pas que les circonstances étaient alors plus faciles. Constatons seulement que la voie royale de la réforme en profondeur n'est ni celle de M. Mitterrand ni apparemment celle de M. Barre, à s'en rapporter au moins à son action passée et à son discours d'aujourd'hui. L'ancien premier ministre refuse par avance de gouverner avec l'actuel président de la République, mais la question qui importe le plus aux Français est de savoir si l'alternance globale que M. Barre préconise concerne seulement la renouveau complet de l'équipe dirigeante ou si elle touche aussi le contenu de la politique.

Tout se passe comme si l'hostilité sans faille de M. Barre à toute cohabitation était compensée par un souci de continuité, un rejet instinctif de toute rupture dans la conduite des affaires, qui devraient rendre cette cohabitation tolérable. Pour l'ancien premier ministre comme pour M. Mitterrand, la France a une longue tradition d'économie mixte qu'il n'est ni possible ni sans doute souhaitable, dans leur esprit, de bouleverser.

Regardez avec quelle prudence M. Barre aborde le problème de la suppression du contrôle des prix, lui, le libérateur de l'entreprise. Il est pour la liberté mais il n'estime pas nécessaire d'abolir les ordonnances de 1945, en vertu desquelles la réglementation est le droit commun, et la détaxation l'exception. M. Chirac préconise au contraire l'abrogation de ces textes (sauf pour la partie qui concerne la lutte contre les monopoles). C'est pourtant le président du RPR qui est censé occuper — depuis peu de temps, il est vrai — la cohabitation.

Un libérateur prudent

Considérez encore la circonscription avec laquelle M. Barre entend traiter du problème des dénationalisations. Ce n'est pas lui qui demanderait à M. Mitterrand de sa dégrader en lui faisant signer un vaste programme de privatisation d'application immédiate ! Il laisse aux parisiens de la cohabitation le soin de réclamer en toute première priorité, c'est-à-dire vraisemblablement pendant la présence de M. Mitterrand à l'Élysée, le retour au secteur privé de l'ensemble des banques, y compris les trois grandes passées dans le domaine public depuis 1945. Lui se contenterait dans ce domaine de la dénationalisation — et encore pas nécessairement — de quelques banques moyennes et de la Société générale.

L'électeur irrévérencieux pensera peut-être avec une légère culpabilité que M. Barre arrivant régulièrement en tête des sondages, il pourrait bien trouver de grands avantages à une élection présidentielle brusquée ; qu'à l'inverse M. Chirac et Giscard d'Estaing, estimant avoir besoin d'un délai, supplémentaire pour conquérir ou reconquérir l'opinion, ils s'accommodent d'une cohabitation qui leur permet de gagner du temps. Faute d'admettre une explication aussi décevante, on ne peut qu'attendre les éclaircissements des différents candidats potentiels sur leurs positions apparentes contradictoires, ceux qui acquiescent à la cohabitation proposant des mesures qui devraient la rendre impossible, et celui qui s'y oppose se faisant l'avocat d'une politique plus modérée.

A PROPOS DE « L'ÉCONOMIE DE LA RÉUSSITE » d'Alain Redslob

Rupture et redressement

par JACQUES CHIRAC

Depuis quelques mois, les Français sont soumis à une formidable opération de propagande, voire de désinformation, pour tenter de les convaincre que la situation économique s'améliore de jour en jour et que la politique menée par le gouvernement socialiste est la seule possible et la seule raisonnable. Cette double question est au cœur du débat politique : c'est, avant tout, sur l'état réel de notre pays, comme sur notre capacité à définir de nouvelles perspectives d'avenir, que se détermineront nos concitoyens.

Dans ce débat, hors des passions et des polémiques, un élément nouveau et capital vient d'être versé au dossier : il s'agit d'un ouvrage écrit par un jeune professeur d'économie politique, M. Alain Redslob, qui nous présente dans son livre « L'Économie de la réussite (1) », sur la base d'une analyse minutieuse et scientifique, d'une argumentation parfois un peu austère mais toujours solide, le bilan de quatre années de socialisme et les grandes lignes d'une politique de redressement.

Le premier enseignement de cet ouvrage est la démonstration de ce que chacun, dans sa vie privée ou professionnelle, ressent quotidiennement : on a beau manipuler les chiffres, présenter des bilans faussés ou incomplets, truquer des statistiques, la réalité attestée par tous les indices, par toutes les courbes d'évolution, comme par les comparaisons internationales, est malheureusement indiscutable : depuis quatre ans, la situation de l'économie française s'est profondément dégradée, non seulement par rapport aux périodes antérieures mais aussi et, ce qui paraît plus grave encore, au regard des performances de nos concurrents étrangers.

Déviation

Les folies des dix-huit premiers mois du gouvernement socialiste nous ont interdit de prendre le train mondial de la reprise et de la modernisation ; depuis, malgré moins de succès que de déconfort, nous ne rattrapons pas notre retard, et le prix à payer pour les erreurs passées, c'est-à-dire les dettes que nous avons contractées, constitue un lourd boulet qui entrave notre marche vers l'avenir.

L'auteur démontre avec talent le mécanisme de cette inquiétante dégradation et explique pourquoi, en dépit de l'inflation récente de la politique conjoncturelle, les maux dont souffre notre économie ne peuvent pas être guéris par l'actuel gouvernement.

Le dogme, le vice profond de raisonnement qui a conduit aux outrances de la période Mauroy, a été abandonné ou modifié : c'est la croyance en une société administrée, à la fois économique et sociale, avec sa réglementation omnipotente, tatillonne et oppressive, avec ses prélèvements, impôts et cotisations sociales de plus en plus lourds, toujours paralysants, parfois spoliateurs, règne en maître et stérilise tout dynamisme, toute possibilité d'adaptation, toute initiative.

Il est vrai que la France a toujours été tentée par ce type de déviation. Mais ce n'est pas grave, c'est que, depuis 1981, cet élanisme, qui était subi dans le passé, a été érigé en règle doctrinale et que l'ensemble de nos structures sociales et économiques ont été modifiées et rigidifiées. Tant que l'ensemble de notre système financier sera étatisé, tant que les plus grandes sociétés industrielles recevront leurs instructions des bureaux de l'administration, tant que des lois et des règlements

empêcheront les entreprises de s'adapter à un marché mondial, de plus en plus fluctuant et compétitif, à des évolutions technologiques de plus en plus nombreuses et rapides, il peut y avoir des paliers ou des « embellies », mais qui ne feront que causer ou retarder l'irréversible décadence.

Là est l'enseignement essentiel : tout redressement suppose une politique de rupture avec cette étatisation étouffante, et notre tâche prioritaire de demain sera de la mener avec courage et opiniâtreté.

Alain Redslob fait, sur ce point, un certain nombre de propositions intéressantes en matière de dénationalisation, de réduction des dépenses de l'Etat, de déréglementation. Beaucoup rejoignent celles que j'ai suggérées ; certaines peuvent être discutées ; d'autres sont à imaginer.

Mais ce dont je suis personnellement convaincu, c'est que nous ne redresserons pas la France par des inflations prudentes ou des réformes pusillanimes ; il ne s'agit pas de restaurer l'ordre ancien ou de s'engager vers une social-démocratie qu'abandonnent tous les pays modernes, mais de rompre, consciemment, avec une évolution pernicieuse, sourde dans le passé, triomphante depuis l'arrivée de M. Mitterrand à l'Élysée.

Et c'est pour atteindre, sans possibilité de retour en arrière, cet objectif de désatatisation de la société française que nous avons inscrit au premier rang de notre programme de redressement la diminution progressive des prélèvements obligatoires, impôts et cotisations sociales, qui pèsent sur les entreprises et les particuliers. Car je suis convaincu que c'est en fixant une limite aux ressources publiques et en adaptant les dépenses à celles-ci, et non l'inverse, que nous nous imposerons de redéfinir les missions de l'Etat et de réduire son emprise.

Ce programme n'est pas celui de la facilité ou de la démagogie mais, au contraire, celui de l'imaginaire de l'effort et du renouveau.

De l'imaginaire d'abord, pour ne pas se laisser tenter par des doctrines toutes faites, des dogmatismes simplificateurs ou l'imitation d'expériences étrangères. Vouloir rechercher dans l'Amérique du président Reagan ou l'Angleterre de Margaret Thatcher les recettes à nos problèmes serait méconnaître notre spécificité et, par conséquent, courir à l'échec. Ces expériences doivent enrichir notre réflexion ; il y a beaucoup à en tirer, mais nous devons nous-mêmes construire notre modèle de développement. Nous l'avons fait, dans le passé, sur le plan politique. Il n'y a aucune raison que nous ne réussissions pas dans l'ordre économique.

La voie étroite

Il faut également se méfier des excès d'un libéralisme sans limite, souvent injuste pour les plus faibles, contraire à nos traditions et qu'aucun pays, au fond, ne pratique avec succès. Si l'Etat doit se désengager de la gestion, il doit définir les orientations nationales majeures dans le respect des grands équilibres économiques et renforcer son rôle et ses moyens pour assumer les missions qui sont les siennes : la souveraineté du pays, la sécurité des citoyens, la justice et la solidarité sociale.

Des efforts, il en faudra pour assurer à la fois la baisse nécessaire des prélèvements obligatoires et le

rétablissement progressif des équilibres fondamentaux de notre économie. Notre marge de manœuvre sera étroite, et la situation d'endettement intérieur et extérieur qui nous sera léguée ne nous permettra pas le moindre dérapage. Nous nous imposerons sur ce point une discipline exigeante. Mais je reste persuadé que nous pourrions y parvenir à une double condition.

La première est que notre politique de rigueur budgétaire ne consiste pas, à l'image de celle que présentent les socialistes, en une amputation artificielle et aveugle de certains crédits ou de certaines prestations sociales, mais soit, au contraire, la traduction de choix politiques clairs et permanents. Cela doit être vrai pour les dépenses de l'Etat avec l'abandon d'interventions économiques nuisibles et coûteuses ou la suppression de services ou de missions non indispensables.

Mais cette nouvelle orientation doit également concerner les dépenses sociales. S'il n'est pas question, bien évidemment, de mettre en cause notre système de protection sociale, il n'est plus possible d'en laisser évoluer les dépenses sans contrôle et sans limite : dans le cadre d'un débat annuel, le Parlement doit, comme pour les impôts, fixer les taux maximaux du prélèvement social obligatoire qui pèse sur les entreprises et les ménages.

La seconde condition, c'est que nous sachions retrouver une expansion que les autres pays ont recréée. Là aussi la voie est étroite ; mais il n'y a pas, en France, de fatalité de la stagnation. Notre passé en témoigne, et je ne peux pas imaginer que, la confiance retrouvée, la réduction des charges des entreprises, la restauration des libertés pour les choix économiques et les adaptations sociales n'induisent pas rapidement, avec une reprise des investissements, un retour de la croissance.

Alors seulement pourra être améliorée la situation de l'emploi, tant il est vrai, et tous les exemples étrangers le démontrent, que seule la croissance permet aux entreprises de créer des emplois et que le « traitement social » du chômage n'est qu'un leurre. Alors, nous pourrions poursuivre notre effort de réduction des impôts et des charges en nous engageant solennellement à affecter exclusivement à cet objectif, et non à l'augmentation des dépenses publiques ou sociales, le fruit de cette croissance jusqu'à ce que nous soyons parvenus à ramener à 40 % du produit national le poids des prélèvements obligatoires.

En 1958, lorsque le général de Gaulle, avec Antoine Pinay et Jacques Rueff, adopta son plan de redressement économique, il a choisi le risque et fait confiance à la vitalité de notre pays ; il a assoupli la réglementation des prix et des changes, réduit considérablement les interventions budgétaires de l'Etat, ouvert nos frontières, exposé notre appareil productif au vent de la concurrence internationale. Combien de voix se sont alors élevées pour prédire l'échec rapide de cette politique ! Six mois plus tard, le succès et la confiance retrouvée faisaient taire ces mauvaises prophéties.

Il est réconfortant de constater qu'aujourd'hui les Français, et notamment les jeunes, en beaucoup plus grand nombre qu'il y a vingt-sept ans, aspirent à plus de liberté, plus de responsabilité, plus de droit à l'initiative. A nous maintenant de ne pas les décevoir, et de nous engager sur la voie du renouveau, la seule qui corresponde à leur espoir.

(1) Grasset, 257 p., 89 F.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Le gouvernement diffère sa décision

S'octroyant un nouveau délai de réflexion, M. Laurent Fabius a décidé de différer jusqu'à la fin du mois d'avril l'annonce des conclusions que le gouvernement tire du rapport de M. Edgard Pisani sur les moyens d'accélérer le processus d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie. Le premier ministre, qui consacrera cette semaine à la préparation de cette décision, donnera vraisemblablement quelques précisions sur son calendrier de travail lors de sa séance mensuelle sur TF 1, le mercredi 17 avril.

La présence de M. Jean-Marie Tjebbe à Paris, où se trouve déjà le président du gouvernement territorial, M. Dick Ukaiwé, sénateur RPR, favorisera de nouveaux contacts directs entre le pouvoir exécutif et les représentants des deux principales parties intéressées au déroulement de la crise calédonienne. Le chef de file du mouvement indépendantiste, qui a quitté Nouméa mardi matin, doit arriver à Paris dans la journée de mercredi.

Il se confirme que M. Tjebbe profitera de son séjour en Europe pour se rendre également en Algérie, à l'invitation de dirigeants du FLN. Il se rendra ensuite en Allemagne fédérale, début mai, à l'invitation des écologistes d'outre-Rhin. Le président du gouvernement provisoire du FLNKS sera accompagné du nouveau ministre de la sécurité de la coalition indépendantiste, M. Léopold Jorédié, qui a succédé dans ces fonctions à Elot Machoro. M. Jorédié, pour sa part, fera un voyage en Suisse.

LE « MAI DES RÉPUBLICAINS »

M. François Létard, secrétaire général du parti républicain, donnera, le 23 avril, le coup d'envoi du « Mai des républicains ». M. Létard effectuera un tour de France qui commencera le 2 mai à Reims et s'achèvera le 4 juin à Versailles, pour « développer les grandes idées du projet libéral ».

M. Krivine dénonce les agissements de l'« extrême droite fasciste »

Au cours d'une conférence de presse, luodi 15 avril à Paris, M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire, a dénoncé l'« offensive de l'extrême droite fasciste ». La LCR, a-t-il dit, M. Krivine, envisage d'organiser à Paris un « rassemblement antiraciste et antifasciste d'un million de personnes » pour faire « pièce » aux agissements du Front national.

Le 28 mars, dans la soirée, trois militants du Front national ont ainsi été interpellés à proximité d'une réunion publique organisée à Hérouville-Saint-Clair (Calvados) par la LCR. Deux de ces militants étaient en possession de grenades artisanales « qui auraient pu tuer », a déclaré M. Krivine (le Monde daté 31 mars-1^{er} avril).

Au cours de la même conférence de presse, des militants de Lutte ouvrière ont déclaré avoir été attaqués,

le 5 avril, dans les couloirs du métro parisien, par des adhérents du Front national dont l'un était en possession d'une arme de poing. Ces militants de LO, qui venaient lire leur journal, gare de l'Est, ont été violemment frappés. L'un d'eux, M. Denis Guillard, a perdu connaissance et a été hospitalisé avec traumatisme crânien et deux côtes cassées.

Pour M. Krivine, de tels agissements confirment qu'« une partie de l'extrême droite joue la déstabilisation ». D'où la nécessité d'une riposte commune à ceux qui refusent de laisser « se balancer Le Pen ». La LCR, a-t-il cependant déclaré, refuse de se consacrer au « Front républicain » que le PS s'efforce de constituer face à l'extrême droite. Pour la LCR, en effet, les socialistes portent une part de responsabilité dans la montée du Front national, en raison de la politique sociale « anti-ouvrière » du gouvernement.

FSL L'Anglais aux couleurs de la vie
U.S.A. - ANGLETERRE
Jeunes de 17 ans, débutent l'anglais, les sports, les activités sportives, les loisirs.
ADULTES : stages intensifs, séjour en famille, université, circuits.
10, rue de Grenelle - 75007 PARIS - Tél. (1) 544 28 20 - M 18.4

LOISE
OXFORD INTENSIVE
SCHOOL OF ENGLISH
approuvé par le British Council
21, rue Théophraste Renaudier
75003 PARIS (1) 533.53.05
Jusq. à 1985 - de 9 à 19h

L'ANGLAIS EN ANGLETERRE
Collège - Lycée :
• cours : 15 h de cours par semaine - groupes de 2 à 6 élèves maximum - professeurs britanniques.
• après-midi : tennis, équitation, golf, natation, voile, planche à voile.

IC CHUTE DE CHEVEUX, PELLICULES, SEBORRÉE
DOMINIQUE LAVIGNE
met à votre disposition une méthode unique en France
Laser esthétique associé aux extraits cellulaires Embryo A.D.N. eb.
INSTITUT TECHNIQUE CAPILLAIRE 231, rue Saint-Honoré, 75001 Paris - 260-69-02
Sur rendez-vous du lundi au vendredi, de 10 h 30 à 19 h 30 - Visite et contrôle gratuits

L'IRLANDE MADE IN IRELAND.

Rien n'est plus irlandais que la brochure - et les prix - d'un des plus grands organisateurs de voyages de l'Irlande.

Un exemple ? Découvrez non seulement l'Irlande mais aussi les Irlandais en logeant chez l'habitant ou à la ferme : 7 nuits (et autant de fabuleux breakfasts) avec votre voiture, 2.500 F* (chambre double, voyage ferry compris). Ou bien vagabondez comme bon vous semble à travers l'Irlande pendant 6 jours avec une voiture de location à kilométrage illimité : 2.850 F* (voyage

avion compris sur Dublin, Cork ou Shannon). Vite, allez découvrir la brochure CIE Tours chez votre Agent de Voyages. Ou contactez-nous : CIE Tours International, 40, rue des Mathurins, 75008 Paris, tél. 742.52.29.

CIE TOURS
INTERNATIONAL
30 ans d'expérience de l'Irlande.



Irlande
Allez loin sans aller loin.

مكتبة الأصيل

société

AU TRIBUNAL DE PARIS

Un commissionnaire à la Bourse du commerce répond d'une escroquerie de 9 569 000 francs

C'est encore un procès au long cours qui a commencé, lundi 15 avril, devant la treizième chambre correctionnelle du tribunal de Paris, sous la présidence de M. Guy Joly. Jusqu'au 29 mai, à raison de trois audiences par semaine, il s'agit de juger M. Jacques Maurer, commissionnaire agréé à la Bourse du commerce, et deux de ses collaborateurs, MM. Michel Lestage et Tomasz Sulowski. Il leur est reproché une escroquerie de 9 569 000 francs et une tentative d'escroquerie de 430 445 francs.

Leur dossier est le premier d'une série qui occupera le tribunal jusqu'en août de juillet et qui, tous, mettent en cause au-delà des prévenus visés, les pratiques mêmes de cette Bourse du commerce, institution dont la première journée d'audience a fait apparaître la complexité et même montré que, aux yeux de certains, on pourrait mettre en doute son utilité.

Il est aussi reproché d'avoir imposé à tous les clients un dépôt de 10 % du montant de la marchandise qu'ils entendaient acheter et d'avoir, pour cela, ouvert des comptes cautionnés par les banques des clients, ce qui d'entrée de jeu entraînait pour ceux-ci un prélèvement de 7 % de leur capital : 1 % pour la banque, 6 % pour la société Maurer.

Les faits reprochés à M. Maurer et à ceux qui viendront après lui sont anciens. Ils ont commencé en 1968. La justice a eu à en connaître à partir de 1973. Elle y a donc passé douze années. Cinq juges d'instruction se sont succédés avant qu'on puisse cerner cette information peu ordinaire. Entre-temps, quelques réformes ont été apportées par le législateur à ce métier de commissionnaire agréé, mais il ne semble pas qu'elles aient profondément changé les pratiques et les mœurs. Le président Joly, en exposant les faits reprochés à M. Maurer et à ses deux collaborateurs, n'a pas cessé de répéter que le fonctionnement de la Bourse du commerce des marchandises est assurément « incompréhensible à un non-initié ».

Le marché à terme des marchandises avec ses variations de cours est en réalité un jeu à hauts risques. Or M. Maurer, président de la société anonyme de commissions fondée par son père Georges Maurer, se vait précisément publics que les inculpés auraient pu abuser leurs victimes en les incitant à venir spéculer, qui sur le sucre, qui sur le cacao, qui sur le café. Pourtant, ces victimes ne sont pas n'importe qui. On trouve parmi les trente-deux personnes qui se sont constituées partie civile, le comédien Lino Ventura, le compositeur et musicien André Verschuere, mais aussi un avoué à la cour d'appel de Paris, un notaire, des médecins, un architecte, un inspecteur des impôts, des directeurs de sociétés, un navigateur d'Air France, deux infirmières, une psychologue. Ils pensaient assurément les uns et les autres faire leur pelote. Ils ont dû déchanter.

Le marché à terme des marchandises avec ses variations de cours est en réalité un jeu à hauts risques. Or M. Maurer, président de la société anonyme de commissions fondée par son père Georges Maurer, se vait précisément reprocher d'avoir fait croire à sa clientèle que c'était un jeu où l'on gagne à peu près à tous les coups. En fait, selon l'accusation, les seuls maîtres de ce jeu sont bien les commissionnaires agréés, habitués à exécuter les ordres des opérateurs privés. Et plus il y a de clients pour tenter des opérations, plus il y a pour le commissionnaire de commissions. Alors, toujours dans la thèse de l'accusation, on a organisé la « chasse aux clients » par l'intermédiaire de remises. Certains de ceux-ci l'ont confessé. On les reconnaît par des lettres anonymes, on leur donnait une formation sommaire, mais on leur faisait savoir que l'on se souciait surtout des relations que pouvaient posséder les uns et les autres.

De plus, les ordres d'achat ou de vente étaient, à l'occasion, signés en blanc. Le client, dans ces conditions, n'avait guère la possibilité de savoir où il en était. Ces pratiques singulières devaient attirer l'attention du Conseil économique et social, qui, dans un rapport, proposa une réglementation plus rigoureuse et plus saine. Cependant, cette proposition ne fut pas retenue par le Parlement. C'est bien là ce qui permet à M. Maurer et à ses défenseurs de soutenir que les activités reprochées furent, en fait, conformes à la législation alors en vigueur, peut-être laxiste, peut-être critiquable moralement, mais, en tout cas, admissible.

Il faudra aussi faire la part entre les victimes authentiques réellement flouées et celles qui le furent par une volonté effrénée de spéculation. Car, s'il est certain que les opérations auxquelles invitait la société Maurer étaient, pour des clients non avertis, très compliquées, coûtaient fort cher et ne pouvaient que rarement rapporter gros, toute la question sera bien de savoir si, au bout du compte, ce n'est pas autre chose que le jeu normal de cette Bourse du commerce dont un haut fonctionnaire a pu dire un jour qu'à son fronton devrait être inscrite cette devise : « Vous qui apportez la votre argent, perdez tout espoir de le voir revenir ».

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

Or ce serait précisément à la faveur de cet hermétisme longtemps admis par les pouvoirs

A ÉPINAL

Audition de M^{me} Laroche

M^{me} Marie-Ange Laroche a été entendue, lundi 15 avril, par le juge d'instruction d'Épinal, M. Jean-Michel Lambert. La veuve de Bernard Laroche, tué le 29 mars par M. Jean-Marie Villemain, père de Grégory, quatre ans et demi, retrouvé mort en octobre dernier dans une rivière des Vosges, a été interrogée sur les circonstances du meurtre de son mari. Le juge d'instruction doit entendre mardi 16 avril, M. Lucien Bolle, beau-père de Bernard Laroche, qui avait tenté de le protéger.

D'autre part, les policiers de Nancy avaient l'intention d'interro-

ger, mardi, M^{me} Christine Jacquot, gardienne de Grégory. M^{me} Christine Jacquot fait figure de témoin important dans la mesure où elle a été la dernière, hormis la mère de l'enfant, à avoir vu Grégory vivant, le 16 octobre, quelques instants avant sa disparition. M^{me} Jacquot a déclaré à l'AFP que les enquêteurs lui ont dit : « On est sûr que vous cachez quelque chose ». Elle a affirmé ne pas comprendre pourquoi les policiers « s'acharnaient sur Christine Villemain » et a ajouté : « Je ne vois pas pourquoi je la suspectais, puisqu'il n'y a pas de preuve contre elle ».

Remisier : théoriquement une profession libérale

Théoriquement, cette profession de remisier est une profession libérale. En réalité, le remisier est le préposé du commissionnaire pour lequel il travaille. Au reste, la société Maurer se déclarait clairement responsable de leurs actes. On cherchait donc le « rendement ». On le trouvait d'ailleurs aisément. La société Maurer ne lésinait pas. Elle fit tirer à quatre-vingt-cinq mille exemplaires une brochure dans laquelle il était exposé que le commissionnaire agréé à la Bourse du commerce des marchandises était l'équivalent de l'agent de change à la Bourse des valeurs mobilières, qu'il assurait pour un minimum de risques un maximum de profits.

Autant de « contre-vérités flagrantes » soutient l'accusation, qui voit là l'un des éléments constitutifs de l'escroquerie, c'est-à-dire l'usage abusif d'une qualité véritable faisant croire à un pouvoir imaginaire.

LE PROBLÈME BASQUE

Une dizaine de truands complices du GAL ont été arrêtés à Paris

Une dizaine de petits truands, membres du milieu de la banlieue parisienne et soupçonnés d'avoir exécuté, des « contrats » pour le GAL (Groupe anti-terroriste de libération) ont été interpellés, samedi 13 et dimanche 14 avril, dans le cours de l'enquête sur l'assassinat, le 30 mars à Saint-Jean-de-Luz, d'un Basque espagnol installé dans les Pyrénées-Atlantiques, Xavier Arana Galdano (le Monde du 11 avril).

Le 30 mars, à Saint-Jean-de-Luz, les policiers avaient trouvé, dans la voiture abandonnée par le commando, un pistolet de calibre 9 mm et une adresse, oubliée dans un blouson, qui les a conduits à Paris.

Les noms de ces membres présumés du GAL n'ont pas été rendus publics. Mais parmi les personnes arrêtées, à Paris, par les policiers de

l'OCRB (Office central de répression du banditisme) et la section de la police judiciaire, figurent les trois membres du commando de Saint-Jean-de-Luz, ainsi que leur chef. Ces quatre malfaiteurs devaient être transférés à Bayonne pour y être présentés au juge d'instruction, M. Schmidt de la Brède.

EN REMPLACEMENT DE M. MICHEL SVAHN

M. Jean-Claude Hébert

président de la chambre d'accusation de Pau

M. Jean-Claude Hébert, âgé de cinquante-neuf ans, a été nommé président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Pau en remplacement de M. Michel Svahn, qui occupait cette fonction depuis septembre 1983.

Le départ de M. Svahn était régulièrement annoncé depuis plusieurs semaines au Pays basque. Ce magistrat, âgé de soixante et un ans, s'était attiré, en effet, de nombreuses critiques, même de la part de policiers et de magistrats, en raison de l'orientation qui semblait se dégager, ces derniers mois, des arrêts rendus par la chambre d'accusation.

S'il avait donné un avis favorable aux extraditions de militants présumés d'ETA réclamés par Madrid, M. Svahn avait demandé la mise en liberté de la plupart des membres du

GAL (Groupe anti-terroriste de libération). L'un des excoffins du GAL, Jean-Philippe Labadie, fait d'ailleurs l'objet, depuis sa libération, d'un mandat de recherche international (le Monde du 11 avril). Membre de l'Association professionnelle des magistrats, syndicat classé, dans l'opposition, M. Svahn avait à plusieurs reprises commenté et même justifié cette apparente inégalité de traitement entre les deux faces du « problème basque » dans des déclarations publiques.

ENVIRONNEMENT

POUR SURVIVRE, BONNEVAL (SAVOIE) VEUT EMPIÉTER SUR LE PARC DE LA VANOISE

Le sacrilège d'une commune exemplaire

De notre envoyé spécial

La liste présentée aux élections municipales complémentaires de Bonneval-sur-Arc (Savoie) par M. Gilbert André, maire démissionnaire (sans étiquette), a été élue le 14 avril dès le premier tour, avec une moyenne de 52,6 % des suffrages exprimés. Par ce vote, les électeurs de cette petite station de sports d'hiver exemplaire ont manifesté leur désir de voir Bonneval relégué à Val-d'Isère par une remonte mécanique construite à travers le parc de la Vanoise afin de tirer Bonneval de ses difficultés financières (le Monde daté 11-12 mars 1984).

a intérêt à accroître le domaine skiable sous sa responsabilité pour contrebalancer commercialement et financièrement la station rivale de Tignes.

A la suite de M. André, sept des onze conseillers municipaux avaient démissionné le 5 janvier dernier pour protester contre les atteintes de l'administration préfectorale, qui tardait à prendre en compte la demande d'autorisation de construire une remonte mécanique dans le périmètre du parc. « Il faut que les choses soient claires, déclarait le maire de Bonneval, ou bien l'administration autorise cette liaison qui garantit l'avenir et l'emploi des enfants du village, ou bien elle doit endosser la responsabilité de notre décadence ».

A l'exception de trois de ses membres, le conseil municipal a accepté cette proposition en faisant remarquer qu'il n'avait voté la création du parc national de la Vanoise qu'à la condition « expresse » de pouvoir un jour construire la remonte en question. Il a offert en contrepartie de confier au parc le cirque des Evettes, d'une superficie dix fois supérieure. M. Gilbert André, lui-même l'un des pères de la Vanoise, estime qu'il n'a pas le moins d'écologie à reculer devant ce projet. « Personne n'a jamais perdu son âme pour avoir construit un télésiège », Et encore : « A quel bon protéger le cadre du montagnard si, par là même, on condamne ce dernier à disparaître ».

Dangereux précédent ?

Cette contradiction entre le développement économique du plus haut village de la haute Maurienne et la protection d'un sanctuaire naturel est née en 1981 du plafonnement de la taxe professionnelle versée par l'EDF aux communes où elle captive l'eau nécessaire à ses centrales. La commune de Bonneval tirait 80 % de ses recettes fiscales de l'EDF. Elle s'était endettée en habitant sur des recettes constantes. Elle s'estime aujourd'hui hors d'état de rembourser à partir de 1986 les emprunts contractés pour ses remontées mécaniques. « C'est la mort de Bonneval avant cinq ans », proclame le conseil municipal.

Les écologistes et les défenseurs de la montagne s'inquiètent de voir ce village modèle créer un précédent en violant un parc national. Une opposition s'est organisée. Elle souhaite, avec M. Gabriel Blanc, président de l'association « Vie et sauvegarde », que le village améliore sa gestion avant de se tourner vers une solution qui échapperait aux Bonnevals et qui risquerait de les livrer aux promoteurs immobiliers.

Le village s'était développé de façon autonome, en limitant les constructions (maisons touristiques), propriété des habitants. Un développement lent et maîtrisé, qui s'inspirait de l'exemple tyrolien, avait permis de conserver l'architecture traditionnelle et de ne commettre aucune des fautes de goût qui ont défigurée la quasi-totalité des stations de sports d'hiver françaises.

Le scrutin du 14 avril départageait prioritairement les deux camps. Bonneval venait à une courte mais indiscutable majorité, que son grand voisin l'aide à surmonter la crise morale, commerciale et financière qu'il traverse. Avant que les pythons — ou les rails — ne viennent perturber les habitudes des chalets et abîmer les parterres d'edelweiss au-dessus du village, il se passera encore quelques semaines. En effet, Bonneval doit adopter un plan d'occupation des sols avant de demander à amputer le parc de la Vanoise. Enquête d'utilité publique, saisine du Conseil d'Etat et publication d'un décret seront nécessaires avant que soit donné le premier coup de pioche. On attend aussi les propositions des responsables de l'aménagement du territoire et de la protection de l'environnement pour éviter au village le choix désespérant de devenir un Val-d'Isère ou un vestige écologique.

ALAIN FAUJAS

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P. 64, rue La Boétie - 563-12-68

Vente sur licitation au Palais de Justice de NANTERRE le MERCREDI 24 AVRIL 1985 à 14 heures
EN UN SEUL LOT
UN IMMEUBLE sis à MALAKOFF (92)
57, avenue Pierre-Larousse
MISE A PRIX : 90 000 F
S'adresser à M^{re} Jean NOUËL, avocat à Paris (7^e)
26, boulevard Raspail - Tél. : 544-10-33

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris le jeudi 25 avril 1985 à 14 heures - en un seul lot
dans un immeuble 93-95, avenue de Général-Leclerc
à PARIS 14^e arrondissement.
1^{er} LOT 2 LOCAUX COMMERCIAUX
Au rez-de-chaussée - occupés par la partie saisie
Mise à prix : 150 000 francs
2nd LOT UN LOCAL COMMERCIAL
Au rez-de-chaussée - loué
Mise à prix : 70 000 francs
3rd LOT UN BOX
Au rez-de-chaussée
Mise à prix : 27 000 F
S'ad. à la SCP Schmidt et David av. à Paris 17^e, 76, av. de Wagram. Tél. : 766-16-69 du lundi au jeudi entre 10 h et 12 h sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie Palais de Justice PARIS - Jeudi 25 avril 1985, 14 h. EN 2 LOTS
jeudi 25 avril 1985 à 14 heures - en un seul lot
PARIS-17^e, 74, bd des BATIGNOLLES
1) M. à P. 150 000 F, LOCAL
2) M. à P. 250 000 F, 2 LOCAUX
à usage commercial et cave
S'ad. à M^{re} LEBCEUF, av. à Paris (17^e), 105, rue de Coarcelles, tél. : 612-05-00. Au greffe des ordres du Tribunal de grande instance de PARIS, où le cahier des charges est déposé. S'inscrire pour visiter.

Vente sur saisie au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 25 AVRIL 1985 à 14 heures
EN UN SEUL LOT
DEUX CHAMBRES INDIVIDUELLES
un DÉBARRAS dans un immeuble sis à PARIS (8^e)
24, rue François-1^{er}, et 1, rue de Marignan
LIBRES - MISE A PRIX : 412 500 F
S'adresser à M^{re} Pascal BERNARD, avocat à PARIS (16^e), 175, avenue de Malakoff, tél. : 561-04-70 - M^{re} Yves TOUBAILLE, avocat à PARIS (9^e), 48, rue de Cléry, tél. : 874-45-85 - M^{re} René MICHEL, administrateur judiciaire à PARIS (17^e), 206-208, rue de Rivoli.

Vente au Palais de Justice à PARIS - Jeudi 25 avril 1985 à 14 heures
En deux lots dans un immeuble à
CHARENTON-LE-PONT (94)
rue de l'Archevêché, numéro 4
APPARTEMENT 2 P. Mise à prix : 120 000 F
APPARTEMENT 2 P. Mise à prix : 70 000 F
M^{re} Yves TOUBAILLE, avocat à PARIS (9^e), 48, rue de Cléry, tél. : 874-45-85
M^{re} P. MIZON, syndic à PARIS, 60, boulevard de Sébastopol

VENTE SUR LICITATION, au Palais de Justice à PARIS
Le LUNDI 6 MAI 1985, à 14 heures - EN NEUF LOTS
1^{er} UN PAVILLON à SAVIGNY-SUR-ORGE (91)
1, avenue Jean-Rachet - Dans un ensemble résidentiel
Garage - Jardin privatif
MISE A PRIX 327 500 F
2nd DIVERS LOCAUX à STE-GENEVIÈVE-DES-BOIS (91)
126, avenue Gabriel-Péri
A USAGE de CENTRE MÉDICAL
Compte : diff. bureaux, SALLES de consultation, d'attente, de radio, de laboratoire. Secrétariat sur 3 NIVEAUX. Emplacements parking. AFFECTÉ à un EXCLUSIF de PROFESSION MÉDICALE.
TOTAL des locations : 320 000 F p. an (valeur 1984)
CONGES données pour la plupart au 30 JUIN 1985
MISE A PRIX : 1 144 000 F

3rd UN PAVILLON à STE-GENEVIÈVE-DES-BOIS (91)
128, av. Gabriel-Péri - 3 p. Garage. Jardin - M. à p. 72 000 F
4th STUDIO - 17-19, rue de la Plaine, PARIS (20^e)
un 4^e étage, balcon, cave, garage - Mise à prix : 90 000 F
Dans un immeuble dit « TOUR MEXICO »
65, RUE DU JAVELOT - PARIS (13^e)
5th STUDIO 7^e étage. Cave. Parking. - Mise à prix : 78 500 F
6th APPART. 2 P. pr. 4^e et 5^e ét. Bât. B. Cave. Parking. **M. à px 211 500 F**
Dans imm. 6, cour SAINT-ÉLOI, PARIS-12^e
7th APPART. 2 P. pr. 4^e et 5^e ét. Bât. B. Cave. Parking. **M. à px 108 500 F**
8th APPART. 2 P. pr. 4^e et 5^e ét. Bât. B. Cave. Parking. **M. à px 108 500 F**
9th APPARTEMENT 3 P. à PARIS (13^e)
121 à 127, av. d'ITALIE Dans un ensemble immobilier au 16^e et 17^e ét. Bât. A. Avec entrées, séjour, 2 ch., cuis. coin repas, salle de bns, w.c.
dég. LOGGIA - DROIT ACCÈS PISCINE IMMEUBLE **M. à px 432 500 F**

TOTAL DES MISES A PRIX : 2 573 000 F
Les 1^{er}, 3^e, 4^e, 6^e, 8^e et 9^e lots sont
LIBRES de LOCATION et d'OCCUPATION
S'ad. S.C.P. M. LAMOTTE et J. BEAUX-LAMOTTE, avocats
associés à PARIS (7^e), 100, rue Saint-Dominique, tél. 555-71-44.
M^{re} Guy DANET, avocat à PARIS (17^e), 1, rue Georges-Berger, tél. 766-21-03 ou 622-26-15 - M^{re} Serge LAMBERT, avocat à PARIS (9^e), 28 bis, boul. Sébastopol, tél. 273-34-98 - M^{re} Emmanuel INOUMA, avocat à PARIS (6^e), 3, rue Danion, tél. 325-55-12. Les avocats près Trib. gde inst. PARIS. Sur les lieux pour visiter.

BLOC POU



Un adolescent disparu retrouvé à Paris sous la coupe d'un proxénète

Un adolescent de quatorze ans recherché depuis deux mois a été retrouvé, samedi 13 avril, par un éducateur de rue au moment où il venait d'être remis à un proxénète. La brigade des mineurs immédiatement alertée a procédé à l'interpellation d'un homme de vingt-sept ans, Daniel Passalacqua, et du jeune prostitué. Ce dernier qui opérait dans le quartier de l'Opéra à Paris a d'abord prétendu qu'il avait dix-huit ans puis il s'est effondré au moment du contrôle d'identité. Son proxénète a été déferé au parquet de Paris, lundi 15 avril dans la matinée.

Chaque année, environ 30 000 à 40 000 personnes disparaissent l'objet d'un avis de recherche et un nombre important d'adultes « partis sans laisser d'adresse » et d'enfants de moins de treize ans sont retrouvés. En revanche, les adolescents de treize à seize ans disparaissent plus facilement dans la nature. Ainsi, en 1982, selon les dernières statistiques connues officiellement, sur 13 539 enfants de treize à seize

ans dont la disparition a été signalée, 2 232 ne sont jamais revenus, alors qu'il n'y a eu que 78 mois de treize ans (sur 2 232) dans le même cas.

La plupart du temps, selon la police, il s'agit de fugues. La brigade des mineurs a souvent reconnu que la prostitution existait, mais dans des proportions infimes.

Tel n'est pas l'avis de nombreux parents qui dénoncent « cette tendance de la police à minimiser le phénomène et à se laisser séduire ». « Il faut trois semaines pour qu'un signalement soit diffusé sur le plan national », explique l'association SOS enfants disparus, créée par les parents du petit Mathieu Haulbert, disparu en juin 1983 à Castellane (Alpes-de-Haute-Provence).

L'éducateur de rue, M. Joël Weiss, qui recherche depuis deux ans John Berthe, onze ans, disparu le 3 novembre 1982 à Théoule (Alpes-Maritimes), estime qu'il est possible de retrouver dans le milieu de la prostitution une bonne partie de ces enfants disparus.

Ventes d'armes records pour la France



Dessin de PLANTU.

(Suite de la première page.)

Si le Maghreb, le Proche et Moyen-Orient représentent les trois quarts des prises de commandes d'armements reçues par la France en 1984, Abu-Dhabi et l'Arabie saoudite en font à eux seuls plus de la moitié. C'est, indirectement, admettre la dépendance des industriels français vis-à-vis d'une seule et même catégorie de clientèle, en dépit d'une volonté gouvernementale de diversifier ses commandes à l'exportation comme le souhaitait M. Henu.

D'une manière générale, les spécialistes de ce commerce des armes font observer que, malgré leurs difficultés économiques et leurs crises de trésorerie, les pays du tiers monde continuent d'acquiescer à des commandes militaires d'importance croissante. Les commandes se maintiennent en effet à des rythmes soutenus dans des régions où l'on croyait, au départ, les marchés saturés, les caisses de l'Etat vides et l'équipement des armées locales excessif.

Au ministère de la défense, on attribue les résultats de 1984 aussi au fait que la direction des affaires internationales de la délégation générale pour l'armement a été réorganisée avec le souci de répondre mieux aux besoins de la clientèle étrangère pour tout ce qui touche à la qualité du service après vente, à la formation des personnels, aux transferts technologiques (sous la forme de fabrications sur place) et à l'entretien (la « maintenance ») des matériels.

La direction des affaires internationales est notamment chargée, au ministère de la défense, des ventes d'armes à l'étranger. Son responsable, l'ingénieur général René Audran, s'était employé, avant son assassinat en janvier dernier, à réexaminer les moyens d'attaquer le marché avec le maximum d'efficacité (le Monde du 19 janvier 1984) sous les ordres du délégué général pour l'armement, M. Emile Blanc. Durant le premier semestre de 1984, la consigne a été de se soucier davantage des aptitudes de la clientèle à tirer profit des transferts de technologie industrielle que la France lui consentirait en l'associant à l'exécution de contrats à long terme par la fourniture d'usines locales clés en mains.

Ce faisant, le gouvernement français court le risque d'être accusé par ses propres industriels de fournir, ainsi, à un Etat étranger les moyens de devenir, demain, un rival de leurs propres productions sur la scène internationale.

JACQUES ISNARD.

(Publicité)

EXPORTEZ sans souci

VOUS produisez français
NOUS achetons pour nos clients
du Moyen-Orient

Indiquez-nous vos possibilités

INTRADE FRANCE

6 bis, rue de Cadix
75015 PARIS

EN BREF

Un ancien harki tue deux personnes et en blesse deux autres grièvement

M. Mohamed Brahimi, un ancien harki, père de quatre enfants, a tué deux personnes et en a blesse deux autres, dont une très grièvement, dans la soirée du dimanche 14 avril, cité des Gilets à Toulon (Var). M. Brahimi s'en est pris à un enfant âgé de huit ans, fils de son ami algérien, M. Berba Chehili. Celui-ci a tenté d'intervenir et M. Brahimi a fait feu sur lui, le blessant mortellement. M. Berba Achi, soixante-huit ans, belle-mère de la victime, s'est précipitée à son tour et a reçu une balle dans la tête. Deux voisins, accourus, ont été grièvement blessés par le forcené. L'un d'eux, M. Ali Trionda, marocain, hospitalisé à Marseille, était, lundi soir, dans un état désespéré.

L'ancien harki a été arrêté par les policiers dans un terrain vague proche de l'EHLM où il s'était enfui.

Le chef d'une agence bancaire est condamné à deux ans de prison

Le chef d'une agence du Crédit lyonnais, M. Henry Poussines, a été condamné le lundi 15 avril à deux ans de prison dont dix-huit mois avec sursis et à 50 000 F d'amende, pour complicité dans l'exercice illégal d'une activité clandestine, par la trente-et-unième chambre du tribunal correctionnel de Paris. Le substitut avait estimé que M. Poussines avait « couvert » un atelier de confection clandestin en acceptant notamment de régler immédiatement en argent liquide des chèques qui venaient de lui être remis et de recevoir des pourboires de la part des travailleurs yougoslaves de l'atelier.

Entendu comme témoin lors du procès, la fédération CGT des employés de banque a estimé que M. Poussines « a fait que son travail de banquier ». Selon la CGT, les employés ne sont pas tenus de vérifier l'origine des fonds.

La justice civile est moins lente

Les efforts du ministère de la justice pour accélérer le cours des procédures commencent à produire leur effet, indique le *Courrier de la chancellerie* dans son numéro 42 qui vient de paraître. Pour les affaires civiles, la durée moyenne de ces procédures est passée entre janvier et décembre 1984, de 20,5 à 18,5 mois, soit une réduction de 10 % des délais dans les cours d'appel. Dans les tribunaux de grande instance, la réduction a été de 12 % (de 13,7 à 12,1 mois).

« En 1984, remarque le *Courrier de la chancellerie*, on constate, à la lecture des statistiques judiciaires, que le nombre d'affaires nouvelles portées devant les juridictions civiles continue à croître d'environ 3 % l'an. Mais, dans le même temps, on enregistre un accroissement de l'activité judiciaire. En effet, les cours d'appel ont évincé 13 % d'affaires de plus qu'en 1983, les tribunaux de grande instance

8 % (...): grâce à cette amélioration très sensible du fonctionnement des tribunaux, la durée moyenne des procédures diminue. »

M. Robert Badinter, garde des sceaux, qui inaugura le 15 avril le nouveau palais de justice d'Albertville (Savoie), s'est félicité de ce résultat, et a déclaré que la justice était « en proie à des transformations que les Français ne perçoivent pas assez ».

● **Inculpation d'un conseiller général (RPR) de l'Essonne.** — M. Daniel Lobry, huitième vice-président du conseil général de l'Essonne et conseiller régional (RPR), a été inculpé le 25 mars par M. Victor Belrose, premier juge d'instruction à Créteil, d'abus de biens sociaux. Une plainte contre X, avec constitution de partie civile, avait été déposée en 1983 par le gérant d'une société avec laquelle M. Lobry, directeur commercial à l'époque, était en relations d'affaires. M. Lobry nous a déclaré avoir « aucun commentaire à faire » sur cette inculpation.

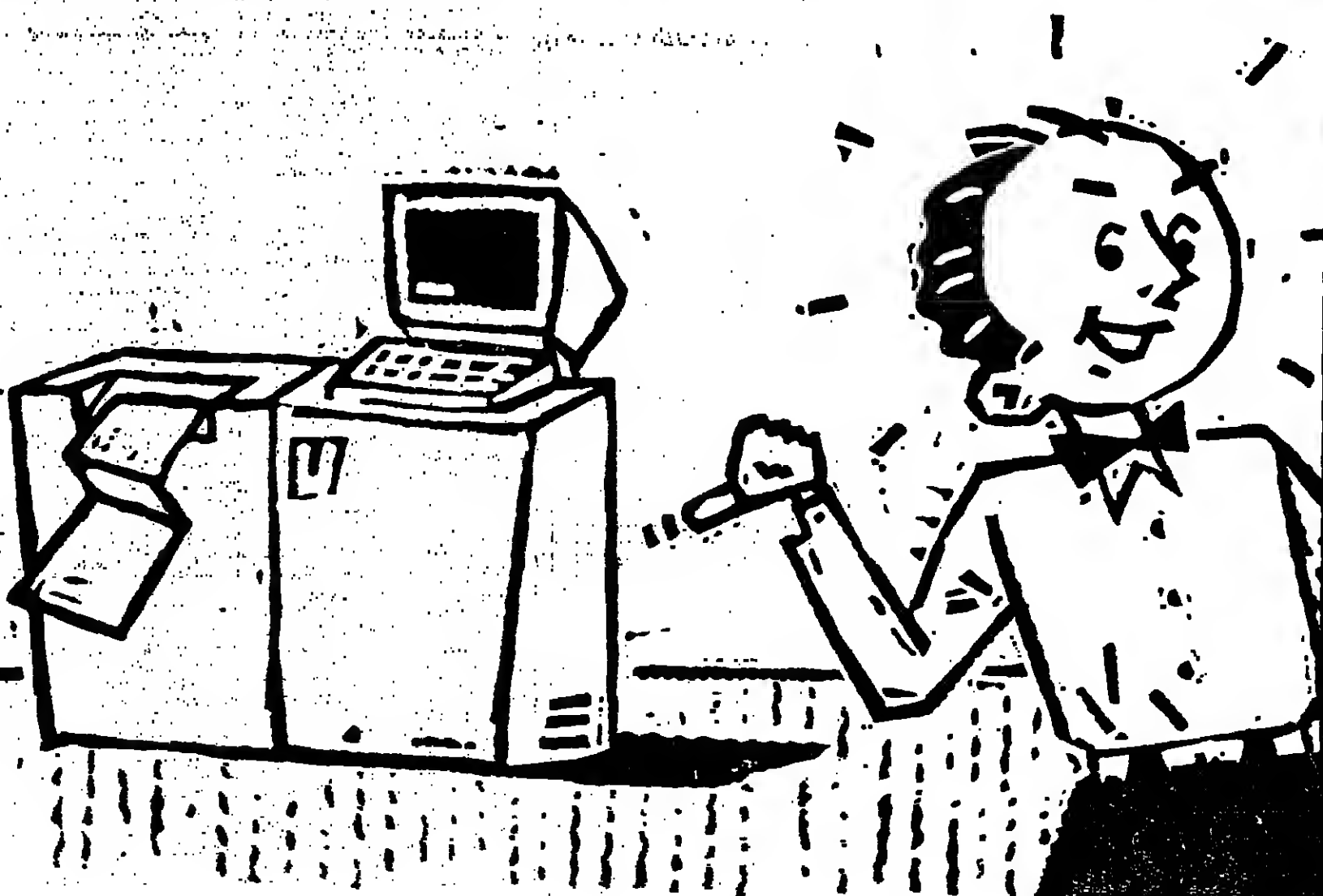
Le tribunal administratif ordonne l'expulsion des forains du centre de Montpellier

Le tribunal administratif de Montpellier a ordonné, le 15 avril, l'expulsion des forains qui, depuis douze jours, occupent avec leurs manèges l'esplanade du centre de la ville, dont l'accès leur avait été officiellement refusé par le maire (PS), M. Georges Frêche (le Monde daté 7-8 avril).

Mécontents d'être contraints de monter pour la première fois leurs manèges loin du centre de Montpellier, les forains avaient occupé par surprise l'esplanade, dans la nuit du 3 avril dernier. Immédiatement, la mairie les avait fait encercler par des autobus, puis, ces derniers jours, par des camions-bennes à ordures.

● **Explosion en vol d'un Boeing de la compagnie Thai Airways.** — Les onze passagers et membres d'équipage d'un Boeing-737 de la compagnie Thai Airways ont été tués, le mardi 16 avril, dans l'explosion en vol de leur avion. — (AFP).

BLOQUER AUTANT D'ARGENT POUR CE TRUC LA, C'EST IDIOT.



Un ordinateur, ça coûte cher. Ce serait idiot de l'acheter sans réfléchir. Chez ECS, nous avons plusieurs formules de location, du gros au petit ordinateur, ou tout a été prévu pour faciliter votre choix et vous laisser maître de votre investissement. C'est ça, la liberté informatique.

Liberté de changer, développer vos activités, disposer du matériel le plus avancé, sans bloquer une part importante de votre capital dans des machines trop vite dépassées par la technologie ou la quantité d'informations à traiter.

Et puis un ordinateur, en soi, c'est idiot. Ce sont les hommes qui lui confèrent toute sa valeur. Ceux qui conseillent sur le matériel et ses possibilités d'évolution, ceux qui l'installent, le dépannent ou le remplacent, ceux qui forment les utilisateurs. ECS a également ouvert, partout en France, des centres complets-vente, maintenance, formation - à vocation micro-informatique. ECS vous aide et vous suit dans votre évolution. C'est l'intelligence de la liberté.

ECS 16, rue Washington 75008 Paris. Tél.: 225.15.15.

ECS
NOUS RENDONS
LES ORDINATEURS
INTELLIGENTS.

مكتبة امنة الأصل

SPORTS

Le Loto sportif : un pari pour financer le sport

De 17 au 19 avril, les parieurs français pourront faire valider les bulletins d'un nouveau jeu : le Loto sportif. Analogie aux concours de pronostics existant dans tous les pays occidentaux, ce jeu, qui conjugue chance et connaissances, a été organisé à la demande du gouvernement pour financer le mouvement sportif qui bénéficiera de 30 % du montant des enjeux. 48 % seront reversés aux parieurs, le reste étant réparti entre les frais de gestion et les taxes. Selon un sondage réalisé par l'IFOP auprès de 2 035 per-

sonnes représentatives de la population pour le compte de l'Equipe, 16 % des Français envisagent de jouer, c'est-à-dire sept millions de personnes. Toutefois 47 % trouvent le Loto sportif peu ou pas amusant, et 38 % l'estiment assez ou très compliqué. Le premier tirage porte sur les résultats du Grand Prix de formule 1 du Portugal, le match de football Rennes-Reims, et le nombre de buts de six rencontres du groupe B de deuxième division.

AUTOMOBILISME

LE GRAND PRIX D'ESTORIL Atouts McLaren

Disputé sur le circuit d'Estoril pour la première fois l'an passé, le Grand Prix du Portugal, seizième et dernière épreuve du championnat du monde 1984, a donné lieu à un final en suspense entre les deux candidats au titre, Niki Lauda et Alain Prost. Le Français a terminé en tête, précédant sur la ligne l'Autrichien, qui a néanmoins remporté le titre mondial.

Les vingt-huit pilotes engagés dans le championnat du monde 1985 doivent se retrouver le 21 avril sur ce même circuit pour le deuxième grand prix de la saison, qui doit servir de base au nouveau Loto sportif.

L'autodrome d'Estoril, construit dans les années 70, est situé à une vingtaine de kilomè-

tres de Lisbonne. Le circuit est long de 4,26 kilomètres ; il est composé de neuf virages difficiles (six à droite, trois à gauche) et deux courbes rapides, dont l'une, de 350 mètres, ouvre une ligne droite d'un kilomètre. Les pilotes couvrent soixant-dix fois la distance, soit un total 298,2 kilomètres, la météo prévoyant un temps ensoleillé et sec.

McLaren est assuré de remporter une nouvelle victoire ? L'écurie britannique, dont le compromis châssis-moteur-pneumatiques-pilote est meilleur que celui des autres équipes, devrait logiquement dominer la course. En 1984, Alain Prost et Niki Lauda avaient remporté respectivement sept et cinq victoires. Les monoplaces rouge et blanc ont toutefois été éliminés en huit occasions, à la suite d'incidents divers (moteur ou boîte de vitesses). Cela s'est produit de la même manière au Brésil, où Lauda a été victime d'une panne électrique, après une brillante remontée de la neuvième à la troisième place en dix tours. Dans ces conditions, Ferrari et Lotus pourraient être en mesure de jouer les tout premiers rôles.

GILLES MARTINEAU.

Si Alain Prost ne commet pas d'erreur, il pourrait bien gagner cette année tous les grands prix. Cette appréciation de Patrick Tambay, au terme de la première épreuve de la saison, le 7 avril à Rio-de-Janeiro, peut paraître excessive. Pourtant, qui, sur le circuit brésilien, n'a pas été impressionné par le Français, au volant d'une McLaren, plus étonnant que jamais par la sûreté de son pilotage, par sa maîtrise et sa lucidité ?

Du départ à la fin de la course, disputée par une température de 40 degrés, Alain Prost a joué comme à plaisir avec ses adversaires. Sixième sur la grille de départ, il a d'abord échappé à l'accrochage entre le Britannique Nigel Mansell (Williams) et l'Italien Michele

Alboreto (Ferrari). Il a laissé ensuite le Finlandais Rosberg (Williams) s'échapper à sa manière habituelle pendant neuf tours. Quand l'ancien champion du monde a fini par faire exploser son turbo, Alboreto s'est retrouvé en tête, avec une machine qui s'est révélée plus rapide en ligne droite et moins à l'aise dans les virages que la McLaren.

Quand l'Italien a commis une erreur de pilotage, Prost a porté son attaque devant les stands, à l'étonnement des mécaniciens, stupéfaits par tant de hardiesse.

Alain Prost pouvait alors faire cavalier seul et se permettre même de ralentir à la fin de la course. Il avait compté jusqu'à 25 s d'avance sur Alboreto, qui l'avait précédé finale-

ment sur la ligne de 3 s. Toutefois, ni les Ferrari d'Alboreto (deuxième) et Arnoux (quatrième) ni la Lotus de de Angelis (troisième) n'ont fait de la figure sur le circuit brésilien. Malgré l'échec de 1984, où elle avait connu des ennuis d'injection, d'allumage, de suspension et de châssis, l'équipe italienne a revu et corrigé ses monoplaces l'implémentation des turbos et le dessin du châssis. Pour le reste, le secret est bien gardé. L'écurie britannique a, pour sa part, modifié entièrement la conception de sa voiture : coque, suspension, freins, aérodynamisme et transmission. Le moteur est une version améliorée de celui qui a été fourni par Renault l'année dernière.

L'écurie Ligier, dont la dernière victoire a été obtenue par Laffite en 1981, au Canada, est dirigée par Gérard Larrousse et l'ingénieur Michel Tatu, en rupture de contrat avec Renault. Son résultat a été encourageant : Laffite s'est classé sixième, faisant pratiquement jeu égal avec Renault, fournisseur des moteurs.

Battu par Lotus, autre client, et rattrapé par Ligier, l'écurie française n°1 ne progresse pas vraiment. Patrick Tambay faisait justement, et à raison, remarquer à Alain Prost, au terme de la course, qu'à chaque tour la McLaren lui avait pris 4 s. L'écurie Tyrrell, qui a obtenu une septième place avec le Suédois Johansson (1), encore équipé d'un moteur atmosphérique Ford-Cosworth, a, elle aussi, fait presque aussi bien que la Régie nationale, avec laquelle elle a signé un contrat pour la fourniture des moteurs. Après avoir été portée du titre mondial, Renault en est à se satisfaire de la cinquième place de Tambay.

Est-ce à dire que, sur le circuit d'Estoril, où doit se disputer le 21 avril le Grand Prix du Portugal,

Où, quand, comment, combien ?

Les bulletins du Loto sportif sont disponibles dans les points de validation habituels du Loto. Les bulletins se composent de trois blocs. Dans le premier bloc numéroté de 1 à 5, il faut désigner, pour le tirage du 22 avril, les six premiers du Grand Prix de formule 1 du Portugal. Vingt-huit voitures sont - en principe - inscrites, qui sont numérotées de 001 à 030 (le 012 par superposition et le 014 n'étant pas attribué).

Dans le second bloc, numéroté de 7 à 8, il faut indiquer dans la grille 7 le résultat de la rencontre de football de deuxième division Rennes (001)-Reims (002). Pour un pronostic nul, il faut cocher la case N au bas de la grille 7. Dans la grille 8, il faut indiquer le nombre de buts marqués au cours de six rencontres du groupe B de deuxième division.

Dans le troisième bloc, appelé « 5 sur 20 », il faut cocher cinq chiffres qui seront tirés le 22 avril.

Les mises, qui pourront être faites les 17, 18 et 19 avril, sont de 12,50 F, 25 F, 50 F et 100 F par bulletin, chaque parieur pouvant remplir autant de bulletins qu'il le souhaite.

Les possibilités de gains sont les suivantes : tous les bons résultats sportifs (blue 1 + bloc 2) : les bons résultats du bloc 1 (grilles de 1 à 6) : les bons résultats du bloc 2 (grilles 7 et 8) : 5 bons numéros au tirage du « 5 sur 20 » : avec 4 bons numéros au tirage du « 5 sur 20 ». Les bons résultats du bloc 1, du bloc 2 ou des deux blocs 4 bons numéros au tirage du « 5 sur 20 », multiplient les gains par 2, et avec 5 bons numéros au tirage du « 5 sur 20 » par 50.

LA GRILLE DU MONDE

1	2	3	4	5	6	7	8
111	111	111	111	111	111	111	111
222	222	222	222	222	222	222	222
333	333	333	333	333	333	333	333
444	444	444	444	444	444	444	444
555	555	555	555	555	555	555	555
666	666	666	666	666	666	666	666
777	777	777	777	777	777	777	777
888	888	888	888	888	888	888	888
999	999	999	999	999	999	999	999
N	N	N	N	N	N	N	N

027

001

007

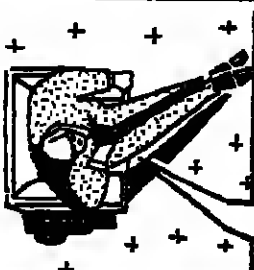
002

011

015

001

013



Indubitablement intensifs ces stages crash de 60 heures !
4 semaines à mi-temps du 29 avril au 31 mai...
On sera par petits groupes de 3 ou 4 personnes au maximum, avec un prof Anglais, Allemand ou Espagnol...
On croit rêver ! Vive le dialogue !
Choisissez votre centre :

BERLITZ
les langues très vivantes.

Boulogne 609 15 10
Champs-Élysées 720 41 60
La Défense 773 68 16
Nation 371 11 34
Étoile Victor-Hugo 500 08 68
Opéra 742 13 39
Panthéon 633 98 77
St Lazare 522 22 23
St-Germain-en-Laye 973 75 00
Versailles 950 08 70
Service Entreprises :
742 90 10

Gratuit le test d'orientation sans engagement de votre part.



BERLITZ
les langues très vivantes.

FOOTBALL

Rennes a l'avantage du terrain sur Reims

Avant la trente et unième journée du championnat de France de deuxième division groupe A, Rennes est en troisième position du classement avec 39 points pour 17 victoires, 8 défaites et 5 nuls. Reims est en neuvième position avec 31 points pour 10 victoires, 9 défaites et 11 nuls. Le match aller Rennes-Reims s'est soldé par un nul 1-1 (buts de Bianchi pour Rennes et de Boudjira pour Reims). Avant ce match retour Rennes-Reims qui servira de base aux pronostics de la grille 7 du Loto sportif, les caractéristiques des équipes sont les suivantes :

● **RENNES :**
- Forces : individualités capables de faire la différence (Bous-

drea, Rio, Hlard). En phase ascendante après un passage difficile. Bonne défense.

- Faiblesses : mental fragile. Attaque moyenne, qui sera fortement handicapée par les suspensions de Reimay et Charrier. Public difficile.

● **REIMS :**
- Forces : équipe ambitieuse. Arrivée de jeunes.

- Faiblesses : beaucoup de blessés. Absence de meneur de jeu. Attaque inefficace, surtout depuis le retrait de l'Argentin Carlos Bianchi, qui a pris la succession de Pierre Philippot en poste d'entraîneur, en mars dernier.

● **Principaux joueurs indisponibles :** Bertolino, Rozborski, Rosario Gianetta, Calderaro, Schaller.

Au cours des cinq derniers matches à domicile, Rennes a gagné quatre fois et perdu une fois en marquant 7 buts pour 4 encaissés. Pour le même temps à l'extérieur, Reims a obtenu 2 victoires, 2 défaites et un nul en marquant 2 buts pour 9 encaissés.

Les résultats des matches aller des 12 équipes de football du groupe B concernées par la grille 8 sont les suivants : Le Havre-Montpellier 1-0 ; Toulon-Alès 0-0 ; Caennais-Valence 3-1 ; Grenoble-La Roche 1-0 ; St-Etienne-Guignol 1-0 ; Cannes-Béziers 5-0.

An total 12 buts ont été marqués au cours de ces 6 matches. En moyenne ces 12 équipes ont marqué 16 buts par journée de championnat.

JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

LES STATIONS DE LA TAREN- TAISE SEULES CANDIDATES POUR 1992

La candidature de la Savoie sera la seule soutenue par la France pour les Jeux olympiques d'hiver 1992, a confirmé, lundi 15 avril, M. Nelson Pailhou, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF), dans un télégramme adressé à M. Michel Barnier, président (RPR) du conseil général de Savoie. Cette mise au point du CNOSF fait suite aux récentes déclarations de M. Michel Charlet, maire (RPR) de Chambéry, qui avait évoqué la possibilité d'une candidature des communes du pays du mont Blanc.

ÉDUCATION

En voiture, l'école !

De notre envoyé spécial

Lille. - Coup de sifflet, grimement d'essieu. Le train-forum de l'éducation nationale s'est lentement mis en route, le lundi 15 avril. Dans le petit train, les barillets arrivent à la Gare du Nord croisant les dix voitures gris frappées du sigle « Vive l'école ! ». A bord, le ministre de l'éducation nationale, M. Jean-Pierre Chevènement, accompagné du secrétaire d'État à l'enseignement technique, M. Roland Carrat, et des responsables de l'administration, fait les honneurs de ce convoi. Une succession d'espaces pour mettre en valeur l'école publique : « Monter, sous des formes multiples, la richesse de sa mission, la diversité de son action, la variété des relations qu'elle entretient avec ses partenaires associatifs et économiques. »

Une architecture intérieure hercule transforme un wagon en espace vidéo. Un autre en salon d'exposition de matériel informatique. Métal et couleurs vives s'associent pour délimiter de minuscules salles de projection, créer des stands où sont distribués brochures et conseils.

« Dans ce train on pourra s'informer, parler, écouter et être écouté », explique M. Chevènement, qui insiste sur l'importance des moyens les plus modernes dans l'information pour favoriser la communication.

La carotte et le bâton

Première étape : Lille. Sagement arrivé sous la grande verrière de la gare, le train-forum déploie ses marchepieds pour les visiteurs. M. Pierre Mauroy, le maire de la ville, regarde sans sourire les vidéo-clips montrant le ministre de l'éducation nationale : « L'homme qui court, qui court... » Chevènement en pull marin, Chevènement au conseil des ministres, Chevènement sortant la main du président de la République, Chevènement encore avec son éternel sourire, avouant : « Du ministre, j'en ai maré que l'on dise : il a fait monter la sève. »

Dans un autre wagon, le rectorat présente son académie. Des dispositifs mettent en valeur les réalisations de quelques établissements. Aux murs, des panneaux évoquent les projets d'action éducative (PAE), comme celui qui a permis au collège Jean-Moulin de Berck de fabriquer des chers à voile et d'intégrer les jeunes à ce sport. Des inspecteurs parlent de collaboration école-entreprise, des camarades en herbe tentent d'immortaliser le ministre dans leur cassette. « Ce train est un objet assez curieux, explique M. Chevènement. Mais il doit attirer l'attention afin que l'école publique se montre. En 1984, on a beaucoup parlé de l'école privée. En 1985, on parle de l'école publique. »

Le ministre prit en sa mission de défenseur de l'école de la République. Il souhaite en montrer les merites et amener les Français à l'aimer pour la défendre. Mais il ne faut pas les questions embarrassées. A M. Bernard Tapie, qui lors d'une table ronde organisée l'après-midi dans le train-forum, lui demandait comment faire pour « mettre à la porte les enseignants lorsqu'ils sont mauvais », le ministre a répondu que les maîtres « connaissent la carotte et le bâton ». Le dialogue entre le chef d'entreprise et le responsable de la « machine éducation nationale » est difficile lorsqu'il est question de rentabilité. Mais tous deux sont d'accord pour assouplir le système en laissant une grande part d'autonomie aux établissements et aux parents.

SERGE BOLLOCH.

Le Monde SCIENCES

Les pharmacies de l'espace

La multiplication des vols spatiaux, habités ou non, ouvre une nouvelle voie : la fabrication de médicaments en apesanteur.

AVEC Ariane, l'Europe a gagné une bataille. Mais ne risque-t-elle pas de perdre une guerre ? Celle de la fabrication de produits dans l'espace, qui vont des alliages « exotiques » aux composants électroniques en passant par toute une série de substances pharmaceutiques.

Certes, face aux Etats-Unis, l'Europe a su prendre une part non négligeable du marché des services de lancement de satellites. Il n'est que de consulter le carnet de commandes de la société ArianeSpace, chargée de la promotion et de la commercialisation du lanceur européen, pour s'en convaincre. A la mi-avril, en effet, ArianeSpace faisait état de 6,4 milliards de francs de commandes fermes portant sur la mise en orbite dans les prochaines années de vingt-cinq satellites et de dix réservations de créneaux à 100 000 dollars pièce pour le lancement, à confirmer, d'autres charges utiles. Certes, les constructeurs européens de satellites s'efforcent — sans grand succès encore — de placer un pion dans la chasse gardée de leurs concurrents américains et de parfaire ainsi le dispositif

des fins commerciales de nouveaux alliages, des substrats et des matières premières pour l'industrie électronique mais aussi des hormones, des protéines, des vaccins, des cultures de cellules, etc. Longtemps négligés, ces produits à vocation bio-médicale semblent en passe de prendre une importance considérable du fait des résultats acquis par les Américains.

Si l'on en juge par les prévisions d'une firme de recherche en investissement de Cambridge (Massachusetts), le Center for Space Policy, les enjeux sont de taille. En l'an 2000, sur les 45 à 52 milliards de dollars de chiffre d'affaires, que devraient générer chaque année les activités spatiales commerciales, plus de 25 milliards de dollars — dont 20 milliards de dollars pour les seuls produits pharmaceutiques — proviendront de la fabrication de médicaments dans l'espace. Prévisions optimistes ? Peut-être. C'est ce que pense M. Frédéric d'Allest, directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES), qui affirme son « scepticisme » sur ces projections financières et doute « que les bénéfices à attendre soient en l'an

Les expériences nombreuses menées tant par les Américains et les Soviétiques que par quelques équipes pionnières européennes ont été de nature à réviser les jugements initiaux. Si cela ne suffisait pas, il y a encore les expériences entreprises par la firme McDonnell Douglas à bord de la navette spatiale américaine, dont les résultats, même s'ils ne sont pas aussi remarquables que les communiqués de la firme veulent bien le laisser paraître, donnent à réfléchir.

Et puis, il y a aussi l'ampleur de l'effort américain. Un exemple : celui de la NASA, qui, pour 1985, dispose dans ce domaine d'un budget de 27 millions de dollars, contre moins de 1 million de dollars pour le « Programme micro-gravité (phase 2) » de l'Agence spatiale européenne, qui couvre une période allant de 1985 à la fin de 1988. Viennent ensuite les demandes budgétaires de la NASA pour 1986, en augmentation de 25 % par rapport à l'année précédente, soit un budget d'environ 34 millions de dollars (2). Enfin, il y a les engagements propres des firmes américaines dans cette course. Des exemples ? En voici quelques-uns, pris parmi les plus significatifs : John Deere, l'industriel international du tracteur, intéressé par des expériences de formation des aciers ; General Motors, le constructeur automobile, prêt à mener des études sur les problèmes de combustion, de

naissance ». Car la quasi-disparition des forces de gravité à bord des engins spatiaux, cette fameuse apesanteur qui fait flotter les astronautes dans les vaisseaux spatiaux et met les liquides en boule, est « un outil trop révolutionnaire ». Comme l'écrivait un chercheur du Commissariat à l'énergie atomique, M. Yves Malmejean, directeur du laboratoire d'études de la solidification, « la communauté scientifique commence seulement à réaliser toute l'importance de ce nouveau défi représenté par la disponibilité de la microgravité ». « Presque toutes les disciplines scientifiques, ajoutait-il, ont construit leur édifice de connaissances avec la gravité en tant que paramètre inamovible de l'ensemble des observations effectuées et des résultats obtenus ».

Tout corps plongé dans l'espace...

Supprimer la gravité, ou plutôt la réduire au minimum, voire au millionième, de sa valeur comme cela peut être le cas sur certains vaisseaux spatiaux, revient en effet à ouvrir un champ incommensurable de nouvelles expériences. Car nombre de phénomènes géants sur la Terre, surtout lorsqu'on travaille sur des fluides, chose fréquente en chimie biologique, n'apparaissent plus en orbite. Il en va ainsi de la poussée

pour être estuement contournés. C'est le cas de l'effet Marangoni, dont l'existence prévue par la thermodynamique n'a pu être mise en évidence qu'avec les programmes d'expérimentation de microgravité et donne lieu à certains phénomènes de convection. C'est aussi le cas des liquides portés à ébullition, qui, du fait de l'accélération de ce phénomène dans l'espace, produisent des mousses relativement stables. C'est enfin celui des phénomènes de dégazage ou d'effets capillaires particulièrement gênants pour certaines expériences.

C'est tout cela qu'il convient d'étudier en détail au plan fondamental avant de pouvoir se lancer dans des opérations de caractère industriel. Dans ce domaine, les Américains ont commencé très tôt, comme en témoigne McDonnell Douglas, qui a été jusqu'à former un astronaute expérimentateur scientifique, Charles D. Walker, pour voler à bord de la navette spatiale américaine et mettre en œuvre ses propres expériences. Plusieurs missions de ce type ont déjà eu lieu et une autre est en train d'être réalisée à bord de Discovery (le Monde du 13 avril). Cette fois encore, sera mise en route une unité d'électrophorèse destinée à produire, pour le compte de la firme américaine Johnson and Johnson, certaines substances bio-médicales. Quelles substances ? Mystère. Secret industriel oblige.

tente actuellement le Centre national d'études spatiales, qui, depuis un certain temps déjà, essaie d'amener les organismes de recherche français et les industriels à réfléchir à ce qu'ils pourraient faire. A ce titre, les équipes du Centre national de la recherche scientifique, celles de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale ainsi que des laboratoires universitaires se proposent de définir de nouveaux thèmes de recherche fondamentale et appliquée, car, comme le fait remarquer Alain Eslerle du CNES, « avec la microgravité, il nous faut réapprendre à penser, faire preuve d'imagination et de créativité et s'habituer à ne plus raisonner à partir de ce que l'on fait sur la Terre ».

C'est à ce prix seulement que de nouveaux programmes de recherche pourront être engagés qui permettront alors de mieux cerner les données réelles du problème sans « avaler » la « part d'intro » qu'il y a dans les communiqués triomphants des industriels américains. Une vision des choses que les industriels français semblent partager, si l'on en juge par leurs réactions récentes. Les contacts pris l'été dernier par le CNES avec la Sanofi, Rhône-Poulenc et Roussel-Uclaf seraient en effet sur le point d'aboutir. Ils devraient donner lieu à la mise sur pied d'un projet commun dont le contenu est en cours de définition.

L'ampleur financière du projet, comme les procédés de production retenus — l'électrophorèse sans aucun doute, mais peut-être aussi des techniques de cristallisation des protéines — et les substances que chacun des industriels souhaite voir produire sont au centre des discussions actuelles. Voudra-t-on des interleukines, de l'urokinase, telle ou telle hormone, cellule ou organisme vivant (3) ? Peu importe. Ce qui est en revanche essentiel, c'est l'engagement de ces trois industriels français dans la bataille. Pour M. René Sautier, le président directeur général de Sanofi, les choses sont claires. « Moi, dit-il, je suis pressé ». Reste à trouver des opportunités de vol qu'en l'absence de moyens nationaux ou européens il faudra bien aller chercher là où elles sont, c'est-à-dire surtout aux Etats-Unis.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

La France dans la course

Qu'importe. Seul compte le fait que deux sociétés américaines, et non des moindres, s'engagent activement sur ce terrain. Bien sûr, en agissant ainsi les deux sociétés se font un bon « coup de pub » à relativement peu de frais. Mais il serait injuste de réduire l'opération à cet aspect des choses. Depuis 1980, McDonnell Douglas fonctionne sur fonds propres et fait travailler sur ses thèmes de recherche une centaine de personnes. D'autre part, la firme semble s'être récemment lancée dans une chasse à la coopération avec les industries pharmaceutiques, qu'un expert français qualifie de « planétaire ». Des industriels pharmaceutiques japonais, suisses et même français auraient été contactés. De là à croire que les substances pharmaceutiques intéressent McDonnell Douglas, il y a un pas qu'il faut cependant se garder de franchir dans la mesure où l'industriel américain paraît plutôt chercher à vendre un matériel de production et un savoir-faire. Il appartiendra ensuite aux industriels de la pharmacie de dire si le jeu en valait la chandelle et quelles substances présentent de l'intérêt.

Face à ce puissant mouvement, épaulé par nombre de programmes spécifiques de la NASA, l'Europe, ou à défaut la France, doit réagir. C'est ce que

McDonnell et sa machine

VERS le milieu des années 90, McDonnell Douglas pense tirer 1 milliard de dollars de la vente des substances pharmaceutiques qu'elle fabriquera dans l'espace. Vraies ou fausses, ces déclarations du président-directeur général de la firme américaine, M. John F. Yardley, invitent à réfléchir dans la mesure où ce chiffre d'affaires proviendrait, semble-t-il, de la vente de trois produits seulement. D'autres suivront et, à la fin des années 90, McDonnell estime être en mesure de proposer un catalogue d'une dizaine de produits différents.

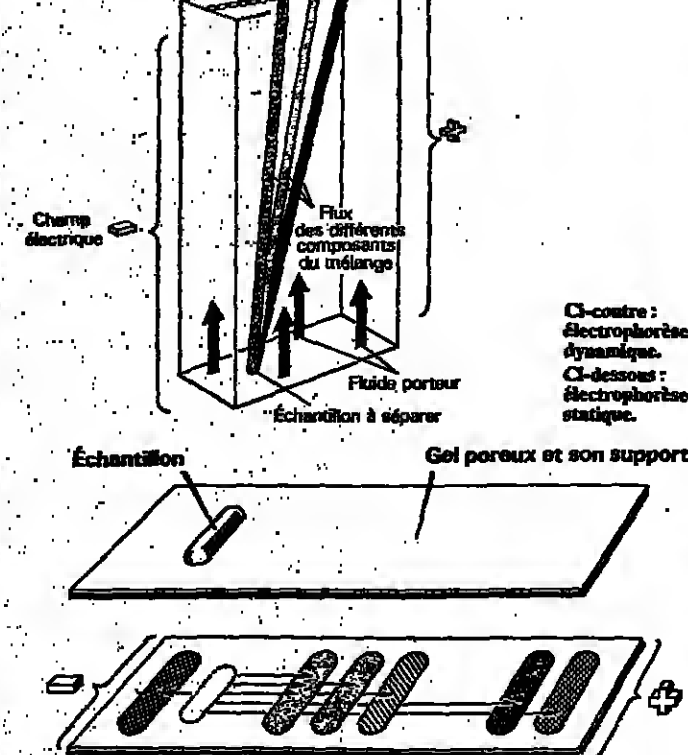
Même si ces évaluations paraissent un peu optimistes, force est de reconnaître que la firme américaine a pris une avance technique importante en mettant au point une unité d'électrophorèse permettant de produire de telles substances dans l'espace. Ce système, qui porte le nom de Continuous Flow Electrophoresis System (CFES), a fonctionné à plusieurs reprises à bord de la navette. Il s'agit d'un appareil de faibles dimensions, pesant un peu plus de 350 kilos, qui prend place dans l'entrepont de la navette spatiale.

Le principe en est simple et reprend, à quelques améliorations près, celui des appareils de laboratoire couramment utilisés sur Terre. Certaines substances déposées sur un gel poreux peuvent, en effet, être séparées en leurs différents composants lorsqu'elles se trouvent soumises à l'action d'un champ électrique. Progressivement, les différents

fractions chimiques de l'échantillon (sérum sanguin, mélange de protéines, etc.) migrent à des vitesses différentes dans le gel poreux et peuvent être ainsi recueillies.

Hélas ! on ne peut extraire que d'infimes quantités de matière — environ 0,01 millilitre. C'est la raison pour laquelle cette technique d'électrophorèse statique n'est

Système de collecte



utilisée dans les laboratoires qu'à des fins d'analyse, et non de production. Aussi lui a-t-on substitué un autre procédé, l'électrophorèse dynamique, dans lequel la migration continue dans un fluide poreux. L'application d'un champ électrique conduit alors à une séparation des substances en plusieurs courants de fluides bien différenciés et récupérables par un système de collecte.

Un tel procédé serait parfait si la gravité terrestre ne contrariait la bonne marche de l'appareil et limitait singulièrement ses possibilités. Apparaissent en effet des phénomènes parasites (convection, sédimentation, échauffement du milieu par effet Joule) qui gênent la production.

Dans l'espace, en revanche, la plupart de ces contraintes disparaissent, et il devient possible, si l'on a croisé les équipes de McDonnell Douglas, d'obtenir avec le CFES un pouvoir de séparation des composés chimiques recherchés cinq cents à sept cents fois plus élevé que dans les laboratoires terrestres, avec un degré de pureté quatre à cinq fois supérieur. Une pureté très recherchée par les industries pharmaceutiques et très difficile à obtenir dès lors que l'on tente de séparer des mélanges aux caractéristiques physico-chimiques voisines.

J.-F. A.

européen dans le domaine des activités spatiales commerciales (1).

Mais cela suffit-il vraiment ? L'Europe, qui a su réagir au monopole américain des constructeurs de lanceurs et de satellites, n'est-elle pas en train de perdre son avantage en ne s'engageant pas assez vite dans un domaine d'activités spatiales commerciales plus juteux encore ? Eu égard aux efforts consentis outre-Atlantique en faveur des recherches menées sur la fabrication des matériaux dans l'espace, on peut se le demander. Car, à échéance de vingt ans, existeront vraisemblablement des usines ou plutôt des ateliers et des unités de productions spatiales qui fabriqueront à

2000 aussi importants que les Américains le disent ». En revanche, il se déclare plus convaincu sur la nécessité qu'il y a pour la France de se lancer rapidement dans des recherches fondamentales et appliquées sur ce thème et pense qu'il est peut-être des domaines où l'on peut raisonnablement espérer des résultats.

Reste pour cela à convaincre les chercheurs et les industriels français de mettre un peu de leur argent dans ce thème de recherche. Cette mutation des mentalités semble se faire. Le temps n'est plus où des chercheurs raillaient ceux qui envisageaient la possibilité de produire des matériaux dans l'espace.

lubrification et de croissance des cristaux ; la société 3 M, à la recherche de nouveaux cristaux de matériaux et de films minces ; Microgravity Research Associates et Microgravity Technologies, désireux de produire pour l'industrie électronique des cristaux d'arséniure de gallium, de tellure de cadmium et niobate de lithium ; Johnson and Johnson, enfin, qui achète à McDonnell Douglas les substances pharmaceutiques produites par électrophorèse à bord de la navette.

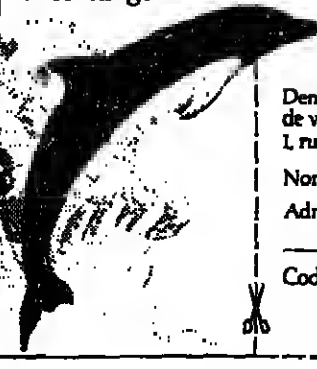
Tout cela concourt à rendre les Européens vigilants, même si la partie qui se joue avec les Américains paraît inégale, même si les travaux menés dans ces disciplines relèvent d'une « science

d'Archimède, dont la disparition permet d'éviter au sein de fluides non homogènes en température et en concentration ces mouvements tourbillonnaires que sont les mouvements de convection. De même, la disparition de la notion de poids permet de fonder puis de resolidifier des matériaux en lévitation sans avoir à utiliser de creusets — sources fréquentes de pollutions — ce qui autorise la production de matériaux beaucoup plus purs. Et ainsi de suite.

A ceci près toutefois que des phénomènes parasites mineurs qui étaient jusqu'alors masqués par la convection et toutes sortes de contraintes deviennent à leur tour prépondérants en orbite et réclament beaucoup de matière grise

Pan Am. 8 jours en Floride à partir de 5050 F.

Prix par personne pour une famille de 2 adultes et 2 enfants de moins de 12 ans en chambre quadruple pour 7 nuits, comprenant également le transport aérien Paris-Miami-Orlando-Paris et une voiture avec kilométrage illimité.



VACANCES FABULEUSES

Demandez la brochure à votre agent de voyages ou à Vacances Fabuleuses, 1 rue Scribe, 75009 Paris.

Nom _____

Adresse _____

Code Postal _____

Le 1004 A

PAN AM

LA

مكتبة الأمل

Les derniers carrés de chocolat

Tout pourrait bientôt changer sur les plantations de cacaoyers. Et pourtant les méthodes sont aujourd'hui presque toutes artisanales qu'à l'époque des Aztèques. En revanche, la fabrication du chocolat, elle, ne cesse de se moderniser.

LES cacaoyers commercialement exploités de nos jours ne sont certes pas les mêmes que ceux que cultivaient les Aztèques. Ces arbres de la forme Criollo (« créole » en espagnol) donnent un chocolat très fin, mais ils sont peu productifs et très sensibles aux maladies. Aussi ont-ils été peu à peu délaissés au profit de ceux de la forme Forastero (« étranger » en espagnol) d'origine amazonienne. Mais à ce détail près, la culture des cacaoyers et les procédés de fabrication du cacao sec n'ont pratiquement pas évolué et restent tout aussi artisanaux qu'ils l'étaient il y a quatre cents ou cinq cents ans.

Pourquoi, en effet, bousculer les méthodes traditionnelles alors que, comme le dit M. Louis Stessels, de l'Institut de recherche pour le café et le cacao et autres plantes stimulantes (IRCC) (1), « le cacaoyer, comme le cocotier, est un véritable cadeau du Bon Dieu : il pousse presque sans soins ». Cet arbre tropical de 8 à 10 mètres de haut, qui recherche les zones ombragées, n'exige, en effet, pratiquement aucun entretien du sol. Certes, il convient de veiller aux dégâts que pourraient faire les insectes sur le bourgeon terminal des jeunes plants, unique bourgeon à partir duquel croît verticalement la première tige.

Il faut aussi régler convenablement l'ombrage afin que la couronne de l'arbre, ces cinq branches nées de cinq bourgeons latéraux apparus en cours de

croissance, ne se forme trop haut. Mais en dehors de ces quelques précautions, point n'est besoin de fournir un énorme travail pour que se développent les fruits du cacaoyer, les cabosses.

Ressemblant à de petits ballons de rugby verts, rouges ou jaunes qui poussent directement sur le tronc et les branches de l'arbre, ces fruits cachent sous leur enveloppe une pulpe sucrée et collante enrobant les fameuses fèves qui donneront naissance au cacao.

L'écabossage

Peu de temps après leur récolte, les cabosses sont cassées, « écabossées » sur la plantation, et les graines entourées de leur pulpe — disposées, selon les coutumes régionales, en tas, dans des paniers, ou dans des caisses — sont livrées à la fermentation. « Sans fermentation, pas de chocolat », telle est la « règle d'or » selon les spécialistes de l'IRCC. Cette opération est en effet capitale, non seulement parce qu'elle tue l'embryon et empêche la germination, mais aussi — et surtout — parce qu'elle provoque la formation de « précurseurs d'arômes », ces produits qui lors de la transformation industrielle ultérieure du cacao (voir ci-dessous) donneront naissance à la l'arôme caractéristique du chocolat.

Avant l'ouverture des cabosses, la pulpe, constituée essentielle-

ment d'eau (80 %), de sucres et d'un peu d'acide citrique, est parfaitement stérile. Ce n'est qu'au moment de l'écabossage que les mains des paysans, le matériel de récolte, les insectes, etc., mettent en contact les micro-organismes et la pulpe. Les premiers à s'y installer sont les levures, qui trouvent dans ce milieu acide les conditions favorables à leur développement.

Ces levures transforment les sucres en alcool éthylique, ce qui a pour effet d'élever légèrement la température de la masse et de consommer l'acide citrique, donc de diminuer l'acidité de la pulpe. Toutes les conditions sont alors réunies pour que, peu à peu, les bactéries lactiques prennent la place des levures et produisent de

biochimiques très attendues par le chocolatier. Les barrières entre cellules une fois éliminées, les différents composants de la fève — des polyphénols et des protéines — peuvent entrer en contact avec les enzymes qui les coupent en unités plus petites. Certains polyphénols donnent ainsi naissance à des produits qui prendront ultérieurement la couleur brune caractéristique du cacao. Quant aux protéines, elles sont décomposées en peptides ou en acides aminés, précurseurs de l'arôme de cacao.

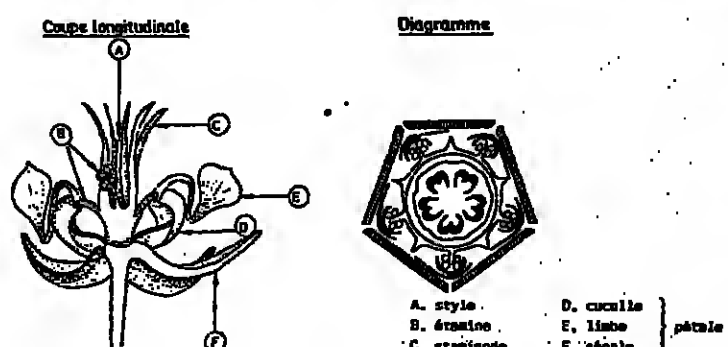
La fermentation des fèves du cacaoyer dure de trois à sept jours suivant les pays mais aussi selon les goûts des consommateurs. Les Français sont par exemple friands de cacao à l'arôme bien déve-

loppé, alors que les Anglo-Saxons le préfèrent plus neutre et totalement exempt des goûts étrangers que peut créer une fermentation prolongée. Les fèves sont ensuite séchées — ce qui élimine une grande partie de l'humidité et de l'acide acétique volatile — puis transportées jusqu'aux usines où seront de ces graines peu appétissantes du véritable chocolat.

Bien éprouvées par des siècles de pratiques, ces méthodes traditionnelles de culture du cacaoyer ont été améliorées par les techniques modernes. Les essais se sont révélés tout à fait concluants : les rendements de la production, qui sont habituellement, en moyenne, de 300 kg de cacao marchand à l'hectare, ont pu être « poussés » à 2 tonnes à l'hectare. Mais l'absence d'ombre, si elle permet l'utilisation d'engrais, rend aussi les arbres plus sensibles aux variations des conditions climatiques et aux erreurs de cultures et exige donc plus de soins dans les cultures. « Nous savons comment faire », note M. Stessels, « mais compte tenu du degré de technicité de la plupart de nos clients, les petits planteurs, nous ne savons pas comment faire passer les résultats de nos expériences ».

De même les chercheurs français ont conçu des écabosseuses mécaniques et installé, en Côte d'Ivoire, une unité-pilote de fermentation en régime continu. Ils ont également réussi à substituer au séchage solaire une installation de séchage par air chaud. Le procédé est relativement difficile à maîtriser si l'on veut éviter le

FLEUR DU CACAoyer



l'acide lactique. Un acide non volatile, difficile à éliminer par la suite, et dont on limite la formation en remuant la masse en fermentation pour l'aérer et favoriser le développement des bactéries lactiques, ainsi nommées car elles fabriquent de l'acide acétique à partir de l'alcool éthylique.

L'élevation de la température et l'apparition de l'acide acétique lors de cette étape dite de fermentation externe détruisent les parois cellulaires des fèves. Alors peuvent démarrer des réactions

loppé, alors que les Anglo-Saxons le préfèrent plus neutre et totalement exempt des goûts étrangers que peut créer une fermentation prolongée. Les fèves sont ensuite séchées — ce qui élimine une grande partie de l'humidité et de l'acide acétique volatile — puis transportées jusqu'aux usines où seront de ces graines peu appétissantes du véritable chocolat.

Bien éprouvées par des siècles de pratiques, ces méthodes traditionnelles de culture du cacaoyer

De l'artisanat à la technologie

TRANSPORTÉS de la plantation aux usines chocolatières, les fèves de cacao fermentées quittent le monde de l'artisanat pour pénétrer dans celui de la technologie. Les unités de fabrication du chocolat, longtemps demeurées artisanales, sont en effet depuis quelques années ouvertes à l'automatisation, voire, pour certaines d'entre elles, à la robotisation.

Après avoir été nettoyées de toutes les impuretés (débris de cabosse, cailloux, poussières) qui y étaient mêlées, les fèves décortiquées sont introduites dans les installations de torréfaction (1). C'est alors que, sous l'effet des hautes températures (environ 140 degrés), les précurseurs d'arôme formés lors de la fermentation donnent naissance à la plupart des produits aromatiques qui confèrent sa saveur au chocolat et

le plaisir aux palais des gourmets. La torréfaction a également pour effet de sécher suffisamment les grains de cacao pour permettre leur broyage, opération qui détruit la structure de l'amande et libère la matière grasse. La pâte ainsi obtenue peut être utilisée telle quelle par les chocolatiers. Elle peut être aussi en partie pressée de telle sorte que soient séparés ses deux constituants essentiels : le tourteau, qui sert à faire de la poudre de cacao, et le beurre de cacao, qui, rajouté en quantités variables à la pâte, lui confère une plus grande netteté.

Ensuite sont pétris et mélangés les différents ingrédients du chocolat : la pâte, le sucre, le beurre de cacao rajoutés, et, éventuellement, la poudre de lait.

C'est alors, comme le note M. Jean Pontillon, de la société

Cacao Barry (2), que « commentent les choses sérieuses », le « conchage » à sec. Il s'agit là d'agiter la masse de chocolat pâteuse et « sèche », ce qui, dans l'esprit des spécialistes, signifie peu grasse. Les frictions ainsi créées entre les particules solides du cacao et le sucre provoquent des échauffements ponctuels qui ont pour effet d'évaporer en partie le peu d'eau restant dans le milieu ainsi que les acides indésirables, tel l'acide acétique. Lors du conchage se produisent aussi des réactions chimiques qui achèvent d'aromatiser le chocolat. Au conchage « sec » succède le conchage « liquide » — agitation de la pâte « liquéfiée » par adjonction de beurre de cacao — qui sépare les particules agglomérées et finit de déshydratifier et de dégraisser le milieu.

Indispensable à la préparation d'un bon chocolat, le conchage n'en demeure pas moins un traitement vorace en énergie et long (vingt-quatre à soixante-douze heures), car il se fait à l'aide de procédés au fonctionnement discontinu. Aussi les chocolatiers tentent-ils actuellement d'élaborer des techniques susceptibles d'être mises en œuvre en continu, qui seules pourraient réduire à quelques minutes la durée de l'opération, donc son coût. L'une d'elles, destinée à réaliser le conchage des paillettes de chocolat brut et maigre sortant des broyeurs, a été élaborée par deux firmes et une université françaises (3). Il s'agit d'une adaptation d'une technique courante dans l'industrie agro-alimentaire, la cuisson-extrusion, qui utilise deux vis tournant dans le même sens à l'intérieur d'un fourreau usiné avec précision.

Reste enfin à procéder au tempérage — au cours duquel la phase grasse du chocolat cristallise et transforme le chocolat fondu en un produit solide — puis au moulage du chocolat, avant de pouvoir emballer la friandise et l'offrir à la dégustation.

E. G.

(1) Certains fabricants préfèrent décolorer les fèves après torréfaction.
(2) M. Pontillon est l'auteur d'un article fort complet sur la fabrication du chocolat paru dans la revue *Pour la science*, en décembre 1984.
(3) L'université technologique de Compiegne, Creusot-Loire et Cacao Barry.

Nouveau record pour le JET

Un nouveau succès devrait être enregistré dans les semaines qui viennent par les équipes du Joint European Torus (JET). Cette machine, que les Européens ont fait construire dans la banlieue de Culham (Grande-Bretagne) pour explorer les possibilités d'utilisation de la fusion thermonucléaire contrôlée comme source d'énergie, est actuellement à la pointe des recherches faites dans ce domaine. Là, les physiciens font circuler dans une espèce de tore un plasma — sorte de « gaz » d'électrons et d'ions — que l'on porte à des températures de plusieurs dizaines de millions de degrés. L'objectif est de se rapprocher au maximum de ce qu'on appelle le critère de Lawson, du nom d'un physicien qui a défini les conditions à partir desquelles les réactions de fusion pourraient fournir plus d'énergie qu'elles n'en consomment.

Pour cela, la température du milieu doit être d'environ 100 millions de degrés Kelvin et le produit de la densité du milieu par le temps que le plasma met à se refroidir en l'absence d'un chauffage extérieur doit être au moins égal à 10^{14} (soit 10 suivi de quatre zéros). En mars de l'année dernière, les équipes du JET ont obtenu une température de 21 millions de degrés pour une densité de 4×10^{13} particules et un temps de 0,3 seconde, valeurs qui ont été récemment portées à 30 millions de degrés pour la température : 6×10^{13} pour la densité et 0,8 à 0,9 seconde pour le temps. C'est ce dernier paramètre qui, dans les tentatives prochaines, devrait être porté à la valeur, remarquable pour les physiciens, d'une seconde.

PSYCHOLOGIE

La mort d'Irène Lézine

Irène Lézine, qui fut la pionnière en France des recherches sur la psychologie de la petite enfance, vient de mourir à Paris, des suites d'une longue maladie. Née en Moscou en 1909, elle était arrivée en France à l'âge de deux ans.

Avec Irène Lézine vient de disparaître celle qui fut en France le précurseur, l'artisan passionné de cette science aujourd'hui en pleine expansion : la psychologie de la prime enfance.

Dans un article récent, elle raconte comment, à ses débuts, il y a quarante ans, la psychologie du nourrisson paraissait désolée dans notre pays (revue *Enfance*, 1983).

Sa chance fut d'être accueillie, en 1940, par Henri Wallon dans le laboratoire de psychologie de l'enfant. Son premier mérite fut d'établir un lien entre les enseignements de Wallon et ceux de l'Américain Gesell, dont elle s'inspira pour construire avec O. Brunet les fameux « baby-tests », toujours utilisés pour l'évaluation du développement au cours des trois premières années de la vie (PUF, 1951).

Ces tests, qui établirent sa notoriété, n'étaient pour elle qu'un instrument. L'essentiel de son œuvre est dans sa méthode, dans ses efforts permanents pour joindre théorie et pratique. Sa méthode consistait à mener de front l'observation en milieu

habituel et la stricte analyse expérimentale, à étudier le petit enfant dans sa vie réelle, dans les échanges et les communications, dès les premiers jours de la vie. Ainsi, la psychologie débouchait tout naturellement chez elle sur ce qu'elle désignait dans le titre d'un de ses livres comme « *Problèmes quotidiens de l'éducation* » (PUF, 1964). Irène Lézine fut avant tout la psychopédagogue du premier âge.

Par ses articles, ses livres, ses films, elle a su faire passer cette vérité, longtemps méconnue, que le nourrisson (et même le nouveau-né) n'est pas un être impotent, inconscient, dissous ou une sorte de mirage. Son génie de psychopédagogue s'est manifesté avec le plus d'éclat dans ses travaux sur les enfants prématurés et leurs mères. Difficulté persistante des prématurés à établir, à réguler leurs rythmes biologiques : désarroi et angoisses des mères — tout le travail d'Irène Lézine aura consisté à analyser minutieusement ces troubles et à y remédier progressivement, comme jamais, personne avant elle ne l'avait fait.

Après la mort d'Henri Wallon, Irène Lézine créa en 1952 à Gentilly son propre laboratoire : l'équipe de recherches sur le premier développement de l'enfant, où elle anime une équipe jeune et dynamique. Elle est alors promise directrice au Centre national de la recherche.

RENÉ ZAZZO.

La monnaie des Aztèques

LORSQUE les conquérants espagnols débarquèrent au Mexique, au seizième siècle, ils constatèrent que les Aztèques envenimaient, comme le faisaient aussi les Mayas, une étrange boisson reconstituante — envenimée — même comme aphrodisiaque, — préparée avec des fèves de cacaoyers fermentées, cuites, bruyées et mélangées à diverses épices. Nul doute que les peuples d'Amérique centrale eussent déjà depuis des siècles le cacaoyer, cet arbre qu'une légende aztèque dit provenir des jardins du dieu Quetzalcoatl, et dont les fèves servaient aussi de monnaie pour payer le tribut à l'Inca.

Les conquistadores ramènèrent dans leurs bagages ces graines exotiques que les Espagnols eurent l'idée de mélanger à du sucre. Le chocolat était né et il fit bientôt les délices des cours de France, puis d'Angleterre. Seuls, alors, quelques privilégiés pouvaient s'offrir le luxe de déguster cette boisson à base de cacao frappée de lourdes taxes. Ce n'est qu'au début du dix-neuvième siècle que la baisse des taxes à l'exportation rendit populaire la consommation du chocolat et que quelques innovations tech-

niques — notamment l'invention, en 1828, par le Hollandais C.-J. Van Houten, de la presse qui permit d'obtenir du chocolat en poudre dégraissée — aboutirent à la fabrication du premier chocolat en tablettes. Près d'un demi-siècle plus tard, la Suisse Daniel Peter incorporait de la poudre de lait ou cacao et créait le chocolat au lait, dont l'apparition fut en grande partie responsable de l'engouement que connaît alors cette friandise.

Au fur et à mesure que le nombre d'adeptes du chocolat augmentait en Europe, la culture du cacaoyer s'est étendue à de nouveaux pays. Les Espagnols exportèrent d'abord l'arbre latino-américain à Trinidad et dans leurs autres possessions des Caraïbes, aux Philippines, puis aux Indes et à Ceylan. Au début du dix-neuvième siècle, le cacaoyer fut introduit au Brésil, puis dans les îles de Sao-Tomé et Fernando-Po, avant de se répandre en Afrique de l'Ouest. Actuellement, ce sont la Côte d'Ivoire, le Brésil et la Malaisie qui figurent en tête des pays producteurs de cacao. Ils fournissent plus de la moitié des quelque 1,5 million de tonnes de fèves fermentées et séchées vendues chaque année dans le monde.

ICL

Des serveurs VIDEOTEX pour une évolution compatible de 30 à 3000 utilisateurs simultanés.

ICL, 16, cours Albert 1^{er}, 75008 PARIS (tél. 225 93 04 — poste 286)

LE PONT S

La caté

Une f inventée p

Questions-répon

dossier

LE POINT SUR...

La catéchèse

La querelle de la catéchèse en France a été fertile en rebondissements depuis vingt ans. La décision des évêques, en 1967, de remplacer le bon vieux catéchisme, sous forme de questions-réponses, par une panoplie de documents, catéchétiques, pour des motifs théologiques, sociologiques et pédagogiques, n'allait pas de soi. Les habitudes sont tenaces. Mais, après le premier moment de flottement, la plupart des catéchistes se sont réjouis de cette plus grande souplesse et de cette diversité, alors que les liturgistes menaient une campagne auprès des autorités romaines contre ce qu'ils estimaient être une « démolition » de la foi.

Les 220 000 catéchistes français - chiffre record, dont 87 % sont des laïcs - disposent actuellement de quatre documents : un *Texte de référence* à l'usage des auteurs de publications catéchétiques, adopté par les évêques en 1979 ; un

recueil de documents privilégiés de la foi, *Pièces vivantes* approuvées par les évêques en 1980 et publié en 1981 ; un certain nombre de « parcours catéchétiques », reconnus conformes au texte de référence et adoptés par chaque évêque ; une expression de la foi et de la prière de l'Eglise catholique, à partir de la quatrième prière eucharistique de la messe, publiée par les évêques en 1987 sous le titre : *Il est grand le mystère de la foi*.

Pourquoi ce foisonnement ? Le livre-choc des abbés Daniel et Godin, publié en 1941 sous le titre *France, pays de mission*, a été un cri d'alarme. La France n'était donc pas le pays catholique que l'on croyait, elle n'était pas évangélisée en profondeur. On s'est rendu compte que ce qui était apparu par cœur n'était pas forcément vrai. D'où la remise en question d'un catéchisme mémorisé. D'autre part, la diversité culturelle et sociologique d'une France en voie d'urbanisation et d'industrialisation a fait comprendre qu'il n'était plus possible de proposer un catéchisme unique à tous les enfants français.

Mais l'enjeu fondamental de la querelle est davantage théologique que pédagogique ou sociologique. Ce qui explique l'importance du différend entre l'épiscopat français et les autorités romaines, qui vient d'éclater au grand jour avec la

demande adressée par le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi (ex-Saint-Office), aux évêques français de préparer « un catéchisme destiné à tout [le] territoire » (le Monde du 28 février).

Les griefs de Rome visent avant tout la présentation historique des vérités de la foi. Depuis quelques années, le magistère romain insiste sur l'« intégralité dogmatique » du message chrétien. Il remet en question l'intuition conciliaire concernant une « hiérarchie entre les vérités à croire » - idée riche de promesses pour le dialogue œcuménique - pour revenir à une conception statique d'un ensemble organique de vérités à croire. Le cardinal Ratzinger, dans ses conférences prononcées à Lyon et à Paris en 1983, avait qualifié la suppression du catéchisme de « première et grave faute », y voyant « une rupture avec une transmission de la foi comme structure fondamentale puisée aux sources d'une tradition totale ». Il se plaignait, en outre, d'une « hypertrophie de la méthode au détriment du contenu » ; désormais, ajoutait-il, « l'offre se règle sur la demande ».

Accusation grave, qui se retrouve dans les critiques formulées par l'ex-Saint-Office à l'encontre du recueil *Pièces vivantes*, qui présente les textes bibliques dans l'ordre historique de leur

rédaction (l'Exode avant la Genèse, l'annonce de la résurrection du Christ avant les récits de sa naissance). Car le nouveau catéchétique français avait insisté sur l'histoire du salut, en mettant les enfants en contact avec les documents eux-mêmes. Comme disent les évêques dans leur *Texte de référence* : « La révélation est histoire ; [elle] s'inscrit dans l'histoire de l'humanité. (...) Ainsi, la Bible elle-même se présente-t-elle comme une perpétuelle reprise des récits livrés par la tradition, avec à chaque fois la mise à jour du sens nouveau que prend dans des circonstances inédites une parole qui demeure fondamentalement la même ».

Rome ne l'entend pas de cette oreille, et voudrait, à nouveau, que les petits Français apprennent un ensemble dogmatique intangible. L'incertitude demeure sur ce que le cardinal Ratzinger entend par « catéchisme national ». Est-ce un manuel doctrinal à l'usage des catéchistes, comme semble vouloir le croire l'épiscopat français, ou un catéchisme classique pour enfants ? Les évêques en débattent à leur prochaine assemblée plénière de Lourdes. En attendant, le président de la conférence épiscopale a reconnu que « la question se pose maintenant de la préparation d'un exposé organique et complet de la foi ».

Une formule inventée par... Luther

Des origines de l'Eglise au catéchisme national français de 1937, avec ses six cent sept questions-réponses, l'enseignement de la foi chrétienne a pris les formes les plus variées (1). Aux premiers siècles, on parlait de *catéchèse*, (du grec *katechēskhai* : faire retentir aux oreilles). C'était un processus d'initiation à la foi, par l'enseignement et la liturgie. On distinguait la *catéchèse* (enseignement de la foi aux nouveaux convertis) du *kérygme* (première annonce de l'Evangile à tout homme).

Aux troisième et quatrième siècles, c'est l'évêque qui est chargé de la catéchèse des candidats au baptême, appelés *catéchumènes*. Les catéchèses de Cyrille de Jérusalem, de Jean Chrysostome, d'Augustin, sont restées des modèles du genre. Au Moyen Âge, la catéchèse se fait par la prédication, la participation aux offices liturgiques et les admirables « bibles en pierre », que sont les cathédrales.

Une floraison de textes

Quant au catéchisme, c'est Luther (1483-1546) qui invente la formule ! Pour combattre l'ignorance religieuse de son temps, il rédige un « grand », puis un « petit » catéchisme, sous forme de livre : résumé écrit de la foi chrétienne à l'intention des pasteurs, puis des enfants. Calvin, à son tour, publie, en 1542, le *Catéchisme de l'Eglise de Genève*. Compréhensif l'enjeu, les catholiques se mettent à imiter les catéchismes protestants. En 1533, Erasme avait déjà publié un *Symbolisme ou Catéchisme*, et il sera suivi, en 1559, par le jésuite hollandais Pierre Canisius, dont le catéchisme, en cent vingt-quatre questions, formera des générations d'Allemands.

Mais c'est le concile de Trente (1545-1563) qui a demandé la fondation d'écoles populaires pour les enfants catholiques et la composition d'un catéchisme. Une commission dirigée par Charles Borromeo permet la publication par Pie V, en 1566, du *Catéchisme pour les curés d'après les décrets du concile de Trente*, appelé aussi *Catéchisme romain*. Il n'est pas destiné aux fidèles, mais aux curés, pour la prédication dominicale et l'enseignement des enfants. Il comporte quatre parties : le *Symbolisme* des Apôtres, les *Sacrements*, le *Décatalogue*, le *Notre Père*.

Au dix-septième siècle, un renouveau pastoral amène des prêtres

comme Bérulle, Bourdoise, Vincent de Paul, Jean-Jacques Olier et Jean Eudes à se préoccuper de la formation religieuse des prêtres et des fidèles. On voit une floraison de catéchismes, chaque diocèse voulant le sien. Après la Révolution de l'Edit de Nantes (1685), il faut catéchiser les nouveaux catholiques. L'idée d'un catéchisme national, réclamé par l'Assemblée du clergé de 1795, découle d'un désir de centralisme. C'est Napoléon I^{er} qui donnera à la France son premier catéchisme national, pour des raisons politiques évidentes.

En 1937, paraît un *Catéchisme à l'usage de tous les diocèses de France* pour les enfants de neuf à douze ans. Sa révision en 1947 (quatre cent vingt-neuf questions au lieu de six cent sept) ne réussit pas à satisfaire les nombreuses critiques dont il était l'objet. C'est pourquoi, en 1966, les évêques décident de remplacer le formulaire unique par des « orientations » pour la catéchèse, en mandant aux auteurs pour rédiger des manuels et livres de maître conformes à ces orientations et adaptés aux âges et aux situations sociologiques.

C'est dans la période d'après-guerre, en fait, que le renouveau catéchétique plonge ses racines. Confrontés aux insuffisances patentes du catéchisme national, les évêques cherchent à rénover les méthodes pédagogiques en s'inspirant de la psychologie de l'enfant, développée par Piaget, Decroly, Freinet, Montessori. D'autres influences viennent du renouveau biblique et liturgique, inspiré par le Père Joseph Colomb, et du mouvement personneliste d'Emmanuel Mounier.

Le concile Vatican II consacre ce mouvement de renouveau, et l'épiscopat français met en place un nouveau dispositif pour la catéchèse. La grande nouveauté tient aux méthodes pédagogiques : le passage d'un enseignement des vérités à croire, des devoirs à pratiquer, des moyens à employer pour se sanctifier, à une pédagogie de la découverte du Christ et de son message.

(1) Pour un exposé détaillé de l'histoire de la catéchèse, lire : *Chemins pour la Bonne Nouvelle*, par Henri Bonchérie, Colette Leconte et René Macé, collection « Les Sources », Editions Fayard, 1984, 78 pages, 39 francs ; le numéro spécial de *Lumière et Vie* sur la catéchèse (n° 169), 2, place Gallien, 69002 Lyon, 36 francs, et le dossier du dernier numéro de *Notre Histoire*, 50, rue de Miromesnil, 75008 Paris, 20 francs.

Des « parcours » diversifiés

Les débats actuels sur la réforme catéchétique me paraissent disproportionnés et paradoxaux. Disproportionnés, car on fait porter à la catéchèse toutes les difficultés de l'Eglise. On la rend coupable de la crise de la foi. A tort. Elle sert plutôt de caisse de résonance à des problèmes qui la dépassent, tout comme l'école pour la société. Paradoxaux, car, malgré l'évolution du taux de catéchisation, la catéchèse française connaît une vitalité manifeste, dont témoigne le nombre impressionnant de personnes qui acceptent d'y consacrer plusieurs heures par semaine (voir encadré). Ainsi que les rassemblements diocésains autour de la catéchèse, récemment à Poitiers, ou Mans, à Paris, bientôt à Rouen, Nancy, Lyon...

Le retour en force du mot de « catéchisme » aux dépens de celui de catéchèse, qui fait une percée lente, me paraît regrettable pour trois raisons. Catéchisme évoque « livre », alors que la catéchèse est une action, une démarche, qui utilise des instruments divers (dont des livres) ; catéchisme évoque « enfants », alors que la catéchèse s'adresse à tous, enfants, adolescents et adultes ; catéchisme évoque « dogmatisme », pensée close et stéréotypée, alors que l'Evangile est ouverture, appel à la liberté, y compris à la liberté de penser dans la foi.



Ce qui était apparu par cœur n'était pas forcément vrai et, devant ce décalage entre le catéchisme et la vie concrète des enfants, il s'agissait en priorité de leur permettre de vivre une expérience de foi. Il n'y a pas de mépris pour le savoir ou l'acquisition de connaissances - on peut apprendre aujourd'hui beaucoup de choses en catéchèse, mais une volonté de restituer la démarche de foi dans une communauté croyante.

La catéchèse part de la profession de foi pour mener à la profession de foi, déclarait le synode des évêques sur la catéchèse en 1977. Mais entre le point de départ et le point d'arrivée se sera réalisé un parcours nécessairement diversifié, d'où ces nouveaux documents baptisés « parcours ».

En cours de route, le catéchiste aura reçu... mais il aura aussi donné. On lui aura donné la Parole, mais il l'aura prise aussi. Pas plus que la théologie, la catéchèse ne se réduit à répéter ce qui s'est toujours dit et toujours fait. La catéchèse est l'art de mettre en dialogue ce que d'autres chrétiens ont vécu avant nous, et dont l'Ecriture et les Symboles de foi sont des traces privilégiées et incontournables, ce que d'autres chrétiens vivent autour de nous, et ce que nous vivons, nous, ici et maintenant. Le catéchiste est celui qui permet la mise en relation de l'objet de la foi - récit réfléchi d'une expérience vécue par des chrétiens en Eglise, il n'est jamais purement notionnel - et de l'expérience des catéchisés, sujets actifs de la catéchèse.

PAUL GROLLEAU,
directeur du Centre national
de l'enseignement religieux.

220 000 catéchistes en France

Une enquête réalisée par l'Institut ESTEL en 1983-1984 à l'initiative de la Commission épiscopale de l'enseignement religieux donnait la photographie suivante des quelque 220 000 catéchistes français :

- 87 % sont des laïcs.
- 84 % sont des femmes.
- 83 % se déclarent pratiquants réguliers.
- 46 % ont trois enfants ou plus.
- 53 % exercent une profession.
- 21 % en sont à la première année d'animation.
- 15,5 % ont une expérience de deux ans.
- 63,5 % ont trois ans et plus d'expérience.
- 12,7 % forment d'autres catéchistes.

Le point de vue du cardinal Ratzinger

Voici ce que déclarait le cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la congrégation pour la doctrine de la foi, au cours d'une conférence prononcée à Lyon et à Paris en janvier 1983 : « (...) Ce fut une première et grave faute de supprimer le catéchisme et de déclarer « dépassé » le genre même du catéchisme. Certes, le catéchisme comme livre n'est devenu usuel qu'au temps de la Réforme ; mais la transmission de la foi, comme structure fondamentale née de la logique de la foi, est aussi ancienne que le catéchisme même. Elle découle de la nature même de la mission et on se peut donc y rattacher. La rupture avec une transmission de la foi comme structure fondamentale puisée aux sources d'une tradition totale a eu pour conséquence de fragmenter la proclamation de la foi. Celle-ci fut non seulement livrée à l'arbitraire dans son exposé, mais encore remise en question dans certaines de ses parties, qui appartenaient pourtant à un tout et qui, détachées de lui, apparaissent déconstruites ».

Qu'y avait-il derrière cette décision erronée, hâtive et universelle ? Les raisons en sont variées et jusqu'à présent à peine examinées. Elle est d'abord sûrement à mettre en rapport avec l'évolution générale de l'enseignement et de la pédagogie, qui se caractérise elle-même par une hypertrophie de la méthode en compensation du contenu des diverses disciplines. Les méthodes deviennent critères du contenu et n'en sont plus le véhicule. (...)

Le bouleversement de la catéchèse des dernières vingt ou trente années se caractérise par une nouvelle immédiateté avec les sources écrites de la foi, avec la Bible. Si, auparavant, la Bible n'entrait dans l'enseignement de la foi que sous l'aspect d'une doctrine d'Eglise, maintenant on essaie d'accéder au christianisme par un dialogue direct entre l'expérience actuelle et la parole biblique. Le gain de cet effort, c'était un accroissement d'humanité concrète dans l'exposé des fondements du fait chrétien. Ce faisant, le dogme n'était généralement pas alié, mais il tombait au rang d'une espèce de cadre orientatif de peu d'importance pour le contenu et la structure de la catéchèse. Derrière, il y avait une certaine perplexité à l'égard du dogme, elle provenait du fait que n'avaient pas été éclaircis les rapports entre lecture dogmatique et lecture historico-critique de l'Ecriture ».

« L'Evangile vécu avant d'être lu »

« Je suis entré dans la famille ecclésiale en venant à la vie dans mon village natal. J'ai balbutié les premiers mots de Dieu en regardant ma mère et mon père faire leurs prières. J'ai appris la vie, j'ai appris la mort, j'ai su ce qu'était oïmer, ou rythmer des jours et ou contracter des voisins et des proches. Je les ai regardés avec mon regard d'enfant, mes questions d'adolescent. J'ai découvert Dieu dans leurs attitudes d'hommes ».

Je ne connaissais pas l'Eglise par les journaux, les doctrines et les hiérarchies ; mais je touchais l'Eglise avec mes mains en serrant les mains de ceux qui m'entouraient. J'ai pris conscience de sa présence comme l'enfant sent son corps et y découvre sa force et ses limites. Je n'ignorais pas les défauts et les péchés de ceux-là même qui m'apprennent que j'étais baptisé. Mais je n'ignorais pas non plus ces pages d'Evangile vécues avant de m'être lues. La vie et la foi se mélangeaient quotidiennement. J'ai vécu l'Eglise avant de prendre conscience de ce qu'elle est... »

Cardinal FRANÇOIS MARTY,
ancien archevêque de Paris.

Contre un texte unique

Le droit de l'Eglise est clair : ni le concile (1965) ni le « directeur catéchétique général » (Rome, 1971), ni le droit canonique (1983) ne font aux évêques l'obligation d'éditer un catéchisme. Le droit de l'Eglise confie aux évêques le soin d'apprécier, après avoir procédé à l'analyse de la situation, les meilleurs moyens de mettre en œuvre la catéchèse.

Un catéchisme en France, aujourd'hui, pour l'ensemble du territoire, n'est ni opportuniste ni souhaitable. Ce n'est pas sans raison mûrie que l'Assemblée plénière de l'épiscopat a, depuis 1967, choisi d'autres formes de catéchèse et renouvelé ses choix, après avoir fait l'analyse de la situation - que l'on peut lire dans la première partie du *Texte de référence* (1979). Ne retenons que l'une de ces raisons, élémentaire. L'allongement de la scolarité a favorisé la prolongation du temps de la catéchèse et la progressivité du catéchisme, laquelle était déjà l'idée de Pie XI en 1923. Aucun catéchiste n'accepterait aujourd'hui d'avoir à enseigner et éduquer la foi, de sept à treize ans, sur la base d'un seul et unique manuel. Autant demander à un même ouvrage de servir en même temps d'abécédaire et d'initiation à la littérature française. Les enfants disposent de manuels religieux approuvés, adaptés à leur âge et à leur situation. Parfaitement, certes.

Certains laissent entendre, ce que rien ne prouve, que ce catéchisme unique pour tout le territoire serait à l'usage des catéchistes ; une sorte de livre du maître, en quelque sorte. D'autres ajoutent qu'un tel formulaire était prévu et attendu. Cette seconde affirmation est tout simplement fautive. Un catéchisme à l'usage des catéchistes ? Ce serait alors un second « catéchisme du concile de Trente » (dix-septième siècle), catéchisme qui était à l'usage des curés. Pour en mesurer l'opportunité, il ne faudrait pas oublier que les catéchistes ont mieux. Chaque étape de la catéchèse des enfants est accompagnée de livres du maître (tout à fait prévus par l'épiscopat et même contrôlés). Livres du maître abondants et dans lesquels ils ne trouvent pas que des conseils pédagogiques. Les orientations et les notes doctrinales y abondent, en suivant le parcours catéchétique prévu pour l'année.

Faut-il dire : les catholiques français n'ont pas d'exposé complet et autorisé de leur foi ? D'une part, ces ouvrages existent ; on pourrait, sans beaucoup d'effort, en citer plusieurs, rédigés ou approuvés par des évêques, à commencer par *Il est grand le mystère de la foi* (1978). Mais, surtout, dans le catholicisme, les instruments de formation mis à la portée du public, par des théologiens compétents, pour découvrir la Bible, les Evangiles, les vérités de la foi, l'histoire de l'Eglise... n'ont jamais été aussi nombreux. Un train en caheerait-il un autre ?

Le volont d'un catéchisme unique pour tout le territoire dissimulerait-elle autre chose ?

GEORGES DUPERRAY,
directeur
de l'Institut pastoral
d'études religieuses,
à Lyon

DOSSIER ÉTABLI
par
ALAIN WOODROW

Questions-réponses de jadis

Extrait du Catéchisme à l'usage des diocèses de France, publié en 1937.

43. Qu'est-ce que l'homme ?
L'homme est une créature raisonnable composée d'une âme et d'un corps.
44. Qu'est-ce que l'âme ?
L'âme est un esprit, immortel que Dieu a créé à sa ressemblance pour être uni à un corps.
45. Comment savez-vous que vous avez une âme ?
Je sais que j'ai une âme parce que sans âme je ne pourrais ni penser, ni réfléchir, ni vouloir librement.
46. Pourquoi Dieu nous a-t-il créés ?
Dieu nous a créés pour le connaître, l'aimer et le servir.

47. Quel fut le premier homme et quelle fut la première femme ?
Le premier homme fut Adam et la première femme fut Ève ; ce sont nos premiers parents.
48. En quel état Dieu créa-t-il Adam et Ève ?
Dieu créa Adam et Ève saints et heureux.
49. Combien de vies Dieu donna-t-il à Adam et Ève ?
Dieu donna deux vies à Adam et Ève :
1° La vie naturelle, en unissant leur âme à leur corps ;
2° La vie surnaturelle, en unissant leur âme aux trois personnes divines.

ملک امامی الأصل

LE CARNET DU Monde

Naissances

- Stella,
Victor et Anita COHEN-HADRIA,
née MOLESO,
ont la joie d'annoncer la naissance du petit
Simon,
le 5 avril 1985.

- Anyone et Bénédicte DONNELLY
ont la joie d'annoncer la naissance de
Alex,
né à Paris, le 13 avril 1985.
9, rue de Rungis, 75013 Paris.

- Evelyne et Dominique LAMBOT
ont la joie d'annoncer la naissance de
Caroline,
le 14 avril 1985, aux Lilas.

- Francis ROUX,
Anne-Marie KERVIZIC,
Anne, Gail et Chloé,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Rémi,
le 28 mars 1985.

STERN
GRAVEUR
depuis 1841
Pour votre Société
papiers à lettres et
imprimés de haute qualité
Le prestige
d'une gravure traditionnelle
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

Décès

- M^{me} Yvonne Brame,
Dauville Rousseau
et ses fils,
Carlos et Betty Benhamon
et leurs enfants,
Guy-Bernard et Simone Brame
et leurs enfants,
Claude et Maryse Brame
et leurs enfants,
Jacques et Chantal Marbois,
et leurs enfants,
Marc et Elisabeth Brame,
et leurs enfants,
Philippe et Corinne Brame
et leur fils,
M^{me} veuve José Brame,
ses frères, sœurs,
Et leur famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Haim Victor BRAMI,
survenu le 15 avril 1985, dans sa
soixante-deuxième année, à la suite
d'une longue et pénible maladie.

Les obsèques auront lieu mercredi
17 avril, à 16 heures, au nouveau cime-
tière de Neuilly, 5, rue de Wigny (92)
Nanterre (sortie rond-point de la
Défense).

- M^{me} Françoise Filas,
son époux,
M^{me} Jacqueline Filas,
sa fille,
font part du décès de
M. Marc FILAS,
le 5 avril 1985, dans sa soixante-
troisième année.
Il avait fait don de son corps à la
science.
Cet avis tient lieu de faire-part.

48, rue Bugeas,
75015 Paris.

Lisez
Le Monde
PHILATELISTES
à Paris et dans le monde

- On nous prie d'annoncer le décès
de
M^{me} Nelly HERRARD,
croix de guerre 1939-1945,
survenue le 13 avril 1985 à Paris.

De la part de
Ses petits-enfants,
Et des autres membres de sa famille.
Les obsèques seront célébrées avec
simplicité et dans l'intimité en l'église
Saint-Jean-Baptiste de Neuilly,
158, avenue Charles-de-Gaulle, le mer-
credi 17 avril, à 15 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Villeneuve-sur-Mer.
Ni fleurs ni couronnes.

Dons recueillis à Terre des hommes,
41, rue Volta à Paris-3^e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

40, avenue de Suffren,
75015 Paris.

- M. et M^{me} Jean-Marie Le Roy
et leurs enfants,
M^{me} Geneviève Le Roy,
M. et M^{me} Emmanuel Le Roy
et leurs enfants,
M^{me} Marie-Madeleine Le Roy,
Ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Léon Boulton
et sa fille,
M^{me} Léon Le Roy,
ses enfants et petits-enfants,
Ses belles-sœurs, sœurs et frères,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} veuve Jean LE ROY,
née Geneviève Boulton,
pionnière endormie dans la paix du
Seigneur le 15 avril 1985, dans sa
quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le
jeudi 18 avril, à 16 heures, en l'église
Notre-Dame d'Antony, place d'Antony
à Paris-16^e, où l'on se réunira.
Cet avis tient lieu de faire-part.

30, rue de Pain-Perdu,
78580 Maule,
55, rue Claude-Lorrain,
75016 Paris.
4, rue Sarracine,
75015 Paris.

- Jean-Marc Levaillant
demande à tous les amis de
Jeanne LEVAILLANT,
décédée le 10 avril 1985,
de se réunir autour d'elle le jeudi
18 avril, à 10 h 45, au columbarium du
cimetière du Père-Lachaise.

Cette invitation tient lieu de faire-
part.

- M^{me} Pierre Perron,
son fils et sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de
Le directeur et le personnel de l'Insti-
tut d'élevage et de médecine vétérinaire
des pays tropicaux (département
élevage et médecine vétérinaire du
CIRAD),
ont la douleur de faire part du décès de
Le docteur Pierre PÉREAU,
contrôleur général
des services vétérinaires,
officier de l'Ordre national du Mérite
et du Mérite agricole,
chevalier des Palmes académiques,
membre titulaire
de l'Académie vétérinaire de France,
survenue le 10 avril 1985.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 18 avril, à 14 heures, en la cha-
pelle de l'hôpital militaire du Val-
de-Grâce, 74, boulevard de Port-Royal,
75005 Paris.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Malmaison-Alfort (94700), à 15 h 30.

- Nous apprenons le décès, survenu
jeudi 11 avril 1985, à Montpelier, du
colonel (en retraite)
André QUIROT,

dont les obsèques ont été célébrées le
jeudi 15 avril en l'église de Poèmes (Hauts-
Saône).

[Né le 27 septembre 1914 à Dijon, André
Quirot part comme officier d'artillerie dans les
Forces armées alliées, combattant en Egypte
et en Syrie en 1941-1942. En 1943, il se dis-
tingue en combattant avec sa batterie d'artil-
lerie dans des troupes alliées contre-
attaquant par la nuit les troupes allemandes
occupées en 1942, à la Libération de la Tunisie. Il a été fait
compagnon de la Libération en juin 1943.]

Et toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Robert A. SCHLUMBERGER,
né Geneviève Seydoux,
son épouse,
Le docteur et M^{me} Jean Schlum-
berger,
M. et M^{me} Thierry Schlumberger,
M. et M^{me} Bertrand Schlumberger,
Mrs Amy Gibson,
Professor and Mrs W. Margatrop,
M. Alain Schlumberger,
M. et M^{me} Adolphe Rudnicki,
ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jacques Masson-Forestier,
né Elisabeth Vial,
M^{me} Marie Forestier,
Et toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Robert A. SCHLUMBERGER,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
survenu le 8 avril 1985, dans sa qua-
tre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu
dans l'intimité familiale au temple
d'Etat et l'inhumation à Dérouville
(Seine-Maritime).

4, avenue de la Bourdonnais,
75007 Paris.

- M^{me} Pierre Weill,
née Marcelle Lyon-Caen,
Ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Jacqueline Weill,
font part du décès de
Pierre WEILL,
survenu le 11 avril 1985 à Grasse.

« Les Lucioles »,
Résidence Les Maronniers,
06130 Grasse,
11, place Adolphe-Christien,
75015 Paris.

Anniversaires
- Il y a un an, le 16 avril 1984,
Isabelle FÉREGO,
nous quittait.
Elle avait vingt-sept ans.
Que tous ceux qui l'ont connue et
aimée aient une pensée pour elle.

- Il y a trois ans, à l'âge de quarante-
sept ans,
Francis SOURIS
nous quittait silencieusement.
Que ceux qui ont su apprécier sa fidé-
lité et sa loyauté associent dans leurs
pensées le souvenir de
Francis SOURIS
et de
Jeanne SOURIS-DELANNOY,
qu'il a accompagnés jusqu'à leur
dernier voyage.

- La comtesse d'Alcazar,
La baronne Dillon Kavanagh,
ses enfants et petits-enfants,
Le comte et la comtesse Ludovic
d'Alcazar
et leurs enfants,
M. et M^{me} Bernard Giannoni
et leurs enfants,
M. et M^{me} Ange Sanchez
et leurs enfants,
Le vicomte et la vicomtesse Louis de
Chardin
et leurs enfants,
Le vicomte Charles de Chardin,
M^{me} Marguerite de Chardin,
Le baron Georges de Chardin (83)
Le comte et la comtesse Dominique
Amédée du Chaffaut
et leurs enfants,
sa belle-sœur, ses neveux, petits-neveux,
arrière-petits-neveux,
ont la douleur de faire part du décès de
L'ingénieur général de l'Armement (C2)

Louis de RIBERT d'ALAUZIER,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
officier des Palmes académiques,
officier de l'Ordre du Léopold,
membre honoraire
du comité des travaux historiques,
rappelé à Dieu le jeudi saint à Calais,
dans sa quatre-vingt-deuxième année,
après des souffrances de l'Église.

Les obsèques religieuses ont été céle-
brées dans l'intimité et suivies de l'inhumation
dans le caveau de famille à Bol-
hae (Vandœuvre).

6, rue de Chabrière,
94300 Bolhae.

- M^{me} Robert A. Schlumberger,
née Geneviève Seydoux,
son épouse,
Le docteur et M^{me} Jean Schlum-
berger,
M. et M^{me} Thierry Schlumberger,
M. et M^{me} Bertrand Schlumberger,
Mrs Amy Gibson,
Professor and Mrs W. Margatrop,
M. Alain Schlumberger,
M. et M^{me} Adolphe Rudnicki,
ses enfants,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Jacques Masson-Forestier,
né Elisabeth Vial,
M^{me} Marie Forestier,
Et toute sa famille,
ont la tristesse de faire part du décès de
M. Robert A. SCHLUMBERGER,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918,
survenu le 8 avril 1985, dans sa qua-
tre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu
dans l'intimité familiale au temple
d'Etat et l'inhumation à Dérouville
(Seine-Maritime).

4, avenue de la Bourdonnais,
75007 Paris.

- M^{me} Pierre Weill,
née Marcelle Lyon-Caen,
Ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Jacqueline Weill,
font part du décès de
Pierre WEILL,
survenu le 11 avril 1985 à Grasse.

« Les Lucioles »,
Résidence Les Maronniers,
06130 Grasse,
11, place Adolphe-Christien,
75015 Paris.

Anniversaires
- Il y a un an, le 16 avril 1984,
Isabelle FÉREGO,
nous quittait.
Elle avait vingt-sept ans.
Que tous ceux qui l'ont connue et
aimée aient une pensée pour elle.

- Il y a trois ans, à l'âge de quarante-
sept ans,
Francis SOURIS
nous quittait silencieusement.
Que ceux qui ont su apprécier sa fidé-
lité et sa loyauté associent dans leurs
pensées le souvenir de
Francis SOURIS
et de
Jeanne SOURIS-DELANNOY,
qu'il a accompagnés jusqu'à leur
dernier voyage.

- M^{me} Pierre Weill,
née Marcelle Lyon-Caen,
Ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Jacqueline Weill,
font part du décès de
Pierre WEILL,
survenu le 11 avril 1985 à Grasse.

« Les Lucioles »,
Résidence Les Maronniers,
06130 Grasse,
11, place Adolphe-Christien,
75015 Paris.

Anniversaires
- Il y a un an, le 16 avril 1984,
Isabelle FÉREGO,
nous quittait.
Elle avait vingt-sept ans.
Que tous ceux qui l'ont connue et
aimée aient une pensée pour elle.

- Il y a trois ans, à l'âge de quarante-
sept ans,
Francis SOURIS
nous quittait silencieusement.
Que ceux qui ont su apprécier sa fidé-
lité et sa loyauté associent dans leurs
pensées le souvenir de
Francis SOURIS
et de
Jeanne SOURIS-DELANNOY,
qu'il a accompagnés jusqu'à leur
dernier voyage.

Messes anniversaires

- Une messe sera célébrée le lundi
13 mai 1985, à 17 h 30, en l'église Saint-
Thomas-d'Aquin, chapelle de Saint-
Sacrement à Paris, à l'attention de

Gérard-Nicolas FALCONETTI,
appelé à Dieu le 9 juillet 1984.

Communications diverses

- Le conseil de la Fondation Pasteur
Marc Boegner, dont l'objet est de recou-
vrir et d'encourager des œuvres et des
personnes travaillant dans l'esprit fran-
cophone et occitanophone qui était celui de
Marc Boegner, a attribué deux prix.
L'un à l'Ecole biblique et archéologique
de Jérusalem pour le développement de
sa bibliothèque. L'autre au musée Ober-
lin à Waldenbuch (Bas-Rhin), de son
de Jean-Frédéric Oberlin (1740-1826),
pasteur et pédagogue.

- Le Cercle républicain recevra au
cours d'un dîner-débat, le mercredi
24 avril à 20 h 30, M. Jacques Toubon.
Le thème sera : « La République ? Le
régime qui nous dirige le moins ». In-
scriptions au Cercle républicain, 5, avé-
nue de l'Opéra, (1) 265-60-95.

- Loge l'Échelle de Jacob n° 27.
Franc-maçonnerie féminine de tradition.
Rite anglais fondation.

Mardi 30 avril à 19 h 30
Cérémonie de passage
au deuxième grade.
Sur invitation. BP 646, 75161 Paris
Cedex 04. Note d'information envoyée
sur demande.

- L'Association des Amitiés franco-
tanzaniennes organise une journée
d'information et de rencontres pour tous
ceux qui désirent partir en Tanzanie,
le 4 mai 1985 de 13 h 30 à 22 heures
à Paris, 176, rue de Gravelle,
Paris-7^e (Métro Ligne-Montparnasse).
Renseignements : C. SILLIAU-ART
210, boulevard Raspail, 75014 Paris.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Paris-I, vendredi
19 avril, à 17 heures, salle C 22-04, centre
Pierre-Mendès-France, M. Jean-
Marie Savin : « Évolutions économiques
et implications en politique économique
de la structure économique stochastique ».

- Université Paris-V, samedi 20 avril,
à 10 heures, salle Gréard, M^{me} Marie-
Josée Derive (née Guyot) : « Étude com-
parée des parlers menzeng de Côte-
d'Ivoire ».

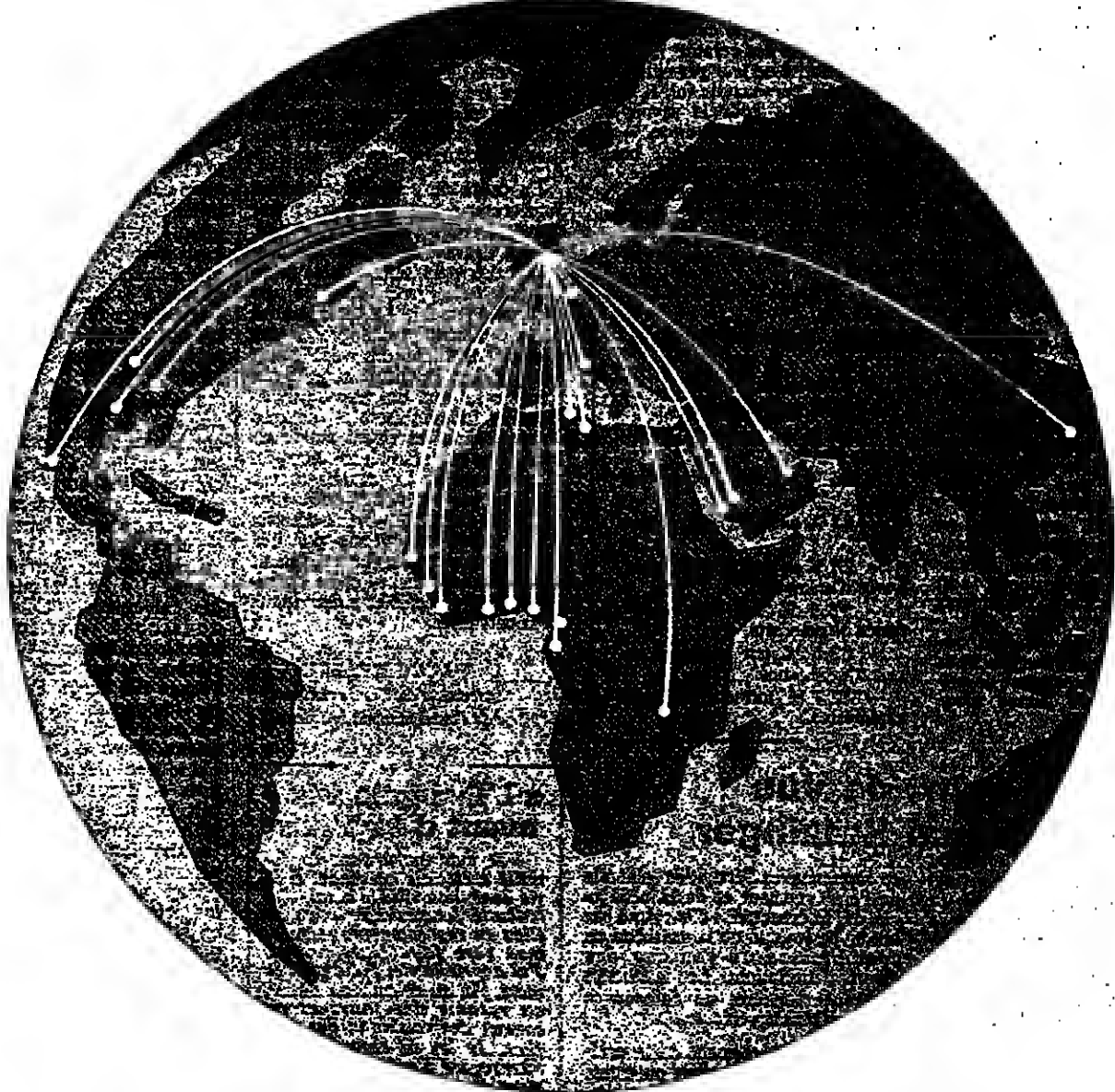
- Université Paris-III, vendredi
26 avril, à 14 heures, salle Louis-Liard,
M. Bernard Escarbell : « Les frères
Bazin, témoins et peintres de l'Inde ».

- Université Paris-IV, samedi
27 avril, à 14 h 30, salle Gréard,
M^{me} Anne Chaz Faisa née Canali :
« La collection de manuscrits grecs de
Guillaume Pellucier, évêque de Mont-
pellier ».

Nos abonnés bénéficient d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde » tant qu'ils
joindront à leur envoi de toutes nos
dernières bandes pour justifier de
cette qualité.

MOQUETTE
100% Pure laine
-50%
de sa valeur
Grand choix de coloris
Petite et grande largeur
Devis gratuit
Pose par spécialistes
LA MOQUETTERIE
334 rue de Valenciennes - Paris 10^e
842-42-62 et 250-41-85

British Caledonian :



un service qui a conquis le monde

Chez British Caledonian, nous sommes fiers de nos
origines écossaises (mais oui : Caledonia est le nom
latin de l'Écosse!).

Car nous en avons hérité ce sens de l'accueil et de
l'hospitalité que les autres compagnies aériennes nous
envient.

Le légendaire service British Caledonian vous est
offert sur toutes les lignes de notre réseau, qui relie
Londres à 32 villes d'Europe, des U.S.A., d'Afrique, du
Moyen et de l'Extrême-Orient.

De plus, dès votre départ de Paris-Charles de
Gaulle, nous vous enregistrons jusqu'à votre destina-
tion finale; et vous bénéficiez des avantages uniques de
l'Aéroport de Gatwick : liaisons les plus rapides avec le

cœur de Londres par Train Spécial tous les quarts
d'heure, centralisation de tous les départs et arrivées
dans la même aérogare.

Voulez-vous en savoir davantage avant de suc-
comber au charme écossais? Allez vite voir votre Agent de
Voyages.

British Caledonian
Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

CL
INFORMATION
Un grand de la
avec 5000 m
CL COURTES AUTOUR 17-1500

COMMUNICATION

FRAUDES ET PRÉVISIONS « OPTIMISTES »

Les difficultés de la redevance

La redevance sur les postes de télévision et les magnétoscopes s'élève à 34 % cette année, le ministre des finances pour le budget de 1985. Pourtant, le service de la redevance, avec un taux de recouvrement global de 94 % et un taux de fraude évalué à 40 % pour les magnétoscopes, estime avoir une rentabilité correcte pour cet impôt « déclaratif ».

M. Marcel Fourmestraux, le trésorier-payeur général qui dirige le Service de la redevance de l'audiovisuel, est amer. Son département est attaqué par des articles de presse. On tend à le rendre responsable des difficultés de gestion des sociétés de radio et de télévision. Or, explique-t-il, il n'y a pas plus de problèmes ici que pour d'autres secteurs des impôts. Ainsi, en 1984, le service a encaissé 2 553 millions de francs, soit 18,68 % de mieux qu'à la même date de 1984, alors que la taxe a augmenté de 6 % ; l'accroissement du parc des appareils explique en partie seulement cette bonne tenue.

Alors, d'où vient le malaise répété par les médias ? Il faut distinguer deux choses : l'ouverture des comptes magnétoscopes et l'estimation globale des recouvrements au budget de 1985.

La taxe sur les magnétoscopes d'abord (instaurée au budget de 1983). « Il y a des fraudeurs et on le sait. La tentation est évidente avec un impôt que l'on doit déclarer », reconnaît M. Fourmestraux. Il suffit par exemple, pour échapper à l'impôt, de déclarer son appareil sous un faux nom, ou au nom de quelqu'un qui paie déjà une redevance, ou encore à celui d'une personne qui est exonérée. Malgré cela et en deux ans (au 31 décembre 1984), le nombre de comptes ouverts par le service s'élève à 928 703. A la même période, les syndicats professionnels (SIMAVE, LEC) estiment que le parc des magnétoscopes en fonctionnement est de 2,2 millions d'unités. A première vue, près de 60 % de fraudeurs.

Il faut toutefois réduire le parc disponible pour trouver l'assiette de l'impôt. Primo, les appareils surruners, dits « compact », évalués à 275 000 par le SIMAVE, ne sont pas taxables (leur nombre diminue du reste d'année en année) ;

secundo, les appareils vendus au dernier trimestre sont en cours de traitement et ne sont pas comptabilisés (225 000) ; tertio, le décret de 1982 consent des exonérations, qui touchent 130 000 cas (1). Si l'on ajoute les appareils en location (c'est le loueur qui paie, par un système de vignettes) et quelques comptes « multiples » pour des sociétés ayant plusieurs magnétoscopes (tarif dégressif), on descend à 1 570 000 appareils susceptibles d'être taxés. Le taux de fraude réel est donc estimé à 40 % environ.

« Pour un impôt déclaratif créé il y a deux ans seulement, c'est un beau résultat », estime M. Fourmestraux. Et de citer par exemple le droit au bail, fraudé dans les mêmes proportions et qui existe pourtant depuis plusieurs décennies. Pour y arriver, le service de la redevance a dû, comme la loi lui en donne le pouvoir, aller chez les commerçants et relever les listes de détenteurs d'appareils au 31 décembre 1982 (date de l'instauration de l'impôt), qui s'étaient gardés de les déclarer : 420 000 adresses ont été relevées, 300 000 comptes ont ainsi été ouverts d'office. Une bonne partie des quelques cents agents de contrôle ont été affectés à cette tâche.

Un « trou » de 300 millions de francs

Le recouvrement ensuite. Si l'« assiette » comporte cinq catégories (poste noir et blanc, poste couleur + magnétoscope, poste couleur + magnétoscope) (2), chaque particulier ou société a le principe d'un compte, et le service ne fait pas la distinction, dans l'argent qui lui rentre, entre ces catégories. Globalement, indique M. Fourmestraux, le taux de recouvrement est de 94 %, tant en 1984 que dans les prévisions de 1985 (la période transitoire, novembre et décembre, correspondant à des encaissements effectués l'année suivante). C'est un taux comparable à celui de l'impôt sur le revenu, meilleur que celui des impôts locaux. Quant au total des comptes ouverts (17,5 millions, dont les exonérations), il est compatible avec les autres statistiques disponibles.

An total, le service de la redevance aura rapporté 7 milliards de francs en 1984 pour un coût de 325 millions de francs (prévisions pour 1985 : 8 milliards et 372 millions de francs). Il s'est modernisé et possède cinq centres régionaux à Lille, Lyon, Rennes, Strasbourg et Toulouse, avec deux services aux Antilles et à la Réunion. Il emploie actuellement 1 965 agents.

Il y a toutefois un « mais », qui inquiète beaucoup certaines sociétés de l'audiovisuel public. C'est que la direction du budget a tablé à l'automne dernier, pour 1985, sur une hypothèse de redevances de 8 381 210 000 F ; hypothèse que les spécialistes, et notamment un secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, avaient surévaluée. La direction générale de la comptabilité publique a elle-même reculé dès le début de l'exercice, avec une prévision d'encaissement de 8 074 millions de francs. Tron en perspective : 3 000 millions de francs.

Or, auparavant, les différences entre les prévisions de la redevance et les encaissements réels effectués par les sociétés de l'audiovisuel étaient artificiellement provisionnées aux bilans en créances douteuses. En dix années, plus de 1 milliard de francs de déficits successifs ont ainsi été escamotés. 1985 sera l'année de l'assainissement et la pratique n'aura plus cours. Résultat : les sommes qui ne seront pas versées cette année par le service de la redevance seront effectivement des déficits comptables.

Cela inquiète beaucoup FR 3, qui reçoit 29,4 % du total de la redevance et peut donc prévoir un trou de près de 100 millions de francs, ainsi que Radio-France (24,5 %) ou Radio-France internationale (3,8 %), dont la quasi-totalité des recettes viennent de la taxe. Pour les autres sociétés, elles pourront combler le déficit en accroissant — et l'autorité de tutelle est disposée à l'autoriser — les recettes de publicité (3).

YVES AGNÈS.

(1) On évalue à 1,3 milliard de francs le manque à gagner par le Trésor public.

(2) En 1985, la redevance est de 346 F pour un poste de télévision noir et blanc, 326 F pour un poste couleur, 641 F pour un magnétoscope.

(3) Sans extension à de nouveaux produits, qui ne pourront intervenir qu'en 1986.

LA CRÉATION A LA TÉLÉVISION

Les « aides à la qualité » de la délégation à l'audiovisuel

Au moment où les trois chaînes publiques de producteurs. Un maître aussi de l'Etat, dès à présent, les bases d'une industrie nationale de programmes adaptés au marché futur de la communication.

« Le Fonds de création audiovisuelle, dont le but est d'aider les chaînes du service public à réaliser des œuvres novatrices, comme cela se fait pour le théâtre ou les arts. Une action qui vise autant à soutenir des œuvres qu'à permettre à de jeunes réalisateurs de faire aboutir leurs projets. Le soutien financier est ici sélectif et non plus automatique. Le ministère de la culture a consenti un effort budgétaire significatif de 7 millions de francs en 1981, le budget de ce fonds est passé, en quatre ans, à 25 millions de francs. Un peu moins important l'année dernière, il a néanmoins permis de produire soixante émissions (tous genres confondus). Six cents projets avaient été présentés, dont une centaine sélectionnés.

Des moyens financiers

Le paradoxe veut que la délégation à l'audiovisuel n'a aucune tutelle sur les moyens financiers d'intervention. Alors que le secrétariat d'Etat chargé des techniques de la communication détient cette tutelle, mais n'a pas de budget d'intervention... « C'est une position qui a ses avantages », déclare M. Wellhoff, dans la mesure où nous rencontrons les responsables de chaînes ou d'unités de programmes en tant que partenaires et non en tant que tuteurs. » Le revers de la médaille est que, souhaitant voir la culture mieux représentée à la télévision (en particulier pour ce qui concerne les heures de programmation), la délégation n'a pas le pouvoir de négocier cet aspect des choses avec la même exigence.

La délégation n'a pas pour seul rôle de financer, d'aider à la production. La petite équipe qui la compose (une vingtaine de personnes) réfléchit aussi aux équilibres du système audiovisuel et de production d'images en général. C'est ainsi que cet organisme a été associé à la préparation des décrets sur le câble, à celles du cahier des charges de Canal Plus (pour la préservation de l'industrie du cinéma français), mais aussi, tout récemment, au dossier des télévisions privées. Son nouvel axe de réflexion porte, aujourd'hui, sur le projet de la chaîne culturelle européenne française que prépare M. Pierre Desgrappes.

Pour l'heure, la délégation travaille sur l'idée, évoquée en 1983,

lors de la première rencontre des ministres de la culture des Dix à Athènes, d'une coopération institutionnelle face aux défis et aux promesses de l'audiovisuel (Le Monde du 30 novembre 1983). Cette étude porte sur l'élargissement des sources de financement par la création d'un Fonds de soutien européen dans le cadre de la CEE qui pourrait financer des programmes. Le ministère de la culture examine cette question depuis déjà un an, notamment pour la forme que prendrait ce Fonds : intergouvernemental ou géré par la Commission de Bruxelles. Le Fonds pour la création du Fonds de soutien aux industries de programmes, est en ce domaine en avance. Parviendra-t-elle à faire des émules chez ses partenaires européens ?

ANITA RIND.

(1) 3, rue de Montessuy, 75007 Paris. Tél. : 330-34-29.

L'harmonisation des programmes

LA HAUTE AUTORITÉ OBTIENT DES MODIFICATIONS SUR TF1 ET A2

A la demande de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, TF1 a finalement décidé de maintenir sa programmation initialement prévue pour ce mardi 16 avril, en diffusant à 20 h 35 le jeu « Les énigmes du bout du monde ». La chaîne avait annoncé, samedi 13 avril, qu'elle ouvrirait, à partir de ce mardi, un nouveau créneau hebdomadaire de fiction française (« Les grands films de la Une »). Cette série devait débiter avec le film *Au bon beurre*, qui sera, en fin de compte, proposé les 23 et 30 avril.

D'autre part, les « neuf sages », qui interviennent, lundi 15 avril, pour la deuxième fois en moins d'une semaine, afin de remettre de l'ordre dans la bataille de l'audience que mènent entre elles les chaînes (Le Monde du 16 avril), ont associé Antoine 2 à ouvrir son cycle Bourvil dès le 25 avril. Dans un premier temps, la Haute Autorité avait demandé à la deuxième chaîne de le reporter au 2 mai.

Lors de la réunion qui s'est tenue, lundi 15 avril, la Haute Autorité a fait savoir qu'elle fera connaître sa position sur les questions d'harmonisation des programmes par un texte officiel qui sera publié prochainement.

Mardi 16 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Jeu : *Enigmes du bout du monde*. Un télé-remake de « La course autour du monde ». 21 h 35 Documentaire : *Tempête de neige sur la jungle*. De J.-Y. Cousteau, commentaires dits par Y. Moniaud. L'équipe du vaillant commandant a sillonné l'Amérique, du Pérou à la Floride, sur les traces des producteurs, trafiquants et consommateurs de cocaïne. 22 h 35 Tintin art. Un maître de création : le design. Les nouveaux styles français : Les jeunes auteurs compositeurs : Etienne Daho, Gérard Blanchard, etc. L'actualité de la semaine. 23 h 35 Journal. 23 h 45 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

La Samantaine Rivoli ouverte jusqu'à la fin du journal : 20 h 30 ? (comme tous les mardis et vendredis). C'est vrai ! Et c'est dans le journal ! 20 h 40 Cinéma : *Quatre Charlots mousquetaires*. Film français d'A. Hunebelle (1973), avec R. Rinaldi, G. Filippi, J. Sarras, J.-G. Fesler, J. Valmont. D'Arriagane et ses trois amis mousquetaires doivent sauver l'honneur de la reine de France. Mais ce sont leurs valets qui se chargent de leurs exploits. 22 h 30 Magazine : *Lire d'été*. « La Vie de Jésus » d'Ernest Renan, réal L. Segarra. L'une des œuvres majeures de Renan qui fit scandale lors de sa sortie.

23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : *La Banquière*. Film français de F. Girard (1980), avec R. Schneider, J.-L. Trintignant, J.-C. Brialy, C. Brasseur, J. Carmet. L'extension, au cours des années folles, d'une jeune femme qui crée un système financier, se sert du pouvoir de l'argent pour défaire la société et les banques. Inspiré par l'histoire vraie de Marie Hanan. 22 h 45 Journal. 23 h 15 *Allegoria*. 23 h 20 *Préface à la nuit*.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Tour de France gourmand : 17 h 25, Oum le daphin ; 17 h 50, Au nom de l'amour ; 18 h 50, Azur Pic ; 18 h 55, *Feuilles* : l'homme du Picardie ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, Y a-t-il un Français dans la salle, film de J.-P. Mocky ; 22 h 20, Bora : champion du monde ; 23 h 30, Le Crime, film de Ph. Labro ; 1 h 10, La Grande Bagarre de Don Camillo, film de C. Gellone.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Pour ainsi dire... 21 h 5 *Essai* avec... Jean Paulhan (les années de formation, le langage). 21 h 30 *Diagonales*, l'actualité de la chanson. 22 h 30 *Nuits magiques* : la Belgique.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : *Concerto pour piano et orchestre n° 25* de Frédéric Chopin ; *Symphonie n° 3* en mi bémol majeur, de Beethoven par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. C. Davis, sol. R. Lupa, piano. 23 h Les séries de France-Musique : feuilleton : « Les compositeurs » de Claude Rostand avec Darius Milhaud ; à 23 h 5, Jazz-club (en direct du Petit Capharnaüm).

Mercredi 17 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h 30 ANTOPIE 1. 9 h La loi chez vous. 9 h 15 *Vitaminé*. 10 h 20 *Réclame ou la belle vie*. 10 h 45 Cinéma : *Koumat, le lynx fidèle*. Film soviétique d'Agassi Bakaïev (1975). 12 h Feuilletton : *La portaise de pain*. 13 h 30 La boutique à la mer. 13 h Journal. 13 h 40 *Vitaminé*. 16 h 5 Feuilletton : *Arnold et Willy*. 16 h 35 *Star Trek*. 17 h Les chansons aux chansons. 18 h 5 Le village dans les nuages. 18 h 25 *Mini-Journal pour les jeunes*. 18 h 40 *Série : Cour de diamant*. 19 h 10 Jeu : *Armagam*. 19 h 25 Loto sportif. 19 h 40 Feuilletton : *Les Bargeot*. 19 h 55 *Tirage du Téo-o-téo*. 20 h Journal. 20 h 25 *Tirage du Loto*. 20 h 30 *Parions France*. 20 h 40 *Micro Kid*. 20 h 45 *Réclame A2*. 21 h 45 *Journal et météo*. 22 h 10 Jeu : *L'académie des neuf*. 22 h 45 *Journal*. 23 h 30 *Cinéma* : *Berguval et fils*. 23 h 45 *Cinéma* : *Le Docteur Trou*. Film italien de K. Jackson Paget (G. Ferroni), avec M. Wood, E. Stewart, J. McDougall, P. Cross (rédiff.). Les destins de deux frères après la guerre de Sécession. Violence et médiocrité.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

6 h 45 *Télématin*. 10 h *Réclame A2*. 12 h *Journal et météo*. 12 h 10 Jeu : *L'académie des neuf*. 12 h 45 *Journal*. 13 h 30 *Cinéma* : *Berguval et fils*. 13 h 45 *Cinéma* : *Le Docteur Trou*. Film italien de K. Jackson Paget (G. Ferroni), avec M. Wood, E. Stewart, J. McDougall, P. Cross (rédiff.). Les destins de deux frères après la guerre de Sécession. Violence et médiocrité. 15 h 15 *Réclame A2*. 16 h 50 *Micro Kid*. 17 h 25 *Les carnets de l'aventure*. 18 h 30 *C'est la vie*. 18 h 50 Jeu : *Des chiffres et des lettres*. 19 h 15 *Emissions régionales*. 19 h 40 Le théâtre de Boulevard. 20 h Journal. 20 h 35 *Spécial Loto sportif*. 20 h 40 *Téléfilm* : les enquêtes du commissaire Maigret. Le revolver de Maigret, d'après G. Simenon, réal. J. Brard, avec J. Richard, J. Danno, M. Robin. Des malversations, des petites escroqueries, la découverte d'une malle au contenu encombrant, déposée dans une gare, et un maître chanteur de haut vol. 22 h 10 *Magazine méditerranéen* : Les jokers de notre vie. Premier volet d'une série sur les accidents domestiques qui font chaque année, en France, quatre cent cinquante mille victimes, dont douze mille décès. 23 h 5 *Chère d'œuvre en péril*. 23 h 40 *Journal*.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

14 h 55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.

17 h *Télévision régionale*. 19 h 55 *Dessin animé* : il était une fois l'homme. 20 h 5 *Les Jeux*. 20 h 35 *Cadences 3*. 22 h 5 *Journaux*. 22 h 25 *Cinéma* : *Quartier*. Film anglais de J. Ivory (1981), avec A. Bates, I. Adami, M. Smith, A. Higgins, D. Chato, P. Clementi. Montparnasse dans les années 20. Illustrations en images (trop raffinées) d'une œuvre de la romancière Jean Rhys.

0 h 5 *Allegoria*. 0 h 5 *Préface à la nuit*.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 : 9 h, Cabon Café (et à 13 h 35) ; 11 h 20, La Grande Bagarre de Don Camillo, film de C. Gellone ; 13 h 5, *Le Crime* (et à 17 h 30) ; 14 h 40, *Star Trek* ; 15 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 15 h 40, *Le Crime* ; 16 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 16 h 40, *Le Crime* ; 17 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 17 h 40, *Le Crime* ; 18 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 18 h 40, *Le Crime* ; 19 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 19 h 40, *Le Crime* ; 20 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 20 h 40, *Le Crime* ; 21 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 21 h 40, *Le Crime* ; 22 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 22 h 40, *Le Crime* ; 23 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 23 h 40, *Le Crime* ; 24 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 24 h 40, *Le Crime* ; 25 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 25 h 40, *Le Crime* ; 26 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 26 h 40, *Le Crime* ; 27 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 27 h 40, *Le Crime* ; 28 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 28 h 40, *Le Crime* ; 29 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 29 h 40, *Le Crime* ; 30 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 30 h 40, *Le Crime* ; 31 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 31 h 40, *Le Crime* ; 32 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 32 h 40, *Le Crime* ; 33 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 33 h 40, *Le Crime* ; 34 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 34 h 40, *Le Crime* ; 35 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 35 h 40, *Le Crime* ; 36 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 36 h 40, *Le Crime* ; 37 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 37 h 40, *Le Crime* ; 38 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 38 h 40, *Le Crime* ; 39 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 39 h 40, *Le Crime* ; 40 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 40 h 40, *Le Crime* ; 41 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 41 h 40, *Le Crime* ; 42 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 42 h 40, *Le Crime* ; 43 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 43 h 40, *Le Crime* ; 44 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 44 h 40, *Le Crime* ; 45 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 45 h 40, *Le Crime* ; 46 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 46 h 40, *Le Crime* ; 47 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 47 h 40, *Le Crime* ; 48 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 48 h 40, *Le Crime* ; 49 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 49 h 40, *Le Crime* ; 50 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 50 h 40, *Le Crime* ; 51 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 51 h 40, *Le Crime* ; 52 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 52 h 40, *Le Crime* ; 53 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 53 h 40, *Le Crime* ; 54 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 54 h 40, *Le Crime* ; 55 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 55 h 40, *Le Crime* ; 56 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 56 h 40, *Le Crime* ; 57 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 57 h 40, *Le Crime* ; 58 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 58 h 40, *Le Crime* ; 59 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 59 h 40, *Le Crime* ; 60 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 60 h 40, *Le Crime* ; 61 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 61 h 40, *Le Crime* ; 62 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 62 h 40, *Le Crime* ; 63 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 63 h 40, *Le Crime* ; 64 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 64 h 40, *Le Crime* ; 65 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 65 h 40, *Le Crime* ; 66 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 66 h 40, *Le Crime* ; 67 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 67 h 40, *Le Crime* ; 68 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 68 h 40, *Le Crime* ; 69 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 69 h 40, *Le Crime* ; 70 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 70 h 40, *Le Crime* ; 71 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 71 h 40, *Le Crime* ; 72 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 72 h 40, *Le Crime* ; 73 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 73 h 40, *Le Crime* ; 74 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 74 h 40, *Le Crime* ; 75 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 75 h 40, *Le Crime* ; 76 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 76 h 40, *Le Crime* ; 77 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 77 h 40, *Le Crime* ; 78 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 78 h 40, *Le Crime* ; 79 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 79 h 40, *Le Crime* ; 80 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 80 h 40, *Le Crime* ; 81 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 81 h 40, *Le Crime* ; 82 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 82 h 40, *Le Crime* ; 83 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 83 h 40, *Le Crime* ; 84 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 84 h 40, *Le Crime* ; 85 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 85 h 40, *Le Crime* ; 86 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 86 h 40, *Le Crime* ; 87 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 87 h 40, *Le Crime* ; 88 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 88 h 40, *Le Crime* ; 89 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 89 h 40, *Le Crime* ; 90 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 90 h 40, *Le Crime* ; 91 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 91 h 40, *Le Crime* ; 92 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 92 h 40, *Le Crime* ; 93 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 93 h 40, *Le Crime* ; 94 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 94 h 40, *Le Crime* ; 95 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 95 h 40, *Le Crime* ; 96 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 96 h 40, *Le Crime* ; 97 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 97 h 40, *Le Crime* ; 98 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 98 h 40, *Le Crime* ; 99 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 99 h 40, *Le Crime* ; 100 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 100 h 40, *Le Crime* ; 101 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 101 h 40, *Le Crime* ; 102 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 102 h 40, *Le Crime* ; 103 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 103 h 40, *Le Crime* ; 104 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 104 h 40, *Le Crime* ; 105 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 105 h 40, *Le Crime* ; 106 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 106 h 40, *Le Crime* ; 107 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 107 h 40, *Le Crime* ; 108 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 108 h 40, *Le Crime* ; 109 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 109 h 40, *Le Crime* ; 110 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 110 h 40, *Le Crime* ; 111 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 111 h 40, *Le Crime* ; 112 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 112 h 40, *Le Crime* ; 113 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 113 h 40, *Le Crime* ; 114 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 114 h 40, *Le Crime* ; 115 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 115 h 40, *Le Crime* ; 116 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 116 h 40, *Le Crime* ; 117 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 117 h 40, *Le Crime* ; 118 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 118 h 40, *Le Crime* ; 119 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 119 h 40, *Le Crime* ; 120 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 120 h 40, *Le Crime* ; 121 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 121 h 40, *Le Crime* ; 122 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 122 h 40, *Le Crime* ; 123 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 123 h 40, *Le Crime* ; 124 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 124 h 40, *Le Crime* ; 125 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 125 h 40, *Le Crime* ; 126 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 126 h 40, *Le Crime* ; 127 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 127 h 40, *Le Crime* ; 128 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 128 h 40, *Le Crime* ; 129 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 129 h 40, *Le Crime* ; 130 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 130 h 40, *Le Crime* ; 131 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 131 h 40, *Le Crime* ; 132 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 132 h 40, *Le Crime* ; 133 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 133 h 40, *Le Crime* ; 134 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 134 h 40, *Le Crime* ; 135 h 10, *Le Village dans les nuages* ; 135 h 40, *Le Crime* ; 136

Les premiers États généraux des étudiants de l'Europe

Quatre cents étudiants venus des dix pays de la Communauté sont réunis à Paris, jusqu'au 22 avril, pour participer au premier congrès des États généraux des étudiants de l'Europe.

Cette association, fondée par les bureaux des élèves de plusieurs grandes écoles (Sciences Po, HEC, ESSEC, Télécom, Polytechnique, ENA) et d'universités parisiennes, a pour objectif de « créer les conditions d'un rapprochement entre les

étudiants des différents pays de la CEE, hors de toute considération d'appartenance politique ou religieuse ».

Ces États généraux comprennent onze séminaires consacrés à des problèmes culturels, sociaux, politiques, militaires, universitaires, diplomatiques, industriels, scientifiques. Un grand débat aura lieu le samedi 20 avril, à 12 h 30, à la Sorbonne, où est organisée une exposition de vingt

peintres européens. Des conférences seront données par des hommes politiques. Cette initiative correspond au lancement d'un projet d'Université de l'Europe, que présente ici M^{me} Hélène Ahrweiler, recteur de l'Académie de Paris.

Cette fondation, dont le siège serait à Paris, permettrait de préparer en deux ans des « doctorats européens » reconnus par les universités participant à l'opération.

* Pour tous renseignements, s'adresser à : EGEE 1, 27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris cédex. Tél. : 260-39-60, poste 3874.

« Une université fédérale doit se constituer autour de programmes inédits », nous déclare Mme Hélène Ahrweiler, recteur de l'Académie de Paris

« Vous faites partie du comité de parrainage des États généraux des étudiants de l'Europe et vous participez aux travaux du Conseil de l'Europe. En tant qu'universitaire, pensez-vous que l'Europe a encore un sens pour les jeunes ?

— Scientifiquement et sentimentalement, je m'intéresse à l'Europe car je considère que pour demain l'Europe passe par elle. La jeunesse, et en particulier les étudiants, doit relever une série de défis, ceux de l'Europe et, au-delà, ceux de la société moderne en général.

— Le premier d'entre eux consiste à trouver le vivier capable d'alimenter les forces scientifiques et technologiques qui nous permettront d'être compétitifs en tant qu'Européens. Le second défi est celui des droits de l'homme et du droit à la démocratie qui est un droit des peuples. L'Europe doit se comporter en garant de cet acquis qui compte parmi les plus précieux de l'histoire du monde.

— Enfin, pour les jeunes en particulier, il y a le droit au travail, le défi économique et social. L'Europe a vécu une sorte de miracle jusqu'aux années 70, mais pourra-t-elle rester maîtresse de sa destinée et répondre aux inquiétudes de sa jeunesse ?

— La Communauté économique européenne est-elle le cadre adapté pour ce réveil scientifique, intellectuel et économique ?

— Certes, la CEE commence à être comme des jeunes grâce à l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Mais son handicap est d'être trop technique. Son impératif économique se présente comme un obstacle à la réalisation de la vocation culturelle et humaniste de l'Europe. « Si c'était à recommencer, je recommencerais par la culture », s'est écrié sur le tard Jean Monnet, le père de l'Europe communautaire. Puisque c'est à recommencer, à nous de ressourcer l'Europe-liberté, l'Europe-justice, l'Europe-démocratie, l'Europe-progrès.

— Votre Europe ne se limite donc pas à dix ou douze pays ?

— Bien sûr, c'est la grande Europe dont je parle. Les traditions européennes nous conduisent à ne jamais oublier qu'il existe un autre monde, à l'Est, qui ne peut pas être considéré comme étranger à notre devenir. C'est sur la base du respect de la liberté et de la démocratie que nous pouvons avoir des collaborations significatives avec des Européens de

bonne volonté d'où qu'ils viennent.

— Des relations universitaires avec l'Europe de l'Est sont-elles des problèmes spécifiques ?

— C'est avec une très grande joie que nous accueillons des enseignants et des étudiants des pays de l'Est. En revanche, nous avons des difficultés claires et nettes quand il s'agit de passer des accords avec des institutions. Nous collaborons avec des universitaires, pas avec des universités. Car, ici, les composantes de la communauté universitaire sont représentées dans des instances élues, tandis qu'à l'Est ces instances sont nommées.

Mobiliser les centres d'excellence

— La situation est-elle tellement plus facile dans la petite Europe ?

— C'est vrai, le bilan des relations interuniversitaires est meilleur dans la CEE. Car, dans les pays démocratiques, les universités sont autonomes, elles ont leurs propres mécanismes et traditions. Ce manque d'uniformité rend difficile la circulation des étudiants d'un établissement à l'autre avec maintien du bénéfice des diplômes. Les accords entre universités européennes se comptent cependant par milliers. Mais ils ne sont que bilatéraux et ne concourent que telle ou telle discipline.

— Comment dépasser cette situation ?

— Précisément, nous sommes plusieurs universitaires en Europe à vouloir passer outre ces réalités trop techniques pour chercher des solutions pratiques et immédiates. C'est dans cet esprit que le projet d'« université de l'Europe » sera lancé très prochainement. Cette entité nouvelle veut mobiliser les centres d'excellence au niveau du troisième cycle des étudiants de différents pays, européens ou non, et les conduire à un « doctorat de l'Europe », reconnu par toutes les universités contractantes. L'université fédérale se constituera autour de programmes absolus inédits concernant l'Europe dans le domaine des sciences humaines et sociales et visant la concentration des forces européennes dans les autres domaines.

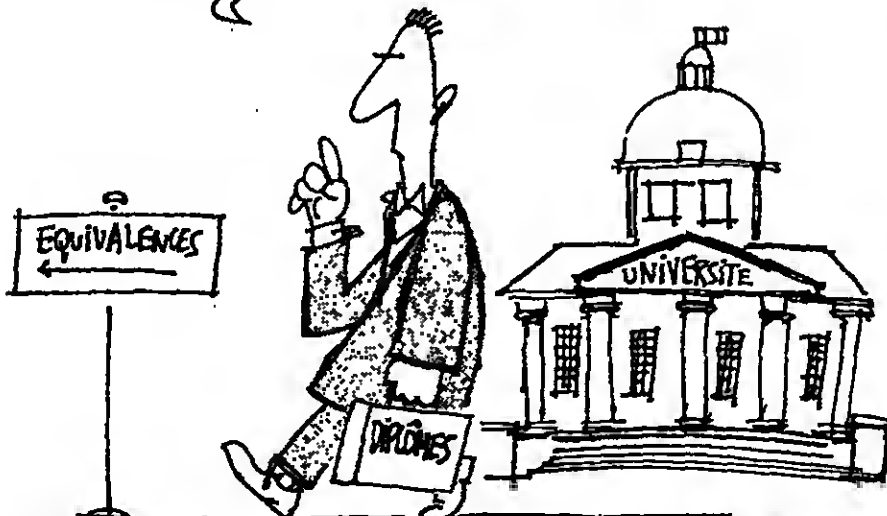
— N'allez-vous pas créer une structure lourde supplémentaire ?

— Non s'il s'agit d'une université « sans murs », une fondation

européenne dont le siège, situé à Paris, ne sera qu'un lieu d'administration, de documentation et de rencontres. Son programme composé de thèmes originaux, non couverts par les centres européens existants tels que le CERN ou EURATOM, sera arrêté par un « sénat » qui fera appel à des

comme la Sorbonne ou Oxford qui sont très fortes dans les disciplines plutôt traditionnelles, mais aussi dans les universités nouvelles. Notre principe veut qu'un établissement faible dans tel domaine enverra ailleurs ses étudiants et en recevra d'autres dans les matières où elle excelle. Ce

SI JE NE PEUX PAS OUVRIR UN CABINET A BRUXELLES, JE MONTE UNE PIZZERIA A MUNICH !



consultants du monde entier. L'initiative de l'université de l'Europe vient d'ailleurs uniquement d'universitaires regroupés autour d'éminentes personnalités des milieux médicaux, judiciaires et industriels notamment.

— Comment résoudre le problème des équivalences de diplômes ?

— Nous préparons des conventions entre universités d'origine et universités d'accueil reconnaissant les études doctorales européennes. Le titre de docteur sera attribué par l'établissement européen et reconnu par les universités fédérées. Mais les groupes d'universitaires, dans chaque pays, préparent des antennes qui fonctionneront selon les normes nationales. Nous pourrions ainsi désenclaver les institutions scientifiques de chaque pays.

— Cette initiative a-t-elle été accueillie favorablement ?

— Oui, car il ne s'agit pas d'impliquer des institutions mais des universitaires. Aujourd'hui, dans dix-sept pays d'Europe, il existe un noyau de personnalités acquies à notre idée. Et pas seulement dans les grandes universités

principe de va-et-vient permettra que la qualité soit toujours respectée et que chaque université trouve son compte.

Intéresser des mécènes

— Qui financera ces cursus de haut niveau ?

— J'attends que différents organismes publics et privés octroient des bourses d'études. J'ai expliqué le projet aux plus grands industriels européens, aux grandes écoles et centres de recherche. Ils pourront nous commander des programmes si nous les jugeons intéressants scientifiquement. Nous proposerons aussi aux entreprises des cycles pluridisciplinaires de formation continue pour leurs cadres. Mais il faudra aussi intéresser des fondations et des mécènes, qui sont rares en France mais nombreux à l'échelle européenne. Ce devrait être possible étant donné que le nombre d'étudiants restera limité.

Propos recueillis par PHILIPPE BERNARD.

(Lire la suite page 22.)

L'EUROPE universitaire était une réalité à la Renaissance. Lorsqu'un étudiant pouvait passer de la Sorbonne à Heidelberg ou Oxford sur simple recommandation. Aujourd'hui, malgré la CEE et les facilités de communication, les barrières nationales rendent difficiles un tel itinéraire. Les systèmes d'enseignement supérieur fonctionnent selon des règles spécifiques dans chaque pays. L'autonomie des universités et des établissements rend encore plus ardue l'unification des systèmes.

Au Royaume-Uni, chaque établissement fixe lui-même ses propres règles d'admission. Les diplômes français de l'enseignement supérieur ne sont pas toujours suffisants. Dans certains cas, on exige du candidat qu'il apporte la preuve que sa formation le rend « capable de participer à un cycle de cours débouchant sur un degré » et qu'il parle et comprend l'anglais. De plus, la concurrence est forte et le nombre d'étudiants étrangers finalement admis très limité.

Accords bilatéraux

En Italie, les titulaires d'un diplôme donnant accès à l'enseignement supérieur sont admis après avoir subi un examen vérifiant ses connaissances linguistiques. Seules quelques universités appliquent un *numerus clausus* (université de Calabre, faculté de médecine et de chirurgie, université catholique du Sacré-Cœur à Rome).

L'étendue des obstacles administratifs et juridiques a conduit les universités à développer les formules d'accord bilatéraux d'établissement à établissement. Les cursus intégrés se développent, dans la plupart des universités françaises, sous la forme d'échanges d'enseignants et d'étudiants. Pour ces derniers, une période d'études de six mois à un an effectuée dans une université étrangère est validée en France. Peu d'étudiants sont encore concernés, mais cette formule a l'avantage de contourner les problèmes d'équivalence et même financiers, en partie, s'il y a réciprocité.

Les grandes écoles d'ingénieurs ou de commerce, elles, pratiquent depuis longtemps les échanges, qui sont cependant plus développés avec les États-Unis qu'avec les pays européens. Mais l'Ecole européenne des affaires (EAP) (3), animée par des professeurs de différents pays, recrute des étudiants dans toute la CEE et dispose d'une triple implantation à Paris, Oxford et Düsseldorf. Chacune des trois années d'études a lieu dans l'une de ces villes.

Ph. B.

(1) S'adresser au service culturel de l'ambassade du pays concerné et consulter le Guide de l'étudiant de la CEE disponible au Journal officiel, 26, rue Desaix, 75015 Paris.

(2) DAAD (Deutscher Akademischer Austauschdienst), 15, rue de Valenciennes, 75007 Paris. Tél. : 261-58-57.

(3) Ecole européenne des affaires, 108, boulevard Malesherbes, 75017 Paris. Tél. : (1) 766-51-34.

مكتبة الأمل

LES PREMIERS ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉTUDIANTS D'EUROPE

Travailler à l'étranger : une expérience passionnante mais qui demande une sérieuse préparation

PARTIR. Tous les jeunes ont ce virus. Les diplômés des grandes écoles peuvent être tentés. Pour eux, c'est un peu une obligation. D'abord parce qu'à haut niveau professionnel leur avenir se joue en grande partie à l'étranger. Ensuite parce que les possibilités de carrière en France deviennent de plus en plus restreintes. Enfin, en raison de l'intérêt du travail à l'étranger, plus gratifiant et comportant des tâches opérationnelles et des responsabilités accrues.

Mais ne part pas qui veut. L'expatriation n'est pas un jeu. Elle est l'âge du candidat. Finie l'image du baroudeur légendaire par la société qui l'emploie sur un chantier exotique. Finie aussi le temps où le cadre acceptait de vivre en ermite dans les pays d'accueil. Fini enfin le mythe selon lequel le cadre français côtoierait plus cher à l'étranger que son collègue anglais, américain, allemand, italien ou espagnol.

En fait, l'ouverture des marchés, l'internationalisation des technologies, l'accroissement de la concurrence dans tous les points de la planète, ont rendu plus transparentes les conditions de l'expatriation. De surcroît, les grands groupes multinationaux n'ont plus le monopole du commerce international. Petites et moyennes entreprises y sont désormais présentes, en France comme à l'étranger. Mais s'il est désormais plus facile d'aller travailler à l'étranger, il est en revanche moins aisé de réussir.

L'acquisition de connaissances linguistiques de base, complétée par un enseignement orienté vers le droit et le commerce international et par des stages à l'étranger, est une orientation commune aux grandes écoles françaises. La multiplication du nombre d'élèves étrangers dans ces établissements — même si elle pose quelquefois des problèmes pédagogiques — a contribué à favoriser l'attrait pour les baigns linguistiques et culturels.

Mais il est rare que ceux-ci atteignent un an et plus, faute souvent d'une aide financière ou

d'un véritable projet professionnel. Encore faut-il que les candidats au départ soient suffisamment motivés, bien informés et initiés à l'esprit, aux règles ainsi qu'aux servitudes qu'engendre un travail dans un milieu socio-professionnel hors de France, même dans un pays limitrophe.

Le « désordre » italien

Dans l'Italie à vis (Seuil, 1970), Jacques Nobécourt note combien « par présomption et suffisance, l'Europe de l'Ouest se trompe sur l'Italie, comme confusion ce qui est phénomène de mue, décadence ce qui est vitalité, anarchie ce qui est fruit d'une imagination toujours en exercice ». Les idées reçues de ceux qui tentent d'interpréter les relations économiques et sociales dans la péninsule en ayant les yeux fixés sur les conflits du travail ou les résultats électoraux du PCI et prédisent depuis des années un avenir catastrophique sont contredites par la percée des entreprises de ce pays, souvent au détriment de la France. Hier, la stratégie industrielle de Fiat était l'exemple à ne pas suivre; aujourd'hui on couvre d'éloges ses nombreuses réussites.

C'est là, selon la plupart des responsables du secteur expatriation interrogés, une des principales tâches dans la préparation des cadres envoyés à l'étranger pour défendre les intérêts de leur entreprise. La capacité de s'insérer dans une autre culture où les règles du bon travail et de la bonne manière de travailler ne sont pas les mêmes qu'en France implique plus qu'une simple faculté d'adaptation.

« Les critères qui régissent l'enseignement dans les grandes écoles françaises », estime un spécialiste de ces questions de la CEGOS (Commission générale d'organisation scientifique, association 1901 dont le but est d'étudier les problèmes d'organisation et de gestion des entreprises), « alimentent le préjugé de la valeur

que donne le concours, la qualité de l'enseignement agrandissant ainsi la difficulté pour se forger dans ce moule, d'accepter d'autres modes de fonctionnement professionnel. » Et il ajoute : « Le sentiment d'être le meilleur, sentiment pouvant correspondre à la réalité, doit cependant être prouvé. Apporter cette preuve dans un environnement professionnel obéissant à des règles différentes de celles qu'on connaît, voilà un gros handicap que le jeune diplômé doit surmonter. »

L'exemple de l'Italie est significatif. L'apparence du désordre doit être décodée, la logique des fonctionnements décodée; la compréhension des mécanismes socio-économiques constitue un premier pas en direction des hommes avec lesquels on est appelé à travailler, quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur le système lui-même.

Raciste sans le savoir

« Un expert de classe internationale s'imaginerait qu'il n'écouterait pas un grand pont. S'il ne sait pas communiquer avec son auditoire, il sera impitoyablement rejeté », nous confie un haut cadre américain qui travaille depuis plusieurs années à Paris dans le secteur bancaire. « Aux États-Unis, poursuit-il, le plus important pour un étranger est de savoir faire rir les Américains. » Il s'agit là d'un problème classique de communication : le transfert du message vers le récepteur n'est pas possible s'il y a méconnaissance de ce dernier.

On réalise l'importance de ce point lorsque le pays d'accueil est régi par la loi coranique ou les coutumes tribales. Les affinités avec la civilisation où le jeune diplômé sera appelé à travailler, l'attrait que lui inspire tel ou tel pays, sont des éléments de réussite, indépendamment des qualités professionnelles de l'intéressé.

Ancien cadre de la Thomson-CSF chargé au sein du groupe de ces questions, M. Patrice Rémy, aujourd'hui patron de la SOFEXPER, première et unique société privée de gestion de personnel, raconte cette anecdote : « Lors d'un entretien avec un cadre volontaire pour partir dans un pays arabe, j'ai soudain compris qu'il avait des idées racistes, mais sans haine ou agressivité particulière. La per-

ception que ce cadre avait du monde arabe rendait impossible l'établissement de tout dialogue. Son départ aurait été une catastrophe pour lui et pour son environnement. »

Les problèmes administratifs dans les pays d'accueil — qui doivent être résolus à l'avance — sont également trop souvent méconnus. La diversité des législations fiscales, des couvertures sociales, notamment en matière de santé et de retraite, l'évolution du coût de la vie ou l'établissement du niveau de rémunération sont aussi des aspects dont certaines entreprises ne se soucient pas assez, en particulier les petites et les moyennes, où les candidats à l'expatriation ignorent la complexité.

La méconnaissance de ces problèmes alimente l'idée que le cadre français expatrié est hors de prix. « C'est faux, nous assure le délégué général de ce secteur à ELA-Aquitaine. Evidemment, il nous coûte plus cher que ce qu'il nous coûterait en France. Mais en raison de la hausse du dollar, un cadre français ou européen ne coûte rien par rapport à son homologue américain. Il est clair aussi qu'avec un dollar à 4 francs ce rapport serait bien différent. »

Il reste que tout départ suppose un jour aussi le retour. « La réinsertion des cadres de retour en France et la capitalisation par les entreprises de leur expérience à l'étranger restent l'aspect le plus négligé », nous indique un chasseur de têtes international. Cette carence explique pourquoi nombre de cadres expatriés, à la fin de leur séjour à l'étranger, ont perdu le contact avec la réalité socioprofessionnelle en France. Pour parer à cela, certaines entreprises organisent à leur retour des sessions de recyclage; d'autres leur offrent une place d'enseignant à l'université. Mais il s'agit là d'exceptions.

« Les cadres français doivent être capables de nouer de vrais rapports dans les différents pays où ils travaillent pour bâtir des canaux de communication. Fini le travail au coup par coup. C'est le véritable enjeu des années prochaines », estime M. René Escaravage, directeur des affaires sociales de Saint-Gobain. La participation active à la bataille de l'exportation ne suffit plus. Il faut aussi gagner cette guerre permanente. Une question de compétence, mais surtout de préparation.

ADRIEN POPOVICI

LES AMBITIONS D'« ESPRIT »

Permettre aux entreprises européennes d'informatique de dépasser leurs concurrents mondiaux

SIL est un secteur où les pays membres de la CEE ont compris l'intérêt qu'ils avaient à unir leurs efforts, c'est celui de l'informatique. Il est vrai que, devant l'avance prise par les États-Unis et le Japon dans le développement de ces technologies de pointe, il devenait urgent pour les Européens de s'engager à travailler de concert. M. Edgar Devignon, commissaire des Communautés européennes, l'a bien compris. En 1982, il a lancé l'idée de créer le programme Esprit (programme stratégique européen de recherche-développement en technologie de l'information). Dès le départ — et cela était en soi particulièrement prometteur —, le projet a reçu le soutien des industries européennes. Il a toutefois fallu deux ans de discussions à Bruxelles pour que les Britanniques et les Allemands, d'accord sur le principe du programme, mais traitant les pieds dans le tapis les questions financières, lèvent leurs réserves. Et ce n'est que le 28 février 1984 que les ministres de la recherche des Dix ont — enfin — donné le feu vert à Esprit.

Le programme, qui vise à favoriser la coopération entre les entreprises, les centres de recherche et les universités européennes, durera dix ans. Pour la période qui s'étend de 1984 à 1988, la CEE a alloué une première tranche de crédits de 150 millions d'ECU, soit quelque 5,2 milliards de francs. Mais la règle du jeu voulant que les industries qui participent à Esprit prennent en charge la moitié du financement des travaux, le budget total pour les quatre premières années s'élèvera en fait à 1,5 milliard d'ECU (10,4 milliards de francs). « Cela représente », souligne M. Jan Roukens, l'un des responsables du programme à

Bruxelles, dix mille hommes-années sur cinq ans. »

Si la somme est importante, les enjeux le sont aussi. « Le programme, notait un rapport de la délégation parlementaire pour les Communautés européennes du Sénat français, est une chance pour les pays européens — peut-être la dernière — de recueillir au peloton de tête des nations industrielles en matière de techniques nouvelles, et donc de conserver une autonomie technologique, actuellement plus que compromise. » Il est également l'espoir, ajoutaient les sénateurs, d'un réveil des Européens, de la prise de conscience de la nécessité de rassembler les efforts nationaux et, en particulier, les entreprises pour éviter que la Communauté ne s'engage irrémédiablement dans un processus de balkanisation et de vassalisation industrielle, préjudiciable à sa prospérité même. Quant à l'objectif que se fixent les Européens, il ne manque pas d'ambition. Il s'agit, pour les États de la CEE et pour leurs industries, « dans les dix prochaines années, de rejoindre, sinon de dépasser, les concurrents mondiaux » en matière de technologies de l'information, l'un dans un document publié par la Commission des Communautés européennes en juin 1983.

Développer la recherche de base

Pour l'heure, cinq grands thèmes d'étude ont été retenus : — En micro-électronique de pointe, les objectifs sont doubles : développer les capacités technologiques conduisant à la fabrication de circuits hautement intégrés (dit VLSI, very large scale integrated circuits) et travailler sur des

POINT DE VUE

La coopération entre écoles de gestion

par JEAN-PAUL LARÇON (*)

DANS l'Europe du Moyen Âge, les étudiants se déplaçaient librement d'une ville universitaire à l'autre, sans passeport ni dossier d'inscription, de la Sorbonne à Abbe-la-Chapelle, de Londres à Milan, pour étudier auprès des meilleurs maîtres de leur temps. L'Europe universitaire de 1985 est une non-Europe où les spécificités nationales interdisent ou freinent considérablement la mobilité d'un pays à l'autre, les échanges d'étudiants entre établissements homologues, la reconnaissance des diplômes, l'émergence de cursus véritablement intra-européens.

Les écoles françaises de gestion, dont le métier est d'enseigner le management tel qu'il est, c'est-à-dire international, ont déployé depuis vingt ans un large arsenal de techniques visant à briser ces barrières, à internationaliser et à européaniser leur formation : il s'agit de l'échange d'étudiants pendant un trimestre ou une année, du recrutement volontariste d'étudiants issus des pays partenaires, de l'obligation de faire un stage à l'étranger, de l'enseignement obligatoire de deux langues étrangères au minimum, de l'accueil de professeurs visiteurs étrangers, de l'internationalisation du contenu même de l'enseignement : l'économie, le finance, le marketing, l'organisation...

On peut estimer à près de mille cinq cents le nombre d'étudiants étrangers pendant les dix dernières années, entre les dix premières écoles de gestion françaises et leurs homologues étrangères, ce qui représente 5 à 10 % de leurs diplômés.

Toutefois, la part des échanges intra-européens dans ces flux a été relativement faible par rapport aux échanges France-Etats-Unis, phénomène que l'on retrouve dans les business schools techniques et dans les universités de gestion allemandes qui se sont, elles aussi, tournées vers l'Amérique du Nord avant même d'examiner le potentiel d'échange avec leurs voisins immédiats.

Depuis 1980, accompagnant la politique des entreprises qui tendent à traiter l'Europe comme un marché intérieur, les écoles ont placé les échanges intra-européens au premier rang de leurs priorités. Aussi, on attend beaucoup des travaux menés par les grandes écoles de gestion avec la conférence des recteurs allemands et de la DAAD (1), qui visent à développer les échanges France-République fédérale dans le domaine de l'enseignement du management.

Deux types d'accords bilatéraux, d'école à école, fournissent les jalons de cette future coopération européenne :

— Les accords d'accréditation mutuelle, où une école française s'engage à valider les cours suivis par ses propres étudiants dans l'établissement homologue étranger en vue de l'obtention de leur diplôme français, à charge de réciprocity; c'est l'objet qui est visé par HEC et l'université de Cologne (RFA);

— Les accords de double diplôme, où l'étudiant, après un cursus croisé, peut obtenir simultanément le diplôme de son université d'origine et celui de l'université d'accueil; c'est ce que l'Ecole supérieure de commerce de Lyon développe avec l'université d'Aston (G-B).

Cette recherche d'équivalences qui devra être résolument poursuivie s'inscrit par ailleurs dans un programme plus vaste des écoles françaises face à leur environnement européen, programme comprenant quatre volets :

— Premièrement, l'accentuation des échanges en matière de langues étrangères, les entreprises ayant besoin d'ingénieurs et cadres européens multilingues;

— Deuxièmement, la nécessité d'offrir aux étudiants non européens — américains et asiatiques en particulier — des formules pédagogiques qui ne se limitent pas à l'Hexagone ou à une seule nation européenne, mais qui, par les stages ou les échanges, offrent une première dimension intra-européenne;

— Troisièmement, l'europanisation des corps professoraux des écoles;

— Quatrièmement, le développement des recherches et publications conjointes intra-européennes.

Ce programme ambitieux n'a pas encore reçu aujourd'hui tout le soutien nécessaire de la part des services de l'éducation nationale, surtout préoccupés des problèmes franco-français et pour lesquels le management n'a pas encore acquis ses lettres de noblesse. Les initiatives des grandes écoles françaises de gestion au niveau des études doctorales sont par exemple systématiquement freinées, ce qui constitue pour elles un handicap sur la scène internationale. Espérons toutefois que les responsables de l'enseignement supérieur, conscients des intérêts des étudiants et de l'industrie française, surmonteront les tentations de conservatisme et de repli sur soi, et contribueront positivement à ce mouvement inéluctable de libéralisation de la coopération universitaire internationale.

(1) DAAD — Deutscher akademischer Austauschdienst.
(*) Directeur d'HEC, vice-président de la conférence des grandes écoles.

Mme Ahrweiler et le projet d'université fédérale

(Suite de la page 21.)

— Vous prévoyez des effectifs restreints ?
— Tout dépend des projets, mais nous devons nous assurer que les étudiants trouveront un emploi en retournant dans leur pays. Chaque programme durera deux ans et impliquera de trois à six chercheurs boursiers non renouvelables. Ces équipes européennes travailleront soit dans des disciplines nouvelles, soit dans des secteurs scientifiques absolument indispensables à leur pays d'origine.

— Sur quel type de projet ?
— Par exemple, les Grecs accueilleraient des archéologues, qui veulent connaître les origines de l'Europe sur le terrain. En échange, ils pourraient envoyer des étudiants dans un laboratoire européen de géométrie et d'étude de l'énergie solaire. Ils ont le soleil mais pas les spécialistes. Un tel programme doit trouver des financements grecs. Il s'agit donc de tenir compte des besoins nationaux mais aussi européens, de faire en marchant le bilan de la science européenne.

Désenclaver les forces de l'Europe

— N'y aura-t-il pas des problèmes linguistiques ?
— Si, bien sûr. Mais les enseignants devront avoir le courage d'affirmer qu'ils peuvent enseigner dans leur propre langue, même dans un autre pays. Les Américains le font; pourquoi pas nous ? Certains collègues français enseignent déjà en français dans les universités européennes. C'est un exemple à suivre.

— Concrètement, que proposera l'université de l'Europe à un étudiant ?
— Nous espérons accueillir les premiers étudiants en 1986-1987. Prenons l'un d'eux qui aura choisi d'étudier « la démocratie en

Europe ». Il devra être titulaire d'une maîtrise, connaître une langue étrangère. Nous ferons un appel d'offres auprès d'historiens, de politologues, de juristes, et nous placerons l'étudiant dans le centre d'étude et de recherche le plus avancé dans ce secteur, n'importe où en Europe, ou même en dehors.

— Vous ne vous limitez pas à des thèmes d'études traitant de l'Europe ?
— En sciences humaines et sociales, nous souhaitons que les thèmes soient centrés sur l'Europe. Mais en sciences tout court, ce n'est pas possible. Un thème qui sera probablement retenu en juin prochain concerne les maladies tropicales, domaine où les Européens étaient les meilleurs à cause du colonialisme mais où ils commencent à perdre leur suprématie alors que de plus en plus de touristes de nos pays voyagent et rapportent ces maladies.

— L'Europe universitaire peut-elle rivaliser avec les deux superpuissances ?
— Je refuse d'entrer dans la logique des deux blocs qui est absolument appauvrissante. L'important est de donner aux jeunes la possibilité de s'épanouir intellectuellement et scientifiquement. Pour cela, il faut viser le plus haut. L'Europe possède les forces nécessaires mais les saupoudrer, les gaspiller. Essayons donc de faire preuve d'imagination pour inventer des lieux pour concentrer ces forces autour de programmes mobilisateurs.

— Je ne peux assurer que nous serons compétitifs par rapport aux Japonais, mais si nous parvenons à réunir de jeunes scientifiques européens heureux dans leur travail, je serais d'un optimisme total. Il faut désenclaver les forces de l'Europe et dire aux jeunes qu'être à Strasbourg, c'est aussi être à Bonn. »

Propos recueillis par PHILIPPE BERNARD.

GRADU

BAC + 2 des resp

JEUNES IN fort p

Des carrières le premier du vo

BOUSSOIS d'ingénierie

Ingénieur trava automatisat

Ingénieur de pro

Ingénieur en org

qualité - productivité

Ingénieur en org

qualité - productivité

Ingénieur en org

qualité - productivité

Ingénieur en org

qualité - productivité

Ingénieur en org

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

Le Monde

LE MONDE DES JEUNES DIPLÔMÉS

We are a major European Company in the Petrochemicals industry, based in Switzerland, with strong support facilities covering manufacturing, sales, product development and technical services.

We are inviting applications for our technical support activities in Versoix/Genève for the following position:

GRADUATE CHEMIST

The successful candidate should have a University or Polytechnical degree coupled with a minimum of 2 to 3 years experience in the petrochemical field. The position requires an excellent knowledge of General Chemistry, a flair for technology and involves support to technical service chemists.

Knowledge of English and French is essential.

Compensation and fringe benefits are generous and attractive.

If you are interested, please forward your application which will be treated in strict confidence to:

Mrs E. Mochizuki - Personnel Officer - BP Chemicals (Suisse) SA
45-47 rue de Lausanne - 1211 Genève 2.

BAC + 2, voulez-vous des responsabilités ?

Nous sommes la plus importante filiale d'un groupe national de premier plan. Les raisons de notre succès ? Des produits de qualité et une force de vente efficace sur toute la France.

Nous vous proposons une formation théorique et pratique qui vous permettra de prendre assez rapidement la responsabilité d'une de nos agences. Vous recruterez, formerez et animerez vos vendeurs, et serez ainsi pleinement responsable de votre secteur.

Plus qu'une formation spécifique, nous recherchons des personnalités fortes, actives et ambitieuses.

Ces postes peuvent convenir à de jeunes diplômé(e)s débutants ou ayant déjà une première expérience professionnelle.

Des opportunités existent sur différentes régions de France.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 6066 à : Organisation et Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

JEUNES INGÉNIEURS fort potentiel

Des carrières évolutives dans le premier groupe mondial du verre plat.

BOUSSOIS filiale de PPG, renforce ses équipes d'ingénieurs et prépare ses structures futures d'encadrement.

Ce groupe offre trois postes, tous trois formateurs et ouvrant des perspectives d'évolution rapide.

- **Ingénieur travaux neufs automatisés**

Il commencera sa carrière en participant à la réalisation d'importants investissements au sein du service technique. Il se verra confier ensuite des responsabilités de modernisation de l'outil de production.

Ce poste conviendrait à un candidat AM, ECAM, INSA, IDN ou école équivalente, ayant une première expérience professionnelle en travaux neufs ou entretien acquis dans l'industrie lourde (la candidature d'un débutant peut être envisagée si stages intéressants).

Poste à Boussais (proximité Maubeuge).

référence PF 415 AM

- **Ingénieur de production**

Il sera solidement formé en étant "poste" pendant 3 à 6 mois. Il assumera ensuite des responsabilités de production sur un des plus importants float glass d'Europe. Ce poste conviendrait à un ingénieur AM, IDN, ENSI, débutant.

Poste à Boussais (proximité Maubeuge).

référence RH 416 AM

- **Ingénieur en organisation qualité - productivité**

Intégré à une équipe qui travaille pour l'ensemble des cinq usines françaises, il participera à l'étude, la conception, la mise en place, l'animation d'actions visant à développer la qualité et la productivité.

Ce poste conviendrait à un ingénieur AM, IDN, ENSI, ayant une première expérience en organisation industrielle ou dans un service qualité (la candidature d'un débutant peut être envisagée si stages intéressants).

Ce poste se situe à Paris.

référence OE 414 AM

La réussite dans ces trois postes implique de solides compétences techniques alliées à des qualités réelles d'organisateur, d'animateur et de contact.

Pour ces trois postes, la connaissance de l'anglais serait très appréciée.

Ecrire en précisant la référence. Discretion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

IBM France: de nouveaux emplois en 1985.**DES CHIFFRES QUI PARLENT**

Le saviez-vous ? Nous avons créé 903 EMPLOIS NOUVEAUX en France en 1984, soit 4,2 % de notre effectif total à la fin de 1983.

EN 1985 NOUS CONTINUONS A RECRUTER**DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX ET DES INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX**

Parmi les jeunes diplômé(e)s des Grandes Ecoles Scientifiques, de Commerce et Gestion (Bac + 4).

- Si vous êtes attiré(e) par un métier qui nécessite le goût de l'action, le sens de la négociation, la possibilité d'évoluer sur les plans personnel et professionnel, des connaissances sans cesse renouvelées,

- Si vous avez une bonne expérience de l'anglais, éventuellement 2 à 3 ans d'expérience professionnelle,

- Si vous acceptez le principe de la mobilité géographique,

- Si vous êtes intéressé(e) nous serons heureux de recevoir votre candidature et votre CV à : IBM France 2, rue de Marengo 75001 Paris sous la référence IC/TC-M 16/4.

Nous la traiterons avec la discrétion qui s'impose, et nous vous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM France
le bon départ

MASH



THOMSON-CSF
DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES

La très haute technicité de nos produits et la compétence de nos équipes permettent à notre Division Avionique d'obtenir de nombreux succès dans un secteur de pointe.

Notre développement nous conduit à recruter un

INGÉNIEUR D'ESSAIS SUR SITE

(Diplômé d'une École d'Électronique)

débutant ou ayant quelques années d'expérience.

Ses fonctions impliquent à court terme :

- la responsabilité d'une équipe chargée de la mise en œuvre et d'essais de matériel optronique aéroporté de haute technologie sur bases aériennes étrangères entraînant des déplacements de courte et moyenne durée ;
- de nombreux contacts avec nos clients en France et à l'étranger.

- Langue Anglaise indispensable.

- Dynamisme, sens du contact et du commandement appréciés.

Nombreuses possibilités d'évolution de carrière dans une Division en expansion.

Les candidats sont priés d'adresser leur dossier accompagné d'une photo à Mme CHARRIER, THOMSON-CSF, 52, rue Guynemer, 92132 ISSY-LES-MOULINEAUX.



THOMSON-CSF
BRANCHE ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES

HAWAS CONTACT

ملکة من الأصل

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

Le Monde

LE MONDE DES JEUNES DIPLÔMÉS

AIA Bordeaux
DCAé

Chargé de la maintenance des turboréacteurs d'avions militaires, l'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Bordeaux (1 400 personnes) est un établissement de la Direction des Constructions Aéronautiques, dépendant du Ministère de la Défense. Le développement des nouvelles techniques de réparation et la recherche permanente d'une maintenance économique font partie de sa mission. Pour assurer cette mission l'AIA recherche des

INGENIEURS Débutants

ayant le goût du travail en équipe et attirés par les techniques et leurs évolutions.

* Responsable
d'un atelier de
traitement thermique
(réf. 85 Bx 1)

Cet ingénieur aura la charge d'un atelier équipé de fours spécialisés pour les traitements thermiques et la protection des matériaux des turboréacteurs. Responsable des installations techniques et des méthodes de traitement, il participera aussi au développement des procédés nouveaux. Ce poste conviendrait à un ingénieur d'école des mines ou à un docteur-ingénieur.

* Ingénieur Méthodes
(réf. 85 Bx 2)

Adjoint à l'ingénieur de marque (responsable de la réparation d'un type de turboréacteur) il anime un groupe de techniciens chargés des méthodes de réparation : étude des procédés de réparation, améliorations techniques et économiques. Ce poste conviendrait à un ingénieur ENSICA, ENSAM, ou école d'ingénieurs mécaniciens. De bonnes connaissances en métallurgie seraient appréciées.

* Expert Technique
(réf. 85 Bx 3)

Cet ingénieur est chargé du suivi des turboréacteurs et de leurs composants : recherche des causes d'incidents ou d'anomalies, études du vieillissement et des solutions de réparation. Il travaille en équipe avec les autres experts, et en liaison étroite avec les méthodes et les ateliers. Ce poste conviendrait à un ingénieur d'école aéronautique ou mécanique ou des mines.

* Ingénieur -
Ordonnancement
(réf. 85 Bx 4)

Adjoint au chef du service « ordonnancement de la réparation », il participera à la mise en place d'un nouveau système de gestion de production assistée par ordinateur. Ce poste conviendrait à un ingénieur ENSTA ou ENSAM ou école d'ingénieurs mécaniciens, possédant, de préférence, quelques années d'expérience.

TOUS CES POSTES SONT A POURVOIR A BORDEAUX.

Adresser dossier de candidature (C.V. et prétentions) avec référence du poste à :
ESAT - Service Recrutement
24, avenue Prieur de la Côte d'Or - 94114 ARCUEIL Cedex.

Dunlopillo

DUNLOPILLO, 500 Millions de C.A., 680 personnes, 3 usines, 10 centres régionaux, 2 filiales, recherche un :

RESPONSABLE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE
(JEUNE DIPLÔMÉ DEC, SUP DE CO.)

Après de notre Direction Administrative et Financière, votre mission consiste à :

- assurer la comptabilité Clients et Fournisseurs, la comptabilité générale, ainsi que la gestion des caisses et banques,
- animer votre propre équipe de 10 personnes,
- être en relation permanente avec tous les responsables opérationnels de la Division.

Votre sens des contacts et votre personnalité seront déterminants pour réussir votre mission.

Une première expérience serait vivement appréciée.

A un candidat de valeur, nous offrons une évolution rapide au sein de notre Division ou de notre Groupe DUNLOP FRANCE. Poste basé à MANTES-LA-JOLIE.



DUNLOPILLO 85 :
DES CHIFFRES -
UNE RÉALITÉ

Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo et salaire actuel), sous réf. 78 513/M à M. ROGER - Directeur du Personnel - DUNLOPILLO - 78202 MANTES-LA-JOLIE.

FILIALE DU GROUPE PECHINEY

recherche

POUR UNE USINE DE SAVOIE

UN INGÉNIEUR CHIMISTE OU

GÉNIE CHIMIQUE

(SI POSSIBLE SPÉCIALISÉ ÉLECTROCHIMIE
ELECTROLYSE SELS FONDUS)

- Expérience industrielle indis. pour travaux de R. et D., puis éventuellement de production dans domaine correspondant.
- Anglais indispensable.
- Personnalité de premier plan exigée.

Env. c.v. + photo à RÉGIE-PRESSE s/nr 304.879 M, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.



SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS

PARTICIPEZ AU DÉVELOPPEMENT DE LA MONÉTIQUE

SLIGOS, SSI, 1900 personnes, nous sommes le leader européen de la monétique.

A l'interface de la banque et de la distribution, nous prenons en charge, depuis leur conception jusqu'à leur exploitation, les systèmes de transactions financières ainsi que les services associés (fabrication des cartes, gestion des réseaux...).

Aujourd'hui, la Carte Bleue : 4,5 millions de porteurs, 300.000 commerçants, 250 banques et 165 millions de transactions en 1985 ; elle fonctionne avec un réseau d'autorisation de paiement et d'identification, et avec l'assurance de la sécurité, de la confidentialité, et de la rapidité, dans le monde entier.

Demain, le regroupement des 2 principaux réseaux - Carte Bleue et Crédit Agricole - entraînera un développement très important du paiement par carte.

Pour assurer ce développement, nous créons deux nouveaux postes au sein du Département Études et nous recherchons deux

JEUNES INGÉNIEURS

Homme ou femme, vous souhaitez participer à l'innovation permanente dans un secteur de pointe et travailler sur du matériel très performant : IBM 3083, OS-MVS, CICS, réseaux SNA, TYMNET et TRANSPAC. Vous êtes débutant avec une spécialisation en informatique ou vous possédez déjà une première expérience.

A BLOIS, nous vous assurons une formation complémentaire. Notre groupe vous offre d'importantes possibilités d'évolution de carrière.



Votre dossier de candidature envoyé sous la réf. LM8520/4 sera étudié par notre conseil GILLES DELALANDRE CONSULTANTS, 3 rue du Maréchal-Foch, 37000 TOURS.

INGENIEURS GRANDES ECOLES VIVEZ

L'énergie créative Ei

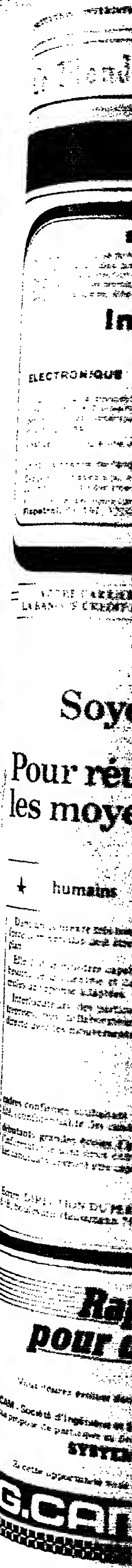
Imagination, rigueur, expérience, trois composantes de la créativité CGI :

Leader européen du logiciel, présent dans tous les domaines informatiques. Chaque année des diplômés de haut niveau rejoignent CGI, le plus court chemin vers des responsabilités à leur mesure.

Formés aux méthodes originales CGI, ces diplômés deviennent des généralistes complets évoluant à travers un large éventail de métiers : Consultant, Ingénieur-Système, Chercheur-Réalisateur, Formateur, Ingénieur, technico-commercial, Concepteur de circuits nouveaux.

IMPLANTATIONS : Barcelone, Bruxelles, Chicago, Dallas, Genève, Lille, Lyon, Madrid, Marseille, Milan, Montréal, Nantes, New-York, Paris, Tours, Tunis, Washington.

Quelle que soit votre date de disponibilité, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. EIJ-04 à Mme Janet, Compagnie Générale d'Informatique, 64 rue de Grenelle, 75007 Paris.



Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

Le Monde

LE MONDE DES JEUNES DIPLÔMÉS

ETUDES ET FABRICATIONS FLOPETROL

Société du Groupe Schlumberger, FLOPETROL JOHNSTON exerce principalement ses activités dans la production et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures. Au sein de la Direction Recherche et Développement, des équipes aux compétences les plus variées (Informatique Scientifique, Electronique, Physique, Mécanique...) conçoivent et développent les outils faisant appel aux techniques les plus avancées. Elle recherche aujourd'hui des

Ingénieurs Grande Ecole
ou équivalent

ELECTRONIQUE

Il participe à la conception, au développement et à la mise en œuvre d'ensembles de mesures faisant appel à des techniques numériques (micro-processeurs, logiciels) et analogiques.

Il est débutant ou a une première expérience (réf. B 351).

La connaissance de l'anglais sera appréciée.

Ces postes - basés à 30 minutes au sud de Paris - ouvrant de larges perspectives d'évolution en France et à l'étranger, au sein d'un Groupe International de tout premier plan. Les rémunérations sont motivantes.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence, à la Direction du Personnel, Etudes et Fabrications Flopetrol, BP 582, 77005 MEULAN Cedex.

INFORMATIQUE TEMPS REEL

Il étudie et réalise des logiciels dans le cadre d'un système d'acquisition de données multitaques.

Il a de préférence une première expérience au cours de laquelle il a acquis de bonnes connaissances en logiciel temps réel ainsi qu'une pratique des matériels et logiciels DEC (VAX/VMS, PDP11/RSX-11) (réf. B 357).

FLOPETROL JOHNSTON

Schlumberger

VOTRE CARRIERE ET
LA BANQUE CREDIT DU NORD

La compétition de l'économie moderne exige des hommes décidés et un professionnalisme rigoureux.

Soyons clairs.

Pour réussir, il faut en prendre
les moyens

humains

Dans un contexte très concurrentiel, notre force commerciale doit être de tout premier plan.

Elle doit se montrer capable d'analyser les besoins de la clientèle et de trouver les formules de réponse adaptées.

Interlocuteurs des particuliers ou des entreprises, nos collaborateurs sont en prise directe avec les mouvements de l'économie.

technologiques

En 1986, 3000 micro-ordinateurs répartis en 600 réseaux locaux fourniront les supports de gestion de la banque, soit une moyenne d'un ordinateur pour 3 personnes.

L'architecture informatique originale mise au point à cette occasion constitue une importante innovation.

Nous recrutons:

cadres confirmés souhaitant valoriser leur expérience vers des postes à responsabilité, (confidentialité des candidatures assurée).

débutants grandes écoles d'ingénieur ou de commerce. L'exploitation bancaire ou l'informatique sont deux entrées possibles mais ne constituent qu'un premier poste. Les candidats devront être capables d'évoluer vers l'ensemble des activités de la banque.

Ecrire: DIRECTION DU PERSONNEL
6/8, boulevard Haussmann 75009 Paris

Crédit du Nord

Rapidité de carrière
pour de jeunes ingénieurs

Vous êtes diplômé d'une Grande Ecole. Vous désirez évoluer dans un contexte de haute technologie et bénéficier d'une large autonomie.

G. CAM - Société d'Ingénierie et Service de systèmes d'information - filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations vous propose de participer au développement - de la conception à la réalisation - de produits et services nouveaux.

SYSTEMES EXPERTS - VIDEOTEX - CFAO

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre C.V. et prétentions sous référence 310 à Marie-Françoise ALETTI - G. CAM - Tour Maine-Montparnasse Boîte Postale 8 - 75755 Paris Cedex 15.

G.CAM

Recrutement et
Gestion des Cadres

BSN - 1^{er} Groupe alimentaire français, C.A. 28 Md de F, 38 000 personnes - réunit des sociétés présentant une grande diversité de taille et d'activités.

Le Service Recrutement des Cadres assure la recherche et la sélection des cadres débutants et confirmés de toutes fonctions. Ses interventions se situent aussi bien sur le marché extérieur qu'au sein des différentes sociétés du Groupe; ainsi il participe activement à la gestion interne des cadres.

En 1984, cette équipe de 5 personnes a mené à bien 180 recherches. Chacun de ses membres assure de façon autonome les recrutements qui lui sont confiés, depuis l'étude du besoin, le choix des moyens appropriés, jusqu'à la recommandation finale d'embauche. Il exerce sa fonction d'assistance et de conseil en associant étroitement les services demandeurs à tout le processus de recherche et de sélection des candidats. Des échanges fréquents au sein de l'équipe permettent d'enrichir la compréhension des problèmes posés et d'améliorer l'efficacité des interventions.

Nous souhaitons accueillir un jeune diplômé d'études supérieures bénéficiant de quelques années d'expérience du recrutement des cadres en entreprise ou en cabinet. Il trouvera dans cette fonction une opportunité d'enrichissement personnel et de développement professionnel. De nombreux contacts lui permettront de faire apprécier ses compétences et ses qualités humaines, facteurs déterminants de son évolution au sein du Groupe dans quelques années.

BSN

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F13 M, en précisant rémunération actuelle, à: BSN Service Recrutement Cadres - 7, rue de Valenciennes, 75001 PARIS Cedex 01.

Jeunes X - ECP - Mines - AM...
de haut niveau, pour
postes opérationnels en usine

GRUPE FRANÇAIS (25.000 personnes) un des leaders mondiaux dans son domaine: industrie de procédés, recherche des ingénieurs grandes écoles de haut niveau pour son plus important groupe opérationnel (2.700 personnes), plus de 10 usines modernes et très automatisées.

• Rattachés aux Directeurs d'Unité, ils feront partie d'une équipe d'encadrement réduite et fortement responsabilisée.

• une expérience réussie de 2 à 3 ans en milieu industriel à des postes de production, IN ou entretien dans des industries type pétrole, chimie, verre... serait particulièrement appréciée et constituerait une voie privilégiée pour un développement de carrière.

Les candidats de valeur motivés, dynamiques et réalisateurs pourront assurer des responsabilités d'encadrement dans des domaines variés (production - recherche - gestion...).

• Les candidatures d'ingénieurs grandes écoles débutants pourront être prises en considération en fonction de leurs stages et de leurs motivations.

Connaissance de l'anglais et une familiarisation avec l'outil informatique souhaitées.

Les postes à pourvoir se situent dans la moitié sud de la France. Le développement de carrière se fera dans les différentes Sociétés du Groupe en France et à l'étranger.

Ecrire sous réf. AT 419 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

RADIALL

Société de composants électroniques
leader européen dans sa spécialité
recherche

INGÉNIEURS D'ETUDES

Débutants et quelques années d'expérience

Profil:

- Formation mécanique, électromécanique, électronique.
- Connaissances informatiques.
- Anglais courant souhaité.

Mission:

- Etude de nouveaux produits.
- Etude des méthodes de mesures et mise en application.
- Réalisation et entretien des programmes de calcul.

Evolution intéressante pour candidats de valeur

Envoyer C.V. et prétentions: RADIALL
101, rue Philibert-Hoffmann, 93116 ROSNY-SOUS-BOIS

Etablissement financier leader sur le marché du financement
des équipements professionnels recherche
pour sa direction financière

jeune ATTACHE

Directement rattaché au Directeur Financier, ce poste comprend dans un premier temps la prise en charge de diverses missions se rapportant à la prévision, la mise en œuvre et le suivi des financements du groupe.

La formation ainsi acquise doit conduire à terme à une connaissance de la réglementation, une pratique des mécanismes de crédit et de la gestion des tableaux de bord permettant la prise en charge de dossiers de financement de certaines filiales du groupe.

Ce poste présente une opportunité intéressante pour un jeune diplômé soit d'école de commerce (type ESCP, EDHEC...) option finances, soit d'un DES banques-finances.

Adresser C.V., photo et prétentions à PIERRE LICHOU S.A., shéf. 10588 BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra

هذه امارة العمل

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

Le Monde

LE MONDE DES JEUNES DIPLÔMÉS



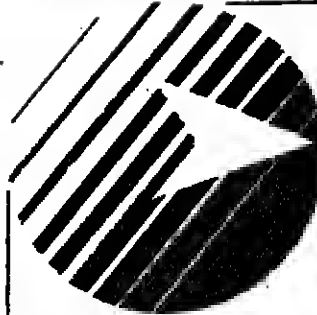
Compagnie Générale des Eaux

X, MINES, CENTRALE, PONTS...

Peut-être êtes-vous débutant, peut-être est-ce votre première expérience professionnelle qui vous en a convaincu, mais en tout état de cause vous souhaitez avoir rapidement des responsabilités complètes recouvrant le technique, la gestion, le commercial et le personnel. C'est donc que vous avez l'étouffe nécessaire et que vous pouvez devenir

CHEF D'ENTREPRISE A 30 ANS

et vous souhaitez trouver une société qui vous en offre la possibilité. Après quelques années, en second, à PARIS, à LYON, à NICE, à ANGERS... pour bien connaître notre métier, nous vous confierons l'animation de l'une de nos unités. Nous sommes un des premiers groupes industriels français. Chez nous, les ingénieurs de talent font des carrières passionnantes. Merd de nous adresser votre candidature s/réf. 1604 au Service Relations et Ressources Humaines, 52, rue d'Anjou - 75008 Paris.



L'Espace entre dans une nouvelle ère avec les plateformes automatiques, les stations spatiales, le lanceur ARIANE 5 et HERMES, et nous souhaitons engager des ingénieurs créatifs et entreprenants, motivés par un travail concerté en équipe. La division « Systèmes Avancés et Ingénierie Satellite » crée des postes : **MF**

Ingénieur Conception Système

Au sein du service Avant-Projets, il participe aux études de faisabilité et de définition de nouveaux systèmes spatiaux pour des clients nationaux ou européens (CNES, ESA, ...). Doté d'un bon esprit de synthèse, il sera capable de terme d'animer et de coordonner des activités multidisciplinaires menées dans les différents services de la société et chez nos coopérateurs. **Réf. NK1219**

Ingénieur Contrôle de Satellites

Sa responsabilité s'exerce dans la conception et la définition des procédures de mise en orbite et d'exploitation de véhicules spatiaux. Il participe également à la conception de l'infrastructure sol (Centre de Contrôle et de Mission) nécessaire à la conduite des opérations. Une connaissance de systèmes informatiques temps réel serait appréciée. **Réf. NK 1220**

Ingénieur Mécanicien

Au sein du Département Ingénierie Satellite, il participe à la conception de l'architecture mécanique de véhicules spatiaux (satellites, plateformes, lanceurs) et élabore les spécifications techniques d'éléments structuraux. Il apporte une première expérience de la modélisation par éléments finis et des dimensionnements de structures mécaniques. Connaissance du NASTRAN appréciée. **Réf. NK 1221**

Ingénieur Electronicien

Au sein du Département Ingénierie Satellite, il participe à la conception de l'architecture électrique de satellites, spécifie les interfaces électriques des équipements et vérifie par simulation et par essais réels la compatibilité électromagnétique du satellite. Une expérience de 2 à 4 ans de la simulation de réseaux électriques et/ou de l'intégration de systèmes avioniques serait appréciée. **Réf. NK 1222**

Ces postes s'adressent à des ingénieurs diplômés (X - MINES - ECP - ESE - SUP'AERO - ENST - ENSTA ...), confirmés par quelques années d'expérience dans le milieu aéronautique, spatial, ou nucléaire, ou sur des projets ingénierie système. Anglais indispensable.

Adresser C.V. rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi à MATRA - Chef du Personnel - Rue des Cosmonautes - ZI du Palays - 31400 TOULOUSE.

MATRA



INGENIEURS DEBUTANTS

SEMA-METRA, Société de Conseil et d'Ingénierie Informatique, recrute de jeunes ingénieurs débutants. A la suite d'une formation de 2 mois à l'informatique de gestion, ils participeront à la réalisation de grands projets. Nous souhaitons rencontrer de jeunes diplômés Ecoles d'Ingénieurs ou Universités, bac + 5 ans exigé.

Si cette opportunité de carrière vous intéresse, transmettez votre curriculum-vitae sous référence 10568/M à Agnès Chauvin, Responsable du Recrutement, Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTRouGE.

SEMA-METRA

QUAND JE SERAI GRAND JE SERAI CHEZ PROCTER & GAMBLE

Pampers

JEUNES DIPLÔMÉS GRANDES ECOLES

PROCTER & GAMBLE bien connu pour son Marketing recrute aussi pour ses autres départements des candidats de top-niveau : HEC, ESSEC, ESCP, X, ECP, Mines, ESE, A & M, ENSI ; Adresses CV et lettre sous réf. (sur l'enveloppe) au Recrutement Cadres PROCTER & GAMBLE FRANCE 96, av. Ch. de Gaulle 92201 NEUILLY S/SEINE

aux FINANCES...
la business : les prévisions de profit, les prix, les lancement et la gestion des marges, les budgets, l'analyse de la concurrence, la stratégie de l'entreprise. Réf. 4MOP

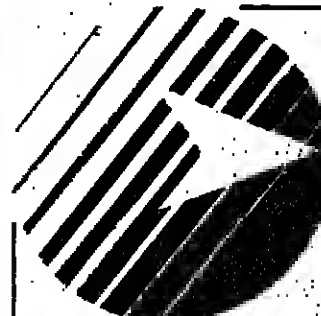
au DEPARTEMENT COMMERCIAL
c'est une filière rapide vers le Top-Management, alliant vente, marketing et merchandising... et je pourrai démarrer en flèche dans une Direction Régionale (Paris, Lyon, Lille, Nancy, Toulouse, Nice, Rennes) - Réf. 4MOS

à la RECHERCHE & DEVELOPPEMENT
un produit nouveau en France tous les trois mois... une affaire qui marche. Réf. 4 MOR

à l'INFORMATIQUE,
des projets passionnants, entre autres : un nouveau système interactif pour la commercialisation des produits et le suivi des ventes ; l'informatique de gestion de production à l'échelle européenne IBM 4381/4341, HP, VM/CMS, DOS/VSE, SGBD TOTAL, CICS - MANTIS, RAMIS, INFOCENTRE, - Réf. 4MOI

au MANUFACTURING
automatisation ; organisation industrielle ; robotique ; chimie ; pour les processus de fabrication les plus performants ou niveau mondial, à Amiens comme à Marseille. Réf. 4MOP.

PROCTER & GAMBLE



Ingénieurs MF Grandes Ecoles

(Sup Aéro - ESE - ECP - ENST - ENSI ...)
Le Département Pilotage Guidage et Navigation de Satellites crée plusieurs postes

Ils seront orientés selon leur compétence et leur domaine d'intérêt sur l'un des domaines suivants :

AUTOMATIQUE THEORIQUE

Ils participent aux études théoriques, à l'analyse et à la conception de systèmes et à la simulation sur des avant-projets mettant en œuvre des méthodes diversifiées (optimisation, estimation, filtrage, commande multivariable, contrôle adaptatif).

LOGICIEL EMBARQUE TEMPS REEL

Ils prennent en charge la conception et les études de systèmes de contrôle et de traitement d'information temps réel et le développement de logiciel sur micro et mini calculateurs.

ELECTRONIQUE EMBARQUE

Ils participent à la conception, à l'optimisation et au développement de circuits électroniques embarqués (analogiques, digitaux, micro-processeurs).

Ces postes peuvent convenir à des ingénieurs diplômés débutants à 4 ans d'expérience, intéressés par une responsabilité au sein d'équipes de synthèse et d'études pluridisciplinaires pour concevoir et développer des systèmes de pilotage ou de traitement de l'information embarqués sur satellites.

Postes basés à VELIZY. Pour la division Espace Produits Technologies.

Adresser C.V. rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1223/M au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre - 78182 Saint-Quentin Yvelines Cedex.

MATRA

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

Le Monde

LE MONDE DES JEUNES DIPLÔMÉS

m

Le Groupe des Mutuelles du Mans

1^{er} groupe français d'Assurances Mutuelles

recherche

HEC, ESSEC, ESCP, IEP ECO-FI

Notre Groupe emploie plus de 4.000 personnes dans ses Sièges Sociaux.

Il étend ses implantations sur les marchés métropolitain et étrangers et son encaissement mondial consolidé atteint plus de 10-milliards de francs.

Nous poursuivons depuis plusieurs années une politique de recrutement de haut niveau qui vise à constituer un potentiel de compétences qui permettront aux Sociétés de faire face aux changements techniques, économiques et sociaux.

Après une phase de formation destinée à faciliter votre adaptation professionnelle, vous assurerez vous-même la responsabilité à part entière de secteurs d'activité, tant sur le plan de l'organisation et de la gestion du personnel que des coûts et des résultats.

Vous disposerez de réelles et très diverses possibilités d'évolution dans le Groupe.

Merci de mentionner sur votre lettre les stages que vous avez effectués ou les premières situations professionnelles dont vous avez, même brièvement, fait l'expérience, et de l'adresser à Jean-Luc SARTRE.

GROUPE DES SOCIÉTÉS MUTUELLE GÉNÉRALE FRANÇAISE
Direction du Personnel - 19 - 21, rue Chanzy 72030 LE MANS cedex.

Banque Populaire

REGION NORD DE PARIS

Vous êtes jeunes, diplômés de l'enseignement supérieur (BAC + 2 minimum), ambitieux et dynamiques.

Vous êtes convaincus que la Banque est une entreprise commerciale. Alors, nous vous aiderons à devenir un professionnel compétent.

LA BANQUE POPULAIRE DE LA REGION NORD DE PARIS est une Banque Coopérative, Régionale, de 860 personnes. Ses 48 Agences sont regroupées autour de son Siège Social implanté à Saint-Denis.

Sa progression la conduit aujourd'hui à renforcer ses équipes commerciales par des éléments de valeur et d'avenir (H.F.).

Dans un premier temps, vous complèterez vos connaissances techniques et affinerez vos qualités d'accueil et de service rendu à la clientèle en traitant les opérations courantes du guichet. Votre progression de carrière sera ensuite fonction de vos aspirations et de vos résultats.

Si un emploi formateur et évolutif au sein d'un Etablissement en expansion vous intéresse, adressez-nous, sous référence 85/04.11E, votre candidature manuscrite accompagnée d'une photo et de vos prétentions au Service du Recrutement 32, boulevard Jules Guesde 93200 Saint-Denis.



COGEMA

Jeune ingénieur pour une évolution en production

Mécanique - métallurgie - automatisme - Pour encadrer les équipes d'exploitation de l'usine actuelle et de ces futures unités, la COGEMA recherche des ingénieurs d'exploitation qui exerceront leur activité dans un environnement technologique de pointe. Ces postes s'adressent à de jeunes ingénieurs mécaniciens (Arts & Métiers, ECAM, INSA, ENI, Universitaires...). Après une formation technique (cycle du combustible) qui leur aura été dispensée, ils devront coordonner la marche de toutes les activités des ateliers (un atelier représente un effectif d'environ 80 personnes), gérer la logistique liée à la production et décrire les priorités d'intervention. Ces postes permettent d'acquérir une formation pratique à la production en général, à la maintenance et à se former à l'encadrement. Cet acquis favorise une évolution vers des responsabilités opérationnelles. Pour obtenir des informations complémentaires, écrire ou téléphoner à Ph. LESAGE en précisant la référence A/2635M.

PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ingénieur / chimiste

VALBONNE
(06)ADDITIFS POUR
L'INDUSTRIE PETROLIERESociété Américaine de premier plan (2 milliards de dollars de C.A.), nous élaborons et fabriquons des produits CHIMIQUES pour l'industrie et l'agriculture. Nos profits (108^e au classement Fortune 500) attestent de notre croissance continue.

Nos Laboratoires de "Recherche et d'Application" pour l'Europe sont installés en France à Sophia-Antipolis (06).

La recherche reste une des raisons incontestables du succès de notre développement.

Pour renforcer son équipe, notre responsable du Laboratoire "Additifs pour l'industrie pétrolière" recherche un Docteur-Ingénieur ou équivalent spécialisé dans la chimie macro-moléculaire.

C'est une relation étroite avec les filiales européennes, avec les usines et les autres Centres de Recherche du groupe (notamment le Centre de Recherche U.S.) ainsi qu'avec certains clients, que vous aurez à bâtir pour être un SUPPORT TECHNIQUE efficace et compétent.

Vous êtes diplômé de l'Université ou d'une Ecole d'Ingénieurs et si possible détenteur du titre de Docteur-Ingénieur. Vous avez une expérience de la synthèse de Polymères, de leur caractérisation, des tests, ...

De bonnes connaissances de l'outil Informatique (micro) seraient appréciées.

La parfaite maîtrise de l'ANGLAIS est INDISPENSABLE.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. et prétentions) sous référence EW 30 à notre Conseil qui étudiera votre dossier confidentiellement.

COCEPLAN

Tour de Lyon
165, rue de Bercy - 75012 PARIS

GRENOBLE

Filiale d'un puissant groupe français, cette société conçoit et développe des équipements industriels de haute technicité qui lui permettent d'être leader mondial dans son domaine. Dans le cadre de son programme R et D elle vous propose de

Développer un système temps réel complexe

Vous rejoignez une équipe de 2 ingénieurs chargée de développer sur un cycle court (2 à 3 ans) un système temps réel associé à un processus industriel complexe intégrant des phénomènes physiques nombreux et variés.

Au sein de cette équipe votre mission est, après analyse des possibilités du matériel et des besoins des utilisateurs, de définir et concevoir les logiciels et d'en coordonner la réalisation auprès d'équipes extérieures associées. Ce poste convient à un ingénieur possédant obligatoirement une expérience temps réel et désireux de participer au développement d'un projet ambitieux débouchant à court terme sur une réalisation industrielle commercialisée au plan mondial. La pratique de la langue anglaise est indispensable. Merci d'adresser lettre man., C.V. et prêt sous Référence 4086/M à Guy PELLAE, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2 rue du Musée Guimet 69008 LYON.

sélé
CEGOS

L'AIR LIQUIDE

Leader mondial dans le domaine des gaz industriels
25 000 personnes dans 55 pays
recherche

JEUNE CADRE FINANCIER

pour son service Trésorerie qui assure l'ensemble des mouvements de fonds de la Société.

Rattaché directement au Chef du Service il animerait une équipe de 4 ou 5 personnes.

Ce poste basé au siège social à Paris devra permettre une évolution au sein du groupe vers des fonctions financières ou de gestion.

Les candidats diplômés d'HEC, ESSEC, SUP de CO seront débattus ou posséderont une première expérience.

Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. (Référence FM)

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo
et référence du poste à L'AIR LIQUIDE DRHP
75, quai d'Orsay - 75321 PARIS Cedex 07

Aéroports de Paris

Etablissement public qui construit, exploite et développe les aéroports.

recherche pour la DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DE L'INGENIERIE

INGENIEUR DIPLOME

dans le domaine de l'infrastructure

Possédant plusieurs années d'expérience en hydrologie et traitement des eaux, il sera chargé de projets d'études d'infrastructures aéroportuaires et des études spécifiques de réseaux (drainage, assainissement, distribution de l'eau sous pression) et de traitement des eaux. Connaissance de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite et C.V. à Monsieur MARTIN
291 Boulevard Raspail - 75014 PARIS - Téléphone 335.70.80Société industrielle
(3 000 pers., 950 millions de C.A.)
principale filiale d'un groupe
en expansion (2,7 milliards de C.A.)recherche pour son siège social
situé en grande banlieue sud de ParisJEUNE INGENIEUR
ESSAIS MECANIQUES

A partir des cahiers des charges des différents clients, il réalise avec deux techniciens les essais mécaniques d'homologation des produits fabriqués dans les usines de la société.

Poste tremplin pour :

- INGENIEUR DIPLOME (INDISPENSABLE), MECANICIEN OU ELECTROMECANICIEN ;
- LISANT L'ANGLAIS ET L'ALLEMAND ;
- DEBUTANT OU PREMIERE EXPERIENCE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo sous n° 303 679 M, RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

IFP

Institut
Français
du
Pétrole

2 INGENIEURS DE RECHERCHES

1 - INGENIEUR DE RECHERCHES en matériaux polymères et composites.

Diplômé(e) Grande Ecole ou Université.

Débutant ou quelques années d'expérience dans le domaine des matériaux.

Missions principales : mise au point, évaluation et développement de matériaux utilisés dans les conduites flexibles.

2 - INGENIEUR DE RECHERCHES en polymères et chimie macro-moléculaire.

Diplômé(e) Grande Ecole ou Université.

Débutant ou quelques années d'expérience dans le domaine des polymères.

Missions principales : mise au point de nouveaux matériaux pour des applications pétrolières.

Lieu de travail : Rueil-Malmaison (92).
Envoyer CV photo et prétentions, en précisant le poste choisi, à n° 48327 YOUNG & RUBICAM CONTACT - BP 73 92105 BOULOGNE CEDEX.

مكتبة الامن الاصل

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

Le Monde

LE MONDE DES JEUNES DIPLOMÉS

RÉALISER, INNOVER, CRÉER...

Trois impératifs, un objectif pour le DEPARTEMENT RADARS. CONTRE-MESURES. MISSILES de THOMSON-CSF: rester à la pointe de l'électronique la plus performante.

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Vous êtes attirés par les domaines suivants:

- ÉTUDES ÉLECTRONIQUES AVANCÉES
- Circuits et sous-ensembles de traitement du signal en laboratoires (Algorithmes, numérique, analogique).
- Micro-ondes; antennes et circuits hyperfréquences en micro-électronique.
- Conception et réalisation de circuits intégrés.

ÉTUDES DE SYSTÈMES RADARS

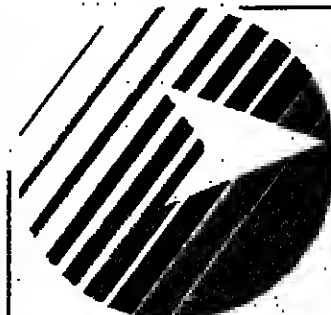
- Définition et intégration de sous-systèmes harmonisés avec l'ensemble des équipements aéroportés, maîtrise d'œuvre de projets industriels.
- Études théoriques de projets, prospective, simulations, études de faisabilité.
- Définitions, mises au point, réalisations d'essais au sol et en vol (anglais indispensable).

Adressez-nous votre candidature en précisant vos centres d'intérêt technique: Madeleine GUIGUES-THOMSON-CSF, Service du Personnel 68, avenue Pierre-Brossolette - 92242 MALAKOFF CEDEX.



RAYAS CONTACT

THOMSON
ÉQUIPEMENTS ET SYSTÈMES



Ingénieur C.A.O

CALCUL DE STRUCTURE ET RESISTANCE DES MATERIAUX.

Pour l'activité transports (systèmes VAL et Aramis) orientée sur la maîtrise d'œuvre des systèmes de transports automatiques.

Intégré au département Génie Civil, il prend en charge l'étude et la mise en place d'outils CAO pour le B.E. mécanique et structure, et à ce titre il assiste et conseille l'équipe de dessinateurs dans l'utilisation de la CAO. Il est amené également à réaliser des calculs de structure et de dimensionnement dans le cadre des nouveaux projets.

Ce poste peut intéresser un ingénieur diplômé (Ponts et Chaussées - ECF - ESTP - IDN - A et M...), débutant à 2 ans d'expérience, compétent en mécanique et résistance des matériaux et motivé par l'utilisation de moyens informatiques.

Anglais courant. Lien de travail Paris-Sud.

Adresser C.V. rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 1224 à Monsieur RAY - MATRA TRANSPORT, -20 rue des Vicares, 59000 LILLE

MATRA TRANSPORT

- *Leader sur son marché
- *Implanté à Paris et dans 10 grandes villes de province
- *Présent dans plus de 50 pays.

No 1 OBLIGE

Nous savons que les meilleurs d'entre vous recherchent la possibilité d'entreprendre et d'assumer rapidement des responsabilités.

Jeunes diplômés commerciaux
(HEC, ESSEC, ESCP)

Ingénieurs
(Centrale Paris et Lyon, Arts et Métiers, Mines)

L'U.A.P. vous offre:
des postes en finance et audit,
des rôles de manager à l'inspection du cadre où vous aurez à dynamiser et animer une force de vente, proposer des produits nouveaux, négocier de gros budgets.

L'U.A.P. vous offre:
une fonction d'export et de communication: souscripteur en risque industriel.
Avec votre tempérament commercial associé à une formation de base d'ingénieurs, vous aurez la charge de l'élaboration et du suivi des contrats d'assurance.

Adressez vos candidatures au:
Sous-Secteur de l'Emploi Tour Assur 34 F 92400 COURBEVOIE.

UAP

UN NOUVEAU REGARD SUR L'ASSURANCE

Leader et novateur en bien d'équipements de stockage et de maintenance, nous réalisons actuellement un pourcentage important de notre C.A. à l'exportation. Pour poursuivre le développement de nos ventes à l'Etranger nous recherchons pour notre Direction Export (périphérie Nord de Paris):

2 RESPONSABLES EXPORTATION

pour les zones:
FRANCE - DOM TOM
Réf.9296 A

BASSIN MEDITERRANEEN
AFRIQUE
Réf.9296 B

Vous serez responsable des prévisions et réalisations (C.A., dépenses) de votre zone d'activité et vous mettrez en œuvre sur le terrain la politique commerciale à l'élaboration de laquelle vous aurez activement participé.

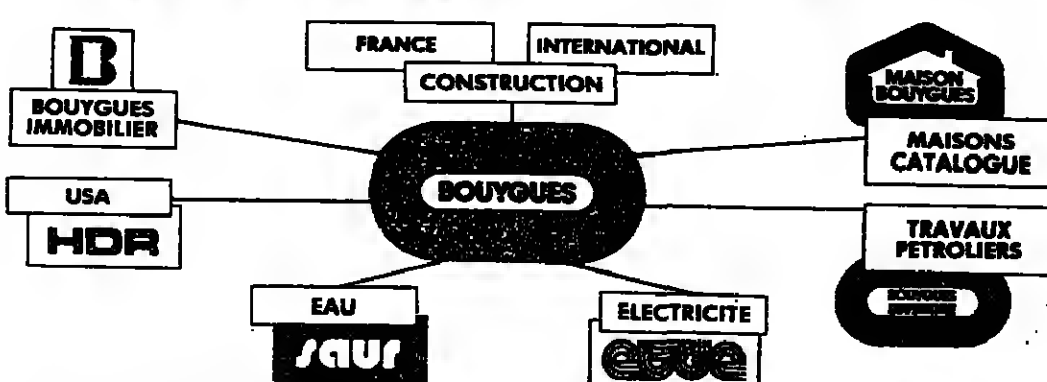
Issu d'une Ecole d'Ingénieurs ou d'une E.S.C. vous possédez une expérience, voire une première expérience convaincante à l'exportation directe ou indirecte et maîtriser parfaitement l'anglais, ainsi que l'espagnol (référence 9296 B)

Votre collaboration nous intéresse, contactez nous rapidement, en adressant C.V., et prétentions sous la référence choisie à:



PARFRANCE ANNONCES
4, rue ROBERT ESTIENNE
75008 PARIS CEDEX

LES 7 METIERS D'UN LEADER



Chaque année le Groupe Bouygues intègre et forme une centaine d'ingénieurs et cadres débutants.

INGÉNIEURS: COMMERCIAL - TRAVAUX - INFORMATIQUE - CADRES FINANCIERS - GESTION - COMPTABILITE - RELATIONS HUMAINES

PLUS DE 100 FILIALES EN FRANCE ET DANS LE MONDE VOUS SONT OUVERTES

VOTRE AVENIR EST DANS VOTRE MOBILITE AU SEIN DE NOTRE DIVERSIFICATION.

BOUYGUES - 381 avenue du Général de Gaulle - B.P. 204 - 92142 CLAMART Cedex
S.A. au Capital de 461.439.900 Francs.

Pour toute information adressez-vous à François JACQUEL, directeur du personnel, qui transmettra votre dossier à la direction générale ou à la filiale concernée.

11.000 personnes, 8 milliards de francs de chiffre d'affaires, le Groupe Redoute est à la fois leader de la vente par Catalogue et réputé grâce à des enseignes comme PREMA-MAN, PRENATAL, ROMBALDI.

FINAREF, Société Financière du Groupe, assure le financement des ventes à crédit des différentes filiales (1,5 millions de comptes, 2 milliards de francs de financement). S'appuyant sur des fichiers importants, FINAREF connaît une expansion rapide: 20% de croissance en 1984. Elle souhaite perfectionner ses techniques d'analyse et de gestion de fichiers.

Dans ce cadre, elle recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR

Débutant ou première expérience, il prendra en charge, au départ, des missions d'études dans le domaine du risque crédit. Il sera notamment responsable de la mise en place et du suivi des techniques quantitatives et informatiques les plus sophistiquées (scorings); ceci dans le domaine de l'évaluation du comportement des clients.

De plus, l'environnement enrichissant lui permettra une excellente formation: contacts avec des Cabinets (américains notamment) et avec les services spécialisés de La Redoute (Marketing, Informatique...).

Ce poste à pourvoir dans la métropole illoise constitue donc une excellente opportunité pour un ingénieur Centrale, Mines, ENSA... qui souhaite évoluer dans un Groupe réputé.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 58 M, à Véronique SILVAIN, 57, rue de Blanchemaille, 59082 ROUBAIX Cedex 02.



GROUPE REDOUTE

Le Monde

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

Le Monde

LE MONDE DES JEUNES DIPLÔMÉS

HEC, ESSEC, SCIENCES PO, X, CENTRALE, SUPELEC.

Votre diplôme : un passeport qui vous donne le droit de partir mais ne vous garantit pas le succès du voyage - passionnant, donc exigeant.

Nous avons beau vous l'avoir présenté avec de sacrés moyens, cela n'empêche pas les aléas, ces moments imprévisibles où il faut faire face, réagir vite, imaginer la solution juste, l'appliquer jusqu'au bout.

Le voyage est une école de la maîtrise et pourtant, peut-on s'y engager sans un grain de folie ?

Invitation au voyage !

Notre PDG vous invite à partager sa vie. Bras droit, bras gauche, avec lui, vous tiendrez la barre d'une société de services informatiques. D'ici 86, il s'agit de doubler notre C.A. et de réaliser 40 M.F.

Entre nos implantations à Paris, Lyon, Sophia, Longwy, Sharjah, Manhattan, Los Angeles.

Entre nos missions de régie, de recrutement, de formation, la conception, la commercialisation et l'installation en entreprise de nos systèmes...

Il y a beaucoup de décisions importantes à prendre, de clients à convaincre, de collaborateurs à animer.

Ce n'est pas l'affaire d'un seul homme.

Alors, si cela vous tente, écrivez-nous 100 avenue Lénine 92000 NANTERRE.

PERSHYNG.

LE CONSEIL EN RECRUTEMENT POUR UN E.S.C.

Vous êtes jeune diplômé d'une école supérieure de commerce et disposez de préférence d'une première expérience en entreprise (1 à 2 ans).

Nous vous proposons de rejoindre l'un des plus importants groupes du tertiaire.

Après une période d'adaptation nous vous confierons l'assistance de l'ensemble de nos directions pour la sélection et le choix des cadres.

De vos nombreux contacts avec tous les secteurs de l'entreprise et avec les différents niveaux de la hiérarchie, vous acquerez rapidement une excellente connaissance de nos sociétés vous permettant d'évaluer vers toute autre fonction du groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prêt) sous réf. 8132 à CONTEXTE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT DE LA VILLE NOUVELLE DU VAUDREUIL

en fort développement

recherche

UN CADRE

LE PROFIL :

Esprit d'initiative, sens des relations humaines, esprit d'équipe, formation souhaitée : Sciences Po, ESC.

LA MISSION :

Développer le marché des bureaux et du tertiaire et, plus généralement, des activités économiques du Val-de-Reuil.

L'ÉQUIPE :

La direction du développement.

Adresser candidatures à Monsieur Bernard HURÉ, secrétaire général de l'établissement public de Vaudreuil, B.P. 5, 27690 LERY.

Société industrielle (3 000 personnes, 950 millions de C.A.) principale filiale d'un groupe en expansion (2,7 milliards de C.A.)

recherche

UN JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE OU GÉNIE CHIMIQUE

Intéressé par la transformation des matières plastiques (P.U.)

Après une première expérience passée dans une unité de production située en province, le candidat retenu se verra proposer une évolution de carrière motivante dans la même usine ou dans un autre établissement de la société.

Adresser lettre manuscrite, C.V., détail rémunération et photo sous n° 303 979 M à : REGIE-PRESSE, 7, rue de Montreuil, 75007 PARIS.

IMPORTANTE ENTREPRISE DE BRETAGNE LEADER DE SON MARCHÉ

recherche son

CHARGÉ D'INFORMATION

130 000 F + nombreux avantages.

En tant que responsable de la communication, vous aurez la mission de concevoir et de rédiger l'information, d'animer les supports internes et externes, de proposer les médias de demain.

De formation supérieure (SC-PO, CELSA, CEPI...), vous posséderez des qualités rédactionnelles certaines ainsi que de bonnes capacités d'adaptation et vous avez bénéficié d'une première expérience en agence, en service intégré ou dans le journalisme.

Le poste présente de larges perspectives d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. DA 200 à : DELAITE ET ASSOCIÉS, 28, bd Poissonnière, 75009 Paris, qui transmettra.

RADIALL

fabriquant de composants électroniques recherche pour ses B.E. à ROSNY-BOIS

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

Titulaire B.T.S. ou D.U.T., formation mécanique et électromécanique.

Goût des contacts pour assistance commerciale minimum 3 ans d'expérience.

Anglais lu et parlé souhaité.

Envoyer C.V. et prétentions à : RADIALL, 101, rue Ph.-Hoffmann - 93118 ROSNY-BOIS

Le Groupe Maison Familiale et Les Jeunes Diplômés

Une carte d'identité dynamique :

Chiffre d'affaires 84 : 4,7 milliards de Francs.

Premier Promoteur Immobilier classement «Nouvel Economiste» décembre 83.

57ème entreprise française «Les Echos» novembre 84.

2600 collaborateurs dont 45 % de cadres.

Age moyen 35 ans.

2/3 des salariés sont actionnaires du Groupe propriétaire exclusif de ses structures et de ses capitaux.

12ème entreprise française pour l'efficacité sociale.

La filière commerciale

A partir de l'une de nos Directions Régionales, nous vous proposons de développer votre carrière sur le terrain en exerçant une activité de vente dans l'un ou l'autre de nos secteurs.

Vous êtes prêts à vous battre pour réussir.

Nous sommes prêts à vous former et à vous faire évoluer.

GRUPE MAISON FAMILIALE

Direction des Relations Humaines (réf. 9495)

1461 AVENUE DU CATEAU - 59342 CAMBRAI CEDEX.

Groupe Maison Familiale

SERVICE ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES

recherche

INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES OU UNIVERSITAIRES

pour assurer des développ.

- Langage C/UNIX ou

- Assembleur, Pascal

- Logiciel de base

- Assembleur Motorola

Écrire ou téléphoner au :

78/80, avenue Gallieni

Tour Gallieni 7

93174 BAGNOLET CEDEX

Téléphone : 380-13-84/86.

TRÈS PUISSANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS mondialement connu et dont la performance est obtenue par ses techniques avancées, ses méthodes de management modernes et sa gestion dynamique du personnel offre le poste

AUDITEUR JUNIOR fort potentiel - débutant

HEC - ESSEC - ESCP... (DECS apprécié)

Au sein de la direction de l'audit et intégré à une petite équipe performante et de haut niveau, il participera à des missions d'audit opérationnelles et pourra ainsi acquérir une formation très solide et polyvalente.

Ce poste conviendrait à un candidat de valeur ayant de solides qualités de rigueur, de contact, d'analyse et de synthèse.

Ce poste est situé à Paris et ouvre de réelles perspectives d'accès à des fonctions de responsabilités plus élevées.

Écrire sous réf. EO 392 AM

Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Leader Mondial de l'application de peintures nous recherchons

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTROMÉCANICIENS

(diplômés ou équivalent)

pour le montage et la mise en route de nos installations automatiques et robots.

Supervision des sous-traitants et des travaux de chantier.

Déplacements fréquents. Anglais indispensable.

Prérez d'envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 46 à

GRACO FRANCE

Direction des relations humaines

113, rue des Solets

94523 RUNGIS SILIC

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

مكتبة ابن الجوزي

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,63
AUTOMOBILES	69,00	81,63
AGENDA	69,00	81,63
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,84

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
ANNONCES ENCADREES	59,00	69,97
OFFRES D'EMPLOIS	17,00	20,18
DEMANDES D'EMPLOI	45,00	53,37
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

* Dépendant de la surface de la publicité et du nombre de lignes.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

DIRIGER COURVOISIER NOTRE MISE EN BOUTEILLE

filiale d'un puissant Groupe International

Elaborer et mettre en œuvre une politique originale qui nous permette, plus encore que par le passé, d'impliquer et responsabiliser notre personnel, c'est la mission que nous proposons à notre futur Directeur Mise en Bouteille.

Sous l'autorité du Directeur de la Production des Produits Finis, en liaison fonctionnelle avec les services concernés (planification, engineering, entretien...) vous dirigerez, contrôlerez et gèrerez l'ensemble des activités de fabrication, concourant à une production annuelle évaluant entre 1,6 et 2 millions de caisses (chaînes automatiques et semi-automatiques). Responsable des coûts, gestionnaire de votre personnel, vous êtes un véritable leader qui saura proposer toute initiative de nature à améliorer encore la qualité de notre production et créer une ambiance stimulante dans vos services (145 personnes).

Vous êtes ingénieur généraliste, de formation AM, CNAM ou équivalent, vous parlez anglais, et depuis près de dix ans que vous travaillez, vous avez acquis une expérience en production (liquides alimentaires vivement souhaités). Ce faisant, vous avez su animer et mobiliser vos collaborateurs et leurs équipes. Vous souhaitez considérer une certaine qualité de vie (IARNAC est à 1h de l'Océan) et de très réelles possibilités d'évolution, envoyez à notre Conseil OCS votre dossier complet de candidature sous la réf. 2847 M. Il saura vous donner d'autres informations, par exemple sur la rémunération, tout en respectant la confidentialité de votre démarche.



29, cours Georges Clémenceau 33000 BORDEAUX
91, rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS

GRUPE FRANÇAIS (12500 PERSONNES) LEADER DANS SA BRANCHE, cherche pour une de ses divisions son

Contrôleur de gestion PARIS

Dépendant de la Direction Générale, ses compétences s'étendent à l'ensemble des sociétés de la Division (1.000 personnes - 5 centres de profit).

Sa mission sera de : • contrôler la fiabilité des données de gestion qu'il exploite, tant dans les usines qu'au Siège, • conseiller les responsables des centres de profit, • informer la Direction Générale, • développer et organiser les procédures existantes notamment à l'aide de la micro-informatique.

Il a une **FORMATION SUPERIEURE DE GESTION (GRANDE ECOLE DE COMMERCE - IEP - MAITRISE DE GESTION)** et parle anglais.

Il a environ 5 ans d'expérience en **AUDIT EXTERNE OU INTERNE - ORGANISATION ou CONTROLE DE GESTION.**

Des qualités de souplesse et de diplomatie dans les contacts, alliées à une rigueur dans l'analyse sont indispensables pour réussir dans ce poste.

Après avoir prouvé son efficacité, il trouvera de larges perspectives d'évolution au sein du Groupe.

Les candidatures (lettre manuscrite - C.V. photo, précisant la rémunération), sous réf. 2360-M, seront traitées avec la discrétion d'usage par

a.a.j. ourfin CONSEILS DE DIRECTION
2, AV. D'ALSACE-LORRAINE
92100 ANTOIN

DIRECTEUR D'AGENCE HF

BANQUE DU SECTEUR MUTUALISTE leader de son département (45 agences) appartenant à un Groupe de dimension internationale, recherche des Directeurs.

Dans le cadre de la politique marketing de l'entreprise il conçoit et met en service les actions commerciales qui concourent au développement de l'Agence. Il assure la responsabilité de l'information, de la motivation et de l'animation d'une équipe de 5 à 15 personnes.

Le candidat justifiera d'une expérience confirmée d'encadrement dans un réseau bancaire (2 ans minimum). Diplômé de l'Enseignement Supérieur, il se distinguera par un fort potentiel permettant à moyen terme des évolutions de carrière intéressantes.

Il est prévu une rémunération motivante.

Plusieurs types de postes sont à pourvoir.

Si vous êtes intéressés, envoyez lettre manuscrite, c.v. et photo à AXIAL Publicité (sous référence 9494) 27, rue Talbot - 75009 Paris, qui transmettra.

Association de talents recherche pour juillet-août 1985

DIRECTEURS

Campes subordonnés, T.R. d'urgence CPVL HORIZON 2000 Tél. : (18-71) 59-73-21.

PARFUMS

GREGORY de VALDES

recherche

DIRECTEUR EXPORT

Bonne connaissance de la distribution de produits de luxe dans le monde.

Anglais / espagnol courant indispensables

Grandes Ecoles, 3 à 5 ans d'expérience.

Env. CV + photo + prêt. 35, rue de Liège Paris-8.

SOCIETE COMMERCIALE EN PLEINE EXPANSION, spécialisée dans les biens d'équipement, filiale d'un important groupe international, recherche

son **DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

Après une double formation : E.S.C. ou équivalent + D.E.C.S., le candidat restera, âgé de 35 ans environ, à acquies en entreprise une expérience professionnelle de plusieurs années.

Il possède notamment une bonne maîtrise de la comptabilité anglo-saxonne.

Collaborateur direct du Président, il sera plus particulièrement responsable du Service Comptabilité, du Contrôle de Gestion, de la Trésorerie et du Reporting.

Il sera en outre chargé du projet de développement informatique de la société.

De bonnes connaissances en matière juridique et sociale seraient appréciées.

Une pratique courante de l'anglais est indispensable.

Ce poste offre de bonnes perspectives d'évolution et sera confié à un candidat dynamique.

Lieu de travail : Banlieue Ouest.

Adresser C.V. avec lettre manuscrite, photo et prétentions à PIERRE LICHOU S.A. - sous réf. 3617 BP 220 - 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra. Discrétion assurée.

Directeur Général Adjoint

300.000 F./AN +

Cette très dynamique PME exerce son activité sur Paris/RF et propose aux Sociétés de prendre en charge la gestion et l'exploitation de leur RESTAURATION et Club Direction. Se positionnant sur le "haut de gamme" dans son secteur, elle réalise à ce jour un C.A. de plus de 120 MF, avec un effectif de 600 personnes.

Rattaché au Président du Groupe, vous aurez une responsabilité entière sur le "management" de l'entreprise.

Motivé par le développement, compétent dans l'administration d'une société, rigoureux dans la gestion et bien entendu leader au niveau des hommes qui vous entourent...

Vous avez une formation supérieure, HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, une expérience d'une dizaine d'années au sein d'entreprises dynamiques, une réussite professionnelle et le potentiel pour accéder à ces responsabilités.

Merci d'adresser votre candidature et photo sous référence Score NOUVEAU CONSULTANTS 41 Boulevard du Montparnasse - 75006 PARIS Tél. : 222.52.90 - Membre de la CSNCR

PMI fabricant et commercialisant des articles de papeterie, appartenant à un groupe multinational recherche son

directeur administratif et financier

Il devra décharger le PDG de la fonction comptable et financière en supervisant le service comptable et le service informatique.

Il devra créer des systèmes de gestion et implémenter une comptabilité industrielle informatisée adaptée à l'entreprise et traiter les problèmes d'organisation.

Il assurera également les relations avec la maison mère (reporting/finances).

Le candidat recherché aura une formation supérieure (ESSEC ou DECS), une expérience pratique de 5 ans minimum notamment en informatique et en comptabilité industrielle. La connaissance de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite (CV, photo et prétentions) en rappelant la référence LM 18 à C. KRAEMER 88, rue d'Angoulême 91100 Corbeil-Essonnes, qui transmettra en toute discrétion.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

DIRECTEUR TECHNIQUE

l'opportunité de votre carrière

350 - 450 000 Francs

Rejoignez une équipe jeune, dynamique et performante dans une société en plein développement.

Votre formation : ingénieur électronique ou équivalent.

Sérieuses connaissances et expérience :

- informatique (assembleur et gestion fichiers)
- gestion (comptabilité et production)
- management des hommes (cadres et techniciens).

Le poste est à pourvoir rapidement. Il est situé en banlieue Ouest.

Nous garantissons une totale confidentialité.

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 8824 à CONTEXTE PUBLICTE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Directeur commercial

250 000 F +

EVREUX

DISTRIBUTION DE PRODUITS POUR LE BATIMENT ET L'INDUSTRIE.

PME en expansion (6 points de vente, 120 personnes, C.A. 120 M) recherche un cadre expérimenté pour prendre en charge la direction et le développement de son secteur vente en gros de matériel sanitaire, chauffage, outillage et industriel sur le département de l'EURE.

Ce cadre, âgé d'environ 35 ans, de formation ESC ou équivalent, disposera de 5 ans minimum d'expérience du domaine concerné.

Il aura la responsabilité de la gestion générale du secteur : achats, stocks, ventes, transports, Personnel (70 personnes) etc...

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 390 à I. ou D. LAVALD

IDL CONSEIL (32) 37.56.82

JUMELLES - 27220 ST ANDRE DE L'EURE

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

CJA

RECRUITMENT CONSULTANTS

35 New Broad Street, London EC2M 1NH

Tel: 01-588 3588 or 01-588 3576

Telex No. 887374 Fax No. 01-638 9216

A career appointment in a rapidly expanding organisation. Prospects of advancement in marketing or other fields - Europe or elsewhere.

AREA COORDINATOR - FRANCE

POLYSTYRENCIS SALES

F.Fr. 245.000 - 280.000 + CAR

PARIS

ARCO CHEMICAL EUROPE INC. - LEADING HIGH GROWTH PETROCHEMICAL MARKETING AND MANUFACTURING SUBSIDIARY OF MAJOR U.S. MULTI-NATIONAL.

For this new appointment, the result of expansion, we seek candidates of graduate calibre, aged 28-35, with French as their mother tongue and fluency in English. We require at least 8 years in the engineering resins and plastics fields with a comprehensive understanding of the technical properties, applications and moulding processes of copolymers and allied products relating primarily to the French automotive industry but extending also into other manufacturing sectors. Previous experience in a field technical sales or support role is highly desirable as are potential customer contacts. Reporting to the European Marketing manager, the successful candidate will be responsible for spearheading the successful development of a new sales strategy for advanced materials to end users in the French market together with the provision of high level technical advice. Essential qualities are the ability to achieve objectives with the minimum of direction and supervision, communication skills are commercial acumen. Initial salary negotiable F. Fr. 245.000 - 280.000, car, non-contributory pension, free life assurance health benefits and assistance with relocation expenses, if necessary. Applications in strict confidence under reference ACF 4334/LM to the Managing Director.

CAMPBELL-JOHNSTON ASSOCIATES (MANAGEMENT RECRUITMENT CONSULTANTS) LIMITED, 35, NEW BROAD STREET, LONDON, EC2M 1NH.

TELEPHONE: 01-588 3588 or 01-588 3576. TELEX: 887374. FAX: 01-638 9216.

chef de

chef

RESPONS

(ASIE -

LABOR

chef de

anal

emplois inte

Cette classification...
...leur siège ou leur...
...de France leurs app...

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

Filiale d'un important
GROUPE BANCAIRE
recherche, pour une mission de 3
ans au MEXIQUE

SIGO

chef de mission

Il animera des équipes de conception et de développement d'applications bancaires. Le profil requis est celui d'un diplômé d'enseignement supérieur, âgé d'environ 35 ans, ayant développé des projets importants dans le secteur bancaire. Réf. 01.03/CP/001

chef de projet

Possédant au moins 5 ans d'expérience de l'informatique bancaire, il devra mener à bien l'analyse et la réalisation de différents projets. Il doit être de formation supérieure. Réf. 01.03/CP/002

Pour ces deux postes l'anglais est nécessaire.
Nombreux avantages liés au statut d'expatrié.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel, sous réf. respective
à notre Conseil ADEQUATION
62-64 avenue Emile Zola, 75015 Paris.

Adequation

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL DE GRANDE
NOTORIÉTÉ DANS LE COMMERCE DES SPIRITUEUX
cherche

RESPONSABLE DE ZONE (ASIE - PACIFIQUE)

Sa mission prioritaire est d'accroître le volume des ventes et la part de marché sur sa zone.
Agé de 25 à 35 ans, il a une formation commerciale supérieure, est totalement bilingue français-anglais.
Il a 3 à 8 ans d'expérience de la grande exportation et a assuré avec succès le développement de produits de marque à l'étranger.
Sérieux, rigueur, adaptabilité, mobilité, affinité pour les produits seront des qualités déterminantes dans le choix du candidat.
Basé à Hong-Kong, le poste offre à un candidat doué de potentiel une rémunération, des avantages et des perspectives d'évolution particulièrement attractifs.
Envoyer lettre manuscrite et C.V. détaillé, sous n° 9122 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra. Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

MASA, CABINET DE GESTION ET D'ORGANISATION JEUNE ET
AMBITIEUX, RECHERCHE DES COLLABORATEURS QUI LUI RESEMBLENT.

MASA (METHODOLOGIE APPLIQUEE S.A.) est une jeune société au développement continu, aux méthodes rigoureuses de qualité et aux succès répétés. Elle recherche de nouveaux (m/f)

COLLABORATEURS DE VALENT

possédant l'étoffe qu'il faut pour élargir puissamment le
champ de leur réussite.

Profil du poste:
formation supérieure, une trentaine d'années et une solide
pratique acquise dans le domaine de l'industrie. D'ailleurs, leurs
résultats le prouvent aisément. Ils ont l'étoffe de futurs «grands»
de notre métier. Hommes de terrain, ils travailleront en France.
Possédant au plus haut point le sens des priorités, le goût des
initiatives et une réelle auto-discipline, ils seront évoluer
harmonieusement nos affaires, en atteignant les objectifs fixés.

Si cette fonction d'avenir vous intéresse, envoyez votre
candidature manuscrite avec curriculum vitae détaillé à notre siège
social, à l'attention de notre secrétaire de direction,
avenue de l'Échevinage 18, B-1180 Bruxelles.

Les interviews auront lieu à Paris.

Filiale d'un important
GROUPE BANCAIRE
recherche, pour des missions de 2 à
5 ans en AFRIQUE NOIRE

SIGO

chef de projet

Il devra posséder environ 7 ans d'expérience, et mener à bien
l'analyse fonctionnelle et la réalisation d'applications bancaires.
La connaissance de la Banque est indispensable. Réf. 01.04/CP/003

analyste

Homme de terrain, il sera plus particulièrement chargé de la par-
tie développement. Une expérience d'environ 5 ans et la connais-
sance de BULL DP67 sont nécessaires. Une pratique de l'informa-
tique bancaire serait appréciée. Réf. 01.05/AN/003

Ces deux postes nécessitent un niveau de formation au moins
BAC + 2.
Nombreux avantages liés au statut d'expatrié.

Adresser C.V. + photo + salaire actuel, sous réf. respective
à notre Conseil ADEQUATION
62-64 avenue Emile Zola, 75015 Paris.

Adequation

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés
nationales ou internationales de faire publier
pour leur siège ou leurs établissements situés
hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



agence spatiale européenne

L'Agence recrute pour ses Centres de Recherche et Technologie spatiales (ESTEC) à Noordwijk (Pays-Bas)
et d'Opérations spatiales (ESOC) à Darmstadt (R.F.A.), des

Négociateurs administrateurs de contrats

Les candidats retenus seront chargés de la préparation des appels d'offres, de l'évaluation des soumissions
industrielles ainsi que de la préparation et de la négociation des grands marchés d'étude, de développement
et d'approvisionnement dans le domaine des satellites et de la technologie spatiale.
Ils seront amenés à travailler avec les industries spatiales des 14 pays membres ou associés de l'Agence.

Ces postes conviendront à des candidats de formation supérieure juridique et/ou économique ayant déjà
une certaine expérience en matière de marchés internationaux. Ils devront être préparés à de fréquents
déplacements en Europe.
Les candidats à ces postes doivent posséder une bonne connaissance de l'anglais ou du français et une
connaissance pratique de l'autre de ces deux langues.

Les conditions de travail sont celles des Organisations Internationales. Elles comprennent, outre le salaire de
base, une indemnité d'expatriation, des allocations familiales, des régimes de sécurité sociale et de retraite.
Les frais de déménagement sont remboursés.

Prière d'adresser un curriculum vitae détaillé au Chef de la Gestion du Personnel,
ESA/ASE, 8-10, rue Mario Nikis, 75738 PARIS CEDEX 15 - France.

SCHLUMBERGER

Schlumberger est un groupe international employant plus de 75.000 personnes dans le monde entier.

Ses activités diversifiées sont réparties entre deux domaines:

Services Pétroliers et Services Mesure, Régulation et Composants.

Nous sommes une filiale de Schlumberger et nous recherchons un Ingénieur Gisements

Reservoir engineer

Le candidat doit avoir:

- un MS ou équivalent en études de gisements
(Reservoir engineering).

- deux à quatre années d'expérience pratique avec
une société pétrolière dans le domaine des essais
de puits.

Sa fonction sera de coordonner les applications
de nos activités à l'étude des gisements au sein de
l'une de nos régions géographiques.

Etant donné les étroits contacts nécessaires

localement avec nos clients dans ce domaine,

il sera basé dans un de nos centres opérationnels

ce qui implique l'expatriation en régime annuel.

Il doit être créatif, dynamique et capable

de s'intégrer efficacement dans une équipe

pluridisciplinaire.

Il doit parler couramment l'anglais.

Envoyez votre dossier et lettre de candidature rédigée en anglais à Media-System, sous réf. 4063 M
2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris.

Schlumberger

... imagine
... future together

Management development specialist- Europe

Based Geneva

Substantial remuneration

Hewlett-Packard is one of the world's most successful and respected high-technology corporations. Continuing rapid
growth has created the need to appoint a Management Development Specialist - Europe. Working for the European
Training and Development Manager and in close conjunction with our European Regional Training Managers, your
brief will be to support the effective training and development of managers throughout the continent.

Based at our European HQ in Geneva, the post will involve extensive travel, with key responsibilities including:
Developing and implementing European management programs; Monitoring internal and external management
development programs; Introducing innovative training and development techniques to enhance quality and
productivity; Assuming responsibility for management development planning.

At least 5 years proven management development achievement at the centre of a major international manufacturing and
marketing organization is essential. This must be accompanied by the ability to convert theoretical concepts into practical
results and to gain the acceptance of your ideas by senior management. Fluency in French and/or German would be
advantageous.

Hewlett-Packard offers an extremely attractive package including profit-share, share-purchase scheme, non-contribu-
tory pension scheme and other valuable benefits. Comprehensive assistance with relocation to the Geneva base will be
provided.

Write to tell us why this career move would be of benefit to you and Hewlett-Packard.
Hervé Gallon, Service du Recrutement, Hewlett-Packard France, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac,
91040 Evry Cedex.

Hewlett-Packard is an equal opportunity employer.

Hewlett-Packard France:



**HEWLETT
PACKARD**

partner of your ambitions.

مكتبة ابن رشد



emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

Un Pro des Relations Humaines en usine

The Dow Chemical Company est l'un des leaders mondiaux de l'industrie chimique (2^{ème} US, 6^{ème} mondial). En France nous sommes présents dans différents secteurs d'activités (chimie lourde, pharmacie, agro-chimie, spécialités chimiques...) au travers de plusieurs sites de recherche, de vente et de production. Notre politique de gestion des Relations Humaines, fondée sur la délégation des responsabilités, la mise en valeur de l'individu et l'entretien d'un climat social sain et stimulant, occupe une place de choix dans la stratégie globale de l'entreprise. Vous avez une formation supérieure telle que Sciences Po, Droit ou DESS Gestion Personnel par exemple. Après 2 à 3 ans d'expérience de la fonction Personnel en milieu industriel, vous êtes devenu un jeune pro des Relations Humaines qui cherche à prendre en main la responsabilité de l'ensemble des fonctions sur un site. Non seulement spécialiste, vous êtes aussi un homme de contact et de communication qui aime aller sur le

terrain pour exercer son rôle de conseil. Basé dans le Nord Ouest de la France, près de Rouen, vous avez pour commencer, la responsabilité d'une unité de 130 personnes qui produit les spécialités industrielles essentielles dans notre stratégie de diversification et qui dispose déjà des moyens les plus modernes. La souplesse, la facilité d'adaptation, le goût de la performance et bien sûr une grande disponibilité sont indispensables pour réussir dans la fonction et évoluer ensuite vers d'autres responsabilités en France ou à l'étranger. Naturellement, la bonne maîtrise de l'anglais est indispensable pour communiquer au sein de notre organisation internationale.

Nous attendons votre dossier de candidature sous réf. SFLM 01, à : Dow Chemical France, Département des Relations Humaines BP 31, 06561 Valbonne Cédex.



* Marque déposée - The Dow Chemical Company.

2 CHEFS DE ZONE EXPORT

1) Europe du Nord - Pays de l'Est
(Allemand et Anglais indispensables)

2) Moyen-Orient - Bassin Méditerranéen
(Anglais indispensable)

Une solide expérience commerciale export acquise de préférence dans le secteur des biens d'équipement est nécessaire. Responsables du développement de leur secteur, ils animeront un réseau d'agents et de distributeurs et négocieront avec une clientèle diversifiée (traitement de l'eau, pétrole, chimie, agro-alimentaire, milieu industriel...). Basés à ROUEN, ces 2 postes nécessitent de fréquents déplacements.

Merci d'adresser lettre manuscrite avec C.V. et photo s/n° 9511 à

DOSAPRO MILTON ROY

DOSAPRO MILTON ROY
Moniteur Dikoyan - Service du Personnel
B.P. 5 - 27360 Pont Saint Pierre.

CONTRÔLEUR FINANCIER POUR LA CRÉATION D'UNE UNITÉ DE POINTE

Nous construisons à Nancy un centre de fabrication très automatisé de circuits intégrés et recherchons notre Contrôleur Financier. Rattaché au Directeur du Centre, vous bâtirez puis piloterez une fonction aussi peu "administrative" que possible, avec pour objectif de la faire vivre en temps réel, à tous les niveaux de décision de l'entreprise.

Vos missions : monter et coordonner budget et prix de revient, animer le suivi et la correction des écarts ; monter et suivre le plan de trésorerie, contrôler les données de comptabilité générale, assurer le reporting du Centre.

Vous êtes : diplômé d'une grande École de gestion (ou d'ingénieur + 3^e cycle de gestion) et âgé d'environ 30 ans.

Votre expérience du Contrôle de gestion en milieu industriel vous a conduit à utiliser des outils informatiques performants et à pratiquer couramment l'anglais. Cette fonction à forte autonomie d'action est ouverte sur une évolution rapide au sein du Groupe.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 81438 à notre Conseil qui étudiera en toute discrétion : Jean-Paul Menassier - SELE-CEGOS - 204, rond-point du Pont-de-Sevres - 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.



1985 L'ANNEE DE NOTRE PREMIER CONTACT

Au sein de notre Groupe la division BTB occupe une place de choix. Elle commercialise un service exclusif auprès d'une clientèle industrielle : la location et l'entretien d'articles textiles.

Notre pugnacité et notre professionnalisme nous assurent une progression constante et l'ouverture de nouvelles implantations sur le territoire.

Pour l'une de ces exploitations située dans une agréable province nous recherchons son **MANAGER**.

Qui sera-t-il ? Un homme de formation supérieure (ingénieur de préférence), 30 ans environ ayant si possible une expérience de 3 à 5 ans, capable et motivé pour réaliser le double challenge : rentabilité et développement.

Que lui offrons nous ? Tout d'abord, une formation spécifique adaptée à nos méthodes et produits, une rémunération à la mesure de ses compétences,

une évolution sans commune mesure avec la théorie, un appui total de tous les services du Groupe, un véhicule de fonction, et surtout...

...un job passionnant en la direction de ce centre de profit autonome.

Pour nous découvrir ou déjà des mots, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence 508, à la Direction des Relations Humaines, SA DECROIX BTB, 11, rue Diaz, 92100 Boulogne-Billancourt.



WILLIAM SAURIN
plats cuisinés

Entreprise leader sur le marché des plats cuisinés, technologie agro-alimentaire avancée, tradition de qualité et marketing de pointe, politique humaine novatrice : WILLIAM SAURIN est un environnement porteur et un appui considérable pour de jeunes

INGENIEURS - ECP, ENSAM, IDN, ...

chef de projet ingénierie

Vous travaillerez au développement et à l'industrialisation de produits nouveaux à CHALON S/SAONE (71). Dans le cadre d'une démarche participative, vous serez responsable de la conception et de la réalisation des projets, activité polyvalente impliquant : « l'élaboration du cahier des charges », l'évaluation de l'investissement, la négociation technique et la gestion et la coordination. 3 ans d'expérience, Anglais ou Allemand souhaités. Déplacements en France et à l'étranger de courte durée. (Référence 183 M)

Ingénieur fabrication

Ingénieur, vous avez au moins 3 à 5 ans d'expérience industrielle agro-alimentaire. Vous serez l'ingénieur de fabrication, dépendant directement du Directeur de l'Usine de Lagry (77) - 600 personnes, que nous recherchons pour : « conduire des études concernant les méthodes de fabrication (technique, technologie et organisation) de nos produits actuels et futurs », « diminuer les coûts de la non-qualité. Votre action en liaison avec les Départements de l'Usine, les Départements Ingénierie, et Recherche Développement, vous permettra d'acquies une bonne connaissance de l'entreprise avant d'évoluer au sein de la Direction Industrielle vers un poste de responsable opérationnel (effectif important). (Référence 184 M)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) en précisant la référence du poste à LESIEUR - Recrutement Cadres 122, avenue du Général Leclerc 92103 Boulogne.

GROUPE LESIEUR

Pour infuser le futur

ECP..., HEC...

Société de Services, notre Direction Générale veut placer, à son côté, un homme jeune (30 ans environ) de formation scientifique (CENTRALE, IDN) ou de gestion (HEC, EDHEC) pour lui confier des tâches d'audit et d'analyse de la valeur afin d'améliorer le coût des services rendus.

Dans cette tâche, il se prépare à assumer une fonction de direction opérationnelle au sein de la Société ou de ses filiales.

Le poste sera confié à un candidat(e) d'une grande vivacité intellectuelle, ayant déjà acquis une expérience d'organisation et d'audit plutôt dans le domaine tertiaire.

Des connaissances informatiques étendues seraient appréciées. La résidence est nécessairement à prévoir dans l'agglomération lilloise.

La rémunération est largement ouverte en fonction de l'expérience et de la personnalité retenue.

Si vous êtes intéressé, merci d'écrire sous réf. 3294-P à Gérard STIKER, qui vous assure de la plus totale discrétion.



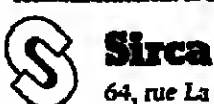
ORES MEDIA «Centre Vauban»
201, rue Colbert 59800 - LILLE
Tél. (20) 54.06.37

Banquier au service des entreprises de la région Nord

Notre vocation de banque d'affaires au contact des grandes et moyennes entreprises, avec une activité très orientée vers l'exportation, peut donner aujourd'hui un ton intéressant à votre parcours professionnel. Pourquoi ne pas vivre à Lille une nouvelle branche de votre carrière ? Que vous soyez déjà installé(e) dans cette région et satisfait(e) d'y rester, que vous cherchiez l'occasion d'y retourner ou, tout simplement, que vous soyez conscient(e) des ressources qu'elle offre à un banquier, vous percevez qu'il y a sans doute là une opportunité...

Notre succursale de Lille, dont la compétence s'étend à toute la région Nord, recherche un responsable de clientèle Entreprises. Il sera naturellement à la pointe de l'effort vigoureux - et à intensifier encore - que nous menons pour aider les entreprises dans leurs opérations vers l'étranger ou dans leur processus de développement.

Votre expérience bancaire d'une dizaine d'années, vous l'avez acquise en bonne partie auprès d'une clientèle entreprises et vous vous sentez à l'aise dans ce rôle de conseil à jouer auprès d'elles. Peut-être aspirez-vous aussi aujourd'hui à plus d'autonomie dans une structure plus légère. C'est peut-être bien, en effet, l'opportunité à explorer... et à saisir. Les consultants de SIRCA qui nous aident dans cette recherche étudieront confidentiellement la candidature que vous leur adresserez sous référence 325 213 M. Il existe des possibilités d'évolution.



64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

LES FRANÇAIS NE SAVENT PAS VENDRE !

Un groupe d'industriels recherche pour un organisme de l'Est de la France un cadre doué d'un vrai tempérament de vendeur.

RESPONSABLE DE PROJET

vous participerez activement, en collaboration étroite avec la direction, au lancement puis à l'animation d'un Centre Supérieur de spécialisation à la vente en cours de création, établissement destiné à recevoir pour deux ans de formation alternée des étudiants après deux années d'études supérieures scientifiques ou techniques, et des cadres techniques d'entreprise.

- Vous avez à votre actif :
- une formation supérieure scientifique ou technique,
 - une expérience de l'entreprise de préférence acquise dans un poste de « commercial »,
 - la maîtrise de l'anglais ou/et de l'allemand,
 - Vous êtes disponible rapidement.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo sous N° 7155 Le Monde Pub., SERVICE ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

هكذا من الأصل

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**RECRUTEMENT D'UN
ADJOINT DIRECTEUR EXPORT (H/F)**

Un groupe spécialisé dans les produits destinés à la couverture et au bardage employant 1.000 personnes et réalisant 11 % de son C.A. à l'exportation.

RECHERCHE pour la division internationale l'adjoint(e) de son directeur export.

Nous souhaitons rencontrer un(e) candidat(e) âgé(e) de 30 ans minimum, de formation supérieure, école de commerce par exemple, parlant couramment anglais et allemand, ayant une excellente expérience de terrain européen.

Après une formation aux produits, aux méthodes commerciales et de gestion pratiquées dans le groupe, l'adjoint(e) au directeur export interviendra dans des domaines très divers, notamment :

- Lancement de nouveaux produits ;
- Mise en route d'actions commerciales spécifiques ;
- Participation à la planification commerciale ;
- Contrôle et animation des filiales et agents.

Ce poste situé dans l'ouest de la France, nécessite 50 % des déplacements, essentiellement sur l'Europe.

Écrire Agence Havas, 3, rue d'Alsace BP 2238 49022 ANGERS CEDEX sous référence 523.

VILLE DE TONCING
(NORD) 97 000 habitants
RECRUTE

**CHEF DE SERVICE
CONTRACTUEL**

pour le poste MUNICIPAL
parmi anciens commissaires ou inspecteurs en fonction
Chargé de l'entretien de 2 brigades, 24 agents de Prévention, 3 mètres-chiens.

Adresser C.V. MAIRIE DE TONCING (89208)
Avant le 30-4-1985.

**RÉDACTEUR
CONTENTIEUX**

de Société d'assurance
Vous avez plusieurs années d'expérience de gestion des dossiers contentieux et assurez une évolution de carrière : vous souhaitez travailler pour une mutuelle d'assurance qui étend son implantation en créant un important centre régional dans l'ALP.

NOUS VOUS PROPOSONS :
• un statut cadre ;
• une rémunération motivante et équilibrée ;
• des perspectives de carrière.

Adresser C.V. et prétentions à :
74788 PUBLICITE ROGER BLEY - 101, rue Réaumur 75002 PARIS.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE
recherche

**ADJOINT
DU RESPONSABLE**

DES INSTALLATIONS
TECHNIQUES DU CASIER
JUDICIAIRE NATIONAL
Logement de fonction à Nantes, Mairie BAC ou E et 2 ans de formation complémentaire ou expérience pratique en électromécanique.

Adresser candidature avec C.V. et prétentions à :
M. le Chef de la Division de l'Informatique,
Centre du Casier Judiciaire,
107, rue de Landreau,
44078 NANTES.

ENTREPRISE ORLÉANAISE, de

taille humaine
recherche pour son service automatisé en plein expansion
**1 DUT GÉNIE ÉLECTRIQUE
1 BTS ÉLECTROTECHNIQUE
OU SIMILAIRES**

expérience professionnelle de 2 ans minimum exigée
Écrire à HAVAS 303.375 BP 1519
45005 ORLÉANS CEDEX.



**SOCIÉTÉ RÉGIONALE DES CAISSES D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE
POITOU-CHARENTE**

**Une équipe de professionnels
jeunes et décidés...**

pour animer la Société Régionale Financière que nous créons dans le cadre de la nouvelle réglementation bancaire.

Nous faisons partie d'un puissant réseau national. Nos missions : « assurer la transformation financière des fonds collectés » participer à l'opération économique de la Région « faciliter le développement des Caisse de Poitou-Charentes. Notre objectif : consolider et élargir notre part du marché financier régional par la qualité des services rendus à notre clientèle.

Nous proposons trois postes à des hommes et des femmes qui voudront s'associer à nous dans un esprit constructif et innovateur, à notre siège de Poitiers.

Organisateur-informatique

Il a un double rôle : « L'exploitation : définition des besoins informatiques propres à la Société Régionale et aux Caisse, choix des équipements, organisation et méthodes, développement de la bureautique, de la monétique... » Le conseil et l'assistance aux utilisateurs, la formation au maniement des outils informatiques. Il participe à l'orientation de la politique régionale, en particulier pour le choix des investissements. Ce poste convient à un diplômé de l'enseignement supérieur (ingénieur, Grandes Écoles de gestion, MAGE, etc.) ayant 3 à 5 ans d'expérience d'organisation administrative et d'un rôle d'interface, si possible entre les utilisateurs et une informatique traitée dans un Centre Technique. Une connaissance des milieux bancaires est souhaitée. (Réf. 25 M 109 M^{me} Giacchetti).

Chef comptable, contrôleur de gestion

Il est responsable de la production des documents chiffrés pour permettre une gestion efficace des flux financiers de la Société (les ressources collectées par les Caisse doivent être centralisées et inscrites au bilan). Il établit les états financiers conformément à la réglementation bancaire. Il contrôle l'administration : service du personnel, services généraux... Il participe à la mise en place d'un système de contrôle de gestion. Pour assurer les importantes responsabilités de ce poste, il faut le DECS minimum, la connaissance de la NCB (nouvelle comptabilité bancaire) et 3 à 5 ans d'expérience dans une banque ou un établissement financier. (Réf. 35 M 110 M^{me} Suber).

Responsable du service des titres

Cette fonction s'inscrit dans la nouvelle politique de développement de notre institution. Il assure à l'échelon régional la gestion de la cune. Il apporte son soutien aux responsables de ce service dans les Caisse d'Épargne notamment dans leur rôle de gestionnaire de patrimoine. Il a un rôle de chef de produit qui suit l'évolution du marché bancaire et boursier de la Région. Une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire, soit dans une banque, soit chez un agent de change est indispensable. (Réf. 25 M 111 M^{me} Giacchetti).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) à notre Conseil qui vous garantit une totale discrétion, en mentionnant la référence choisie. CPA, 3, rue de Liège 75009 Paris.

FRANCHE-COMTE

**de la tradition industrielle
aux techniques du Futur**

Automatiser dans le monde entier les processus industriels dans les domaines de la métallurgie, de la sidérurgie, de la chimie, des mines, du papier... C'est le challenge que nous vous proposons. Pour cela nous recherchons des :

- Ingénieurs d'affaires**
pour prospecter, établir les devis et suivre les contrats.
- Ingénieurs d'études**
pour développer des techniques nouvelles dans les domaines des entraînements à vitesse variable et processus industriels.
- Ingénieurs analystes**
pour réaliser des projets d'automatisation industrielle sur micro et mini calculateurs (VAX, PDP et HP).

CGEE ALSTHOM
INNOVATION ET ENTREPRENEMENT

Ingénieurs réalisation
pour automatiser des processus industriels (micro processeurs, automates programmables, entraînements à vitesse variable).

Ingénieurs mise en service
Pour assurer la bonne marche des équipements d'automatisation de puissance et automatisés. Vous êtes INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE (option électronique de puissance, automatique, informatique industrielle) diplômé ou en cours de formation. Associez-vous à notre groupe IMM, situé à BELFORT. Merci d'adresser à Fabienne Ducrot - CGEE ALSTHOM 13, rue A. Raymond - 82309 LEVALLOIS-PERRET Cedex.

OFFRES D'EMPLOIS

Société de l'Informatique et du Bureautique
Distributeur de logiciels en poste de
RESPONSABLE HF
LOGICIELS
Assurez votre direction Assurance Qualité et en liaison avec les autres services, vous serez chargé de mettre en place la politique de qualité pour la conception des logiciels. Vous aurez à votre disposition une équipe de développeurs et de techniciens expérimentés. Pour faire partie de notre équipe, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + prétentions) à :
30 rue de Provence 75009 Paris

LA QUALITÉ DE NOS LOGICIELS EST UN OBJECTIF PRIORITAIRE

RESPONSABLE HF
ASSURANCE QUALITÉ LOGICIELS

**ingénieur
de fabrication**
(unité d'assemblage)

Après formation de 2 ans, vous serez ingénieur de fabrication dans une entreprise spécialisée dans la conception, la réalisation et l'entretien de machines à commande numérique. Vous serez chargé de la mise au point, de la fabrication et de l'entretien de machines à commande numérique. Vous serez également chargé de la formation du personnel et de la gestion des stocks.

Nous vous proposons une formation de 2 ans, une rémunération attractive, une carrière d'avenir. Pour plus d'informations, contactez-nous à :
Delta Metallurgie
10, rue de la République
54000 NANCY

SPRAGUE FRANCE
COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
à TOURS (800 personnes)
recherche dans le cadre
du développement de ses activités

chef comptable

de formation DECS ou équivalent.
Rattaché au Directeur Financier, vous serez responsable d'une équipe de 6 personnes. La pratique de la comptabilité anglo-saxonne sera appréciée. Anglais souhaités.

Veuillez nous adresser votre candidature avec C.V., photo et prét. à :
M 16 à
SPRAGUE FRANCE
Service du Personnel
B.P. 143 - 37001 TOURS Cedex.



technicien d'organisation
BTS/DUT Electronique ou équivalent
avec 2 ans d'expérience professionnelle pour son Département Organisation-Méthodes.
Sous la responsabilité de l'Ingénieur-Chef de Département, il sera chargé de l'étude et du suivi de projets d'automatisation et de robotisation qui impliquent sans pratique et esprit d'initiative.
Des déplacements et des stages de formation sont envisagés.
Lieu de travail : BERNAY (Eure)
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prét. à :
PUBLICITE ROGER BLEY
101 rue Réaumur - 75002 Paris, qui transmettra.

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

**LA DIVISION CONSEIL
ET INGÉNIERIE INFORMATIQUE
DE SLIGOS**

en forte expansion, renforce son équipe d'ingénieurs de haut niveau intervenant auprès des Dirigeants et Chefs de Services Informatiques de grandes entreprises et administrations. Elle recherche :

**DES PLANIFICATEURS EN INFORMATIQUE
DES CONCEPTEURS DE SYSTÈMES D'INFORMATION
DES ARCHITECTES EN BUREAUTIQUE ET MICRO-INFORMATIQUE**

Les candidats âgés au minimum de 30 ans auront une très solide formation supérieure et d'indiscutables qualités de communication.

- ils pourront justifier :
- d'une réelle expérience de méthodes de planification et de conception informatique,
 - de réussite majeure dans des spécialités techniques,
 - d'une maîtrise parfaite dans la conduite d'opérations informatiques d'envergure dans différents domaines d'application.
- La connaissance approfondie d'un secteur d'activité (Industrie, Banque, Distribution, Assurance, Administration...) sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence SIT/AS à : Anna STAROSWIECKI - SLIGOS DCI - 26, rue des Pavillons, 92800 PUTEAUX.

Nous prions les lecteurs répondant aux
« ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien
indiquer faiblement sur l'enveloppe le numéro
de l'annonce les intéressant et de vérifier
l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde
Publicité » ou d'une agence.

مناصة العمل

Quand on a l'expérience de la vente de systèmes sur grands comptes, devenir spécialiste français de L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE chez le leader c'est intelligent

Notre Ingénieur d'Affaires

aura une formation supérieure en informatique (grande école d'ingénieurs, 3ème cycle universitaire), une solide expérience de la vente de Systèmes sur grands comptes, et une parfaite maîtrise de l'anglais. Nous compléterons sa connaissance des langages LISP par une formation sur INTERLISP-D et LOOPS. En liaison avec la Direction du Marketing, il sera le responsable de la stratégie commerciale au niveau France. A ce titre, il commercialisera avec un Support Technico-Commercial de haut niveau notre ligne de produits (machines Lisp XEROX 1108). Par le degré d'autonomie dont il disposera, ce poste lui permettra d'évoluer comme l'un des véritables spécialistes français dans ce domaine. Merci d'envoyer C.V. et prétentions, sous réf. D. LM 39, à Brigitte Bruot, Rank Xerox, Service Recrutement, 93607 Aubrey-sous-Bois Cedex.

RANK XEROX

Dyneer

Technitron S.A.

TECHNITRON S.A. est la filiale française d'une importante société d'exportation de matériel électronique spécialisé, qui s'adresse à l'industrie aéronautique, à l'électronique professionnelle et aux services officiels.

TECHNITRON INTERNATIONAL est une filiale du groupe DYNEER (200 M \$) implantée dans tous les pays d'Europe ainsi qu'à New-York. Nos produits sont généralement leaders, selon une concurrence et adhésions un marché en forte croissance.

Nous recherchons dans le cadre de notre développement :

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL EXPÉRIMENTÉ EN MESURE ÉLECTRONIQUE

- Formation Ecole supérieure d'Électronique ou IUT ;
- Expérience industrielle, suivie de plusieurs années d'activité constructive de technico-commercial dans ce domaine ;
- Anglais lu et parlé pour dialoguer aisément avec nos correspondants américains.

Il sera chargé de la diffusion, sur une clientèle existante et à développer, de la promotion et de la vente d'une ligne d'appareils de mesure électronique haut de gamme.

Il couvrira l'ensemble de la France, directement ou à travers notre réseau d'agents régionaux.

Nous lui offrons une rémunération motivante (fixe + commission + voiture + frais) :

- une large autonomie d'action ;
- une position à court terme de chef de produit, responsable d'un centre de profit autonome s'appuyant sur une équipe à développer ;
- la sécurité d'un important groupe en pleine croissance.

Nous recherchons également :

UN INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL DÉBUTANT

- de formation électronique et justifiant si possible d'une première expérience de la vente, il sera en charge de la prospection pour nos produits haut de gamme, d'une clientèle en développement ;
- anglais lu indispensable.

Rémunération motivante (fixe + commission + voiture + frais).

Merci d'adresser votre curriculum vitae à M. Philippe GAILLET.

TECHNITRON
Membre du groupe DYNEER
8, avenue Aristide-Briand,
92220 BAGNEUX.

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

CORTRANS

- spécialiste des grands centres informatiques (automatisation, migrations),
- poursuit son expansion en France et à l'étranger et,
- vous invite à vous joindre à ses équipes d'informaticiens, d'un haut niveau de compétences, intervenant sur des projets d'envergure.

Pour ses projets en France et à l'étranger

CHEFS DE PROJET

Vous êtes diplômé d'une grande école et possédez une expérience de quelques années sur gros matériel IBM, de préférence MVS.

Vous êtes intéressé par l'organisation de centres informatiques.

Votre mission consistera à :

- prendre en charge des relations techniques avec le client,
- assurer la réalisation de grands projets,
- animer une équipe.

Pour les postes à l'étranger, la maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Réf. CP/78525

INGÉNIEUR-CONSEIL ET SUPPORT TECHNIQUE

Vous êtes attiré par le support de logiciels à caractère système.

Vous assurez :

- le support technique de nos produits,
- des actions de conseil,
- la formation de nos clients,
- l'évolution et le suivi technique de nos méthodes, nos logiciels et de nos équipes.

Pour ces postes, une bonne expérience du système MVS est exigée.

La connaissance du système DOS sera un atout supplémentaire. La maîtrise de l'Anglais est indispensable.

Réf. ST/78525

MARKETING - DEVELOPPEMENT CHIMIE ORGANIQUE

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST réalise en France et à l'exportation un chiffre d'affaires proche de 5 milliards, dont 40 % à partir de produits fabriqués dans ses 4 usines.

Soucieuse de développer sur les marchés étrangers les produits issus de sa propre recherche, elle souhaite renforcer son équipe de Développement.

Elle recherche pour cela un

INGÉNIEUR CHIMISTE

(ESCP - ESPCI - ENSIC - ESCIL... Doctorat).

Pour prospecter une clientèle internationale et participer au lancement de produits nouveaux.

Une expérience d'au moins 5 ans est indispensable soit en recherche, production ou développement, soit en commerce international. Anglais indispensable, allemand souhaité.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 686 à
Département des Ressources Humaines SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST
Tour Roussel Nobel Cedex 03 - 92080 PARIS LA DÉFENSE.

Hoechst



alfatronic
Distributeur national de composants électroniques et systèmes informatiques recherche pour la région (RHONE-ALPES)

1 TECHNICO COMMERCIAL HF

Formation BTS - DUT ou ingénieur électronique, pour la vente d'afficheurs, connecteurs, alimentations, filtres, microprocesseurs, relais.

Une première expérience réussie dans la vente est un atout supplémentaire, mais les techniciens souhaitant se diriger vers une carrière commerciale seront les bienvenus pour ce poste de battant.

Basé à Lyon, il s'intégrera dans l'agence régionale, autonome, qui comporte déjà 5 personnes.

Ecrire avec CV et prétentions à Y. A. STORY
ALFATRONIC Immeuble Britannia
30 bd Eugène Deruelle 69003 Lyon

Société de Conseil et d'Assistance en ORGANISATION ET INFORMATIQUE région EST de Paris, recherche pour accompagner son expansion

JEUNES INGÉNIEURS

dynamiques, ayant le goût des responsabilités de l'initiative et des contacts humains.

Un complément de type IAE sera apprécié.

IAM, 2 bis, avenue Foch, 94160 SAINT-MANDE
Téléphone : (1) 365-64-83.

PIERRE & VACANCES

1^{ère} CHAÎNE LOCATIVE FRANÇAISE recherche RESPONSABLE

RESIDENCES DE TOURISME
350 appartements.
Expérience : 5 à 10 ans dans une société de services, hôtellerie ou similaire.
Disponible immédiatement.

Adresser C.V., photo et prétentions à
PIERRE ET VACANCES Service Exploitation
54, avenue Marceau - 75008 PARIS.

Conseil en Ressources Humaines

Nous sommes une équipe de taille moyenne, spécialisée dans le conseil aux entreprises pour la recherche, le choix, l'intégration d'ingénieurs, cadres, dirigeants réalisateurs, la gestion des ressources humaines. Cabinet de groupe pluridisciplinaire, nous mettrons en commun toutes nos ressources de professionnalisme, de créativité, d'esprit d'entreprise au service de la réussite des clients et des candidats qui nous font confiance.

Le succès rencontré, nos objectifs, nous conduisent à intégrer au sein de notre équipe un nouveau CONSULTANT SENIOR.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, parlant l'anglais, vous êtes, soit un professionnel confirmé, déjà introduit en clientèle, de la recherche de cadres par annonces et approche directe, soit un homme d'entreprise, ayant déjà rendu des services, et connaissant bien une partie des entreprises de l'industrie ou de l'informatique.

Vous prendrez progressivement en charge, avec une grande autonomie et dans le respect d'une stricte déontologie, des missions complètes de recherche, depuis l'analyse approfondie de tous les problèmes que pose le recrutement à l'entreprise jusqu'au suivi de la bonne intégration du candidat retenu. Vous suivrez, prospecterez, développerez une clientèle, assurerez l'évolution d'une ligne de produits.

Intéressé aux résultats, vous aurez la possibilité au bout de 2 ans, si vous réussirez, de créer avec l'équipe une nouvelle activité. La finalisation n'est pas à exclure.

François CORNEVIN traite confidentiellement votre candidature. Il vous remercie de lui écrire sous la référence 65 8901 M.

EQUIPES ET ENTREPRISES

11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

responsable gestion de la qualité

Ce collaborateur rattaché à la Direction Générale sera chargé de proposer et de mettre en œuvre une politique "Qualité" pour l'ensemble des fonctions de la société, avec une première étape consacrée à la fabrication. La fonction suppose un homme de contact et un pédagogue. Il sera aussi capable de convaincre et d'animer des groupes de travail. De formation ingénieur, le candidat possèdera une expérience de 5 à 10 ans dans les domaines de mécanique générale et d'électromécanique. Un anglais courant et un bon niveau d'allemand sont nécessaires. Ce poste est basé à 700 km au sud de Paris, à proximité de 77 - Fontainebleau, et suppose des déplacements courts dans les autres établissements de la société.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 8586 à :
nicole outin - conseil en recrutement, 15 rue marcel renault, 75017 paris, qui garantira votre discrétion.

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

OFFRE

SOCIÉTÉ FRANÇAISE HOECHST

Ingénieur chef de projet

Technicien

La place à prendre

REACTIVATION

REACTIVATION

REACTIVATION

REACTIVATION

REACTIVATION

REACTIVATION

REACTIVATION

REACTIVATION

REACTIVATION

REACTIVATION

REACTIVATION

REACTIVATION

REACTIVATION

REACTIVATION

REACTIVATION

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ FILIALE D'UN GROUPE IMPORTANT

Ingénieur chef de projet

Formation Centrale, AM ou équivalent, 3 à 4 ans d'expérience, ayant la technique : génie chimique, chaudronnerie, tuyauterie, instrumentation. Anglais indispensable.

référence 4.726 M

Technicien supérieur

Formation IUT, génie chimique ou thermique, débutant ou 3 à 4 ans d'expérience. Anglais indispensable.

référence 4.727 M

Lieu de travail : banlieue sud Paris - Métro.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions en précisant la référence à PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

LIGNE DE PRODUITS TECHNIQUES marketing et ventes France et export

UN DÉPARTEMENT A TAILLE HUMAINE, leader mondial dans l'étude, la réalisation et la vente de matériels de haute fiabilité, faisant partie d'un grand groupe français, recherche le Responsable Commercial d'une ligne de produits.

Ce poste conviendrait à un candidat, impérativement de formation ingénieur, ayant environ 5 ans d'expérience technico-commerciale et l'habitude de la vente de biens d'équipement à l'exportation. Il sera chargé :

- de définir la stratégie,
- de mettre en œuvre la politique qui en découle,
- des études de marché et des prévisions de ventes,
- de la réalisation du chiffre d'affaires et des marges,
- des liaisons entre les services techniques des clients et ceux du Département.

Anglais courant indispensable.
Larges perspectives de carrière dans un groupe de dimension internationale, ayant une politique dynamique de gestion de ses cadres.

Poste à Paris.
Écrire sous réf. GZ 425 CM
Discretion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris

CADRE FINANCIER assistance et contrôle filiales

Le groupe de la
lyonnaise des eaux

(CA. consolidé 13 milliards de francs) recherche pour sa Direction Financière un Cadre Financier de fort potentiel.

Sa mission :
Plus particulièrement chargé d'un groupe de filiales, son rôle sera celui d'un conseiller et d'un animateur. Il devra, auprès de ces sociétés :

- assurer le contrôle financier permanent,
- les assister au niveau de l'organisation comptable, de l'arrêté des bilans, de l'établissement des plans et budgets,
- effectuer des études économiques et financières en vue d'acquisitions ou de rapprochements de sociétés.

Son profil :
HEC - ESSEC - ESCP - Sciences Po ou équivalent (DECS apprécié), il devra disposer d'une première expérience réussie de 3 à 5 ans lui ayant permis d'acquérir de solides connaissances en comptabilité et en gestion d'entreprise.

La pratique de l'anglais courant est indispensable.
Le poste est à Paris et offre des perspectives d'évolution de carrière au sein des filiales (province ou étranger).
Une rémunération motivante pour candidat de valeur et performant.

Écrire sous réf. BU 420 AM
Discretion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris

COMMUNICATION INSTITUTIONNELLE ET SOCIALE :

Une place à prendre !

Notre métier : aider les entreprises et les collectivités à développer une communication fondamentale en s'appuyant principalement sur les techniques de relations publiques et de publicité. En trois ans, nous sommes entrés dans le « club » des dix premières agences françaises de ce secteur d'activité. Notre développement passe aujourd'hui par le recrutement de talents confirmés :

Nous recherchons un RESPONSABLE DE COMMUNICATION

à haut niveau ayant une expérience étendue des moyens de communication (y compris les techniques les plus modernes), la connaissance du milieu des collectivités locales et publiques. Basé à Paris, mais avec une grande disponibilité pour animer nos bureaux de province, ce responsable devra faire preuve d'initiative, d'imagination, de sens de l'organisation et de rigueur.

Vous avez déjà fait la démonstration résumée de votre capacité à conduire des actions d'information complexes, touchant aussi bien des leaders que le grand public, vous êtes rapidement disponible.

Envoyez C.V., photo et lettre de candidature à :
Jean-Pierre PLOUET - CMPE
59, rue des Petits-Champs - 75001 PARIS

La performance dans l'audit un projet ambitieux un potentiel de manager

Poursuivant son développement, tant sur un plan international qu'en France, un puissant Groupe Alimentaire Français (C.A. 8 milliards environ) produits mondialement connus, nombreuses filiales France et étranger, recherche :

Jeune audit de valeur HEC - ESSEC - ESCP... M.B.A. apprécié

Le poste proposé au sein du Holding permet :

- de valoriser une première expérience d'audit réussie de 2 à 3 ans acquise de préférence dans un cabinet anglo-saxon de forte notoriété. Il contribuera par ses interventions à établir et harmoniser les procédures internes du Groupe,
- d'accéder rapidement à de réelles responsabilités opérationnelles au sein de son Holding ou d'une de ses filiales.

Bonne connaissance de l'anglais.

Poste à Paris.

Écrire sous réf. DW 422 AM
Discretion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris

DIRECTEURS Groupes de filiales

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS NUMÉRO 1 DANS SON DOMAINE, nombreuses implantations sur tout le territoire, recherche Deux Directeurs.

Rattachés à la Direction Générale, ils seront chargés d'animer, coordonner, développer un ensemble de filiales.

Ces postes conviendront à des candidats de formation grande école d'ingénieurs ou de gestion ayant déjà assumé avec succès la responsabilité opérationnelle d'un centre de profits à caractère industriel et commercial, désireux et capables de gérer un échelon pour devenir les Managers de plusieurs Centres et éventuellement en créer de nouveaux.

Poste à Paris.

référence AI 426 AM

Poste Est France.

référence BJ 427 AM

Écrire en précisant la référence
Discretion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris

PRODUITS INDUSTRIELS Diriger l'exportation

UN GROUPE FRANÇAIS DE PREMIER PLAN, parmi les premiers mondiaux dans son domaine, recherche un Cadre de très bon niveau pour lui confier la responsabilité de l'exportation de l'une de ses branches les plus performantes.

Ce poste conviendrait à un candidat, école de gestion ou ingénieur ayant une solide expérience de la vente à l'exportation d'équipements ou de produits industriels, capable :

- de participer à l'élaboration des politiques et des stratégies commerciales,
- d'animer une équipe étoffée de responsables de zone,
- de développer une activité dont la croissance actuelle à l'exportation est de 25% par an.

Parfaite connaissance de l'anglais indispensable.
Larges perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.

Poste à Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 330 000 F +

Écrire sous réf. FY 424 CM
Discretion absolue.

4, rue Massenet 75116 Paris

RÉALISER, INNOVER, CRÉER...

Trois impératifs, un objectif pour le DÉPARTEMENT RADARS CONTRE-MESURES MISSILES de THOMSON-CSF : rester à la pointe de l'électronique la plus performante. Ce département recherche :

INGÉNIEUR QUALITÉ ÉTUDE

pour assurer le développement et la mise en œuvre de l'Assurance Qualité pendant les phases d'étude et d'industrialisation des produits. Il sera chargé d'établir, dès la prospection, le plan de qualité avec les ingénieurs responsables d'affaires, le faire exécuter, le gérer.

FORMATION GRANDES ÉCOLES GÉNÉRALISTES. Anglais indispensable.
Première expérience - laboratoires - souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature à Madeleine GUGUES - THOMSON-CSF - Service du Personnel.
68, avenue Pierre-Brossolette - 92240 MALAKOFF

THOMSON-CSF

LA QUALITÉ DE NOS LOGICIELS EST UN OBJECTIF PRIORITAIRE

Filiale d'un groupe à dimension internationale, nous créons une activité de métrique pour assurer la qualité de nos logiciels.

Nous recherchons un ingénieur informaticien H-F, responsable de la mise en place de cette activité. Il définit et réalise les outils logiciels nécessaires et il se charge, en outre, de la promotion de ces techniques auprès des utilisateurs.

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

De formation Grande École ou Université, il a une première expérience en réalisation de logiciels et des qualités personnelles confirmées : créativité, esprit de recherche, rigueur intellectuelle.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 4797 à l'agence DESSEIN, 69 rue de Provence, 75009 PARIS.

Importante société de Conseil et d'assistance technique recrutée pour missions d'audit informatique

INGÉNIEURS

25-30 ans
Bonne connaissance réseaux et systèmes hétérogènes.

Env. C.V. à Compasse Publi-Soft
20, avenue de l'Opéra,
75040 Paris cedex 01.

CONSTRUCTEUR informatique recherchant très urgent

INGÉNIEUR

RÉDACTEUR
expérience en procédure de séminaire. 794-74-82.

Qualité de Conseil

Juridique à Paris

cherche

STAGIAIRE

(H. ou F.)

DEBUTANT

Envoyer curriculum vitae à
REGIE PRESSE
sous n° 304878 M
7, rue de Montcaumon, 75007 Paris.

INGÉNIEUR sup. physique
Laser. Poste responsable
commercial. Salaire selon exp. Bilingue anglais. Env. CV à
AMP sous n° 4764/AL 40,
rue Olivier-de-Serres Paris-15-
qui transmettra.

PRECISION MECANIQUE LABINAL

équipements pour l'aéronautique et l'automobile
7500 personnes - 20 usines en France - 11 filiales
à l'étranger. Chiffre d'affaires 2 milliards de francs
recherche dans le cadre du renforcement de la structure
administrative d'une de ses divisions

DIVISION RALENTISSEURS

la Compagnie Française

Telma

leader sur le marché européen
80% de l'activité hors de France.

Secrétaire Général

Rattaché au Directeur Général et en liaison avec les services centraux du siège, il devra prendre en charge l'entière responsabilité des fonctions Personnel et Informatique.

Par ailleurs, il assurera lui-même la responsabilité de la fonction juridique : droit des sociétés, gestion des brevets, mise au point des contrats, assurances, contentieux.

De formation supérieure, commerciale ou gestion (HEC-ESSEC-ESC) et maîtrisant parfaitement au moins l'anglais, le candidat devra disposer d'une bonne expérience professionnelle dans une fonction identique.

Une expérience de fonctions plus larges incluant notamment la comptabilité générale et analytique serait un atout pour un développement ultérieur de carrière au sein du Groupe.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à Précision Mécanique Labinal - Direction des Affaires Sociales - 5, avenue Newton, 78380 Bois d'Arcy.

pml précision mécanique
labinal

هنا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

PEUGEOT SA.

Vous voulez développer vos compétences dans un grand groupe industriel privé qui gagne...

notre
DIRECTION INFORMATIQUE
TELECOMMUNICATIONS
ET AUTOMATISMES

Recherche Spécialistes Réseaux Téléinformatiques

Mission
En étroite collaboration avec les Sociétés du GROUPE, vous devrez :
- mettre en place les méthodes, les procédures et les standards nécessaires au développement du Réseau Téléinformatique SNA du groupe ;
- effectuer les études et planifier la mise en place de nouveaux services téléinformatiques.

Profil
- Ingénieur Grande Ecole ou Universitaire 31 ans minimum.
- Expérience de 3 à 5 ans des réseaux téléinformatiques.
- Connaissance solide de SNA, réseaux, l'expérience de produits tel que MVS, VM, IMS sans exception.
- Autonomie et capacité à convaincre sont nécessaires pour ce poste.

Recherche Spécialistes Télécommunications

Mission
Dans une petite équipe d'Experts, conduire des études pour le choix de matériels de télécommunications dans le domaine de la commutation, pour les besoins du groupe ; et mettre en place les méthodes, les procédures et les outils dans le cadre de la stratégie du groupe.

Profil
- Ingénieur Grande Ecole ou Universitaire 31 ans minimum.
- Connaissance solide des matériels de commutation et des réseaux de transmission.
- Expérience de 5 à 7 ans dans le domaine des télécommunications.
- Autonomie de comportement et capacité à convaincre sont nécessaires pour ce poste.

La Société et le Groupe offrent de larges perspectives de carrières - Adresser lettres de candidatures à :
PEUGEOT SA - Gestion du Personnel - 75, Av. de la Grande Armée - 75116 Paris - Discretion assurée

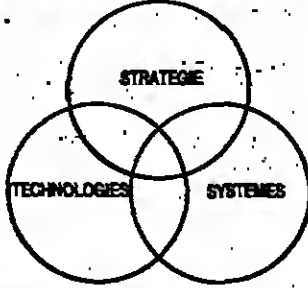
INGENIEUR
GRANDE
ECOLE

INGENIEUR CONSEIL GPAO, CAO, FAO, ... pour conjuguer au futur Production et Technologies Avancées

Vous avez :
- 30 ans ou plus,
- le diplôme d'une grande école d'ingénieurs,
- un fort potentiel créatif,
- une bonne expérience opérationnelle de la production,
- une compétence démontrée en gestion de production et peut-être en production (CAO, FAO, robotique, ateliers flexibles, etc.).
Nous vous proposons :
- un défi dans le domaine des systèmes et technologies de production,
- la possibilité de travailler pour un large éventail d'entreprises industrielles,
- l'occasion d'ouvrir au sein d'une équipe pluridisciplinaire en expansion,
- l'opportunité d'exprimer pleinement votre goût d'entreprendre.

Coopers
& Lybrand
associés

Vous remercie de confier votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournée), présentations, sous réf. 10.405-M à Michel NEUVE EGLISE - 58, rue de Pontlieu 75008 PARIS.



planifier la production de nos usines

UNISAB, Société Française du groupe international Mars Inc : 1000 employés, 3 usines récentes, plus de 2 milliards de Francs de chiffre d'affaires, une croissance soutenue (+ de 20 % par an), 30 % d'exportation et des produits performants PAL, FROLIC, CANIGOU, LOYAL, WHISKAS, BREKIES, RONRON.

Chez nous, la planification de la production se trouve à la croisée des chemins entre Achats, Ventes et Production. Sa mission est d'élaborer et d'optimiser les plans de production de nos trois usines et de définir notre politique de stock par l'utilisation de méthodes et d'outils informatiques performants.

RESPONSABLE SERVICE PLANIFICATION PRODUCTION (230.000 F. +)

Vous développerez et mettez en œuvre de nouvelles méthodes et de nouveaux outils de planification. Vous apporterez votre support actif à la gestion des activités des départements opérationnels. Vous animerez une petite équipe.

Ingénieur + formation économique, vous avez une expérience de trois ans liée à la gestion, prévision, planification. Vous parlez couramment Anglais et avez pu exprimer vos qualités de méthodes et de persuasion dans un environnement industriel. Dans un esprit de large délégation des responsabilités, vous disposerez de moyens adaptés à vos objectifs, en particulier un équipement informatique avancé.

Ce poste est à pourvoir dans un environnement agréable de la région d'Orléans (1 heure de Paris).

Envoyer votre C.V. et photo à notre conseil :
T.E.G. sous référence 38904,
18, Place Henri Bergson, 75008 PARIS.

The
Executive
Group



FACTOFRANCE HELLER

RECRUTE

ATTACHÉ(E) DE CLIENTÈLE

Établissement financier leader sur son marché (financement, assurance et gestion de créances commerciales). Offre à ses clients AMBITEUX ET VOLONTAIRES l'opportunité de se joindre à son Département exploitation.

Au sein d'une équipe jeune et dynamique, nous vous confierons le suivi et le développement d'un portefeuille très varié de PME-PMI tant sur le plan des relations commerciales que sous l'aspect analytique du risque. Vous devrez assurer l'entretien d'une petite équipe ainsi que la responsabilité d'un centre de profits.

Ce poste exigeant mais PASSIONNANT, basé à Paris, requiert outre une formation supérieure de type SUP de CO, MAÎTRISE DE GESTION et une expérience professionnelle réussie de 2 à 3 ans orientée vers la finance commerciale. Nous recherchons une personnalité affirmée :

- sans commercial et aptitude à la négociation à tous niveaux ;
- esprit d'analyse et de synthèse ;
- faculté d'adaptation ;
- rigueur et diplomatie.

Sans être indispensable, une première expérience du monde de la PME-PMI serait néanmoins un atout supplémentaire.

Des déplacements de courtes durées sont à prévoir en France.

La rémunération ne sera pas inférieure à 140.000 F/AN + intéressement et participation.

Envoyez C.V., photo et présentations à :
RÉGIE-PRESSE sous n° 303.982 M
7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

LA FILIALE FRANÇAISE D'UNE GRANDE BANQUE EUROPEENNE

recherche
Dans le cadre de développement de son activité commerciale EMPLOYE/GRADE (B.F.) de son service étranger.

Expériences de trois à cinq ans dans un service étranger.

AVEC CONNAISSANCES :

- Des opérations import/export ;
- Des devises étrangères ;
- De la trésorerie dérivée ;
- Des crédits documentaires et lettres de crédit ;
- De portefeuille étranger.

Bonnes notions de la réglementation des changes et des déclarations en douane (déclarations) ainsi que de la langue anglaise.

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo et présentations au Journal qui transmettra sous le n° 7.154 Le Monde Pub 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

BANQUE DE DEPOTS PARIS 8e

recherche

GRADÉ DE CAISSE HF CLASSE IV

FONCTION :

Adjoint au Chef de section des opérations de caisse et de compensation d'un siège.

EXPERIENCE :

Plusieurs années dans un poste similaire, solides références professionnelles exigées.

Ecrire avec C.V., photo et présentations sous réf. 37391 à COFAP - 40, rue de Chabrol 75010 PARIS qui transmettra.

Ingénieur d'affaires ECONOMIES D'ENERGIE

Notre DIRECTION COMMERCIALE recherche un Ingénieur d'affaires. Très autonome, il sera responsable de toutes les négociations commerciales à ses collègues dans les secteurs suivants : économies d'énergie dans l'industrie lourde et le tertiaire, valorisation des énergies nouvelles et des déchets, biomasse, etc. Ingénieur Thermicien de formation, vous aurez acquis une excellente connaissance de ces activités et à dessein en France. Ce poste, très ouvert, offre de réelles opportunités de carrière à un candidat de valeur au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence 85-23-M à Serete, Service du Recrutement 88, rue Miquet, 75040 Paris Cedex 12.

serete
ingénierie

Ingénieur projets Ingénierie SECTEUR TERTIAIRE

Notre Direction Générale recherche un Ingénieur de projet dont la mission sera la réalisation des études (budgets, clés en main...) qui lui seront confiées. Selon l'expérience et les compétences du candidat retenu, ses fonctions seront en génie civil, bâtiments tertiaires ou industriels, industries lourdes. Associé aux équipes financières des négociations commerciales, l'Ingénieur de projet aura une mission opérationnelle complète sur les équipes de spécialistes qui lui seront affectées. Ce poste, très ouvert, offre de réelles opportunités de carrière à un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 85-23-M à Serete, Service Recrutement, 88, rue Miquet, 75040 Paris Cedex 12.

serete
ingénierie

Ingénieurs de projet SPECIALISTES

AUTOMATISATION DE PROCÉDES : Vous avez une expérience récente dans la conception et la mise en place de systèmes automatisés de production, en industries manufacturières ou agro-alimentaires. (Réf. 85-12-M)

G.P.A.O. : Vous avez une expérience récente dans la conception et la réalisation de systèmes de traitement de l'information transmise à la production (gestion des stocks, planification, bases de données techniques...). (Réf. 85-12-M)

INSTRUMENTATION : Vous avez une expérience récente dans la conception et la réalisation de systèmes de régulation industrielle. Vous maîtrisez les systèmes de régulation distribuée et avez une bonne expérience en méthodologie. (Réf. 85-12-M)

Pour chacune de ces postes, nous recherchons des candidats très motivés, maîtrisant pleinement la responsabilité de projets plus complexes et diversifiant vos compétences. Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence choisie à Serete, Service du Recrutement 88, rue Miquet, 75040 Paris Cedex 12.

serete
ingénierie

jeune contrôleur gestion

Vous avez un diplôme de gestion des entreprises et une première expérience professionnelle récente de 3 à 5 ans. Vous souhaitez aujourd'hui approfondir vos compétences et participer à la vie quotidienne de grands projets industriels. Les défis que nous vous proposons : assurer le suivi global de la gestion et de l'administration de nos projets. Vous aurez toutes les facilités des Informations sur charges offertes auprès de la Direction Financière et des Directions de Régulation. Vous participerez à la mise en place de notre outil de contrôle budgétaire et à la conception de nos projets informatiques de contrôle de gestion. (Réf. 85-23-M)

jeune comptable analytique

Vous avez un diplôme de gestion des entreprises et de comptabilité et une première expérience d'environ 2 ans dans le contrôle budgétaire ou la comptabilité analytique. Notre Direction Financière vous propose de prendre en charge la comptabilité analytique de la Société. Vous assurerez la liaison entre le contrôle de gestion et la comptabilité générale. Vous participerez à l'élaboration des résultats de l'entreprise et à l'optimisation des méthodes et procédures de comptabilité analytique. (Réf. 85-23-M)

Ces postes sont basés à PARIS. Merci d'envoyer votre candidature à Serete, Service du Recrutement 88, rue Miquet, 75040 Paris Cedex 12, en précisant la référence du poste choisi.

serete
ingénierie

Jeunes ingénieurs

BUREAUTIQUE : Vous êtes Ingénieur Grande Ecole. Vous débutez ou avez une première expérience de 1 à 2 ans en informatique. Après une formation à nos méthodes, vous pourrez en charge le développement d'applications complexes en micro-informatique (IBM PC) liées à l'entretien de nos contrats. La réussite de votre mission dépendra en particulier d'une bonne connaissance des matériels et des logiciels existant sur le marché pour concevoir et réaliser les développements informatiques liés à nos projets. (Réf. 85-23-M)

INFORMATIQUE ET TELECOM : Vous êtes Ingénieur Grande Ecole. Vous débutez ou avez une première expérience de 1 à 2 ans en informatique ou dans les réseaux de communication. Après une formation à nos méthodes, vous pourrez en charge la réalisation de projets informatiques liés à la gestion de notre Société (800 personnes). La réussite de votre mission dépendra en particulier d'une bonne adaptation au matériel (IBM 486) et de votre capacité à analyser et développer des applications complexes. (Réf. 85-23-M)

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la référence à Serete, Service du Recrutement 88, rue Miquet, 75040 Paris Cedex 12.

serete
ingénierie

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Ingenieur chimiste debutant

ROURE BERTRAND DUPONT, une des premières entreprises françaises de l'industrie aromatique (parfums, arômes-aliments) répartie en deux sites industriels (Argenteuil et Combs), recherche expérimentale et de taille humaine recherche un ingénieur chimiste débutant pour son département Recherche Appliquée.

Votre mission sera de développer les nouveaux produits cosmétiques, de rechercher les propriétés des parfums et d'appliquer l'industrialisation à la législation des applications relatives aux parfums.

Vous commencerez à travailler au sein de notre laboratoire.

De formation supérieure diplômé d'une école d'ingénieurs chimistes, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Poste à pourvoir au Siège Social (Argenteuil).

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous pli confidentiel à la Direction du Personnel
ROURE BERTRAND DUPONT 55 Voie des Bains 95102 Argenteuil.



CONTROLLER

Nous sommes au premier rang des constructeurs de micro-informatique professionnelle de grande diffusion. Notre ambition : faire progresser notre part de marché en France et à l'Export (CA 85 - 300 MF - effectif 200 personnes). Nous souhaitons nous équiper d'outils de contrôle efficaces et pour relever ce challenge, nous recherchons notre «Controller».

- See objectives :
- dynamiser le contrôle central
 - être l'architecte de la démarche : plans, prévisions, budgets, mettre en place le contrôle budgétaire
 - encadrer la comptabilité analytique, le contrôle de gestion de production, et le contrôle des fournisseurs
 - suivre et consolider nos filiales France et Export
 - Assister les contrôleurs divisionnaires dans leur organisation et leur reporting
 - Organiser les circuits d'information, animer l'équipe informatique, travailler avec le Président sur son tableau de bord.

Vous avez 30 ans au moins, diplômé d'une Ecole de Commerce HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent et une première expérience dans un cabinet d'audit ou contrôleur interne d'une grande entreprise de type anglo-saxon.

Vous avez déjà utilisé l'informatique et dirigé une équipe.

Bien entendu vous maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence 712 à notre Conseil.

ALPHA CDI, 181, avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY SUR SEINE.



RESPONSABLE DEVELOPPEMENT LOGICIEL TEMPS REEL SUR MICRO-SYSTEMES

Ingenieur diplômé, vous avez une expérience d'au moins deux ans dans la réalisation et la mise en route sur site industriel de logiciels temps réel sur micro-systèmes 16 bits.

Nous souhaitons vous confier la réalisation du logiciel de commande d'un système automatisé de production à haute cadence.

Connaissance appréciée des outils de développement INTEL sous RMK 86, des langages assembleur 8086 et PL/M.

Aptitude indispensable à l'encadrement et aux contacts techniques avec un client industriel.

Connaissance de l'Anglais souhaitée.

Adresser C.V., photo et prétentions à P. JOUVE - ESIA

1, rue des Hérons - 78184 ST QUENTIN-EN-YVELINES Cedex.

UN CHEF DE PROJET A NOTRE IMAGE, DYNAMIQUE

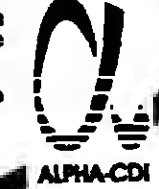
Dotés d'un ensemble d'outils et de matériels à la pointe des techniques informatiques, nous sommes un très grand groupe industriel et commercial à vocation internationale.

Notre dynamisme nous pousse régulièrement vers l'expansion et nous vous proposons ce poste de Chef de Projet, pour participer au développement de nos systèmes de distribution et de gestion commerciale. En contact avec les décideurs et les utilisateurs dans les filiales, vous les guiderez dans les utilisations de moyens sophistiqués : réseaux informatiques IBM, microinformatique à la base d'un IBM PC, accès aux systèmes TELETEL, INFOCENTRE/FOCUS.

Ingenieur de formation ou 3^{ème} cycle universitaire, votre avenir est tracé dans un groupe comme le nôtre. Nos unités fonctionnant toutefois à un rythme de grande PME, vous assurez d'excellentes conditions de travail.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous référence M 709 à notre Conseil.

ALPHA CDI, 181, avenue Charles de Gaulle - 92200 NEUILLY SUR SEINE



FUTUR DIRECTEUR D'USINE

Société française de 200 personnes, C.A. 180 M.F. Filiale d'un groupe leader mondial, recherche

SON FUTUR DIRECTEUR D'USINE

L'accession à ce poste qui implique une grande autonomie, nécessite :

- Une formation d'ingénieur (Arts et Métiers ou équivalent)
- Une expérience de production de 10 ans environ
- De solides connaissances en mécanique de grandes séries et automatisées
- La maîtrise parfaite de l'anglais.

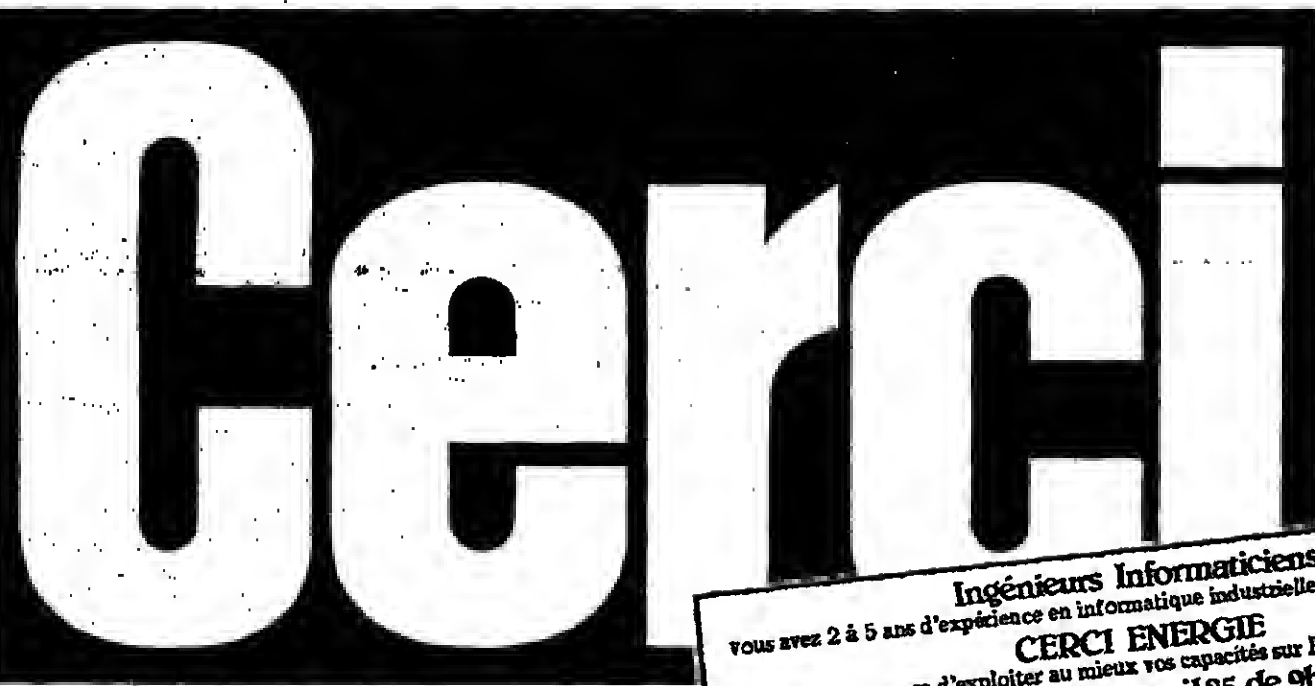
La capacité à traiter le technico-commercial avec une dizaine de constructeurs automobiles européens est un plus.

Le poste est situé au sud-est de Paris.

Merci d'envoyer C.V., prétentions et photo à

REGIE PRESSE sous n° 303.049 M

7, rue de Montesson, 75007 PARIS.



Ingenieurs Informaticiens
vous avez 2 à 5 ans d'expérience en informatique industrielle mini micro temps réel.

CERCI ENERGIE
vous propose d'exploiter au mieux vos capacités sur Paris ou Grenoble.

Tél. à Nicole Viaud les 17, 18, 19 avril 85 de 9h à 19h au 877.51.33

CERCI - Direction du Personnel - 56 rue Roger-Salengro 94126 Fontenay sous Bois Cedex.

- Un marché en forte croissance des moyens de contrôle informatiques.
- Des développements nouveaux en informatique industrielle et applications clients (liaisons CFAO, LASER, VISION...)
- Une coopération avec les U.S.A.

Nous recherchons :

Ingenieurs et techniciens logiciels

- Expérience de 3 à 5 ans en développement logiciel sur calculateurs industriels.

Techniciens d'applications clients

- Débutants (BTS ou DUT), de préférence mécanique.

Venez travailler à EVRY (région parisienne) dans une ambiance jeune et motivée.

Merci de nous adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 5568 à :

Organismes et Publicité - 1, rue Maréchal - 75001 PARIS

Chargé de mission futur consultant

Dans un premier temps, nous lui demanderons d'assister notre équipe de consultants ; il sera formé à nos méthodes de recherche par approche directe et aux techniques d'entretien puis sera amené à prendre en charge des missions de recrutement.

De formation supérieure, il possède une première expérience de l'organisation et/ou de la recherche en cabinet. Une bonne connaissance du milieu industriel serait appréciée.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'écrire sous référence 5163 à Média System, 2, rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris qui transmettra.

Vous aspirez au métier de CONSULTANT en ORGANISATION-MANAGEMENT-DEVELOPPEMENT

... sans avoir pu encore véritablement l'exercer. Sensibilité aux problèmes d'entreprise par une courte mais intense immersion dans la vie industrielle, vous vous sentez taillé - être bien fait et contact étroit - pour assurer, avec l'appui de plus expérimentés, des missions d'équipe et de conseil en grandes entreprises. Diplômé d'une Grande Ecole, vous avez enrichi votre formation de compléments sérieux : tels que comptabilité, informatique, bureautique.

Vous recherchez une équipe de haut niveau, où la qualité du travail est de rigueur, où la confiance réciproque va de soi et à laquelle vous pourrez vous intégrer durablement. Les missions que nous confions s'accompagnent d'une formation appropriée, et nous avons le souci de votre développement personnel et professionnel. Notre base est à Paris.

Si vous désirez être des nôtres, adressez votre dossier, qui sera traité confidentiellement, sous référence 5517 à Axial, 27 rue Tailbout - 75009 Paris.

L'USINE NOUVELLE

JOURNALISTE de formation ingénieur

Au sein de l'équipe du Département technique, il couvrira les domaines de la MECHANIQUE, de l'ELECTROTECHNIQUE et des METHODES pour tous secteurs d'activités.

Ingenieur de formation, vous avez exercé cette fonction pendant au moins 2 à 3 ans en entreprise et possédez, si possible, une expérience journalistique. Vous êtes actif et disponible pour des voyages fréquents de courte durée. La connaissance de l'Anglais est nécessaire, celle de l'Allemand souhaitée.

Si vous voulez démissionner une autre carrière, adressez C.V., photo et prétentions à :

M. le Directeur de la Rédaction - L'USINE NOUVELLE

59, rue du Rocher - 75008 PARIS

مكتبة الأصل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

VOS COMPÉTENCES LIÉES À NOTRE EFFICACITÉ

DUNLOP FRANCE SE DÉVELOPPE

LA DIVISION PNEUMATIQUES

renforce son Équipe Développement et Technique, et recherche des :

INGÉNIEURS CHIMISTE

(débutant ou 1^{re} expérience)

ENSI Chimie de Nancy, Physique Chimie de Paris, Polymère de Strasbourg...

Dans ces postes opérationnels industriels, vous serez amené à participer à la définition des matières premières utilisées pour la fabrication des pneumatiques et à leur mise en œuvre en laboratoire et en atelier.

Les nombreux contacts internationaux exigent la maîtrise de l'anglais.

Postes basés à MONTLUÇON, réf. 78479/M

INGÉNIEUR

(Arts et Métiers ou équivalent débutant ou 1^{re} expérience)

Vous serez chargé, après formation, d'établir et de maintenir les contacts techniques avec les constructeurs de véhicules automobiles.

"Homme de contacts" vous avez le sens des Relations Publiques.

L'anglais courant est indispensable et une autre langue (Allemand, Italien...) serait appréciée.

Poste basé à ISSY-LES-MOULINEAUX. Réf. 78480/M

TECHNICIEN ESSAI ROUTES

Vous serez chargé, personnellement et avec l'aide d'une équipe, d'apprécier le comportement des pneumatiques en fonction des charges.

Votre connaissance de l'automobile et en particulier de la tenue des véhicules sur routes, vous permettra de réussir pleinement dans cette mission.

Poste basé à AMIENS. Réf. 78481/M

A des candidats de valeur, le Groupe DUNLOP FRANCE assure une formation avant l'intégration dans les postes et offre des perspectives d'évolution intéressantes.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant le réf. du poste choisi à DUNLOP FRANCE - Direction du Personnel

62, rue Caville - Desmoulins - BP 41 - 92133 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex.



LA DIVISION DUNLOPILLO

dans le cadre de ses activités litée et constructeurs automobile pour ses services techniques et développement : Mousses - Latex et Polyuréthane, recherche en :

INGÉNIEUR CHIMISTE

(ENSI chimie ou équivalent)

Rattaché à la Direction Technique, vous serez responsable de la mise au point des produits (formulation et procédés) ainsi que du matériel de fabrication. Vous travaillerez en relation étroite avec les fournisseurs des matières premières et les ateliers de fabrication.

Votre connaissance en technologie d'application serait appréciée.

Poste basé à MANTES-LE-JUIE. Réf. 78482/M

LA FILIALE DUNLOP ROUES

recherche en :

RESPONSABLE INGÉNIERIE

(Arts et Métiers ou équivalent)

Votre mission consistera à développer des équipements et procédés nouveaux et à améliorer les équipements existants.

Une expérience de quelques années en maintenance électromécanique et automatisme industriel serait un atout supplémentaire.

"Homme d'usine", le candidat retenu devra savoir travailler en collaboration avec la production et assurer son équipe.

Anglais souhaité.

Poste basé dans une petite ville de l'AINSE à proximité de SAINT-QUENTIN.

Réf. 78483/M

SITA

Société Internationale de
Télécommunications Aéronautiques

Exploitant et développant
le plus grand réseau télé-
phonique de communications
de messages à l'usage exclu-
sif des compagnies aérien-
nes, recherche :



POUR SA DIRECTION DU RESEAU SITUÉE A PARIS

INGÉNIEURS

télécommunications / réseaux

Ingénieurs grandes écoles,
option informatique, de 1 à 5 ans d'expérience professionnelle

Ces ingénieurs seront appelés à travailler en sein d'équipes dans les domaines suivants :

• ETUDES DE RESEAU. Elaboration de la stratégie de développement/topologie du réseau. (réf. PNT)

• ETUDES TECHNIQUES. études concernant l'équipement, les protocoles et les performances du réseau. Une bonne connaissance X25, SNA sera hautement appréciée. (réf. SZ1)

• QUALIFICATION. recense, mise en service et suivi des différents logiciels du réseau - gestion d'outils de tests. (réf. SZ2)

• EXPERTISE TELECOMMUNICATIONS. évaluation des équipements nécessaires aux extensions et à la modernisation du réseau - suivi de la mise en place. (réf. OZ1)

• CONTROLE RESEAU. participation à la supervision et au contrôle du réseau. (réf. OZ2)

• ETUDES TECHNIQUE/ECONOMIQUES. analyses/études des besoins fonctionnels et techniques des utilisateurs du réseau. Etude de leur évolution. (réf. PRI)

INGÉNIEUR SYSTEME

SPERRY 1100

Parfaite maîtrise de CMS, TIP, EXEC

(réf. SZ3)

Tous ces postes, basés à Neuilly sur Seine, s'adressent à des ingénieurs possédant une très bonne maîtrise de l'anglais écrit et parlé, et ayant une disponibilité pour des déplacements à l'étranger.

Envoyer CV détaillé et prétentions à SITA - Direction du Personnel

112, avenue Charles de Gaulle - 92522 NEUILLY SUR SEINE.

CONTROLEUR DE GESTION

240.000 / 300.000 F./AN

On peut parler de jeune et dynamique groupe de restauration quand il s'agit d'Hippopotamus. Le développement est une réalité : ce jour une quinzaine de Centres d'Affaires, un C.A. de plus de 300 MF, une structure humaine de 900 Collaborateurs/Collaboratrices et des objectifs importants de croissance...

Il a été décidé de Créer cette fonction et de structurer ce service. Rattaché au PDG, vous aurez une responsabilité totale : elle va du contrôle d'exploitation à la structure centrale de gestion ; dont de la création de procédures au reporting du groupe.

Vous avez une formation Grandes Ecoles : type HEC, ESSEC, ESCP, mais également un DECS, MBA, ISA... serait très complémentaire.

Vous possédez une expérience minimum de 5 ans, soit en cabinet d'audit anglo-saxon, ou au sein d'une entreprise performante (les deux seraient un plus). Associés à cette compétence, nous vous demanderons de grandes qualités relationnelles et l'enthousiasme de votre savoir. Bilingue anglais, disponible pour voyager, mobile pour aller sur le terrain, cette situation est une réelle opportunité pour un candidat âgé de 30 ans minimum à fort potentiel et prêt à s'investir.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. Hippo 04-85 à Bernard Jouslin

HORAY CONSULTANTS 41, Boulevard du Montparnasse 75006 PARIS Tél. : 222.52.90

Discretion totale assurée - Membre de la CSNCR

Chef de Produits

Au sein de la Direction Marketing de notre Laboratoire Sopharga, spécialisé dans le domaine de la nutrition thérapeutique, vous avez pour mission de gérer une gamme de produits existants et des projets de développement et de lancement de nouveaux produits.

En particulier, vous devez préparer les plans marketing et par conséquent :

• rassembler et coordonner toutes les informations vous permettant d'analyser la situation des produits,

• mener ou faire mener les études nécessaires,

• dégager les points forts et faibles et proposer des solutions,

• définir les positionnements, les marketing-mix, la communication et les budgets de ces produits.

Puis vous animez, coordonnez et suivez la mise en œuvre de ces plans marketing.

Bilingue anglais, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur commercial (HEC - ESSEC - ESCP) ou scientifique (Médecin ou Pharmacien - formation commerciale complémentaire), et vous avez une expérience d'environ 4 ans du marketing pharmaceutique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre - CV - rémunération actuelle) sous référence 115M à Jacqueline JOIN-DIETERLE - Service de Gestion des Cadres - 35, Boulevard des Invalides - 75007 PARIS.

ROUSSEL UCLAF



Filiale d'un Groupe International,

nous sommes le premier organisme

d'Etudes de Marché en France (700 personnes),

spécialisé dans les panels (instrument de mesure

de flux de consommation à l'aide d'échantillons),

nous faisons appel à des techniques d'avant-garde

dans les domaines informatiques et statistiques.

Nous recherchons un :

Ingénieur d'Etudes

Vous possédez un diplôme d'Ingénieur, ou un DESS d'Econométrie

ou équivalent complété par une expérience de deux années acquise

dans un environnement d'Etudes et/ou Marketing.

A l'issue d'une période de formation, vous prendrez en charge

la conception, la réalisation et la validation d'études ad-hoc.

Vous apporterez une aide à la vente et l'interprétation

de ces études auprès de Conseils Marketing.

L'expérience d'un logiciel de dépouillement d'enquêtes

et de traitement des données est hautement souhaitée,

ainsi que la connaissance de l'anglais.

René Pillay examinera votre candidature accompagnée d'une photo

sous Réf. 687 AC NIELSEN COMPANY - Direction des Ressources Humaines

44, boulevard de Grenelle, 75015 PARIS.

Gérer une nouvelle SICAV

Importante Banque - Paris

Une très importante banque située à Paris recherche pour sa Direction

Financière le Gérant d'une nouvelle SICAV spécialisée en

actions françaises.

Ce poste conviendrait à un cadre justifiant d'une expérience de

l'analyse financière ou de la gestion de portefeuille.

Une bonne connaissance du marché boursier de Paris et le goût des

contacts sont bien sûr indispensables.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en indi-

quant sur l'enveloppe la référence 3618 et le nom des banques

avec lesquelles vous ne désirez pas entrer en contact à

RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

SERVICES PROFESSIONNELS USA

INGÉNIEUR COMMERCIAL

TRÈS HAUT NIVEAU

Français résident nord-est USA, disponible immédia-

ment pour missions :

- Suivi d'affaires sur place ;

- Participations négociations commerciales ;

- Interprétation pour délégations ;

- Organisation voyages d'affaires ;

- Etc. etc. etc. 7.157 LE MONDE Pub

service annonces classées

5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

AMERICAINE 31

MBA / IAE BILINGUE

carte de travail. Expérience FR-USA vente

export, marketing, relations publiques, tour-

isme, sécurité, etc. etc.

Cherche poste dynamique dans société mul-

tionale en expansion pour optimiser ses

qualités d'initiative, d'organisation, de com-

munication, de négociation, d'enthousiasme,

et le sens du contact.

Contre sous référence 9129 à CONTESSÉ

PUBLIOTE 20, avenue de l'Opéra, 75040

Paris cedex 01, qui trans. ou téléphoner au

500.33.88 aux heures de bureau.

Aide comptable, 21 ans,

possède BAC 02, cherche poste

stable. Tél. : (07) 41-05-18.

Jeune architecte, franc, dipl.

polytechn. Zurich - allem.

angl./esp. Ch. empl. en Grèce.

357-12-10 heures bureau.

Jeune secrétaire, 21 ans,

possède BAC 02, cherche poste

stable. Tél. : (07) 41-05-18.

Jeune secrétaire, 21 ans,

possède BAC 02, cherche poste

stable. Tél. : (07) 41-05-18.

Jeune secrétaire, 21 ans,

possède BAC 02, cherche poste

stable. Tél. : (07) 41-05-18.

Responsable service planning HF

Société internationale, nous recherchons le responsable du centre

neuve de notre activité : le service planning. Au carrefour de l'usine,

du commercial et de la distribution, ce service implique, quant à son

organisation, un candidat à fort potentiel.

A 28 ans minimum, avec un diplôme d'enseignement supérieur, il jus-

tifiera d'un sens commercial aigu et il saura allier rigueur, méthode et

esprit de synthèse.

Se réussit dans cette fonction conditionnera une évolution de carrière

réellement motivante.

Lieu de travail : banlieue Ouest.

Merci d'adresser, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en pré-

cisant sur l'enveloppe, la réf. 3493, à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens

75002 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



recrute pour son

SERVICE CENTRAL D'AUDIT INTERNE

LA FONCTION

- Contrôler l'organisation et les systèmes de gestion des Sociétés du Groupe, et proposer les moyens nécessaires à l'amélioration de leur compétitivité.
- Ces responsables qui sont de véritables généralistes de l'industrie dirigeront les situations avec la méthodologie rigoureuse de l'Audit et le comportement du Manager.

LE PROFIL

- Formation Grande École d'ingénieur ou commerciale et ayant deux ou trois ans d'expérience.
- Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable et une autre langue étrangère souhaitable.
- Les candidats démontreront de véritables dispositions pour les relations humaines.

Les postes sont basés à PARIS, avec des déplacements à prévoir en France et à l'étranger. Une formation aux techniques d'analyse et de gestion pratique des Entreprises est assurée. La fonction devra déboucher sur d'importantes responsabilités opérationnelles ou fonctionnelles au sein des Sociétés du Groupe. Les dossiers de candidature sont à adresser sous référence 1504.

BAILLY CONSEIL
128, bd Haussmann
75008 PARIS

**Jeunes ingénieurs,
votre avenir appartient
aux technologies du futur**

Rôle d'un important groupe américain, nous sommes leader sur un marché à forte croissance : l'ingénierie interactive. Nous lançons une gamme de produits de travail graphique, dont les performances sont unanimement reconnues. Équipe du système d'exploitation « Unix », cette nouvelle génération d'outils est destinée principalement aux applications scientifiques, techniques et de CAO. Ces technologies vous passionnent-elles ?

Nous créons aujourd'hui de nouveaux postes et, dans ce contexte, nous vous proposons donc de rejoindre notre équipe d'ingénieurs.

Ingénieur avant-vente

- En liaison permanente avec nos équipes techniques, vous les guides des ventes de votre mission.
- conseil de haut niveau technique auprès de nos clients et de nos ingénieurs commerciaux.
- participation active à la négociation des contrats, en votre qualité de spécialiste « produit ».
- prise en charge des aspects commerciaux et formation.
- Vous avez environ 30 ans, une formation ingénieur et vous justifiez d'une expérience technico-commerciale réussie dans l'industrie informatique et scientifique.
- La connaissance des 35 bis est un atout.
- Vous êtes enthousiasmé par les perspectives d'évolution de l'industrie informatique.

Ingénieur informaticien

- Assurer les benchmarks adaptés aux besoins de nos clients.
- Participer aux présentations d'avant-vente.
- Conseiller et assister notre clientèle en matière d'implémentation de logiciels de formation.
- Logicienne de formation.
- telles est la mission que nous souhaitons vous confier.

Vous êtes ingénieur, débutant ou possédez une première expérience « Unix » dans le domaine scientifique. Vous maîtrisez bien l'anglais.



carrières de technologie par les hommes

**JEUNE INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL
Chimie Mécanique (A & M,...)**

Pour contribuer au renforcement de notre position de leader sur le marché des adhésifs dans des industries mécaniques de pointe, nous souhaitons intégrer un jeune ingénieur.

Après une formation à nos méthodes et produits en France et dans les centres techniques de la maison mère en Suisse, il sera chargé d'entretenir et développer les relations commerciales avec nos clients importants sur l'ensemble du territoire Français.

Il aura également à conseiller les utilisateurs sur l'emploi et les applications de nos produits avec l'appui de nos laboratoires en Suisse et en Angleterre, en sachant mettre en œuvre des connaissances en mécanique et en robotique.

Nous lui demandons une excellente formation d'ingénieur, un goût prononcé pour les produits techniques et une grande aisance relationnelle.

Une expérience de 2 ans au moins dans une activité technique ou commerciale et/ou une personnalité affirmée sont indispensables.

Poste basé à Rueil Malmaison - Anglais nécessaire.

Merci d'adresser votre candidature sous
Ref. 635M à Christine MONTELL - CIBA GEIGY
Département du Personnel
2, rue Lionel Terray - 92506 RUEIL MALMAISON.



IMPORTANTE SOCIÉTÉ
PRODUITS DE LUXE
Effectif : 300 personnes
recherche jeune

**RESPONSABLE
de
L'ADMINISTRATION
du PERSONNEL
DE SON SIEGE SOCIAL**

3 ans d'expérience minimum, il aura chargé du suivi administratif de la paie, du contrôle des budgets, du recrutement du personnel non cadre, de la gestion de la formation, il participera à la définition de la politique sociale.

Lieu de travail : proche banlieue OUEST

Merci d'envoyer votre candidature sous réf. 850 à CLERGUELLIN 4, rue Turgot, 75008 PARIS.

Pour développer sa structure commerciale, la N° 1 Française (C.A. : 12.000.000 F, progression : + 25,5 % - 13.500 salariés) propose un stage de formation.

Si vous souhaitez devenir un bon collaborateur commercial (S, ou F),

Tel. pour banlieue sud : 60-50-52, pour 92 et pour Paris et banlieue ouest : 60-24-03, pour 42.

PETROCONSULT E.T.T.
recherche pour postes basés en région parisienne

**INGENIEURS
D'ETUDES**

- Instrumentation et automatisation.
- Mécanique et hydraulique.
- Construction navale.
- 1 à 10 ans d'expérience.
- ANGLAIS : bon niveau.
- Expérience CV et présentations à M. Didot, Petroconsult 16, rue Aubert, 75008 Paris ou tél. pour 92 : 743-60-37.

SOCIÉTÉ DE SERVICE INFORMATIQUE et MARKETING
n° 1 dans son activité recherche pour

**ETUDES
QUANTITATIVES**

- jeune candidat(e) de valeur :
- ingén. géo. École ou équiv. ;
- expériences gestion des ventes, marketing ;
- anglais / allemand ;
- qualités pédagogiques ;
- engagement à la hauteur de notre position de leader.

Poste basé à Paris.
Merci adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et références à :
E.T.T. s/m 7.153 la Mairie Pub. Services ANNEXES C.A. 400.000 F, rue des Nations, 75008 Paris.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
recherche pour laboratoire en région parisienne (92020)

**UN CHEF ADJOINT
ATELIER
INFORMATIQUE N/F**

- (secours, assistance, maintenance, développement, analyse de données, traitement d'enquêtes, formation, etc.)
- posséder maîtrise ou DEA de statistiques ou informatique et expérience d'au moins 2 ans dans chacun de ces domaines.
- connaissance DTP-0, 1EM et micro-ordinateurs souhaitées.

Adresser CV à ORSTOM
Service du Personnel
24, rue Bayard 75008-Paris.

Nous sommes une Société Française de première importance.

Nous recherchons

quelques

**PERSONNES
DE CARACTÈRE**

capables après stage, d'encadrer un ou en 10 à 15.000 F mensuels.

Nous leur offrons :

- une formation complète ;
- une activité prenante ;
- un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire « FAU NEUVE »

Écrire avec CV et photo à :
B. 438, Publi-Service Financier,
112, bd Voltaire 75011 Paris.
La préférence sera donnée à candidats ayant fait :

- SOT de bonnes études,
- SOT la preuve de leur personnalité.

CRÉDIT DU NORD

RECRUTE

**UN ACTUAIRE
DÉBUTANT**

VOIR ANNONCE EN PAGE FINANCIÈRE.

**AGRO-ALIMENTAIRE
FRANCE ET EXPORT**

RECHERCHONS

**CHEF DE PRODUITS
CONFIRMÉ**

3 années d'expérience marketing réussie (publicité, promotion R.P., etc.)

Adresser c.v., photo et références sous n° 303 681 M
RÉGIB-PRESSE, 7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Organisateurs

Ingénieur généraliste, votre vécu en usine ou en cabinet d'organisation vous a permis de mener ou de participer à la mise en place, en milieu industriel, de projets faisant appel à des techniques telles que :

**L'informatique Industrielle, la Bureautique,
la Télématique, la Micro-Informatique**

Vous avez acquis une compétence certaine dans l'un ou l'autre de ces domaines. Vous souhaitez maintenant donner une dimension plus large à votre action et prendre du recul par rapport au terrain. Vous cherchez à développer vos qualités d'organisateur soucieux de l'intégration de la dimension humaine dans la réalisation d'un projet technique.

Le Groupe BSN - 28 Mds de F de C.A., 38.000 personnes, numéro 1 français de l'alimentaire - vous propose de rejoindre son équipe de consultants au sein de la Direction Stratégies Socio-Industrielles Formation et Information, à Paris.

Vous aurez à proposer, assurer et suivre de façon autonome la réalisation de missions variées. Vous aiderez les entreprises françaises et étrangères du Groupe à concrétiser leurs changements d'organisation liés à l'introduction de techniques faisant appel à l'informatique industrielle, la bureautique... Vous consoliderez votre acquis et vous saurez en faire bénéficier l'ensemble du Groupe.

De réelles perspectives d'évolution vous seront ouvertes à terme. La pratique de l'anglais est vivement souhaitée.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. B7 M en précisant dimensions actuelles, à : BSN - Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75031 PARIS Cedex 08.

**CONTROLE DE GESTION DISTRIBUTION
PRODUITS GRANDE CONSOMMATION**

Vous sortez d'une grande École de Commerce. Vous êtes débutant ou vous avez une courte expérience. Vous souhaitez travailler dans une équipe jeune et dynamique. Vous recherchez un groupe de taille internationale et dont l'expansion rapide offre des perspectives d'évolution.

Vous envisagez de travailler à Paris, dans ce cas, adressez nous C.V., photo et rémunération souhaitée sous réf. 86874 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX



**la recherche chez un leader
de l'alimentaire**

UNISABI, premier fabricant d'aliments préparés pour animaux familiers, à la pointe du progrès technologique dans l'industrie agro-alimentaire recherche des ingénieurs jeunes et solidés pour rejoindre son département recherche et développement. UNISABI, société française du groupe international MARS inc. fabrique et commercialise des marques aussi performantes que PAL, FROLIC, CANIGOU, LOYAL, WHISKAS, BREKIES, RON RON, UNISABI, ce sont 1.000 employés, 3 usines récentes aux installations performantes, plus de 2 milliards de francs de chiffre d'affaires, une croissance soutenue (+ de 20 % par an) un volume à l'export de 30 %. Avec des objectifs de qualité et d'efficacité, 95 personnes dont 30 cadres se consacrent à une recherche appliquée dans le domaine des produits, des emballages et des procédés de fabrication. Les ingénieurs se voient confier très rapidement des sujets de recherche pour l'avenir de l'entreprise. Ils disposent de ressources importantes leur permettant de mettre en œuvre leurs projets. La communication est directe et facilitée par un travail d'équipe : les ingénieurs de ce département sont en relations étroites avec les autres départements en particulier les Achats, le Marketing, la Fabrication ainsi qu'avec les fournisseurs.

**RESPONSABLE DU SERVICE PROCÉDES
270.000 F.**

MISSION :
Vous serez l'initiateur du développement des procédés existants et vous proposerez une stratégie d'optimisation de nos installations actuelles. Vous contribuerez, en équipe, à la recherche de nouvelles opportunités dans le cadre de notre avancée technologique.

PROFIL : vous avez
• le niveau Ingénieur Industriel Alimentaire ou Chimique.
• une expérience d'automatisation de procédés de 3/5 ans dans une entreprise performante.
• une bonne connaissance des techniques de « process control ».

**INGENIEUR PROCÉDES
170.000 F.**

MISSION :
• vous concurrez à un programme d'analyses d'un procédé de fabrication automatisé, entreprendre les recherches d'amélioration pour proposer les solutions adaptées.

PROFIL : vous avez
• le niveau Ingénieur Génie Alimentaire ou Chimique, vous êtes débutant ou possédez déjà une expérience notamment dans la modélisation d'opérations de fabrication.

Ces postes basés dans la région d'ORLÉANS s'adressent à des candidats qui sauront écouter, convaincre dans une entreprise qui privilégie l'initiative et l'innovation. En fonction de leurs résultats, ils pourront évoluer vers d'autres fonctions, dans les unités en France voire à l'étranger au sein du Groupe MARS. La société prendra en charge les frais occasionnés par un éventuel déménagement.

Adresser : CV + PHOTO en précisant le poste choisi à UNISABI - Département du personnel (YT), B.P. 7, 45550 SAINT-DENIS-DE-L'HOTEL.



COURTESY TELEMARKET - UNISABI (UNISABI)

مكتبة الامم المتحدة

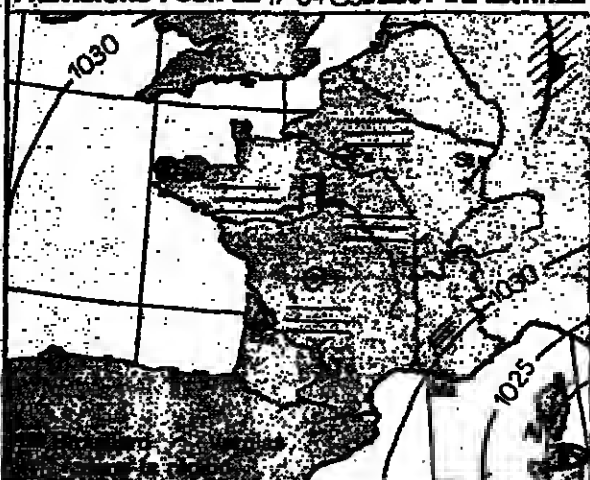
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16.04.85 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 17.04.85 DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France, entre le mercredi 16 avril à 0 h GMT et le mercredi 17 avril à 24 heures.

Un bel anticyclone se développe sur la France, entraînant une période de beau temps qui durera jusqu'à la fin de la semaine.

Mardi, le temps sera beau avec un ciel bleu et quelques nuages. Le vent sera modéré, venant du sud-ouest. La température sera comprise entre 10 et 15 degrés.

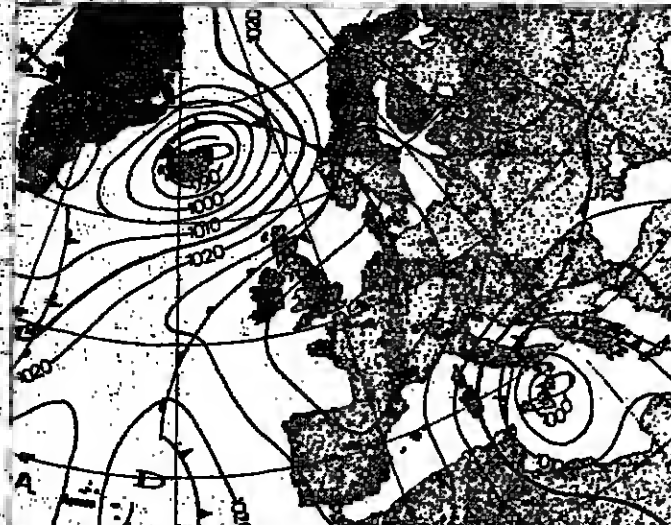
Le matin, les températures seront de l'ordre de 8 à 10 degrés. Le vent sera modéré, venant du sud-ouest. La température sera comprise entre 10 et 15 degrés.

Dans l'après-midi, les températures monteront encore une hausse sensible, surtout dans l'Ouest (17 degrés). Le Centre et le Bassin parisien (16 à 18 degrés). Dans le Sud-Ouest, la maxima atteindront 20 degrés mais seulement 17 à 18 degrés près de la Méditerranée à cause du vent de secteur nord.

Un anticyclone centré sur la France protégera notre pays des perturbations atlantiques. Il se déplacera progressivement vers les îles Britanniques, laissant pénétrer en fin de période de l'air plus froid dans un flux plus continental, de nord-est.

Prévisions : Pour jeudi, vendredi et samedi, après une matinée souvent brumeuse surtout les deux premiers jours, le temps sera généralement assez ensoleillé. Il subsistera cependant encore jeudi et vendredi, matin un temps plus instable avec quelques averses au Centre. Des passages de nuages élevés valent souvent, le

PRÉVISIONS POUR LE 17 AVRIL 1985 A 0 HEURE (GMT)



ciel sur les régions d'altitude des Pyrénées au Sud-Ouest et aux régions voisines de l'Atlantique.

Le ciel deviendra plus nuageux samedi sur les régions du Nord-Est, tandis qu'il y fera plus frais et que le vent soufflera du nord-est. Il y aura encore, jeudi matin, quelques gelées blanches dans le Centre.

Vendredi, les températures resteront et les maximales seront supérieures à la normale. La température sera cependant en baisse de 2 à 3 degrés sur le quart nord-est samedi.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le mardi 16 avril, à 8 heures, de 1028,8 millibars, soit 771,4 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 15 avril; le second, le minimum dans la nuit du 15 au 16 avril) : Ajaccio, 17 et 3 degrés; Biarritz, 14 et 6; Bordeaux, 14 et 10; Bourges, 13 et 9; Brest, 14 et 9; Caen, 12 et 10; Clermont, 12 et 8; Clermont-Ferrand, 13 et 8; Dijon, 13 et 3;

Grenoble-St-M-H, 13 et 4; Grenoble-St-Genès, 10 et 0; Lille, 14 et 9; Lyon, 11 et 1; Marseille-Marianne, 16 et 8; Nancy, 12 et 4; Nantes, 13 et 5; Nice-Côte d'Azur, 18 et 9; Paris-Montsouris, 14 et 11; Paris-Orly, 14 et 10; Pau, 13 et 4; Perpignan, 15 et 12; Rennes, 14 et 10; Strasbourg, 13 et 3; Tours, 13 et 10; Toulouse, 14 et 9; Pointe-à-Pitre, 30 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 13; Amsterdam, 11 et 7; Athènes, 19 et 13; Berlin, 8 et 6; Bonn, 12 et 4; Bruxelles, 11 et 7; Le Caire, 27 et 20; Les Canaries, 22 et 15; Comptage, 11 et 2; Dakar, 23 et 17; Djibouti, 16 et 12; Genève, 10 et 1; Istanbul, 17 et 12; Jérusalem, 18 et 11; Liège, 13 et 12; Londres, 14 et 7; Luxembourg, 11 et 4; Madrid, 22 et 5; Moscou, 23 et 12; New-York, 10 et 7; Palma-de-Majorque, 19 et 11; Rio-de-Janeiro, 29 et 25; Rome, 16 et 12; Stockholm, 3 et 1; Téhéran, 20 et 11; Tunis, 15 et 9.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

VIE ASSOCIATIVE

La ligue des enfumés

Innocente ? Pardon, il croit qu'elle va être emportée (à-bas, fine et légère. Un coup de vent malicieux la rabat dans sa direction. Elle l'enveloppe, le soûle; il suffoque.

C'est la situation douloureuse que connaît M. Jean Tostain, il traque la fumée partout où elle flotte : dans ce wagon non-fumeur, d'un inépuisable transvaser, le nez en l'air, la gauloise collée aux lèvres; au restaurant, où un David insolent gîte le fumet de son mer préféré. Jusque sur les lieux de travail : les blondes y sont aussi perverses que les brunes. Leur goût de cendre assésine la fraîcheur des idées sur le point de naître.

La raison de cet ostracisme : la liberté n'est plus partout où, du cratère d'un candeur, monte à la verticale la fumée d'un mégot qui se meurt.

M. Tostain est président de la Ligue contre la fumée du tabac en public. Ancien parachutiste, il garde de ce passé le sens de la rectitude militaire, le goût des convictions simples et des arguments sans appel. De sa carrière, ensuite, au Crédit Lyonnais, il faut retenir ses fonctions de président des comités d'hygiène et de sécurité pour la région parisienne. Mieux en jamba, préparation, prédestination ? Tout à la fois. En effet, c'est dans la retraite qu'il donne sa mesure.

Il est l'exemple de ces Français qui s'investissent furieusement dans de multiples associations philanthropiques dont ils assu-

ment courageusement la présidence. Présidence, donc, de la Ligue contre la fumée du tabac en public - association « contre », - présidence de l'association Pour une cité humaine, les droits du piéton - association « pour ». Et, comme sécurité rime avec santé, il est, dans le même mouvement, trésorier d'un comité départemental de lutte contre l'écologie.

M. Tostain oppose volontiers « sa » ligue au Comité national contre le tabagisme, qui, composé en majorité de médecins et financé principalement par la Caisse nationale d'assurance maladie, défend la santé. De son côté, la ligue regroupe des consommateurs et usagers : elle ne dispose que des cotisations de ses huit cents adhérents. Mais son dessein est grand : protéger la liberté de ne pas être enfumés des victimes de « cette fumée de tabac nocive et nauséabonde » qui, il faut le reconnaître, s'oriente toujours vers celui qui ne la supporte pas.

Pour ce faire, elle adopte une tactique offensive : réunion publique (1) à Versailles pour son douzième congrès national, étude minutieuse des législations étrangères qui pourraient servir de modèle à la France. M. Tostain annonce les villes de Toronto - les restaurants de plus de quarante places doivent réserver une section pour les non-fumeurs - et de Los Angeles - une loi en vigueur depuis le 1^{er} mars 1984

protège les nez délicats sur les lieux de travail.

« Dans notre pays, les interdictions de fumer s'appliquent aux entreprises quand il y a risques d'incendie ou d'explosion. Les personnes, on s'en moque », tempête M. Tostain. Il arrange d'être un « fumeur passif ». Il voudrait que l'Etat fasse respecter la législation existante, l'étende à tous les lieux publics et élargisse à la fumée du tabac la notion de « danger imminent » contenue dans le code du travail.

M. Tostain est inépuisable, même parmi les siens. « Vous êtes des râleurs, vous perdez votre temps », lui disent ses proches. Il y a plus grave : M. Tostain a trois enfants, cinq fumeurs, la d'adoption à des dérangements « dans leur chambre, pas au salon » : il ne sera pas dit que l'on viole, sous son toit, le « tu n'enfumeras pas en public » - premier commandement du décalogue de la ligue.

DANIELLE TRAMARD.

* Ligue contre la fumée du tabac en public, 14, rue du Petit-Ballon, 68000 Colmar.

* Comité national contre le tabagisme, 68, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris. Tél. : (1) 325-07-08.

(1) « Pollution des lieux de travail par la fumée du tabac et atteintes aux conditions de travail », le 20 avril, à 14 heures, au Centre Huis, 8, rue Port-de-Bac, sous la présidence de M. Jean Toulat.

EN BREF

LA PORTE OUVERTE A BRAS OUVERTS.

La Porte ouverte, qui accueille et écoute ceux qui ont besoin de parler des difficultés de leur vie, recherche pour ses centres de Paris des accueillants bénévoles. Il faut avoir entre vingt-cinq et soixante ans et disposer de quatre à six heures par semaine. La formation est assurée au sein de l'association.

* La Porte ouverte, 21, rue Derré, 75009 Paris. Tél. : 874-69-11 et 4, rue des Prêtres-Saint-Séverin, 75005 Paris. Tél. : 329-66-02.

PRÉVENTION SPÉCIALISÉE ET DÉCENTRALISATION.

Une rencontre sera organisée sur ce thème à Evry (Essonnes), les 22 et 23 avril, par des salariés de la prévention spécialisée.

* Sytess (prévention), 12, place de l'Agave, 91000 Evry, tél. le matin : (1) 678-33-67.

NÉGOCIATIONS ET EMPLOI.

Un numéro spécial de la lettre d'information de la Fonda « Nouvelles pratiques de l'emploi, nouvel enjeu social » rassemble les actes du colloque qui s'est tenu à Angers, les 18 et 17 novembre 1984, sur ce thème. On y trouve notamment les interventions de M. Jacques Delors, ministre de l'environnement et d'autres personnalités françaises et européennes. Le numéro double : 80 F. auprès de la Fonda, 18, rue de Verme, 75007 Paris. Tél. : (1) 549-06-58.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du lundi 15 et du mardi 16 avril 1985 :

UN DÉCRET

• Portant attribution d'une prime exceptionnelle aux internes du concours de l'internat en psychiatrie d'Ile-de-France organisé au titre de l'année universitaire 1984-1985.

DES ARRÊTÉS

• Fixant les modalités de contrôle financier sur l'établissement public Chambre nationale de la boulangerie artisanale.

• Relatif aux émoluments des internes en médecine et en pharmacie.

PARIS EN VISITES— MOTS CROISÉS

JEUDI 18 AVRIL

• Hôtels de l'île Saint-Louis, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résection du passé).

• Hôtel Biron, histoire des belles demeures de la rue de Varenne, 15 heures, métro Varenne (L. Haulier).

• Le Palais de justice en activité, 14 h 15, métro Cité, sortie Marché aux fleurs (Michèle Polver).

• La Seine et ses ponts, 15 heures, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autotour).

• Hôtel de Chimay et l'École des beaux-arts, 14 h 30, 3, quai Malaquais (M^{re} Rojot).

• Cinquante rois et princesses de France dans la basilique Saint-Denis, 15 heures, entrée basilique.

• L'Atelier d'un effébre sculpteur, 15 heures, sur inscription (Paris et son histoire, tél. : (1) 526-26-77).

• La cristallerie de Baccarat, 15 heures, 30 bis, rue de Paradis (Marion Raguenon).

• Le Marais, 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (G. Boncaro), ou 15 heures, restaurant, village Saint-Paul, 9, place des Vosges.

• L'architecture des expositions universelles et leurs conséquences, 16 h 30, hôtel de Sully (Conférence, projection).

• La vie d'Alphonse XIII, roi d'Espagne, dans les salons de l'Hôtel de la Ville, sur réservation, tél. : (1) 526-34-34 de 11 heures à 13 h 30 (C.A. Moser).

• Le département égyptien du Louvre, 14 heures, devant la Pyramide de Samothrace (Clio-Aimé de l'Islande).

• Le musée Rodin, 15 heures, 77, rue de Varenne.

CONFÉRENCES

9, rue Maspéro, 18 heures : « Le train dans la société rurale ».

26, rue Bergère, 20 heures : « Ethique de l'astrologie spiritualiste ».

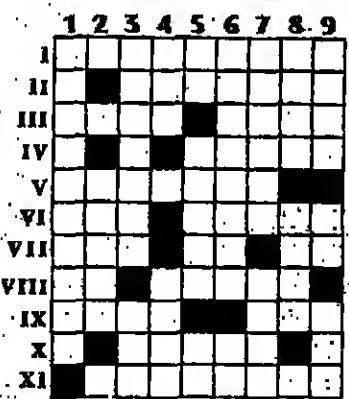
Centre Georges-Pompidou (salle d'actualité), 18 h 30 : « Terrorisme et démocratie ».

8, rue de l'Abbé-Grégoire, 18 h 15 : « Ce l'hôtel en France : une réalité quotidienne ».

17, rue de la Sorbonne, 20 heures : « La physique se-elle matérialiste ? » (Olivier Costa de Beauregard).

5, rue Laffitte, 15 heures et 20 h 30 : « Delphes, nombre de monde grec » (film, débat).

PROBLÈME N° 3946



HORIZONTALEMENT

I. Affections qui sont loin d'être exclusives. — II. La grande presse. — III. Noir de coups. C'est une tulle quand cette ardoise atteint plusieurs brèches. — IV. Centres d'extraction ou lieux hospitaliers. — V. Une telle opération doit s'effectuer sans souffrance. — VI. Sujet bissexués. Le coucou et le contesot. — VII. Commandement transgressant le cinquième commandement. Extrait de ciguë. Négation. — VIII. Personnel. Expression d'un homme satisfait ou excédé. — IX. Pis-aller sauveant la façade. D'autant plus faux qu'il nous montre de soi. — X. Ancien bleu. — XI. Surnom diabolique quand elle est divine.

VERTICALEMENT

I. Valeuses infatigables. — 2. Les fils de nos aïeules se étaient issus. — 3. Un à qui il faut retirer les verres du nez. Peut être doublement inspiré. — 4. Sa clarté capteuse a fait tourner plus d'une tête. On ne peut plus simple. — 5. Copulative. Leur train n'emprunte pas la voie ferrée. Poussoir. — 6. Mains fragiles ou solides bracelets. Conjonction. — 7. Pouvoir d'un entourage ou l'élimer totalement. Brui. — 8. Une villa ou de nombreuses maisons. Fils hâtier de Frédéric II. — 9. Un point à l'envers comme à l'endroit pour certaines dentelleries. Personnel. Fond de calice.

Solution du problème n° 3945

Horizontalement

I. Répertoire. — II. Epile. Océ. — III. Canaveral. — IV. On. Gan. — V. Noster. Sp. — VI. Sir. Ictus. — VII. Tibolone. — VIII. Remet. Nao. IX. Blutoir. — X. Lire. Se. — XI. Tués. Tré.

Verticalement

1. Reconstruit. — 2. Epanouie. — 3. Pin. Tremble. — 4. Orage. Déité. — 5. Novarietur. — 6. En. Cm. Tét. — 7. E.O.R. Sténo. — 8. Usa. Puzale. — 9. Reht. Stures.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du lundi 15 et du mardi 16 avril 1985 :

UN DÉCRET

• Portant attribution d'une prime exceptionnelle aux internes du concours de l'internat en psychiatrie d'Ile-de-France organisé au titre de l'année universitaire 1984-1985.

DES ARRÊTÉS

• Fixant les modalités de contrôle financier sur l'établissement public Chambre nationale de la boulangerie artisanale.

• Relatif aux émoluments des internes en médecine et en pharmacie.



Plus vite, moins cher !

• Votre 205 (3 ou 4 portes)

• votre 305 ou 505

nous vous la proposons, en livraison immédiate au prix du 17 décembre 1984 !

Offre valable jusqu'au 30 avril dans la limite de notre stock de 1000 véhicules disponibles

PEUGEOT-TALBOT

M. GÉRARD 821.60.21

227, bd. Anatole-France ST DENIS Métro : Mairie de St-Ouen

annonces associations

Appels

FORUM 108

ÉROTISME ET RELIGIONS

Soirée-débat jeudi 25 avril avec

18 h 30-22 h 30. Rapas sur

place. Rem. 108, rue de Vau-

gou, 75005 Paris. Tél. : 325-07-08.

Tél. 549-77-09.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

Tél. 325-07-08.

RESPONSABLES D'ENTREPRISES CULTURELLES

Comment développer votre action ? Gérer votre public ? Déterminer vos objectifs ? Organiser vos ressources ? Un stage de 3 jours et 2 nuits, du 18 au 21 avril, à Paris, vous permettra de répondre à ces questions. Le stage est organisé par la BOUTIQUE DE GESTION DE PARIS. Durée : 3 jours, de 9h à 18h. 18-19, rue de la Harpe, 75005 Paris. Tél. : 325-07-08.

LA BOUTIQUE DE GESTION DE PARIS

proposée par VOUS, animateurs, responsables, professionnels, bénévoles, un stage de MICRO-INFORMATIQUE :

- pour acquérir les connaissances informatiques de base ;

- pour savoir utiliser un micro-ordinateur ;

- pour être des professionnels de la bureautique.

Le 22 et 23 avril 1985. Inscriptions : 85, bd Voltaire, 11^e, Paris 11^e. Tél. : 325-07-08.

Séances gratuites

JOUÉZ SUR LA FORMULE 1 ET LE FOOTBALL



**FAITES VALIDER VOS BULLETINS
LES 17, 18, 19 AVRIL,
aux lieux et heures habituels du Loto.**

LOTO

LE LOTO SPORTIF POUR GAGNER DES MILLIONS, C'EST CHAMPION!

mail31 : 0.55

REFUGEE : 158

73004 2243

Budget : 7500000

2003-2004

strenuous*

[illegible]

... ..

clear : ~~20~~

[illegible]

08C : 103

be...

IN THE INTEREST OF

... ..

TAUX DES EN

100

1990

11. 12. 13. 14. 15. 16. 17. 18. 19. 20. 21. 22. 23. 24. 25. 26. 27. 28. 29. 30. 31. 32. 33. 34. 35. 36. 37. 38. 39. 40. 41. 42. 43. 44. 45. 46. 47. 48. 49. 50. 51. 52. 53. 54. 55. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 62. 63. 64. 65. 66. 67. 68. 69. 70. 71. 72. 73. 74. 75. 76. 77. 78. 79. 80. 81. 82. 83. 84. 85. 86. 87. 88. 89. 90. 91. 92. 93. 94. 95. 96. 97. 98. 99. 100. 101. 102. 103. 104. 105. 106. 107. 108. 109. 110. 111. 112. 113. 114. 115. 116. 117. 118. 119. 120. 121. 122. 123. 124. 125. 126. 127. 128. 129. 130. 131. 132. 133. 134. 135. 136. 137. 138. 139. 140. 141. 142. 143. 144. 145. 146. 147. 148. 149. 150. 151. 152. 153. 154. 155. 156. 157. 158. 159. 160. 161. 162. 163. 164. 165. 166. 167. 168. 169. 170. 171. 172. 173. 174. 175. 176. 177. 178. 179. 180. 181. 182. 183. 184. 185. 186. 187. 188. 189. 190. 191. 192. 193. 194. 195. 196. 197. 198. 199. 200. 201. 202. 203. 204. 205. 206. 207. 208. 209. 210. 211. 212. 213. 214. 215. 216. 217. 218. 219. 220. 221. 222. 223. 224. 225. 226. 227. 228. 229. 230. 231. 232. 233. 234. 235. 236. 237. 238. 239. 240. 241. 242. 243. 244. 245. 246. 247. 248. 249. 250. 251. 252. 253. 254. 255. 256. 257. 258. 259. 260. 261. 262. 263. 264. 265. 266. 267. 268. 269. 270. 271. 272. 273. 274. 275. 276. 277. 278. 279. 280. 281. 282. 283. 284. 285. 286. 287. 288. 289. 290. 291. 292. 293. 294. 295. 296. 297. 298. 299. 300. 301. 302. 303. 304. 305. 306. 307. 308. 309. 310. 311. 312. 313. 314. 315. 316. 317. 318. 319. 320. 321. 322. 323. 324. 325. 326. 327. 328. 329. 330. 331. 332. 333. 334. 335. 336. 337. 338. 339. 340. 341. 342. 343. 344. 345. 346. 347. 348. 349. 350. 351. 352. 353. 354. 355. 356. 357. 358. 359. 360. 361. 362. 363. 364. 365. 366. 367. 368. 369. 370. 371. 372. 373. 374. 375. 376. 377. 378. 379. 380. 381. 382. 383. 384. 385. 386. 387. 388. 389. 390. 391. 392. 393. 394. 395. 396. 397. 398. 399. 400. 401. 402. 403. 404. 405. 406. 407. 408. 409. 410. 411. 412. 413. 414. 415. 416. 417. 418. 419. 420. 421. 422. 423. 424. 425. 426. 427. 428. 429. 430. 431. 432. 433. 434. 435. 436. 437. 438. 439. 440. 441. 442. 443. 444. 445. 446. 447. 448. 449. 450. 451. 452. 453. 454. 455. 456. 457. 458. 459. 460. 461. 462. 463. 464. 465. 466. 467. 468. 469. 470. 471. 472. 473. 474. 475. 476. 477. 478. 479. 480. 481. 482. 483. 484. 485. 486. 487. 488. 489. 490. 491. 492. 493. 494. 495. 496. 497. 498. 499. 500. 501. 502. 503. 504. 505. 506. 507. 508. 509. 510. 511. 512. 513. 514. 515. 516. 517. 518. 519. 520. 521. 522. 523. 524. 525. 526. 527. 528. 529. 530. 531. 532. 533. 534. 535. 536. 537. 538. 539. 540. 541. 542. 543. 544. 545. 546. 547. 548. 549. 550. 551. 552. 553. 554. 555. 556. 557. 558. 559. 560. 561. 562. 563. 564. 565. 566. 567. 568. 569. 570. 571. 572. 573. 574. 575. 576. 577. 578. 579. 580. 581. 582. 583. 584. 585. 586. 587. 588. 589. 590. 591. 592. 593. 594. 595. 596. 597. 598. 599. 600. 601. 602. 603. 604. 605. 606. 607. 608. 609. 610. 611. 612. 613. 614. 615. 616. 617. 618. 619. 620. 621. 622. 623. 624. 625. 626. 627. 628. 629. 630. 631. 632. 633. 634. 635. 636. 637. 638. 639. 640. 641. 642. 643. 644. 645. 646. 647. 648. 649. 650. 651. 652. 653. 654. 655. 656. 657. 658. 659. 660. 661. 662. 663. 664. 665. 666. 667. 668. 669. 670. 671. 672. 673. 674. 675. 676. 677. 678. 679. 680. 681. 682. 683. 684. 685. 686. 687. 688. 689. 690. 691. 692. 693. 694. 695. 696. 697. 698. 699. 700. 701. 702. 703. 704. 705. 706. 707. 708. 709. 710. 711. 712. 713. 714. 715. 716. 717. 718. 719. 720. 721. 722. 723. 724. 725. 726. 727. 728. 729. 730. 731. 732. 733. 734. 735. 736. 737. 738. 739. 740. 741. 742. 743. 744. 745. 746. 747. 748. 749. 750. 751. 752. 753. 754. 755. 756. 757. 758. 759. 760. 761. 762. 763. 764. 765. 766. 767. 768. 769. 770. 771. 772. 773. 774. 775. 776. 777. 778. 779. 780. 781. 782. 783. 784. 785. 786. 787. 788. 789. 790. 791. 792. 793. 794. 795. 796. 797. 798. 799. 800. 801. 802. 803. 804. 805. 806. 807. 808. 809. 810. 811. 812. 813. 814. 815. 816. 817. 818. 819. 820. 821. 822. 823. 824. 825. 826. 827. 828. 829. 830. 831. 832. 833. 834. 835. 836. 837. 838. 839. 840. 841. 842. 843. 844. 845. 846. 847

15 4 13 7 2

(continued)

[Illegible handwritten notes]

Figure 1. Schematic representation of the experimental design. The subjects were divided into two groups: the control group and the experimental group. The control group was divided into two subgroups: the control group and the control group. The experimental group was divided into two subgroups: the experimental group and the experimental group.

... ..

... ..

1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 26

... ..

économie

REPÈRES

Dollar : nouvelle baisse

Nette en début de semaine, la baisse du dollar s'est poursuivie, mardi matin 16 avril, sur toutes les grandes places financières internationales, en se ralentissant toutefois à cause d'une légère reprise enregistrée peu avant midi. Après avoir valu 9,14 F (contre 9,22 F lundi) et 3,0035 DM (contre 3,03 DM), le dollar s'échangeait à 9,19 F et 3,0050 DM. La baisse de la petite firme de courtage du New-Jersey, Bevil Bresler and Schulman, continue de provoquer des remous dans les milieux financiers. La nouvelle selon laquelle soixante-quinze établissements d'épargne américains seraient touchés a été confirmée et a ravivé les craintes périodiques de la vulnérabilité du système bancaire des États-Unis. Cependant, d'après les cambistes, les marchés attendent les dernières statistiques sur l'économie américaine en mars, dont les analystes disent qu'elles seraient moins mauvaises que prévu.

Banque : résultats trimestriels en hausse pour la Continental Illinois

La banque américaine Continental Illinois, qui n'avait dû son salut, en juillet 1984, qu'à l'intervention des autorités fédérales, annonce, pour le premier trimestre 1985, un bénéfice net de 39,3 millions de dollars, contre 36,6 millions au trimestre précédent. Une comparaison des résultats avec ceux du premier trimestre 1984 n'aurait pas de sens, étant donnée la restructuration des finances de la banque opérée au troisième trimestre dernier, explique Continental Illinois. A cet égard, son président, M. John Swearingen, a indiqué que le programme de redressement mis en place progressait de manière satisfaisante avec, notamment, une amélioration des marges bénéficiaires sur intérêts bancaires.

Budget : révisions en baisse du déficit américain

Le déficit budgétaire des États-Unis pour l'exercice en cours, qui prendra fin le 30 septembre 1985, devrait atteindre 213,3 milliards de dollars, au lieu des 222,2 milliards prévus précédemment, à la suite d'une révision en hausse de 3,7 milliards de dollars des recettes fiscales et d'une révision en baisse de 5,2 milliards des dépenses publiques. Le bureau du budget, qui dépend de la Maison Blanche, estime, désormais, les recettes et les dépenses budgétaires pour l'exercice en cours à 740,8 et 953,9 milliards de dollars respectivement. Le précédent déficit record — 195,4 milliards de dollars — avait été établi lors de l'exercice terminé le 30 septembre 1983. Pour l'exercice suivant, le déficit s'était élevé à 185,3 milliards de dollars. — (AFP.)

Entreprises : meilleurs résultats financiers en 1984, mais...

Les résultats financiers des entreprises ont été meilleurs en 1984. Selon les premiers résultats des comptes de la nation diffusés par l'INSEE pour 1984, le taux de marge des firmes (sans les banques, sans les grandes entreprises nationales, mais y compris les entreprises publiques du secteur concurrentiel) est passé de 22,7 % en 1983 à 23,7 % en 1984. Le taux de marge est le rapport de l'excédent brut d'exploitation, c'est-à-dire la marge brute, à la valeur ajoutée. Cette progression, souligne l'INSEE, n'efface pas la dégradation qui a suivi le second choc pétrolier : le niveau atteint en 1984 reste sensiblement inférieur à la moyenne des années 1975-1979. L'amélioration de la marge brute s'explique surtout par la déflation de la croissance des salaires, dont le part dans la valeur ajoutée des entreprises revient de 51,1 % en 1983 à 50 % en 1984.

Nucléaire : accord de coopération entre la Chine et l'Argentine

La Chine et l'Argentine ont signé, le 15 avril, un accord de coopération visant à développer l'énergie nucléaire à usage pacifique. Une délégation d'experts chinois avait visité, en août 1984, les installations nucléaires de l'Argentine : deux centrales en activité et une en construction. Pékin, qui prévoit la construction de dix centrales de 1 000 mégawatts d'ici à l'an 2000, a déjà signé des accords de coopération nucléaire avec la France, l'Allemagne fédérale et le Brésil. — (AFP.)

Tabac : les prix augmenteront le 1^{er} mai

Les prix des cigarettes augmenteront de 4,6 % le 1^{er} mai. Cette augmentation, identique à l'objectif d'inflation fixé pour cette année, ne satisfait pas l'Association de fournisseurs communautaires de cigarettes (AFCOC, 39 % du marché français), qui chiffre à 15 % le retard des prix de vente sur l'inflation accumulée depuis 1981, les seules hausses ayant été de 5,2 % en 1983 et de 2,3 % en 1984. (Le 11 juillet 1984, les prix avaient baissé de 10 % environ en raison de la suppression de la vignette d'écoulement sociale, appliquée depuis juillet 1983, et jugée non conforme à la législation européenne.) Aussi l'AFCOC a-t-elle décidé récemment de déposer un recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat et demandé 210 millions de francs de dommages et intérêts. Elle a aussi demandé à la Commission européenne de veiller à ce que la France respecte un arrêt de la Cour de justice de Luxembourg du 21 juin 1983 sur la libre fixation des prix de vente au détail des cigarettes. La hausse devrait faire rentrer 135 millions de francs dans les caisses de la Régie française des tabacs (SEITA). Celle-ci avait enregistré, en 1984, un déficit d'exploitation de 183 millions de francs, dont 128 millions seraient le résultat d'un relèvement insuffisant des tarifs, et 55 millions par suite de grèves.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | UN MOIS | DEUX MOIS | SIX MOIS |
|------------|---------------|---------|-----------|----------|
| | + base | + base | + base | + base |
| S.E.-L. | 9,2000 | 9,2100 | + 145 | + 160 |
| S. can. | 6,7647 | 6,7770 | + 17 | + 38 |
| Yen (100) | 3,6992 | 3,7077 | + 137 | + 148 |
| DM | 3,6994 | 3,6958 | + 126 | + 137 |
| France | 2,4952 | 2,4981 | + 33 | + 91 |
| F.S. (100) | 15,1354 | 15,1405 | + 39 | + 151 |
| F.S. | 3,6995 | 3,6979 | + 178 | + 186 |
| L. (1 000) | 4,2619 | 4,2728 | + 144 | + 124 |
| E. | 11,8228 | 11,8441 | + 238 | + 182 |

TAUX DES EUROMONNAIES

| | 3 | 6 | 12 | 3 | 6 | 12 | 3 | 6 | 12 |
|------------|--------|--------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| | 1/16 | 1/8 | 1/4 | 1/2 | 3/4 | 1 | 1 1/4 | 1 1/2 | 1 3/4 |
| S.E.-L. | 8 | 8 3/4 | 8 5/8 | 8 3/4 | 8 11/16 | 8 13/16 | 9 | 9 1/8 | 9 1/2 |
| DM | 5 3/8 | 5 5/8 | 5 11/16 | 5 13/16 | 5 3/4 | 5 7/8 | 5 15/16 | 6 1/16 | 6 1/8 |
| France | 6 1/2 | 6 3/4 | 6 13/16 | 6 15/16 | 6 13/16 | 6 15/16 | 6 15/16 | 6 15/16 | 6 15/16 |
| F.S. (100) | 9 1/2 | 10 1/2 | 10 11/16 | 10 13/16 | 10 13/16 | 10 13/16 | 10 13/16 | 10 13/16 | 10 13/16 |
| F.S. | 11 1/2 | 11 3/4 | 11 13/16 | 11 15/16 | 11 13/16 | 11 15/16 | 11 15/16 | 11 15/16 | 11 15/16 |
| L. (1 000) | 12 1/4 | 12 3/4 | 12 13/16 | 12 15/16 | 12 13/16 | 12 15/16 | 12 15/16 | 12 15/16 | 12 15/16 |
| E. | 13 1/2 | 13 3/4 | 13 13/16 | 13 15/16 | 13 13/16 | 13 15/16 | 13 15/16 | 13 15/16 | 13 15/16 |
| P. franc | 10 3/8 | 10 5/8 | 10 13/16 | 10 15/16 | 10 13/16 | 10 15/16 | 10 15/16 | 10 15/16 | 10 15/16 |

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont sous indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

LES SUPPRESSIONS D'EMPLOIS CHEZ VALEO

Manifestation mouvementée à Issoire

De notre correspondant

Issoire. — Avec des rues pratiquement désertes, les rideaux de tous les magasins tirés, Issoire présentait, mardi 15 avril, les traits d'une ville morte. La sous-préfecture du Puy-de-Dôme entendait ainsi montrer symboliquement son opposition au plan du groupe Valeo concernant sa filiale Ducellier : la fermeture au 31 décembre prochain de l'usine qui emploie 1 812 salariés à Issoire doit être annoncée officiellement ce mardi 16 avril à Créteil devant le comité central d'établissement.

La date de l'opération « ville morte » n'avait donc pas été choisie au hasard, lors d'une table ronde exceptionnelle réunie le jeudi 11 avril par le député, maire de la ville, M. Jacques Lavedrine (PS). Ce dernier avait réuni la performance de rassembler toutes les forces politiques (opposition comprise), syndicales et sociales pour établir une sorte de calendrier des actions à mener.

Si les premiers résultats de cette « union du peuple issoirien » ont été à la hauteur des espérances (quatre mille signatures recueillies dans les mairies de la majorité et de l'opposition du Val-d'Allier et une forte réduction de l'activité à travers toute la ville le 15 avril), en revanche le rassemblement ne s'est pas déroulé dans un parfait esprit d'union. Le fait que la CGT n'en ait pas eu l'initiative, pour la première fois depuis des années que brûle le dossier Ducellier, a conduit à des incidents en tête du défilé, composé de trois mille personnes environ.

Les responsables du syndicat s'étaient montrés réticents lors de la table ronde sur la manière d'organiser la manifestation, tout en se ralliant à l'idée de sa tenue. Ils contestaient le droit de la conduire aux élus, en particulier, sans le citer, au député, M. Jacques Lavedrine, régulièrement accusé de mollesse depuis qu'il a dit à l'automne dernier : « Je ne suis pas contre le principe de licenciements, à moins qu'ils ne soient arbitraires ». Cela fallit.

M. Delebarre se déclare opposé à un « SMIC-Jeunes »

En commençant le 15 avril, à Strasbourg, son « tour de France » de la formation professionnelle, M. Michel Delebarre, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, s'est déclaré opposé à l'idée du CNPF (et, sous une forme différente, d'Echanges et Projets) de créer un « SMIC-Jeunes » inférieur au salaire minimum de croissance actuel. Aa CNPF, ou affirme, à la suite des déclarations de M. Edmond Maire après son entretien du 10 avril avec M. Yvon Chotard, qu'il n'est pas en mesure de lancer une campagne publique pour remettre en cause le SMIC.

Selon le baromètre mensuel IFOP-Affaires sociales, 76 % des

salariés estiment qu'elle ne se

laissent pas dépasser de la matri-

que de l'action. Quant à M. Lave-

drine, il a indiqué qu'il organiserait

des réunions de travail unitaires d'is-

l'annonce officielle du plan Valeo. Il

rencontrera aussi le ministre du tra-

vail, M. Michel Delebarre, le jeudi

25 avril à Paris, afin de voir avec lui

comment empêcher que l'usine

Ducellier ne soit définitivement

rayée de la carte d'Issoire.

LIBERT TARRAGO.

LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS AVEC LES SYNDICATS

Deux hypothèses pour le CNPF

Après successivement rencontré des délégations de Forces ouvrières, de la CFTC, de la CGC et, enfin, de la CFTD, le CNPF doit faire connaître, ce 6 avril, sa réponse à la demande de réouverture de négociations sociales qui comprendraient, notamment, l'examen du projet gouvernemental de CFR (contrats de formation-recherche d'apprentis). Le conseil exécutif de l'organisation patronale, qui s'est réuni le 15 avril, a déjà largement débattu de cette question, mais il faudra attendre l'issue de l'assemblée permanente, convoquée dans la matinée du 16 avril, pour qu'une position définitive soit arrêtée.

S'il ne fait pratiquement aucun doute que le CNPF acceptera de reprendre des discussions avec, cette fois, l'ensemble des organisations syndicales, toute la question est de savoir quel contenu l'organisation patronale donnera à cette reprise de dialogue social, interrompu depuis l'échec des négociations sur la flexibilité en décembre dernier, et surtout, quel empiètement mettra sa délégation à conduire les débats. Autrement dit, s'agira-t-il d'une vraie relance de la politique contractuelle ou d'un simple habillage destiné à sauver les apparences ?

An sein du CNPF, on hésite beaucoup entre les deux hypothèses. Certaines fédérations, et d'autres patrons de grosses entreprises qui voudraient régler sans trop de remous leurs problèmes de sur-effectif, souhaiteraient pouvoir profiter des avantages offerts par la formule des CFR, où le salarié licencié reçoit une formation et touche, pendant un an, l'équivalent de 70 % de son ancien salaire sans perdre pour autant ses droits à l'indemnisation par l'assurance chômage. D'autres fédérations patronales et de petits employeurs se montrent plus réticents.

Dans l'état-major du CNPF, les points de vue sont également très partagés entre ceux qui ne tablent plus sur la politique contractuelle jusqu'aux élections de 1986, et ceux qui, au contraire, voudraient engranger d'ici là le maximum de résultats, en partie pour ne pas tout attendre du « tout-Etat », fil-il de droite.

Le choix est d'autant plus délicat que, au-delà du seul sujet des CFR, se profile de nouveau le débat sur la flexibilité. Les organisations syndicales, en ordre dispersé, ont voulu saisir l'occasion offerte par le ministre du travail, M. Michel Delebarre, pour réclamer de nouvelles discussions sur tel ou tel point du définitif protocole d'accord. Du côté patronal, on est également tenté de lier le geste qu'on pourrait faire en faveur des CFR à l'acceptation, par les organisations syndicales, de certaines mesures se rapprochant de la flexibilité espérée. En quelque sorte on voudrait imposer un « donnant-donnant » qui satisfait à la fois le gouvernement et les syndicats dans le cas des CFR — à quelques nuances près — et rassurer les troupes du patronat. C'est sans doute pourquoi M. Yvon Chotard, premier vice-président du CNPF, a laissé entendre que tout serait fonction de l'appellation portée sur l'initiative des organisations syndicales. Ou bien celles-ci donnent l'impression de pouvoir avancer sur « deux ou trois points » de la flexibilité (le droit de licenciement, les mutations technologiques et l'aménagement du temps de travail par exemple), et la négociation sur les CFR pourrait déboucher très vite, ou bien, au contraire, aucune possibilité n'apparaît, et les discussions traîneront en longueur.

Si l'on en juge par les impressions de M. Edmond Maire à l'issue de sa rencontre avec le CNPF (le Monde du 12 avril), la deuxième éventualité paraît probable. D'autant que, de son côté, M. Brunat, vice-président de la CGPME (petites et moyennes entreprises), manifeste sa mauvaise humeur de ne pas avoir été associé à la première phase des consultations.

ALAIN LEBEAURE.

FINANCES

LES ÉLECTIONS AU CONSEIL DES CAISSES D'ÉPARGNE

Continuité et refus de politisation

Contrairement à ce que certains redoutaient ou désosnaient par avance, les élections au nouveau conseil des quatre cent quarante caisses d'épargne et de prévoyance (réseau Ecuriel) ont été marquées par une réelle continuité et le refus de toute politisation, au niveau des électeurs-dépôtants.

Le l'implication d'une limite d'âge de soixante-huit ans, ce qui excluait un certain nombre d'administrateurs sortants, traditionnellement cooptés et dont la moyenne d'âge s'élevait, entre soixante-huit et soixante-quinze ans. En dépit de cette disposition nouvelle, 62 % des nouveaux élus appartenaient aux conseils

Source : CENCF.

Prévues par la loi de réforme du 1^{er} juillet 1983, ces élections, étalées d'octobre 1984 à mars 1985, ont mis en place les conseils d'orientation et de surveillance (COS), qui désignent les dirigeants des caisses, soit un directeur général unique pour les petites ou moyennes caisses, soit un directeur de trois ou cinq membres pour les caisses plus importantes.

La loi prévoit quatre collèges d'élus. Celui des personnes physiques a été choisi par les six cent mille déposants individuels, tirés au sort parmi vingt-deux millions de clients de plus de seize ans et dont 30 % environ ont participé au vote, ce qui est considéré comme important. C'est des collectivités locales a été désigné par tous les maires des communes situées dans le ressort géographique des caisses. Les membres du collège des salariés ont été élus par les vingt-trois mille agents du réseau. Enfin, ces trois catégories ont choisi deux personnes morales par conseil et par caisse sur des listes de candidats.

La continuité évoquée précédemment, en ce qui concerne les personnes physiques (minoritaires dans les conseils), a été acquise en dépit

F. R.

(Publicité)

COSTA-RICA

LA SUISSE DE L'AMÉRIQUE LATINE

Splendide résidence à Cariari, premier quartier résidentiel du Costa-Rica — entièrement et luxueusement meublée — 4 chambres, 3 bains, 400 m² habitables sur 1 000 m² jardin tropical avec tous fruits exotiques.

Gestion garantie par contrat, se loue 1 600 \$ US par mois à l'année, net d'impôt.

PRIX TOTAL : 220 000 \$ US (crédit possible 12 %)

Entre le Monde Publicité n° 10 223

Nous sommes une importante Banque Française avec un réseau de plus de 500 agences réparties sur le territoire national.

Nous souhaitons recruter pour Paris

Un Actuaire débutant

Ingénieur ENSAE ou équivalent, une formation à l'actuariat sera appréciée. Une évolution est possible vers d'autres secteurs de la Banque (financiers, commerciaux...)

Merci d'adresser CV photo et prétentions (réf. ADM à la Direction du Personnel CRÉDIT DU NORD - 6/8 bd Haussmann 75009 PARIS).

Crédit du Nord

★

50 من الأمل

AFFAIRES

Les armateurs français veulent internationaliser leur flotte

La Société française de transports maritimes (SFTM), du groupe Worms, a décidé pour alléger ses coûts d'exploitation et notamment le poids des charges sociales, de transférer deux de ses pétroliers sous pavillon de complaisance, celui des Bahamas. Cette décision qui s'ajoute sur une pratique désormais fréquente chez les armateurs étrangers a suscité l'hostilité des syndicats de marins et d'officiers. La CGT agite la menace d'une grève générale. Le secrétaire d'Etat à la mer, M. Langelan, craint que le cas de Worms ne fasse école et a bloqué l'opération. Il devait recevoir le 16 ou le 17 avril M. Rozan, président de la SFTM.

«Haro sur les charges et vive l'internationalisation!». Voilà les deux mots d'ordre des armateurs français pour 1985. Sur le marché international des transports maritimes — ouvert à la concurrence la plus débridée et où c'est le plus fort qui gagne — le pavillon français, soumis à des contraintes particulières, a bien du mal à résister et les armateurs ont tendance de plus en plus à rechercher des formules de transfert de pavillon en faisant exploiter leurs bateaux (quand ils ne les vendent pas purement et simplement) par des filiales ou des sociétés écran — libériennes, panaméennes, chypriotes ou des Bahamas.

Mais le gouvernement (il faut une autorisation administrative pour faire passer un cargo sous un pavillon étranger) et les syndicats de marins et d'officiers veulent. Pas question que la flotte française, par filiales interposées ou affrètements de plus en plus systématiques, se vide de sa substance. Pas question d'imiter ce que font depuis belle lurette les armateurs américains qui ont 52 millions de tonnes sous pavillon de complaisance (essentiellement libérien) (1), les Grecs (30,8) qui de ce point de vue faussent complètement la concurrence entre partenaires de la CEE puisque les armateurs du Pirée peuvent employer en nombre abondant des marins sous-payés du tiers-monde et plus récemment la RFA ou la Grande-Bretagne. La France, pour sa part, n'avait il y a deux ans que quarante navires recensés sous ces pavillons économiques, soit 1 million de tonnes (2).

Les yeux doux de la complaisance

Récemment la question des charges jugées excessives et la nécessaire internationalisation est redevenue d'actualité avec la décision de la Société française de transports maritimes (SFTM) du groupe Worms de transférer deux de ses gros pétroliers sous pavillon des Bahamas. Vu la pléthore de tankers dans le monde (le flottement mondial est excédentaire de 40 %), le faible taux des frets et l'accroissement des charges, « nos navires perdent tout l'argent qu'ils veulent », s'alarme M. François Rozan, président de la SFTM. « Ou bien nous les vendons ou bien nous trouvons une formule de pavillon plus économique qui nous permette, tout en continuant à employer à bord du personnel français et sans rompre le lien juridique entre la société et les marins, d'échapper aux charges énormes imposées par le statut national des marins ».

Les armateurs reprochent ouvertement au gouvernement de « laisser tomber » la marine marchande. Les relations entre les compagnies et les pouvoirs publics se sont d'ailleurs dégradées depuis juillet 1984. Il faut donc nous « débrouiller tout seuls », estime-t-on au comité central des armateurs.

Le groupe Worms (qui a été initié depuis longtemps par des sociétés comme Louis Dreyfus, Gazocéan, Chargeurs Réunis, et qui le sera par d'autres) estime que l'opération lui permettrait d'économiser, sur les coûts d'exploitation de ses navires, près de 1 500 dollars par jour et par bateau. Il a demandé au Gouvernement des assurances nationales (GAN) d'étudier un montage juridique pour la couverture sociale des équipages. L'armateur compte gagner à la fois sur les congés (quinze jours par mois d'embarquement au lieu de dix-neuf à vingt jours dans le régime français) et surtout sur les charges sociales, mais pas sur les salaires proprement dits, dont il s'engage à maintenir le niveau. Car ce qui coûte cher en France, du point de vue patronal, ce n'est pas tant les rémunérations (un officier français gagnait, en mai 1984, 1 828 dollars par mois, un Belge 2 933, un Finlandais 1 919, et le marin d'aital qu'au huitième rang en Europe) que les charges. Elles s'élevaient à 42 % des salaires — un

record européen — au lieu de 38 % en Suède, 28 % en RFA, 19 % en Grande-Bretagne, 5,8 % au Danemark.

An total, selon les statistiques établies par les armateurs européens, le coût d'équipage d'un gros pétrolier sous pavillon français atteint 4 000 dollars par jour, un peu plus de 3 000 en Grande-Bretagne, 2 000 pour un navire grec et 1 800 avec un équipage asiatique. Comment résister ?

Encore un chiffre significatif : le coût moyen journalier d'un commandant sous le régime social français atteint 2 109 F. Il ne serait plus que de 1 390 F sous régime international, avec le même salaire brut.

Anomalies

Quelles sont donc ces charges sociales spécifiques inhérentes à l'exploitation d'un navire sous pavillon français ? Si l'on compare le régime géré par une institution « corporatiste », l'ENIM (Etablissement national des invalides de la marine), avec le régime général de couverture sociale, on note un surcoût dans les cotisations de l'armateur de 4 % et une « ristourne » dans la cotisation du marin ou de l'officier de quelque 10 % par rapport à un salarié de l'automobile ou du commerce. Parmi les anomalies les plus criantes, il faut retenir :

— L'article 79 du code du travail maritime selon lequel « les sots (à un marin malade) cessent d'être dus par l'armateur au plus tard à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du jour où le marin a été débarqué à terre (plus de quatre mois éventuellement si le marin a été débarqué hors de France) » ;

— Les congés : dix-huit jours et demi par mois d'embarquement, ce qui est supérieur à la moyenne européenne ;

— Les retraites : marins et officiers peuvent prendre leur retraite à cinquante-cinq ans. Mais l'Etat et les armateurs ont mis au point un système de cessation anticipée d'activité (unique en Europe) à cinquante et un ans et demi, qui représente une cotisation de l'employeur de 100 000 F par salarié qui part.

A cela, on peut ajouter que la réglementation française, à l'inverse des conventions internationales, impose la présence de deux hommes

de veille, au lieu d'un généralement à la passerelle.

Mais, surtout, l'ensemble du personnel sur les navires français doit être français (3), ce qui évidemment pénalise le pavillon par rapport aux cargos grecs, allemands, britanniques, sans parler de certains navires de complaisance qui utilisent fréquemment des armateurs (sociétés ou personnes physiques) sans scrupules agissant comme les négriers de jadis.

L'initiative de Worms, qui s'inspire de solutions en vigueur en Suède, et sa détermination — « Quand on a pris une position, on ne change pas » — ont vivement indisposé le secrétaire d'Etat à la mer, inquiet des protestations des syndicats de marins. M. Langelan a parlé d'« un mauvais coup de la compagnie pour échapper à la législation française, et pour cesser de cotiser aux régimes de protection sociale ». Le PS, pour sa part, dénonce « une solution en trompe l'œil et une opération concertée du patronat maritime », et les syndicats crient à « la mise à mort de notre régime social ».

Même si des économies peuvent être trouvées ailleurs (coût en capital du navire, productivité, diminution des équipages à bord et meilleure polyvalence des personnels, allègement des frais d'escale dans les ports et des opérations de déchargement, réduction de la taxe professionnelle sur les navires qui n'a guère de sens), il reste que les coûts d'exploitation sous pavillon français sont particulièrement élevés. Sur un marché totalement livré à la concurrence, dans une conjoncture internationale léthargique vu la pléthore de navires, avec un gouvernement relativement indifférent — pour ne pas dire plus — à l'avenir de sa flotte marchande, ce ne sont pas là des atouts, alors que les nouveaux géants du Sud-Est asiatique, les pays de l'Est, les Etats du tiers-monde se montrent plus redoutables que jamais.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Chiffres de 1983. Source CNUCED.

(2) La flotte française comptait au 1^{er} janvier 1985, trois cent quarante-neuf navires pour 13,8 millions de tonnes.

(3) Alors que sept cent cinquante marins et officiers français naviguent sur les bateaux étrangers (au 30 août 1983).

Chrysler et Mitsubishi produiront ensemble 180 000 véhicules par an aux Etats-Unis

Chrysler et Mitsubishi ont annoncé, le 15 avril, à Tokyo, la signature d'un accord pour la coproduction d'une petite voiture dans une usine qui sera construite pour cette occasion dans un des cinq Etats du Middle-West (Illinois, Indiana, Ohio, Kentucky ou Michigan). Celle-ci emploiera deux mille cinq cents personnes, et la production, qui débutera au troisième trimestre de 1985, atteindra 180 000 voitures par an.

L'association à parts égales signée par les présidents de Mitsubishi, M. Tais, et de Chrysler, M. Iacocca, prévoit un investissement initial de 500 millions de dollars.

Cet accord ressemble d'ailleurs fortement à celui qu'ont conclu en février 1984 General Motors et Toyota. La nouvelle usine sera dirigée par les Japonais, et l'automobile, de conception japonaise, aura un moteur de 1,8 litre. Elle sera commercialisée à la fois par le réseau Chrysler qui vend déjà des automobiles Mitsubishi et par les quatre-vingt-quatre vendeurs spécifiques de la firme japonaise aux Etats-Unis.

D'autre part, les deux constructeurs ont signé un autre accord par

lequel la participation de Chrysler dans Mitsubishi passera de 15 % à 20 % en 1985, puis à 24 % en 1986.

Ce renforcement des liens entre les deux constructeurs automobiles — le troisième américain et le cinquième japonais — intervient quelques jours après que Chrysler ait renoncé à poursuivre son action judiciaire contre un accord du même type passé entre General Motors et Toyota (le Monde daté 14-15 avril). Ces deux firmes construisent depuis la fin de 1984, en Californie, un véhicule — la Nova — dont la production passera à 250 000 unités par an à la mi-1986.

Cet accord est aussi conclu alors que les autorités américaines ont renoncé à imposer des quotas aux importations de voitures japonaises. Mais les importations américaines restent, réelles aux Etats-Unis. Les Japonais jouent donc préférentiellement à l'exportation. L'incapacité des constructeurs américains à produire à coût comparable à celui des Japonais des petits véhicules les pousse eux aussi à rechercher cette coopération.

B. D.

FAITS ET CHIFFRES

Social

● Journée d'action au ministère de l'Economie le 24 avril. — Les fédérations des finances CGT, CFDT, FO, CFTC appellent à une journée d'action le 24 avril à l'occasion de la réunion du comité paritaire ministériel qui doit se tenir ce jour-là sous la présidence de M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie des finances et du budget. Ce comité sera consacré à l'étude des problèmes liés à l'introduction de l'information dans les services du ministère. Les syndicats demandent qu'une négociation soit engagée, notamment, sur les conditions de travail.

Etranger

ISRAËL

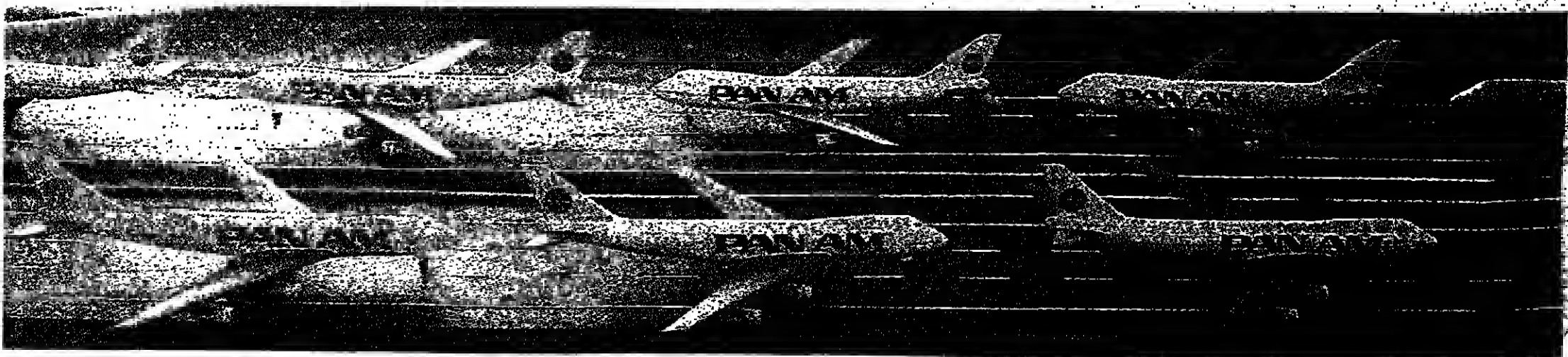
● Les prix ont augmenté de 12,1 % en mars. — C'est le plus fort taux jamais enregistré pour ce mois depuis la création de l'Etat hébreu en 1948. Selon l'Institut des statisti-

ques, ce résultat porte la hausse des prix de détail à 34 % depuis le début de 1983. A ce rythme, le taux d'inflation annuel s'élèverait à 225 %. L'indice record est dû, selon la centrale syndicale israélienne Histadrout, à la décision « brève et facile » du gouvernement israélien de réduire les subventions accordées aux produits de première nécessité. — (AFP.)

ITALIE

● Doublement du déficit de la balance commerciale. — La balance commerciale italienne a accusé, en février dernier, un déficit record de 3 157 milliards de lire (15,15 milliards de francs), plus du double du chiffre de février 1984 (1 393 milliards de lire, soit 6,7 milliards de francs). Selon l'Institut central de statistiques, les importations (14 455 milliards de lire) ont augmenté de 34,7 %, tandis que les exportations ne progressaient que de 20,9 % (11 298 milliards de lire).

Pan Am ouvre l'autoroute céleste France/USA.



Printemps 1985, la nouvelle flotte Pan Am décolle sous le ciel de France.

Pas moins de 28 nouveaux vols par semaine vous ouvriront la route des USA de la côte Est à la côte Ouest. C'est un événement.

Au départ de Roissy-Charles de Gaulle Pan Am vous offre les destinations suivantes :

New York. 2 vols quotidiens.
Miami sans escale. 3 fois par semaine.
San Francisco via Londres. 1 vol quotidien.
Los Angeles via Londres. 4 fois par semaine.
Et chaque jour au départ de Nice, un vol pour

New York sans escale.

Jamais les hommes d'affaires n'avaient eu tant d'occasions de goûter aux services de Pan Am.

Le Worldport®, terminal privatif de Pan Am à Kennedy Airport, qui vous assure directement les liaisons internationales et intérieures vers 35 villes américaines.

L'enregistrement unique à Paris quelle que soit votre destination finale.

L'hélicoptère privé de Pan Am qui vous déposera gracieusement, que vous soyez en première classe ou en Clipper Class, dans le centre

de Manhattan ou à Wall Street.

Et les mille petits « plus » Pan Am qui font de chacun de nos passagers un voyageur privilégié.

Pour en savoir plus sur l'autoroute céleste Pan Am, appelez votre Agent de Voyages ou Pan Am au 266.45.45.



Pan Am

Rien ne remplacera jamais l'expérience.

AFFAIRE

REPRESENTATION
AGENCE
AGENCE

REPRESENTATION
AGENCE
AGENCE

REPRESENTATION
AGENCE
AGENCE

REPRESENTATION
AGENCE
AGENCE

REPRESENTATION
AGENCE
AGENCE

REPRESENTATION
AGENCE
AGENCE

REPRESENTATION
AGENCE
AGENCE

REPRESENTATION
AGENCE
AGENCE

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- ÉTRANGER**
- 2. ASIE
 - CHINE : le monté de M. Hu Yaobang.
 - 2. DIPLOMATIE
 - 3. AFRIQUE
 - 4. AMÉRIQUES
 - 4. EUROPE
 - 6-7. PROCHE-ORIENT
 - LIBAN : dix ans de guerre géorgie (II), par Lucien George
- 89 FM**
- À Paris**
- ABO « Le Monde »**
- 232-14-14
- mercredi 16 avril, 18 h 45
- Le Cambodge dix ans après**
- DANIEL VERNET
- et JEAN-CLAUDE POMONTI
- répondent aux questions des auditeurs et des lecteurs
- Débat animé par FRANÇOIS KOCH
- POLITIQUE**
- 8 et 9. LE DÉBAT SUR LA COHABITATION : Comment Chaban a-t-il retrouvé son duché d'Aquitaine.
- SOCIÉTÉ**
10. JUSTICE
12. SPORTS
- LE MONDE SCIENCES**
13. Les phénomènes de l'espace.
14. Les derniers cancéres du chocolat.
- CULTURE**
17. THÉÂTRE : Amphigour 38, de Jean-Pierre Gaudou.
- SUPPLÉMENT**
- 21-22. Les premiers films géométriques des étudiants de l'Europe.
- ÉCONOMIE**
43. SOCIAL : la reprise des négociations entre les syndicats et la CNPF.
44. AFFAIRES : accord entre Chrysler et Mitsubishi.
- RADIO-TÉLÉVISION (20)**
- INFORMATIONS**
- SERVICES (41)**
- « Vie associative » ; Métiologie ; Mots croisés ; « Journal officiel ».
- Annuaire classé (23 à 40) ; Carnet (16) ; Programmes des spectacles (18-19) ; Marchés financiers (46).

FRED UHLMAN EST MORT

Les adieux de l'« ami retrouvé »

L'écrivain britannique, d'origine allemande, Fred Uhlman est mort, le vendredi 12 avril à Londres, des suites d'une opération. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

Écrivain et peintre, Fred Uhlman était connu dans le monde entier pour un court récit, *l'Ami retrouvé*, un des écrits de fiction les plus denses et les plus purs sur les années du nazisme. On venait de publier en français l'autobiographie de Fred Uhlman, *Il fait beau à Paris aujourd'hui* (Stock). A cette occasion, il avait accordé un entretien au Monde dans sa maison londonienne du quartier de Hampstead (« le Monde des livres » du 22 février). « *Même à mon âge, je ne peux rester inactif* », concluait-il. « *Après la pièce de son pas d'écriture, Octogénaires incroyablement jeunes* », comme l'écrivait Nicole Zand.

« *Gros-vieux à la sagesse des hommes ?* », demandait Bernard Pivot à Fred Uhlman, le 8 mars, à Paris, sur le plateau d'Apostrophe. « *À plus de quatre-vingt-quatre ans, il faudrait que je sois fou pour y croire* », répondait tranquillement l'écrivain, tirant sur sa longue pipe fine, qu'il avait lui-même dessinée. C'est pourtant l'image d'un vieil homme sage qui restera de Fred Uhlman aux spectateurs de cette émission : un homme ému, de ceux qu'on rêve d'avoir pour grand-père, tout de finesse, d'humour et de courtoisie. Un homme d'une immense culture, au regard vif mais comme un peu lointain : le regard de ceux qui ont fait vu, tant supportés de haines et de coups que leur est venue, non pas l'indulgence, mais une sorte de bienveillance.

Le message du 23 mars

Né à Stuttgart en 1901, Fred Uhlman, fils d'une famille de la bourgeoisie juive établie depuis longtemps dans la région (on trouve le nom d'un David Uhlman, dès 1721, parmi les Hofjuden, les juifs de cour de Stuttgart), était promis à un avenir sans histoire. Il était avocat, social-démocrate, et n'avait, de son propre aveu, d'« *innocence* » que jusqu'à la fin de la guerre. A l'université, il avait très mal accueilli les storiens venus lui dire de lutter pour avoir un pays.

La caserne, pour lui, est survenue le 23 mars 1933, alors que Hitler était au pouvoir depuis quelques semaines. Un jour avec lequel Fred Uhlman était en bons termes depuis qu'en lui transmettait un message, par téléphone : « *Si vous voyez le petit Uhlman, dites-lui qu'il fait beau à Paris aujourd'hui* ». Dites-lui bien aujourd'hui. Le jeune homme comprit l'avertissement. Sans même dire au revoir à ses parents, il partit.

Le numéro du « Monde »

daté 16 avril 1985

a été tiré à 483 994 exemplaires

Au Brésil

LE PRÉSIDENT NEVES EST PLACÉ EN HYPOTHERMIE

Sao-Paulo (AFP, Reuters). - Les médecins du président Tancredino Neves ont placé leur patient en hypothermie et maintenant, grâce à des médicaments, la température de son corps à 35,5 °C, afin de diminuer la dépense d'énergie de son organisme. « *Il n'a pas été enregistré de nouvelles difficultés, ni d'aggravation de problèmes déjà existants* », a déclaré le porte-parole de la présidence, M. Brito. Il a cependant précisé que « *l'état de santé de M. Neves reste très grave et est artificiellement stabilisé* ». Le malade ne survit en fait que grâce à l'aide d'appareils respiratoires et à des médicaments.

M. Brito a ajouté qu'il n'y avait pas d'autre moyen de maintenir le président en vie et que « *la situation pourrait se prolonger pendant plusieurs mois* ».

[La mise du président Neves en hypothermie - vraisemblablement au moyen de perfusions de neuroleptiques et de vasodilatateurs - a été faite de part et d'autre de son corps - d'est en ouest - pour les médecins brésiliens que de garder quelques heures supplémentaires, explique le professeur Gervasio Bentes, chef du service d'anesthésie-réanimation à l'hôpital Niterói. En l'espace d'un mois, le président Neves a subi sept interventions chirurgicales. De plus, il est placé sous assistance respiratoire et sous réchauffement. Un schéma thérapeutique qui semble être réservé aux chefs d'État.]

Sur le vif

Carotte

Décidément, j'ai tout pour plaire, moi. Je suis une bonne femme. Je suis juive. Je suis vieille : l'autre jour au cinéma, la caissière m'a demandé si j'avais la carte vermeil. Bon d'accord, je ne suis pas homosexuelle, pas encore, c'est déjà ça. Seulement voilà, je suis rouquine et il paraît que je suis mauvaise. J'avais bien remarqué, le matin, au café du coin, que les copains évitaient de s'asseoir à côté de moi. Je ne comprenais pas pourquoi.

J'ai un ami d'enfance. On était ensemble à l'école alsacienne. Petit, il était nettement queue-de-vache. Maintenant il est tel et moulu. C'est lui qui m'a expliqué le coup.

« *Ce fait des années que je te le répète. Tu voulais pas me croire. En classe déjà on était victime du racisme anti-roux.* »

Tu vas pas recommencer ! C'est des histoires ! Tu arrêtes pas de m'imiter, de me copier. Alors, pendant l'Occupation, comme tu es protestant, tu savais pas quoi inventer pour te sentir persécuté.

« *Je te demande pardon. Je l'étais. Toi aussi. C'est évident. Pourquoi tu crois qu'ils t'appelaient Carotte ?* »

Carotte... Ça rime... De toute façon je ne suis pas vraiment roux, moi, je suis blond vénitien.

« *C'est la même chose, figure-toi. Essaye pas de jouer les Aryens d'honneur. Et tu sais d'où ça vient cette haine, ce dégoût, ce mépris des rouquins. De Judas. C'en était un.* »

Comment tu le sais ?

« *Je viens de lire le bouquin de Xavier Fauche et Lucien Rioux. Rouquin rouquine, ça s'appelle. Ils racontent qu'on était écartelé par les Égyptiens, supplicié par les Romains, brûlé par les chrétiens. On représente les flammes de l'enfer, le diable, le mal. On est évident, sournois, cruel, coassard et pervers. En plus on est laid. On est sale. On a une odeur spéciale.* »

Tu confonds tout. Les Noirs, pas les roux.

« *Les Noirs, c'est pareil, mais c'est différent. Ils puent autrement.* »

Alors tu penses que c'est pour ça qu'au bistrot, mes collègues...

« *Bon tiens ! Cherche pas ! J'ai voulu en avoir le cœur net. J'ai demandé à mon fils si au lycée on le taquinait, on le martyrisait, on le traitait de rouquin et de rouquimoute. Il m'a regardé, sidéré : enfin, maman ! Pourquoi tu crois que je me suis tant en vert ?* »

CLAUDE SARRAUTE.

LA MISSION DISCOVERY EST PROLONGÉE

Dépannage de fortune pour un satellite à la dérive

C'est une manœuvre peu commune que l'équipage de la navette spatiale américaine Discovery a accomplie dans la journée de mardi 16 avril. Presque une page de l'histoire de la précision de chirurgien dont les astronautes doivent faire preuve pour mettre en marche le satellite de télécommunication américain Syncom IV-3, à la dérive depuis samedi dernier. Lors de sa sortie de la soute de la navette (*le Monde* du 16 avril), ce satellite destiné à la marine de guerre américaine avait pu être activé en raison de la non-fermeture d'un interrupteur constitué par une petite tige de 10 centimètres de long. Pour des raisons encore inconnues, cette tige n'a pas été poussée lors du largage de Syncom IV-3, empêchant ainsi la mise sous tension du satellite.

Depuis lors, ce bel objet de 4 tonnes, assuré pour environ 85 millions de dollars, est totalement sourd et muet. Il croise dans l'espace et valse au rythme de deux tours par minute.

La NASA n'ayant pas pour habitude de capituler facilement, il a été décidé, après maintes discussions et consultations, de tenter une opération de dépannage en orbite en allant actionner sur place l'interrupteur récalcitrant. Une opération plutôt délicate puisque l'engin tourne sur lui-même à une vitesse folle, certes, mais non négligeable. Aussi la NASA a-t-elle opté pour un dépannage en deux temps qui

devrait entraîner une prolongation de la mission actuelle de quarante-huit heures. Dans la journée de mardi, le commandant de bord de la navette, Karol Bobko, devait amener la navette à une distance d'une vingtaine de kilomètres du satellite Syncom IV-3 dont le moteur d'appoint destiné à le placer en orbite géostationnaire (36 000 kilomètres d'altitude) n'a pas encore été mis à feu et constitué, de ce fait, un risque pour Discovery et son équipage.

Deux des sept membres de l'équipage, Jeffrey Hoffman et David Griggs, sortiront alors, pendant quatre heures environ, dans la soute de la navette pour attacher une perche longue d'un mètre environ au bout du bras télécommandé de Discovery. Ce dispositif, déjà surmonté d'une « tapette à mouches » et « griffe à dents » par les journalistes américains, devra être fixé par des morceaux de ruban adhésif. Une fois cette opération achevée, l'équipage de Discovery prendra quelque repos avant que ne soit engagée, dans la journée de mercredi 17 avril, la phase finale de cette tentative de dépannage. La navette s'approchera alors - presque à la touche - du satellite Syncom IV-3 pour que Rhea Seddon puisse, depuis la cabine de pilotage, manœuvrer délicatement le bras télécommandé et son dispositif de dépannage pour fermer l'interrupteur défaillant.

L'extension de la publicité dans l'audiovisuel

LA HAUTE AUTORITÉ MET EN GARDE LE GOUVERNEMENT

M^{me} Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, a écrit, vendredi 12 mars, au premier ministre à propos de l'introduction de la publicité commerciale (notamment le secteur de l'édition) dans les programmes des chaînes de télévision publique (*le Monde* du 13 avril).

Elle écrit notamment : « *Les organismes du service public ont l'obligation, en vertu de la loi du 29 juillet 1982, confirmée par leurs cahiers des charges, de « défendre et illustrer la langue française », d'assurer la promotion la plus large du patrimoine culturel national et de diffuser à travers leurs journaux et leurs magazines des informations relatives aux activités culturelles, à la création artistique et à la connaissance.* »

« *En raison du coût élevé des messages publicitaires à la télévision, l'introduction de la publicité littéraire favoriserait les collections et les ouvrages de grande diffusion au détriment des « nouveautés » dont la faible tirage ne permet pas d'investissement publicitaire important. De plus, cela risquerait de faire passer sur les émissions - journaux ou magazines - qui font la promotion de ces « nouveautés » un soupçon de publicité clandestine ou illicite. Aussi naîtrait une contradiction entre les missions assignées par la loi au service public et l'introduction d'une mesure commerciale. Pour la Haute Autorité, l'intérêt d'une telle mesure paraît faible par rapport au risque encouru pour la création littéraire.* »

La présidente indique, d'autre part, en ce qui concerne les « nouveaux médias » (câbles, satellite, futures télévisions privées) : « *La Haute Autorité estime que les règles régissant le service public en matière de publicité devraient y être appliquées.* »

« *Espionnage soviétique en RFA.* - Selon le quotidien *Die Welt*, les autorités ouest-allemandes ont découvert qu'un membre de la mission commerciale soviétique à Cologne exerçait des activités d'espionnage. Il s'agit de M. Semilakov, qui n'a pas le statut de diplomate. M. Semilakov, pris sur le fait samedi 13 avril alors qu'il tentait d'obtenir d'un Allemand des secrets industriels, a été traduit par le juge d'instruction devant la cour de justice de Karlsruhe. »

MARVIN HAGLER CONSERVE SON TITRE DE CHAMPION DES POIDS MOYENS DE BOXE

Las Vegas. - L'Américain « Marvin » Marvin Hagler, trente et un ans, a brillamment conservé de couronner de champion du monde des poids moyens (titre unifié) en battant, par arrêt de l'arbitre à la troisième reprise d'un combat prévu au double round, son compatriote Thomas Hearns, vingt-six ans, le 15 avril sur le ring en plein air du Caesars Palace de Las Vegas (Nevada).

Devant quinze mille quatre-vingt-sept spectateurs, ayant payé jusqu'à 600 dollars le droit d'assister au choc pugilistique de l'année depuis par un temps chaud et lourd, Marvin Hagler, impressionnant de puissance et de biceps, a débouché d'un coup de poing à la troisième reprise le titre sacré le 27 septembre 1980 à l'anglais Alan Minter. Il a infligé une sévère punition à Thomas Hearns, l'actuel champion du monde des super-moyens (version WBC), incapable de profiter de sa taille et de ses allures supérieures.

Le boxer au crâne rasé de Brooklyn, en dépit d'une coupe au-dessus et en dessous de l'œil droit à la première reprise, s'est distingué par d'énormes coups de poing, étonnamment précis par des crochets des deux mains au visage, pour conclure à l'issue d'une fantastique troisième reprise.

Après avoir fait vaciller d'un puissant direct du droit à la face, l'élève des frères Pat et Gene Petronelli a saisi sur sa gauche d'un crochet gauche au visage qui projetait Hearns au tapis. L'arbitre américain Richard Steele a alors rapidement décidé d'arrêter le combat au moment où le boxer de Detroit se relevait au compte de neuf après exactement deux minutes et une seconde de combat dans le troisième round. - (AFP).

du 15 au 30 avril

24 heures en BX

Essai libre gratuit 24 heures

Une voiture cela s'essaye. Pour l'essayer, la comparer en famille objectivement, partez où vous voulez, en France, 24 heures, au volant d'une BX, n'importe quelle BX.

Vous avez plus de 21 ans, votre permis depuis plus d'un an et vous êtes propriétaire d'un véhicule. Contactez le réseau Citroën. En échange de cet essai gratuit, 24 heures maximum (1 essai par famille) vous donneront simplement votre opinion, en remplissant un questionnaire et vous ne paierez que votre carburant.

Rendez-vous chez Citroën
ou gratuit 16.05.05.24.24

CITROËN - TOTAL

Je souhaite faire un essai BX

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____

Code postal : _____

Véhicule possédé : _____

Retourner ce bon à Citroën 24 heures en BX

62, boulevard Victor-Hugo, 92208 Neuilly-sur-Seine Cedex.

مكتبة الأصيل

Le Monde

ÉDITION SPÉCIALE PHILIPS

Conducteur : Benoît de Cuniac

Reporter : Jean-Pierre Pujos

— MERCREDI 17 AVRIL 1985

P U B L I C I T É

Mozart kidnappé Un événement revendiqué

Vers des lendemains qui chantent

La question est posée : une grande découverte, fruit d'une technologie de pointe et d'un colossal effort d'investissement, a-t-elle des effets qui la dépassent ? Le progrès technique conduit-il à l'homme ? L'homme aura-t-il grandi de cette découverte ou se sera-t-il égaré ?

Grandes questions et qui font penser aux éternels sujets du baccalauréat. La philosophie par PHILIPS d'autoradio servie par des succès exceptionnels, et bénéficiant de perfectionnements propres à l'époque, nous amène à poser, à nous poser, ces grandes interrogations.

Il faut noter d'abord que la radio fait désormais partie de la vie de chacun à un point tel qu'il paraît impossible d'imaginer un monde sans elle. La véritable explosion des radios libres, tout récemment, parachève cette évolution. Là encore, la technologie, l'homme se révèle tel qu'il est : une insatiable conquérante. Enfin, la radio dans l'auto, c'est-à-dire l'autoradio, achève le portrait de l'homme d'aujourd'hui. Tout le monde possède une auto. Tout le monde possède une radio. Et, si ce n'est plus de « frimer » comme dans les temps héroïques, mais d'importer avec soi, quand on se déplace, le monde, ses rumeurs, ses nouvelles, sa parole, ses échos.

Pour de la solitude. Cette vague de silence. Non, plus simplement envie de mieux remplir, de mieux passer le temps obligatoire du transport. Agrément donc d'abord. Mais le confort aussi et surtout. Un exemple ? Avec la recherche et la sélection des 6 stations FM les plus puissantes de la région où il se trouve, le conducteur peut, l'esprit et les mains libres, se consacrer à la conduite. Système de recherche automatique, système AUTOSTORE®, autant de moyens de libérer l'homme.

Mais n'est-ce pas encore le véritable privilège que de telles technologies apportent à son utilisateur ? Aujourd'hui, cela va sans dire, et nous l'acceptons comme un dû. Attitude d'enfants gâtés ? Tant pis, tant mieux. Il est normal, oui, qu'un constructeur tel que PHILIPS propose de tels appareils. Mais nous ne devons pas tout à fait perdre la capacité de nous en étonner. Le pire serait d'être blasé.

Dominic Noury

De notre correspondant.

Paris - D'objectifs que poursuivaient les ingénieurs mélophones est aujourd'hui clair. Le mardi 2 avril, dans une voiture banalisée, avenue Montaigne à Paris, ils ont réussi à capturer le son pur.

La voix de Leporello, valet de Don Giovanni, était parfaitement reconnaissable. « Non voglio più servire », Don Giovanni, Donna Anna, Leporello, étaient là, dans cette voiture qui filait. Mozart était kidnappé. Après avoir réussi leur coup, les techniciens de PHILIPS ont revendiqué cet enlèvement. Cette nouvelle promesse technologique n'est « que » l'expression, la concrétisation d'une passion qui nous anime depuis des années, déclara aux journalistes le responsable de la bande dite des « techniciens mélophones ». Pressé à trois reprises de révéler quelles étaient les nouvelles découvertes techniques qui avaient permis aux autoradios PHILIPS, munis du système AUTOSTORE®, d'être aujourd'hui parmi les meilleurs

Denis BOULET-GERCOURT

LIRE

LE MONDE EN STÉRÉO

Sa Majesté Élisabeth III préside à Vancouver la cérémonie d'ouverture de l'année stéréophonique.

PHILIPS DÉPASSE LES BORNES

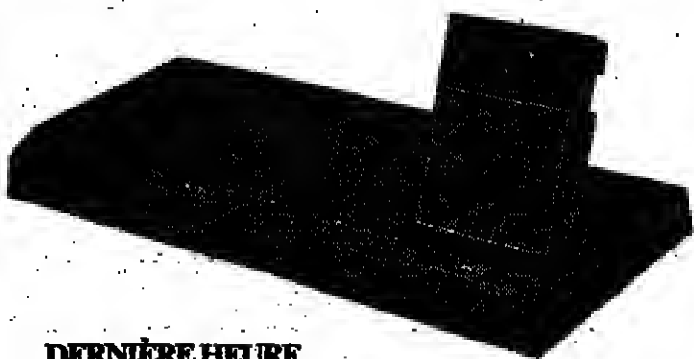
Scandale à l'opéra de Paris : dans la fosse d'orchestre les lecteurs compact disc PHILIPS remplacent les musiciens.

LE TÉMOIGNAGE

Madame Bettina Zographos, la fameuse cantatrice, fait installer un autoradio PHILIPS dans sa chaise à porteur.

LES INGÉNIEURS REVENDIQUENT

De notre envoyé spécial au 42^e symposium de la haute fidélité à Reykjavik.



DERNIÈRE HEURE

La gamme Philips 85 des haut-parleurs se surpasse : les H.E haut de gamme, série son 2000 à membrane révolutionnaire extra-plaque présentent les mêmes qualités que votre chaîne hi-fi sans en exiger les dimensions. Mieux le tweeter du EN 8895 de la même série est orientable jusqu'à 90° et vous permet de diriger la diffusion sonore en fonction de votre véhicule.

*Haut-parleur des aigües

Les pro-FM plébiscitent la technologie Philips

A Paris, le mercredi 31 mars 1982, le conseil des ministres, réuni sous la présidence de Monsieur François Mitterrand, Président de la République, adopte, sur la proposition de Monsieur Georges Fillard, ministre de la Communication, un arrêté autorisant des radios locales privées à émettre sur la bande FM.

Des centaines de radios locales privées ont éclos en quelques semaines, sur l'ensemble du territoire français. Très vite, ces radios ont été appelées radios libres. Elles deviennent le symbole d'une nouvelle liberté de communiquer. Dans tout le pays, c'est la jeunesse qui prit la parole. A Paris, dans les villes de province et dans les campagnes, les enthousiastes étaient là, les programmes étaient là, les techniciens radios étaient là. Mais la qualité des postes radios et autoradios n'était pas toujours au rendez-vous et nombre d'auditeurs eurent du mal à découvrir les nouveaux programmes FM. Tout avait été prévu, sauf la qualité et le confort d'écoute, pour ne pas dire le respect des auditeurs. On se souvient de l'iniquité des milieux FM et des mises en garde répétées de leurs responsables. En conséquence et sans attendre,

il revient aux neuf sages de la haute autorité de l'audiovisuel, présidée par Madame Michelle Cotta, d'allouer les fréquences FM disponibles aux radios locales privées qui en feraient la demande. Seules celles ayant reçu officiellement une fréquence d'émission auront l'autorisation d'émettre.

Les constructeurs de matériel radio et autoradio apportèrent de nombreuses améliorations aux postes FM existant : Stations pré-régulées, mémoires électroniques, etc. Philips, fort de son avance technologique permanente a voulu enrichir le marché de l'autoradio en allant encore plus loin pour répondre aux soucis des pros FM. Car, après la libération des ondes, décidée par le gouvernement, ceux-ci se sont vite rendus à l'évidence : en dehors de leur zone de déplacement habituel pour laquelle ils avaient sélectionné et programmé leurs fréquences préférées, le seul moyen qu'ils avaient de se brancher sur les stations FM des nouvelles régions traversées était d'acquiescer fréquemment le potentiomètre de changement de fréquence ou bien la touche de recherche automatique. A chaque coin de rue, c'était Mozart assassiné. Pour faire

FRANK MAREST



Fad : balance ; Treble : aigus ; Bass : grave ; Loudness : contrôle physiologique ; Reverse : changement du sens de lecture ; On : marche ; off : arrêt.

Pour des ondes libres vers un autoradio du 3^e type

De notre correspondant Benoît de CUNIAC

Baracas - C'est dans les salons de l'hôtel Alvear, somptueux bâtiment néo-colonial à quelques centaines de mètres de l'ambassade de France, sur une des collines qui dominent le Paraguay, que s'est ouverte la première rencontre mondiale des radios libres. En signe de protestation, la délégation Molène ayant jugé « discriminatoire

et équivoque » la dénomination de radio libre a quitté la salle, immédiatement suivie par la délégation Syldave. Cette réaction, diversement commentée dans les milieux officiels, a en soi moins le mérite de soulever un vrai problème, de poser une vraie question. Celle de la liberté des ondes. Vaste problème comme aurait dit le Général.

AUGOUT DU JOUR

L'Auto Satisfaction

Quelles têtes ! Si l'on doit juger le bonheur des automobilistes sur leurs mines, il n'y a pas de doute, l'époque est à la joie. Payeraient-ils moins d'impôts ? Le prix de l'essence a-t-il baissé ? Non. Quelle que soit l'époque, on peut répondre par la négative à ces deux hypothèses ; alors, pourquoi de tels airs réjouis ? Mais tout simplement parce qu'il paraît qu'il existe un autoradio qui restitue un son FM d'une telle qualité que le siège de votre auto se transforme en fauteuil d'orchestre. Et votre passager en Mozart.

Alors, qu'importe les hausses, les impôts ! Lorsque la musique est de toute pureté, la vie est toute changée. Quel dommage que nos gouvernements marquent de voix. Nous serions enchantés.

VALÉRIE VERDET

Pour ne pas faillir à la tradition et selon la formule convenue, le congrès s'est bien amusé, lorsqu'un membre de la délégation du séral a demandé que soit solennellement condamné l'enlèvement de Mozart perpétré la veille par les ingénieurs de chez PHILIPS. On en rit encore dans les couloirs de l'Alvear.

Beaucoup plus sérieusement, et en marge des questions d'ordre politique, la plupart des débats se sont assez rapidement orientés vers l'aspect technique des choses. Plusieurs délégations ont salué comme « véritablement révolutionnaires » (déclaration de M. Francesco Casabianca à l'issue du dîner de gala) les améliorations apportées par le

nouveau matériel autoradio présenté par les chercheurs de chez PHILIPS. L'expression « autoradio du 3^e type » a été lancée par le fameux ingénieur italien Andreo Cavalcanti dont on connaît pour tant l'objectivité et la mesure.

Il faut noter que toutes les limousines officielles, conduites par des dames de la meilleure société et qui ont la charge de transporter les congressistes de leur hôtel aux différentes conférences, sont équipées du nouveau combiné cassette AUTOSTORE® AC 840. Opération de promotion pleine d'à propos et qui porte ses fruits : l'ensemble des délégations a semblé particulièrement impressionné.

PHILIPS